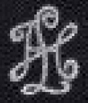
LÉON DEGRELLE

HITLER UNIFICATEUR





LÉON DEGRELLE

HITLER UNIFICATEUR DE L'ALLEMAGNE

I

QUI LIQUIDERAIT LA FAILLITE ?

« Le pouvoir, nous l'avons. Nous allons commencer un travail de géants. »

Tel fut, à Berlin, la nuit du 30 janvier 1933, un des premiers propos de Hitler, acclamé par une foule déferlant pendant cinq heures sous les fenêtres de la Chancellerie.

A quelques mètres de lui, le vieux maréchal von Hindenburg rythmait à coups de canne sur le parquet le fracas des fanfares. Des milliers de torches coulaient comme la lave en fusion le long de la Wilhelmstrasse. Mais Hitler restait pensif, l'œil morne malgré sa victoire.

Après son combat électoral presque impossible, tout autre que lui eut perdu les étriers, assailli de toutes parts, n'avançant que de traquenards en traquenards. Son combat politique avait duré quatorze ans. Il en avait quarante-trois, presque quarante-quatre, c'est-à-dire qu'il était physiquement et intellectuellement au sommet de sa force. Il avait converti, un par un, des millions d'Allemands, avait formé avec eux le parti le plus puissant du Reich, qu'entouraient de leur rempart humain des centaines de milliers de SA (Sturm Abteilung), des prolétaires pour les trois quarts.

Son habileté avait été extrême. Il s'était joué de tous ses adversaires, les avait défaits les uns après les autres.

Il eut donc dû, le bras levé à sa fenêtre, devant la foule délirante, être triomphant. Il était presque terne, concentré, comme perdu dans un autre monde.

Cet autre monde, bien au-delà de cette rue en délire, c'étaient soixante-cinq millions d'habitants qui l'aimaient ou le détestaient, mais que, dès cette nuit-là, il prenait en charge. Cette charge, il le savait – et à peu près tous les Allemands le savaient en cette fin de janvier 1933 – était écrasante, presque désespérée.

*
* *

Un demi-siècle après, nul n'a plus idée de la situation de l'Allemagne d'alors. Chacun croit que l'Allemand a toujours été gros et gras. L'Allemand dont héritait Hitler était un squelette.

Plusieurs dizaines de mouvements « démocratiques » s'étaient succédé, souvent dans l'incohérence. Au lieu d'alléger la misère, ils n'avaient fait que l'accroître, victimes de leur instabilité, de leur impossibilité de poursuivre pendant un an ou deux le même plan.

Le Reich était arrivé au fond d'un cul-de-sac, se heurtant à un mur sur lequel tous les hommes politiques se heurtaient les poings. En quelques années, l'Allemagne avait connu une vague de suicides sans précédent, plusieurs dizaines de milliers, provoqués par une misère toujours plus écrasante.

Au début de 1933, cette misère du peuple allemand était virtuellement totale. Six millions de chômeurs – ou davantage – erraient, affamés, ne touchant que des indemnités dérisoires, qui représentaient à peu près 41,7 marks par mois, soit 1,39 mark par jour. Or, beaucoup de ces miséreux avaient des familles à nourrir; vingt millions de personnes, le tiers de la population du Reich, étaient réduites ainsi à une survie des plus aléatoires. De plus, ces subsides avaient été limités à une durée de six mois. Après, c'était le gouffre, les seuls bureaux de bienfaisance, minces indemnités de la misère.

Malgré des aides pitoyables, à tenter de sauver les six millions de chômeurs pendant six mois, l'État et les communes du Reich s'étaient vus acculés à la ruine : rien qu'en 1932 quatre milliards de marks avaient été engloutis, c'est-à-dire 57 % de la totalité des impôts du Reich et des États régionaux. Nombre de municipalités, anéanties par ces versements, avaient fait faillite. [1]

Les privilégiés, qui avaient la chance d'avoir encore un travail, n'étaient guère mieux lotis. Les salaires et traitements des ouvriers et des employés avaient été réduits de 25 %; 21 % d'entre eux gagnaient entre 100 et 250 marks par mois; 69,2 % touchaient, en janvier 1933, moins de 1 200 marks par an. On estimait que le nombre d'Allemands à même de vivre « sans soucis » ne s'élevait plus qu'à environ 100 000 personnes.

Au cours des trois dernières années avant Hitler, l'ensemble des salaires avait baissé de plus de la moitié, tombant de 23 milliards 900 millions de marks à 11 milliards.

Le revenu moyen du citoyen allemand était descendu de 1 187 marks en 1929 à 627 marks en 1932, niveau difficilement tolérable.

Lors de l'accession de Hitler au pouvoir, 90 % des habitants du Reich étaient des nécessiteux.

Nul n'échappait à ce chômage-étranglement.

Les intellectuels étaient frappés aussi durement que les prolétaires. Sur 135 000 universitaires ayant obtenu leur diplôme, 60 % étaient restés sans emploi. Une minorité infime touchait une indemnité de chômage.

« Les autres, écrivait un observateur étranger, sont à la charge de leurs parents, ou bien ils dorment à l'asile de nuit. Le jour, on les voit sur les boulevards de Berlin, portant sur le dos une pancarte : J'accepte n'importe quel travail. »[2]

1.– Pour plus de détails, voir *Krisenmanager im Dritten Reich* (1973) de Hans Kehr, un des plus importants collaborateurs du ministre Speer.

2.– Marcel Laloire, *Nouvelle Allemagne*, page 220.

Même chute vertigineuse parmi les travailleurs de l'artisanat. Ceux-ci, en Allemagne, étaient 4 millions. Ils représentaient 12 % de la population. Leur activité avait baissé de 55 % : le total de leurs ventes avait chuté de 22 milliards de marks à 10 milliards.

Les plus atteints étaient les hommes du bâtiment, travailleurs qui ne travaillaient plus, puisque 90 % d'entre eux étaient au chômage.

Les paysans étaient accablés tout autant que les ouvriers des grandes villes, écrasés qu'ils étaient sous un déficit qui atteint 12 milliards de marks. Beaucoup en avaient été réduits à hypothéquer leur maison campagnarde et leur lopin de terre.

Les seuls intérêts de ces emprunts, imposés par la débâcle, équivalaient en 1932 à 20 % de la production agricole de la totalité du Reich.

Ne pouvant plus faire face au paiement de ces intérêts effrayants (2,4 milliards de marks par an), l'agriculteur, désespéré, voyait vendre sa ferme aux enchères : de 1931 à 1932, 17 157 propriétés agricoles avaient été liquidées de la sorte, d'une superficie de 462 485 hectares.

Les dizaines de gouvernements boiteux qui s'étaient succédé en Allemagne depuis 1919 s'étaient tous révélés incapables de porter remède à ce saccage de l'économie agricole. En revanche, si démocrates qu'ils se fussent proclamés, ils avaient toléré que des centaines de milliers d'hectares appartenant à quelques dizaines de magnats fussent très souvent peu ou mal cultivés, et qu'ils échappassent à tout morcellement. Ces terres à sous-rendement, détenues par 37 personnes, représentaient 1,37 milliard de marks. Le prince de Thurn und Taxis possédait 297 000 hectares à lui seul ; 117 000 hectares pour la famille de l'ancien Kaiser Guillaume II. Sept personnes se partageaient 772 000 hectares. Mais 2,5 millions de petits paysans devaient se contenter de 1 588 000 hectares, soit moins de 2 hectares par famille agricole.

La « démocratie » née à Weimar avait supporté, sans broncher, ces abus criards, ainsi que la mise au pain sec de ces millions de travailleurs des champs, les citoyens les plus stables du Reich et les plus laborieux. Comment ceux-ci, grugés, pillés, abandonnés n'auraient-ils pas entendu les appels de Hitler ?

Leur situation, le 30 janvier 1933, était dramatique. De même que celle de tout le prolétariat allemand, trahi par ses chefs marxistes, acculé à des salaires de honte, à des indemnités dérisoires et aléatoires ou à la plus humiliante des mendicités.

L'état de l'industrie de l'Allemagne, jadis fameuse dans le monde entier, n'était pas plus brillant. Malgré les pots de vin – ou plus exactement les millions de marks que les magnats de la finance se croyaient tenus de verser, avant chaque élection, dans les caisses des partis, dans le but de s'assurer leur complicité.

Le Centre, conservateur ou démocrate chrétien, aux œillères étroites, s'était désaltéré pendant quatorze ans à ces abreuvoirs de la corruption, tout autant que ses adversaires de gauche. Un hypercapitaliste comme l'homme d'affaire Flick avait abondamment arrosé la social-démocratie d'avant 1933. C'était chez lui, comme chez tous ses congénères, une tactique soigneusement étudiée. Fidèle à la tradition familiale, le fils Flick, après 1945, continuerait à offrir des revenus généreux aux mendiants socialistes du Bundestag, ainsi que par ricochet à des partis frères de l'étranger, tous tendant vers les subsides allemands des sébiles avides.

Leurs bienfaiteurs veillaient d'ailleurs, rigoureusement, à ce qu'on leur assurât de fructueuses compensations : contrats privilégiés, passage au blanc de dûs fiscaux. Rien ne se donne pour rien. L'argent, en politique, est livré sous forme de menottes. La démocratie est une mangeoire où chaque politicien pourri ne happe son foin qu'à travers des barreaux d'or.

Malgré le concours complaisant des politiciens de service des partis de toutes les couleurs, les grands manitous de l'hypercapitalisme allemand n'avaient connu que des successions de catastrophes. Les gouvernements bâclés qu'ils épaulaient étaient

inopérants, formés dans la bousculade, selon les appétits et les compromissions des clans. Ils avaient dégringolé de culbutes en culbutes, n'ayant jamais le temps de rien prévoir, ou même de s'adapter tant bien que mal à leurs fonctions.

Tout plan économique, improvisé parmi ces remous désordonnés, devait inévitablement échouer. Rien de grand ne se fait sans le temps. Le temps seul permet aux grands projets de mûrir, et de faire appel à des compétences capables de les appliquer.

L'arrosage des partis ne les avait pas empêchés, non plus, de se montrer tout aussi impuissants face aux exactions ordonnées par le traité de Versailles.

La France, en 1923, avait pu saisir l'Allemagne lors de son irruption dans le bassin de la Ruhr. Elle avait pu acculer, en six mois, le gouvernement du Reich à capituler piteusement.

Disloqués, se détestant entre eux, comment des politiciens de passage eussent-ils pu résister? En quelques mois de 1923, sept gouvernements allemands s'étaient succédé! Ils n'avaient pu qu'accepter d'être soumis aux contrôles alliés les plus humiliants ainsi qu'aux manigances séparatistes fomentées à prix d'or par les déprédateurs à la Poincaré.

Les prélèvements effectués sous forme de pourcentages considérables sur les ventes de l'Allemagne à l'étranger avaient coupé aux Allemands leurs possibilités d'exporter. Ils avaient décaissé milliards sur milliards: obligés de payer ainsi des sommes énormes à leurs vainqueurs, ils avaient, exsangues, dû se prêter aux plus dangereuses transfusions financières, recourant à des emprunts énormes à l'étranger, aux États-Unis en particulier. Ces dettes avaient achevé de les anéantir, précipitant le Reich, en 1929, dans la plus épouvantable des crises financières.

Les gros industriels, qui avaient fourni le lait et le miel à ces politiciens d'aventure, s'étaient retrouvés, malgré leurs subsides, impuissants parmi leurs chantiers abandonnés et les quartiers ouvriers sinistrés où leurs travailleurs n'étaient plus que des ombres hagardes au visage ravagé d'angoisse.

Les milliers d'usines du Reich s'étaient converties en une forêt muette, aux arbres desséchés. Beaucoup d'entre elles avaient sombré. Les survivantes tournaient au ralenti. La production industrielle brute de l'Allemagne avait été réduite de moitié. Trois milliards cinq cents millions de marks en 1932, au lieu de sept milliards en 1920!

Pourquoi, dans les usines, eût-on investi dans du matériel plus moderne, alors que les machines ne fonctionnaient qu'à 50 % de leurs capacités? Un exemple précis: l'industrie automobile. L'Allemagne de 1932 battait hélas tous les records de sous-emploi, une production douze fois moindre que celle des États-Unis, quatre fois moindre qu'en France: 682 376 voitures en Allemagne (1 pour 100 habitants), contre 1 855 174 en France (alors qu'elle comportait 20 millions d'habitants de moins que le Reich).

Les exportations allemandes avaient connu un effondrement du même ordre: leur excédent avait chuté de 2 872 milliards en 1931 à 667 millions en 1932, c'est-à-dire avait été réduit de 2 205 milliards, à peu près les trois quarts!

Accablée par les cessations de paiement, par les comptes courants surchargés de chiffres rouges, la grande Banque allemande était également en pleine décomposition. Harcelée par les demandes de remboursements d'emprunts allemands à l'étranger, la Reichsbank ne disposait plus, le jour de l'accession de Hitler au pouvoir, que de 83 millions de marks en devises, dont 64 millions auraient dû être versés le lendemain 31 janvier 1933! Ce soir-là, normalement, l'Allemagne n'eut donc plus disposé que de 13 millions en tout et pour tout d'argent étranger.

En revanche, une fabuleuse dette extérieure pesait comme une chape de plomb sur chacun des Allemands. Son montant était à peine crédible: il s'élevait à 19 milliards de rentenmarks: 83 millions d'actif, 19 milliards de passif!

Pour éponger cette dette fantastique, le produit intégral de trois ans d'exportations allemandes n'eut même pas suffi. Il eût fallu que pendant trois ans et trois mois la totalité des importa-

tions du Reich, jusqu'au dernier boulon de M. Krupp, eut été jetée dans ce gouffre, si l'on avait tenté de le niveler.

Toute possibilité d'y parvenir, en recourant à des moyens financiers intérieurs, était exclue d'avance.

« Le portefeuille de traites et d'avances, écrivait le plus notable des financiers allemands, le docteur Schacht, était tombé en 1930 à moins de 2 millions de marks. » [3]

Activité bancaire réduite donc virtuellement au néant.

Alors quoi, les impôts ?

Ils avaient glissé de 9 milliards en 1930 à 7,8 milliards en 1931, puis à 6,65 milliards en 1932, alors que le chômage à lui seul absorbait 4 milliards de ces recettes !

Des milliards d'autres dettes, locales celles-là, s'étaient accumulés à une cadence effrayante. Harcelées par des millions de nécessiteux, les municipalités devaient déjà, à elles seules, 6,542 milliards en 1928, puis 11,295 milliards en 1932, dont 1,668 milliard exigible à court terme !

Tout espoir de compenser ces déficits fantastiques par des taxes nouvelles n'était même plus imaginable. Celles-ci, de 1925 à 1931, avaient été augmentées de 45 %. En 1931-1932, sous le chancelier Brüning, 23 décrets « d'émergence » s'étaient abattus sur une Allemagne de chômeurs et d'industriels aux usines à demi-mortes.

Ces surcharges multipliées s'étaient révélées absolument vaines. La Banque internationale des paiements avait prévu, avec une netteté mathématique, leur échec : « Les charges fiscales en Allemagne sont tellement énormes qu'il n'est plus possible de les augmenter davantage. »

Sur un plateau de la balance, 19 milliards de dette extérieure et exactement autant de dette à l'intérieur : sur l'autre plateau, les 83 millions de devises de la Reichsbank !

C'était exactement comme si, pour compenser une dette de 60 000 marks chez son banquier, l'Allemand moyen avait possédé 14 marks en devises dans sa poche !

3.– Dr Schacht : *Mémoires d'un magicien*, tome I, page 70.

Une conséquence inéluctable de cette misère, toujours croissante, et de cette insécurité devant l'avenir avait été la baisse en chute libre de la natalité.

Les naissances étaient à cette époque le baromètre même de la prospérité d'un pays. Or, la natalité en Allemagne avait été de 33,4 pour 1 000 au temps de Guillaume II. En 1921, elle n'était plus que de 25,9 en 1924, 15,1 à la fin de 1932 : 14,7.

Et encore, on atteignait ce chiffre grâce au taux plus élevé de naissances dans les campagnes. Dans les cinquante plus grandes villes du Reich, les décès étaient plus nombreux que les naissances : 45 % des ménages d'ouvriers n'avaient pas fait d'enfant depuis plusieurs années déjà. A Berlin, la dénatalité dépassait tout ! Moins d'un enfant par ménage, 9,1 naissances pour 1 000 habitants. Les morts l'emportaient de 60 % sur les nouveau-nés [4].

On aurait pu croire que le nombre des politiciens décroissait dans la même proportion que les naissances.

Là, au contraire, c'était l'expansion, la seule que connut le Reich au cours des temps de désastre.

De 1919 à 1932, l'Allemagne n'avait connu rien de moins que 23 gouvernements. Un nouveau tous les huit mois ! Pour tout homme sensé, pareil chambardement constant des équipes politiques ne pouvait que rendre le pouvoir totalement inefficace.

Comment imaginer qu'un travail effectif serait possible dans n'importe quelle usine d'importance moyenne, si l'on se permettait de changer tous les huit mois le conseil d'administration, les cadres principaux et les méthodes de gestion ? La faillite serait certaine !

Or le Reich n'était pas une usine de 100 ou de 200 employés, mais de 65 millions de citoyens, accablés par les prélèvements du traité de Versailles, par la stagnation industrielle, par un chômage affreux, par la misère tordant les viscères à tout un peuple !

4.– Toutes précisions dans *Volk ohne Jugend* par le Dr Friedrich Burgdöfer.

Ces centaines de ministres qui s'étaient courus les uns derrière les autres pendant treize ans, au hasard des bagarres parlementaires, des exigences partisanes et des ambitions personnelles, ne pouvaient que parvenir à une chute certaine du régime chaotique de partis rivaux.

Le cas allemand était encore aggravé par la compétition de vingt-deux États régionaux morcelant l'autorité officielle, souvent en opposition directe avec Berlin, sabotant sans cesse le peu de pouvoir, limité dans le temps, du gouvernement central.

Chacun de ces vieux résidus régionaux de plusieurs siècles de particularismes était farouchement jaloux de ses privilèges. Le traité de Westphalie, en 1648, avait morcelé l'Allemagne en plus de trois cents États lilliputiens, généralement des principautés d'opérette, où chacun des roitelets au rabais jouait Louis XIV, parmi une cour à révérences et à fanfreluches. Même au début de la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1918, l'Empire allemand comprenait encore quatre États distincts, avec leur souverain, leurs armées, leur drapeau, leurs titres de noblesse et leurs grandes croix vaines aux émaux bariolés !

Un Bavarois tenait farouchement à sa culotte de peau, à ses cruchons de bière et à sa pipe. Il fût parti en guerre pour les conserver. Le Saxon eût mordu en plein mollet, avec une joie intense, le haut Prussien. Chacun était campé sur ses droits. Berlin était, au loin, l'obstacle que chacun heurtait de sa hallebarde.

Tous ces États régionaux étaient coiffés, chacun, d'un gouvernement particulier et d'un président du Conseil. Ils alignaient un total de 59 ministres qui, additionnés aux 11 ministres du Reich et aux 42 sénateurs des Villes libres – autre genre de présidents du Conseil – valaient aux Allemands une collection de 112 ministres, se toisant souvent avec aigreur et morgue !

Quant aux députés de ce Reich, de ces 22 États et de ces 42 Villes libres, ils étaient des milliers. Entre deux et trois mille. Élus par des dizaines de partis rivaux !

Lors des dernières élections du Reichstag, deux mois à peine avant l'accession de Hitler à la Chancellerie, ils n'avaient pas été moins de 37 partis différents à se ruer à la compétition, alignant 7 000 candidats (14 par mandat) tendus frénétiquement, la lèvre gourmande, vers une tranche du gâteau parlementaire.

C'était même étrange : plus le régime des partis se discréditait, plus on voyait se multiplier et gesticuler des champions démocratiques autour de la mirifique assiette au beurre.

Les élus, de toute évidence, ne se démobilisaient pas, grassement rémunérés (un député du Reich touchait dix fois plus que la moyenne des ouvriers), s'adjugeant de solides prébendes supplémentaires, complétées par d'aimables attentions de clients intéressés, tels les somptueux manteaux de fourrure que des parlementaires socialistes de Berlin avaient fait offrir à leurs épouses.

En démocratie, les mandats parlementaires sont souvent très brefs. Les fonctions ministérielles plus brèves encore. Aussi chaque élu se tâte-t-il le portefeuille. La tentation est grande d'en accélérer le gonflement.

Honnêtes au indélicats, ou forbans, ces 112 ministres, ces milliers de députés avaient converti l'Allemagne en un pays ingouvernable. Leur discrédit en janvier 1933 était complet. Il était flagrant. Il ne laissait plus à tout successeur éventuel qu'un pays en ruines.

Soixante ans plus tard, à une époque où tant de favorisés sont installés confortablement dans la pleine abondance, on hésite à croire que l'Allemagne de janvier 1933 était arrivée à un tel point de déchéance. Mais pour qui étudie les archives et les documents comptables de ces temps-là, nul doute n'est possible. Ce fut ainsi. L'Allemagne de 1933 gisait, moribonde, exsangue. Tous les anciens chanceliers, Brüning, von Papen, Schleicher, qui avaient tenté de la relever, avaient échoué.

Pour reprendre en mains, en janvier 1933, un pays tombé dans un tel état de dislocation, il fallait être un génie ou – comme dit le peuple – avoir un grain.

Le président des États-Unis, Roosevelt, chargé à la même époque de réduire la crise américaine, avait disposé d'immenses stocks d'or. Hitler, muet à la fenêtre de la Chancellerie, en cette nuit du 30 janvier 1933, savait qu'il ne pourrait s'appuyer que sur des coffres vides. On ne lui faisait pas de cadeau. Le vieil Hindenburg lui avait donné une ardoise criblée de chiffres effrayants.

Mais Hitler l'avait voulu. Il se sentait la force de volonté nécessaire pour tout recréer, politiquement, socialement, financièrement et économiquement. Il partirait de zéro. De moins que zéro. Ce néant, il entendait bien le convertir promptement en un Reich d'une puissance encore inconnue jusqu'alors.

Était-il épaulé ?

Des millions d'Allemands étaient ses adversaires, des adversaires déconcertés, que leurs partis avaient profondément déçus, mais qui ne s'étaient encore ralliés en rien au national-socialisme. Hitler réunissait néanmoins l'ensemble du Reich, le soir du 30 janvier 1933, treize millions d'électeurs, souvent des anciens socialistes et communistes. Des deux côtés, on pouvait compter sur à peu près autant de disciples. Mais les uns – ceux de la gauche – étaient désunis tandis que les autres – ceux de Hitler – étaient unis.

Et surtout, les nationaux-socialistes possédaient une supériorité inégalable : celle de leurs convictions – élémentaires parfois, mais dynamiques – de leur foi totale dans un chef. Leur parti, puissamment structuré, avait lutté contre les pires obstacles, il les avait surmontés. En cette nuit du 30 janvier, tous étaient possédés par l'enthousiasme de la victoire.

Hitler, grâce à eux, était installé jusque dans le plus lointain recoin de l'Allemagne. Il pouvait compter sur le dévouement absolu de ses millions de disciples.

Toutefois, le mouvement national-socialiste, s'il était extraordinairement fort, était cependant guetté par le gigantisme, ayant crû trop rapidement. Des milliers d'illuminés, aux rêves fumeux de domination, des excités aussi, ne rêvant que de

bagarres et de révolutions à perpétuité, s'étaient entassés dans ses rangs. Des ambitieux entendaient se hisser à tout prix, et tout de suite, aux charges les plus éclatantes. Beaucoup manquaient de préparation, et certains de moralité. Ils pouvaient réserver de sanglants déboires à Hitler. Celui-ci le sentait, avait ordonné qu'on freinât le recrutement, et même qu'on réduisît l'importance numérique de l'armée civile, énorme, qui l'avait porté au pouvoir.

En effet, les troupes de choc de la SA atteignaient en 1933 le chiffre inouï de 2 500 000 hommes, 25 fois supérieur à celui de l'ensemble de l'armée régulière, la Reichswehr !

Cette force de pression pouvait prétendre pousser Hitler dans une action précipitée, alors qu'il la voulait modérée et progressive. A des violences aussi, à des exclusions, des intransigeances, alors que Hitler entendait rassembler la nation dans la concorde et bâtir son œuvre politique et sociale sans heurts inutiles.

Hitler savait qu'il manipulait de la dynamite. Il aurait un jour à la désamorcer. Mais il avait la conviction intime qu'il était propulsé non seulement par son mouvement mais par des forces intérieures presque surnaturelles. Qu'il les appelât Providence ou Destin, ce sont elles qui l'avaient soutenu jusqu'à la victoire. Sa force de caractère ne céderait devant rien. Pour lui, c'était une certitude : il forgerait un Reich nouveau, un monde nouveau.

Il savait que sa tâche serait rude et immense, qu'il lui faudrait tout changer dans le Reich – les structures de l'État, le statut social, l'économie, l'esprit civique, la culture, le fond même des mentalités –, rétablir l'équilibre des classes sociales, rivales jusque-là, au sein d'une communauté régénérée, libérer le Reich de la tutelle de l'étranger, remodeler son unité géographique.

Tâche prioritaire : il aurait à rendre le travail et l'honneur de vivre à six millions de chômeurs.

C'était l'objectif le plus immédiat, même si cette tâche était toujours apparue à tous comme insupportable.

Lorsqu'il eut refermé les fenêtres de la Chancellerie, Hitler, le regard ferme, le poing serré, dit simplement : « La grande entreprise débute, le jour du IIIe Reich est arrivé. »

En un an, la « grande entreprise » battrait son plein, transformerait de fond en comble un système politique, un système social, un système économique, un style de vie et une société.

II

L'UNIFICATION DE L'ÉTAT

« La plus grande fierté de ma vie sera de pouvoir dire, à la fin de mes jours : j'ai reconquis l'ouvrier allemand pour le réintégrer au Reich. »

C'est ce qu'avait déclaré Hitler à peine entré à la Chancellerie. Le réintégrer, cela voulait dire, non seulement le réinstaller dans le circuit du travail, mais, surtout, lui faire acquérir droits et prestige au sein de la communauté nationale.

Celle-ci avait été longtemps pour le travailleur une marâtre. La lutte des classes n'avait pas été une initiative exclusive des marxistes. Elle avait été aussi le fait d'une classe privilégiée, celle du capitalisme ploutocratique, cherchant à dominer l'autre classe.

Se sentant traité en paria l'ouvrier s'était détaché d'une patrie où il n'était considéré que comme un vulgaire outil de production.

L'argent était, aux yeux du capitalisme, le seul élément actif assurant l'épanouissement de l'économie d'un pays.

Pour Hitler, cette conception était radicalement fausse.

C'est le capital qui, au contraire, devait être un instrument. C'est le travail qui est l'élément essentiel : effort de l'homme, honneur de l'homme, sang, muscle et âme de la société.

Hitler ne voulait pas uniquement mettre fin à la lutte des classes, mais rétablir, dans la justice et le respect, la priorité de l'être humain comme facteur principal de la production.

On pouvait se passer de l'or, et Hitler s'en passerait. On pouvait lui substituer dix autres moyens de stimulation de la vie industrielle : Hitler les inventerait. Mais le travail, lui, était l'ossature indispensable. Pour que le travailleur revint, confiant à la patrie, il lui fallait sentir qu'il y était désormais considéré, traité avec équité, au lieu de demeurer un sous-ordre social, comme il l'avait été, trop longtemps, sous les gouvernements des partis dits démocrates, de gauche comme de droite, tous en fait conservateurs, n'ayant jamais compris que dans la hiérarchie des valeurs d'un peuple, le travail est l'essence même de la vie, la matière – or ou acier – n'étant qu'un outil.

L'objectif dépassait donc de très loin le simple retour aux chantiers de six millions de chômeurs. Il s'agissait de faire triompher une révolution complète : de la conception des classes, de leur collaboration équilibrée, et, même, de l'idée du capital – objet, et non objectif, secondaire et même interchangeable – tandis que le travail était la vraie création, jailli des mains et du cerveau de l'homme.

« Le peuple, déclarait Hitler, ne vit pas pour l'économie. Et l'économie n'existe pas pour le capital. Mais, au contraire, le capital est au service de l'économie et l'économie au service du peuple. »

Rétablir cet équilibre moral, entre un capitalisme utile – s'il est contrôlé, rendu à son niveau instrumental – et l'être humain qui pétrit cette matière première, allait mille fois plus loin que la simple opération de rentrée en masse des travailleurs dans des milliers d'usines rouvertes, où ils n'eussent été, à nouveau, si l'on s'en tenait aux vieilles conceptions que d'autres machines de chair, anonymes et interchangeables.

C'est tout un monde qu'il faudrait transformer de fond en comble. Ce ne serait pas l'affaire d'un jour. Hitler en était tout à fait conscient. Une révolution de ce genre ne serait pas réalisable tant que l'État central et les États régionaux demeureraient anarchiques, courroies de transmission qui tournaient dans le vide, presque toujours inopérantes et souvent folles. Pas de révolution de la société non plus tant que des hordes de partis et des milliers de députés de tout plumage interféreraient dans les engrenages rouillés d'une politique se démenant, depuis 1919, dans l'incohérence.

Atteindre au rétablissement de l'efficacité nationale des institutions était une opération tactique indispensable à toute renaissance sociale.

C'est par la tête que pourrit le poisson, selon un proverbe russe.

C'est par la tête que l'Allemagne politique d'avant Hitler pourrissait. Les dizaines de gouvernements successifs du Reich, tous branlants, tous contradictoires, avaient finalement abdiqué, sans même se défendre.

Le vieux maréchal von Hindenburg les avait remplacés arbitrairement, en 1931 et 1932, par des semi-dictatures qui elles-mêmes doutaient de leurs possibilités d'action. Les derniers chanceliers, MM. Brüning, von Papen, Schleicher, n'avaient pu se maintenir qu'à coups de décrets-lois. Leur autorité imposée artificiellement par l'usage abusif de l'article 84 de la Constitution allemande était à la merci de n'importe quel coup fourré. On l'avait bien vu lorsqu'en 1932 M. von Papen avait dû encaisser au Reichstag un verdict d'opposition particulièrement humiliant voté par une majorité de 94 % des députés !

L'arrivée de Hitler au pouvoir avait mis fin à ces bacchanales. Pourtant, le vieil Hindenburg avait exigé que le nouveau Chancelier fût, au sein de son propre gouvernement, encadré comme un détenu. Le Führer avait dû inscrire dans sa première équipe quatre fois plus de ministres conservateurs, fondamentalement rétrogrades, que d'hommes à lui : deux, en tout et pour tout, pour commencer.

Les représentants d'Hindenburg avaient reçu pour mission de tenir Hitler en laisse. Lequel avait cassé cette laisse dès la première réunion du Reichstag en mars 1933, non en s'imposant,

comme les Papen de jadis, mais en obtenant de la majorité absolue du Parlement que lui soient accordés les pleins pouvoirs, et cela pour quatre années entières.

Quatre années à pouvoir imaginer, décider et créer, c'était, politiquement, une révolution. La première révolution de Hitler. Parfaitement démocratique, comme l'avait été chaque étape de son ascension. Il n'avait triomphé que porté par le corps électoral; de la même manière, le pouvoir gouvernemental réel et de longue durée que venait de lui concéder le Reichstag l'avait été par plus des trois quarts des députés élus au suffrage universel.

C'était chez lui un principe bien établi: pas de pouvoir sans la libre adhésion du peuple.

« On ne saurait, affirmait-il, maîtriser les peuples en leur imposant l'état d'exception ou en instituant le couvre-feu après neuf heures du soir ! »

Jamais, dans toute l'Europe du XXe siècle, un chef de gouvernement n'avait pu baser son autorité, légalement et démocratiquement, sur un aussi vaste consentement national, librement exprimé. Avant Hitler, les gouvernements, qui se disaient vertueusement démocratiques ne s'étaient, de 1919 à 1932, hissés péniblement vers les maroquins ministériels qu'en s'appuyant sur de maigres majorités, des 51 %, 52 %. Encore ne tenait-on pas compte des abstentions !

« Je ne suis pas un dictateur, avait souvent affirmé Hitler, et je n'en serais jamais un. Le national-socialisme appliquera exactement la démocratie. »

Autorité ne veut pas dire tyrannie. Est un tyran celui qui s'installe au pouvoir sans le peuple, ou contre le peuple. Est démocrate celui qui y est porté par lui. La démocratie, c'est-à-dire la puissance du peuple, n'est pas enserrée dans une seule formule. Elle peut être parlementaire, partisane, anarchique. Elle peut être aussi autoritaire. Ce qui compte, c'est que le peuple l'ait voulue, choisie, établie comme telle.

C'était le cas de Hitler. L'établissement de son pouvoir fut essentiellement démocratique. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on

s'en lamente, le fait est indéniable. D'année en année, le peuple se prononça de plus en plus pour lui. Les plus intelligents de ses contempteurs n'ont pu que le reconnaître, tel le professeur et historien Joachim Fest, dont il est utile de citer trois déclarations successives :

« Hitler, a-t-il écrit textuellement, n'a jamais voulu seulement édifier un régime fondé sur la force. Ce serait un contresens grave sur la nature de l'homme et sur ses motivations de ne voir que sa soif de pouvoir. »

« Il n'était pas né pour devenir un simple tyran. Il était obsédé par l'idée de sa mission. »

« Jamais autant qu'à ce moment, il ne s'était senti aussi dépendant des masses et n'avait guetté leurs réactions avec autant d'anxiété. » [1]

Ce n'est pas le docteur Goebbels qui a écrit ces lignes mais un analyste impitoyable, souvent erroné et injuste, de l'œuvre de Hitler.

Pas même un mois après son intronisation, très surveillée, Hitler, le 28 février 1933, était déjà parvenu à se dégager de la tutelle conservatrice dans laquelle Hindenburg croyait l'avoir emprisonné. L'incendie du Reichstag lui avait permis d'obtenir du vieux maréchal une ordonnance « pour la protection du peuple et de l'État », qui accroissait considérablement les pouvoirs de l'exécutif.

Toutefois, Hitler entendait obtenir non pas des concessions lâchées à regret par un vieillard influençable, mais une autorité plénière accordée, légalement, par l'organisme démocratique entre tous, le Reichstag.

Hitler prépara son coup avec l'habileté, la patience et l'astuce que tous lui reconnaissent.

« Il possédait, Fest dixit, une intelligence qui impliquait tout d'abord un sens très sûr du rythme à observer dans les décisions à prendre. » [2]

1.– Joachim Fest : *Hitler, le Führer*, pages 44 et 45.
2.– *Ibid.*

Il s'employa d'abord à combler d'attentions le vieux Feldmarchall, friand d'évocations du passé. Avec une extraordinaire humilité apparente, Hitler monta en son honneur, avant l'inauguration du nouveau Reichstag, le 21 mars 1933, une cérémonie à Postdam qui fut un chef-d'œuvre de recueillement, de majesté et de beauté.

Il y en eut pour toutes les vanités.

Hindenburg avait fait rénover son vieil uniforme de 1914-1918. Pour que le vieillard se retrouvât avec des Allemands de son âge, Hitler avait fait récolter à travers toute l'Allemagne des anciens combattants de toutes les guerres. De la guerre de 1871 (62 ans avant !) contre Napoléon III ! De la guerre de 1864 (69 ans avant !) contre le Danemark ! Ou de la guerre de 1866 (67 ans avant !) contre l'Empire d'Autriche !

Il manquait, malheureusement, un ou deux vétérans de la bataille de Leipzig (octobre 1813), que les recherches les plus diligentes dans les hospices du Reich n'avaient pas permis de découvrir...

Mais enfin, pour un retraité de 1911, être encadré par des camarades de 1864, c'était nettement réjouissant.

Hitler s'inclina devant le vieillard comme un modeste maître de cérémonie. Il avait fait maintenir, à la loge de l'ex-Empereur Guillaume II, le siège principal, inoccupé depuis quatorze ans, afin qu'Hindenburg pût s'arrêter devant le fauteuil vide et le saluer, le bâton de maréchal levé, comme si le monarque moustachu était encore là.

Pour Hindenburg, cet hommage fut l'heure suprême. Il était toujours resté le serviteur loyal de l'Empereur. Le souvenir de l'ancien souverain déchu emplissait sa mémoire. Un an et demi plus tard, dans les ténèbres de son agonie, il croirait revivre les temps de l'ancienne cour, et se trompant un peu, appellerait Hitler : « Majesté » !

A Potsdam, en ce 21 mars 1933, le maréchal octogénaire avait revécu le passé le plus glorieux de la monarchie allemande. Très modestement, Hitler l'avait fait descendre à la crypte,

déposer des couronnes devant la tombe de son vieux maître, le grand Frédéric. Le vieillard avait les yeux baignés de larmes. C'est Hitler qui, le premier, depuis la défaite de 1918, lui avait valu une telle joie. Il le regarda avec émotion, s'appuya à son bras, presque comme s'il avait été son fils.

Le jeune chancelier de la révolution s'était attaché son cœur.

Un mois plus tôt, Hindenburg avait chargé les Papen, Hugenberg, Neurath, de surveiller Hitler et de limiter ses actions. C'était fini. Nul ne manipulerait plus le vieillard débile. Hitler l'avait conquis, devant un fauteuil vide et en bas d'une crypte.

De la même façon, en faisant ainsi baptiser le nouveau Reichstag dans l'historique Palais des rois de Prusse, Hitler avait conquis un certain ralliement de l'Ancien Régime, donnant l'impression aux vieux messieurs monarchistes de ne pas être insensibles à l'idée d'une Restauration.

Ce palefrenier de Hitler remettrait-il l'Empereur en selle ?

La prudence provisoire du valet d'écurie était rigoureusement calculée. « Il ne faut détruire, assurait Hitler, les institutions existantes que lorsqu'on a quelque chose de mieux à mettre à leur place. »

Il avait besoin pendant quelque temps encore des Papen et autres troglodytes du capitalisme. Il les promena à ses côtés à travers la ville de Potsdam en fête, noyée non seulement dans les étendards nazis, mais tout autant dans les drapeaux noir-blanc-rouge des temps passés, ressuscités à cette occasion. Les fanfares s'affairaient, emplissaient les jaquettes des marches héroïques. Là aussi, l'aversion à peine camouflée à l'égard du parvenu s'était atténuée.

Mais surtout, l'Armée avait été l'objet des marques de considération les plus vibrantes de Hitler.

En 1933, il avait absolument besoin d'elle. Elle n'avait qu'à contrecœur toléré son ascension vers le pouvoir. Un caporal à la Chancellerie avait paru intolérable à ces généraux hautains, l'œil glacé derrière le monocle. Ils se croyaient les maîtres à pen-

ser de l'État, dotés d'un droit régalien de contrôle de la machinerie politique.

Le 31 janvier, ils n'avaient pas été appelés ni à donner leur avis sur Hitler ni même à entériner sa nomination. Le vieux maréchal avait renvoyé vertement le général von Hammerstein venu lui apporter le non possumus du haut état-major. Depuis, ce dernier avait tout juste toléré l'intrus. Un coup d'État de cette caste orgueilleuse eut pu balayer son parti, sa personne et ses plans d'avenir.

Hitler usa de son arme naturelle, l'habileté. L'armée fut à l'honneur à Potsdam. La troupe présentait les armes sur un côté de l'entrée du château royal, les hommes du SD étaient alignés sur le trottoir d'en face. Ils formaient tous ensemble la haie d'honneur de l'Allemagne réconciliée. Quand aux généraux, bottés, harnachés, rutilants de décorations, les pectoraux invincibles, ils avaient formé la suite épique de leur vieux chef. Ils se tournaient tous vers lui comme des tournesols vers le soleil.

Enfin, après quatorze ans d'attente, ils ressortaient en pleine lumière, en pleine gloire. Hitler n'était donc pas un caporal aussi méprisable qu'ils l'avaient cru !

Le caporal, au garde-à-vous, en civil au surplus, avait compris qu'entre lui et eux, il importait de maintenir extérieurement les distances. Hitler, le cou incliné, avait gagné son armistice.

Et le peuple ?

De la radio où il avait été si longtemps interdit de parole et qui, d'ailleurs, n'avait été jusqu'alors utilisée par ses ennemis que très médiocrement, Hitler et Goebbels avaient fait, en un tournemain, leur arme numéro un. Un mois et demi avait suffi pour qu'elle soulevât l'opinion, retransmettant, avec une puissance de diffusion jusque-là inconnue, chacun des discours de Hitler.

A Potsdam, ce fut un feu d'artifice. Goebbels avait installé ses micros partout. Devant Hindenburg, derrière Hindenburg, à la crypte royale, près des fanfares militaires, et même sur l'arête des toits où ils risquaient leur peau, les speakers, notamment un

jeune député nazi qui s'appelait Baldur von Schirach et qui, un peu plus bas que son toit, se retrouverait en 1946 sur un banc chez les Salomons américains du tribunal de Nuremberg.

L'Allemagne entière avait frémi durant des heures en écoutant ces reportages enflammés. Chaque patriote allemand s'était senti soulagé en entendant de nouveau les vieux hymnes, en suivant la description de chacun des gestes de Hindenburg, solennel, honoré, vénéré. Dans la noirceur du passé, le vieux guerrier avait été l'espoir. Il était devenu, dans son extrême vieillesse, le symbole de l'Allemagne millénaire.

C'était « la fête de la réconciliation fastueusement organisée », comme l'a écrit l'historien Fest :

« Beaucoup de fonctionnaires, officiers, juristes de la bourgeoisie, qui s'étaient montrés extrêmement réservés, abandonnèrent leur méfiance. » [3]

Dans tous les viviers jusqu'alors interdits, Hitler avait abondamment péché.

« L'enthousiasme national a balayé hier l'Allemagne, comme une vaste tempête », écrivait le lendemain la presse de Berlin.

Potsdam avait été une grandiose scène de théâtre où la pièce avait été jouée par les tièdes et les adversaires de Hitler. Tournant fébrilement les boulons de leurs appareils de radio, tous les Allemands avaient pris part au spectacle, curieux, puis vite pris par l'émotion.

« Étrange mélange de tacticien et de visionnaire », écrirait encore Joachim Fest, jaugeant l'extraordinaire metteur en scène qu'était Hitler. Celui-ci avait fait évoluer, sur ses tréteaux, maréchaux, généraux, hauts personnages sournois, comme s'ils avaient été ses soldats de plomb.

Mais bien au-delà de ces marionnettes d'un jour, s'étendait largement le champ visuel du créateur du IIIe Reich.

Pour constituer définitivement son État nouveau, Hitler entendait donc obtenir du Reichstag la consécration officielle

3.– Joachim Fest : *Hitler, le Führer*, page 29.

qui assurerait son autorité, pour plusieurs années, avec un maximum d'ampleur.

Il n'était de pleins pouvoirs légalement concevables, surtout pour une si longue durée, que si la Constitution allemande était préalablement modifiée, ce qui réclamait l'approbation publique des deux tiers des membres du parlement.

Or Hitler, avec 17 300 000 voix, avait obtenu aux élections de mars 1933 du nouveau Reichstag un total de 288 sièges. Ses alliés momentanés – les délégués de Papen et de Hugenberg chargés de sa surveillance – en avaient recueilli 52 autres, avec 4 750 000 voix. Total : 340 députés.

Même si l'on décomptait les élus communistes invalidés, l'opposition, dure ou molle, avait encore rassemblé 232 parlementaires : 126 députés socialistes (sociaux-démocrates) 92 députés du *Centrum* (catholiques) et 14 « divers ».

Avec un vote normal (la moitié des suffrages plus un), Hitler l'eut emporté largement. Mais pour transformer la Constitution de telle sorte qu'il pût disposer des pleins pouvoirs, il fallait décrocher les deux tiers des voix. Ces deux tiers représentaient 376 suffrages, 36 de plus que ceux dont il pouvait disposer.

A première vue, l'approbation était donc impossible. Le *Centrum*, refuge national des cagots hypocrites, avait fait montre, pendant dix ans, d'un anti-hitlérisme déclaré, n'hésitant pas à convertir la religion en hache partisane, faisant refuser des funérailles religieuses aux adversaires à croix gammée assassinés par des tueurs communistes.

Hitler, aidé par Goering, président national-socialiste du Reichstag, allait ondoyer diaboliquement cette sainte congrégation. Le président du *Centrum*, un prélat trapu et grassouillet, Mgr Kaas, au lieu d'orienter les âmes, avait toujours préféré – c'était beaucoup plus amusant – berner et collectionner les électeurs. Hitler lui caressa pieusement la tonsure, fit miroiter devant lui la promesse d'un rapprochement de l'État national-socialiste et de l'Église, promesse d'ailleurs réelle, que Hitler rendrait effective l'été même.

Le prélat, confit, crut bien qu'il allait baptiser une seconde fois ce fils repentant. Celui-ci administrerait bientôt au prélat un tout autre sacrement : l'extrême-onction. Parmi l'encens et les cierges, le *Centrum* fut séduit. Divers isolés cédèrent également. On passa au vote. Les pleins pouvoirs étaient accordés à Hitler par une majorité énorme : 441 pour, 94 contre ! Ce n'était pas 66,7 % qu'obtenait constitutionnellement Hitler, mais 82,44 % des suffrages de l'Assemblée...

Pouvait-on imaginer un ralliement plus démocratique ?

La « loi des pleins pouvoirs » ainsi adoptée concédait pour quatre années à Hitler une autorité virtuellement absolue. Non seulement le pouvoir exécutif, mais également le pouvoir législatif.

Les cinq paragraphes de cette Loi pour l'Allégement de la Misère du Peuple étaient brefs comme des proverbes :

« 1. Les lois peuvent être promulguées par le gouvernement du Reich, en dehors des procédures prévues par la Constitution d'Empire.

« 2. Les lois promulguées par le gouvernement du Reich peuvent s'écarter de la Constitution, à condition de n'avoir pas pour objet une modification du Reichstag ou du Reichsrat. Les attributions du président du Reich ne sont pas modifiées.

« 3. Les lois promulguées par le gouvernement du Reich seront ratifiées par le chancelier et publiées dans le Journal officiel. Elles entrent en vigueur le lendemain de leur publication.

« 4. Les traités conclus avec les États étrangers n'ont pas besoin d'être ratifiés par les Corps législatifs. Le gouvernement publiera lui-même les règlements nécessaires à leur exécution.

« 5. Cette loi, valable jusqu'au 1er avril 1937, entrera en vigueur le jour de sa promulgation. Elle sera abrogée si un autre gouvernement succède au gouvernement actuel.

Berlin, le 24 mars 1933

Von Hindenburg, Hitler, Frick, von Neurath, Krosigk. »

La démocratie parlementaire, dans l'exercice constitutionnel de ses pouvoirs, ayant ainsi réglé, le 23 mars 1933, le problème de l'État autoritaire, restait à donner une solution aux problèmes des États, c'est-à-dire de la cohorte bruyante et désordonnée des 22 États régionaux, ainsi que des 52 gouvernements de Villes libres, de la grosse centaine de ministres locaux, et des 2 400 députés qui s'affairaient dans 22 enceintes parlementaires distinctes. Ils étaient nuls, généralement, et se détestaient entre eux, mais se trouvaient tous unis depuis quatorze ans, chaque fois qu'il s'était agi de mettre en échec le gouvernement central de Berlin !

Un État fort, comme Hitler venait de l'instaurer, n'était pas concevable s'il laissait ces deux mille cinq cents aboyeurs s'agiter à ses trousses.

L'Allemagne était lasse, en réalité, de cet émiettement de l'autorité, de ces contradictions perpétuelles, de ces mesquineries, de ces divisions, de l'anarchie que le peuple, le premier payait.

« Il est de fait, a écrit l'historien français Benoist-Méchin, que l'unification des Pays et du Reich répondait à une des aspirations les plus profondes du peuple allemand. Celui-ci en avait assez d'être écartelé par les menaces constantes de sécession des gouvernements provinciaux. Voilà des siècles qu'il rêve de faire partie d'une seule communauté. » [4]

Cela paraissait simple, puisque l'opinion publique réclamait la suppression de ce gâchis administratif. Mais une telle réforme heurtait plusieurs milliers de vanités et des intérêts locaux très particuliers.

Un président du Conseil, un ministre, même s'il s'agit d'un État régional, ne se résigne pas facilement à n'être plus qu'un simple citoyen, à redevenir l'avocat de province qui trotte au palais de Justice en faisant voler ses jupes, ou un fabricant en gros de saucisses qui se morfond en attendant ses clients !

Les 2 400 députés étaient tout aussi amers, qui se retrouveraient sans huissiers à médailles pour leur ouvrir les portes, et

4.– Benoist-Méchin : *Histoire de l'armée allemande*, tome III, page 117.

sans un caissier respectueux pour leur fournir une liasse de billets très appréciés à la fin de chaque mois. Finis les hommages, les courbettes, les décorations, les parcours gratuits, et les petits pots de vin discrets, toujours réconfortants !

Tous feraient la grimace, inévitablement, à l'heure d'avaler la tasse de tisane !

Hitler les laisserait pester, ne voyant que le but national : un Reich unifié.

Cela ne signifiait pas qu'en éliminant les administrations régionales, Hitler voulait en finir avec la personnalité des différentes provinces du Reich. Pour lui, au contraire, la vraie vie d'un pays n'était pas du tout monopolisée par sa seule capitale, souvent artificielle, mais elle était alimentée, renouvelée constamment, par l'épanouissement des dizaines de foyers de culture, de régions très distinctes, riches de leurs coutumes propres, de leurs mœurs et du legs de leur passé. La nation, c'est la conjonction harmonieuse de ces variétés profondes et originales.

Un État conscient de ses forces réelles devait les promouvoir au lieu de les étouffer. La dispersion des pouvoirs politiques ne les avait pas favorisées, elle les avait au contraire amenuisées, en les privant de la cohésion d'une grande communauté. Vingt-deux administrations séparées, rivales de l'État central, et souvent même des régions voisines, étaient des éléments perturbateurs. Un pays doit rassembler des régions qui se connaissent, s'estiment, s'enrichissent mutuellement grâce à leur interpénétration, au lieu d'être repliées chacune sur une culture étouffée par un provincialisme exclusif et rétrécissant.

Seul un pouvoir fort pouvait assurer, dans un ordre collectif, l'épanouissement de ces régions nourricières.

Un grand peuple n'est pas qu'un éparpillement de richesses locales, il possède une langue commune, une civilisation commune, une histoire commune. Elles sont le trésor de tous, quelles que soient la grâce de leurs cathédrales ou leur aimable façon de danser.

Hitler voulait donc que chaque région apportât sa part de culture originale à l'ensemble du Reich, mais d'un Reich qui aurait mis fin à deux douzaines d'administrations factices.

De 1871 à 1933, les divers dirigeants de l'Allemagne, s'étaient heurtés à ces particularismes politiques. Même un Bismark n'avait pu parvenir à unifier ces vingt-deux États disparates et ces quarante-cinq villes libres, perchées comme des coqs sur leurs clochers respectifs. Là où le vieil Empire, puis la République de Weimar avaient échoué, ou n'avaient pas osé courir de risques, Hitler, en quelques mois, allait convertir ces divisions en une puissante unité.

A peine installé à son bureau de la Chancellerie, Hitler mit en chantier une loi ordonnant l'unification des Pays du Reich.

L'État qui allait le premier être mis au pas serait la Bavière, jusque-là repère de séparatistes batailleurs et de monarchistes engoncés.

A peine connus les plans de Hitler, plusieurs ministres bavarois avaient imaginé de sortir de son sarcophage bavarois la momie de l'ex-Prince Ruprecht, celui-là même qui, simple particulier sans mandat légal, avait contribué avec tant de prétention en novembre 1923 à faire échouer le putsch de Hitler.

Le chancelier riposta aux petits complots avec une vigueur foudroyante, ramenant à la discipline nationale toute l'administration bavaroise en une nuit. Le matin même, le Lieutenant-Général von Epp était nommé commissaire du Reich à Munich. Presque tous les autres États régionaux tombèrent d'eux-mêmes, comme des châteaux de cartes.

La liquidation la plus difficile avait été celle de l'État de Prusse, énorme bastion (le tiers de l'Allemagne) planté au cœur même du pays.

C'était vraiment un État dans l'État, un gouvernement particulier, qui avait tenu en échec le chancelier Brüning en 1931. Celui-ci avait été accablé d'avanies par les députés marxistes, malgré leur parti battu à plate couture, aux élections prussiennes, par les candidats de Hitler.

Après un an d'hésitations et de tergiversations, le chancelier von Papen s'était vu contraint de prendre en mains lui-même cet État presque aussi fort que l'État central.

Lorsqu'il avait obtenu la Chancellerie, Hitler – parce que Hindenburg l'exigeait – avait dû laisser au même von Papen la direction de l'État prussien. Tout juste Hitler avait-il obtenu que Goering lui fut adjoint comme ministre de l'Intérieur.

Plus que tout autre, l'autonomie de ce gouvernement devait être liquidée si l'État central ne voulait pas, à chaque instant, dans sa propre capitale, se voir mis en échec.

L'affaire était spécialement délicate du fait du maintien à la présidence de Prusse du haut-de-forme du junker von Papen. Le déloger, c'était risquer de se faire défenestrer soi-même par le vieux maréchal.

Hitler, là, se surpassa en ruse et en souplesse. En un mois, Papen, à force de flatteries, se laissa pousser doucement vers la porte !

Hitler lui dicta, presque, la lettre en date du 7 avril 1933 dans laquelle le vice-chancelier reconnaissait que la Loi sur l'Unification des Pays du Reich « était un édifice juridique destiné à revêtir une importance historique dans le développement du Reich allemand ».

Cela étant, Papen reconnaissait que « le dualisme existant entre le Reich et la Prusse », devait prendre fin. Il comparait même, dans sa lettre, Hitler au prince de Bismark ! Bref, il déguerpissait.

Hitler oignit ses blessures d'amour-propre grâce aux onguents les plus lénifiants. Il proclama qu'à lui seul il n'eut jamais pu entamer cette réunification politique du Reich. Le principal artisan en avait été von Papen. Il l'écrivit sans rire au maître et mentor, le maréchal von Hindenburg :

« En assumant les fonctions de commissaire du Reich en Prusse durant la période difficile qui a suivi le 30 janvier, M. von Papen a eu le grand mérite de contribuer puissamment à faire mûrir l'idée d'une coordination étroite entre la politique du Reich et celle des Pays. Sa collaboration au Cabinet du

Reich, auquel il pourra désormais se consacrer tout entier, me sera une aide précieuse. Les sentiments que je lui porte sont si cordiaux que je me réjouis de bénéficier de son concours, qui aura pour moi une valeur inestimable. »

A ce petit chef-d'œuvre, le maréchal répondit par un autre:

« Cher Monsieur von Papen,

Je viens d'accepter la requête par laquelle vous me demandez de vous décharger de vos fonctions de commissaire du Reich pour la Prusse. Je saisis cette occasion pour vous remercier, au nom du Reich et en mon nom propre, pour les éminents services que vous avez rendus à la nation en éliminant le dualisme existant entre le Reich et la Prusse et en imposant l'idée d'une direction politique commune au Reich et aux Pays. J'ai appris avec satisfaction que vous pourriez consacrer désormais toutes vos forces au gouvernement du Reich.

Je demeure, avec des sentiments de sincère camaraderie, votre dévoué,

Von Hindenburg, Président du Reich. »

En vingt-quatre heures, l'ex-chancelier Papen avait perdu le seul pouvoir effectif qu'il détenait. Il restait – pour combien de temps? – au sein du gouvernement de Hitler. Mais qu'était-il encore, sinon un accompagnant muet, dans le dos duquel on souriait?

Immédiatement, Hitler nomma Goering à sa place comme président du Conseil de Prusse, afin qu'il procédât sur le champ, avec une solennité goguenarde, à l'enterrement.

Les autres enterrements suivirent en files, Hitler déposant, chaque fois, une couronne votive sur le cercueil prestement clouté.

Le processus était réglé comme un ballet. Premiers entrechats: le pouvoir parlementaire régional passait à des hommes de confiance de Hitler. Deuxième phase: ceux-ci déclaraient reconnaître la Loi pour l'Unification. Troisièmement: le Parlement régional proclamait la dissolution de l'État local,

devenu inutile. Quatrièmement: pour diriger la région ainsi absorbée politiquement, Hitler nommait un Statthalter, un commissaire du Reich, chargé à titre permanent de « veiller à l'exécution des directives politiques dictées par le Chancelier ».

Dans le grand duché de Bade et en Saxe, on avait bien assisté à quelques escarmouches verbales, mais elles s'étaient vite tues.

Quant à la ville libre d'Hambourg (un million et demi d'habitants), longtemps forteresse socialiste, elle avait grogné un peu, pour la forme, en se voyant priée de s'autodynamiter. Quelques heures de négociations avaient suffi.

En quelques semaines, le circuit avait été fermé, les 22 États n'étaient plus que des souvenirs, pareils aux coiffes des grands-mères de Poméranie ou de Thuringe.

Avant même la fin de l'année 1933, Hitler était ainsi parvenu à convertir le pouvoir cahotant du Reich en un formidable instrument d'action, légitimé, le 23 mars 1933, par le vote super-majoritaire du Reichstag.

Il avait, grâce à cette approbation constitutionnelle, pu éliminer, en vertu de la loi des Pouvoirs Spéciaux, les 22 États rivaux, la constellation des 45 Villes libres et les quelque 2 400 députés régionaux, qui s'étaient distingués surtout dans leurs assemblées par leur pompeuse inutilité.

« Tout cela va beaucoup plus vite que nous avions osé l'espérer » fit remarquer Goebbels, ravi et un tantinet sarcastique.

La susceptible Fédération des Pays Allemands était devenue l'État centralisé de la Nation germanique. En six paragraphes de quelques lignes, la Loi pour la Reconstruction du Reich avait fixé les modalités de la mutation:

« 1. Les représentations des Pays sont supprimées.

« 2a. Les droits souverains des Pays sont transférés au gouvernement du Reich.

« 2b. Les gouvernements des Pays sont soumis au gouvernement du Reich.

« 3. Les *Statthalters* sont soumis à l'autorité du ministre de l'intérieur du Reich.

« 4. Le gouvernement du Reich peut modifier le droit constitutionnel des Pays.

« 5. Le ministre de l'intérieur du Reich promulguera les décrets juridiques et administratifs nécessaires à l'application de cette loi.

« 6. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

Berlin, le 30 janvier 1934.

Von Hindenburg, Hitler, Frick. »

Jamais Bismark, le Chancelier de Fer, n'eût pu penser à une réunification pareille, au sein d'un État autoritaire, si fortement hiérarchisé. Hitler l'avait tentée, et l'avait réussie. Le pouvoir le plus puissant que n'avait jamais connu l'Allemagne à travers son histoire était en place. Démocratiquement.

« Le pouvoir, peut alors déclarer Hitler, n'appartient plus à aucune faction territoriale du Reich, ni à aucune classe de la nation, mais au peuple pris dans sa totalité. »

On dira que le peuple avait perdu la tête? Mettons. Mais il avait dit librement oui. Non pas résigné, mais enthousiasmé. C'est une évidence historique.

« Pour la première fois depuis les derniers jours de la monarchie, n'a pu qu'admettre Fest, la majorité des Allemands avait désormais le sentiment de pouvoir s'identifier à l'État. » [5]

Et les partis politiques?

Car si un État autoritaire venait de convertir les dizaines de millions de Bavarois, de Saxons, de Prussiens, en tant que citoyens d'un même Reich, il restait tout de même, en Allemagne, des partis, démonétisés certes, mais où les appétits, tout camouflés qu'ils fussent, restaient vivaces.

Ils étaient peu désignés pour se plaindre. Eux-mêmes, le 23 mars précédent, avaient librement voté la Loi des Pleins Pouvoirs, après laquelle ils s'étaient annihilés.

5.– Joachim Fest, op. cit., page 76.

A quoi pouvaient-ils encore servir?

Ils encombraient. Inutiles, presque risibles, ils étaient de trop...

Comment Hitler s'en débarrasserait-il?

III

LA LIQUIDATION DES PARTIS

Lorsque les députés de la république de Weimar avaient, d'eux-mêmes, renoncé à leur part de pouvoir, Hitler, campé en chemise brune à leur propre tribune, ne les avait pas ménagés :

« Veuillez, Messieurs les députés, décider de vous-mêmes de la guerre ou de la paix. »

Comment eussent-ils repris le combat, eux qui depuis des années ne combattaient plus ?

Hitler n'avait même pas admis que les derniers députés rétifs, les socialistes, réduits au moment du vote à une minorité de 17,55 % – moins du cinquième de la représentation de la nation – se considérassent comme des marginaux persécutés.

« Vous parlez de persécution, avait-il fulminé. Je crois que rares sont ceux d'entre nous qui n'ont pas été obligés de subir en prison les persécutions organisées par vous... Vous semblez avoir totalement oublié que, pendant des années, on nous arrachait nos chemises parce que la couleur ne vous convenait pas. Ce sont vos persécutions qui nous ont fait ce que nous sommes. »

« A cette époque, avait-il poursuivi, cinglant, sarcastique, on n'a cessé, d'interdire notre presse, d'interdire nos réunions,

pendant des années. Et maintenant vous dites que la critique est salutaire ! Vous arrivez trop tard, Messieurs. »

Les rôles étaient inversés. « Nous, les nationaux-socialistes, nous ouvrons désormais la voie au travailleur allemand. Nous, les nationaux-socialistes, nous serons ses porte-parole. Vous, Messieurs, on n'a plus besoin de vous. Et ne nous confondez pas avec un monde bourgeois. Vous pensez que votre étoile peut à nouveau briller. Messieurs, l'étoile de l'Allemagne brillera, et la vôtre s'éteindra. Dans la vie des peuples, ce qui est pourri, vieux et fragile passe et ne revient pas. » [1]

Hitler considérait ces faillis socialistes comme des votants sans intérêt : « Je ne peux vous dire qu'une chose : je ne veux pas de votre vote ! L'Allemagne doit devenir libre, mais pas par vous. »

La réplique de Hitler, a conclu Fest, est effectivement l'exemple le plus célèbre de son habileté rhétorique.

En l'espace de trois mois, Hitler allait liquider tous ces partis forclos. Non seulement le parti socialiste, repoussé déjà par le peuple lui-même, mais tous les politicailleurs des autres clans ! Les conservateurs, d'un siècle en retard, les nationalistes myopes, les chrétiens hâbleurs, fauteurs, tous, de la course à la ruine de l'Allemagne de 1919 à 1933.

Là aussi, l'opération fut rapide et facile. Ces partis, quels qu'ils fussent, avaient perdu tout punch depuis longtemps. Si un certain nombre de leurs électeurs avaient, au début de 1933, voté encore pour eux, c'était par routine. L'élan n'y était plus. Ils avaient tout raté, tout laissé s'effondrer. La chute de l'Allemagne, ses six millions de chômeurs, la famine, la démoralisation de tout un peuple, c'était leur œuvre. Maintenant que la place était prise par un homme fort, soutenu par la nation, qu'eussent-ils encore pu ? Ils n'étaient plus, comme écrirait Fest, « qu'une toile d'araignée avec laquelle on cherchait à attraper des aigles. »

1.– François Poncet : *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, page 128.

Hitler était prêt à ménager certaines susceptibilités. Mais il était bien certain qu'il n'y regarderait pas trop s'il lui fallait meurtrir quelque peu certains politiciens récalcitrants.

« Vous me considérez, avait-il lancé aux distingués députés du Reichstag, comme un homme sans éducation, un barbare. Oui, nous sommes des barbares ! Nous voulons l'être. C'est un titre honorifique. Nous rajeunirons le monde ! » [2]

Il avait, ses milliers de partisans, avaient retrouvé la force originelle des hommes neufs et rudes des temps où l'être humain n'était pas encore débilité. Cette puissance dionysiaque, ils allaient pouvoir la réserver tout entière aux tâches de l'avenir. Ils n'auraient même pas à s'en servir pour liquider les partis, un simple coup d'épaule, et ceux-ci tomberaient en miettes.

Le premier à se retrouver dans sa propre poussière, avait été, comme il se devait, le parti socialiste, les « sociaux-démocrates ».

Leur fin manqua totalement de panache.

Le 23 mars 1933, leur parti avait encore fait montre d'un certain cran, en se refusant à voter les pleins pouvoirs à Hitler. Après 1945, ils se glorifieraient de cet exploit, se gardant bien d'ajouter que, moins de deux mois après, lors d'un nouveau vote réclamé par Hitler au Reichstag, pour approuver ou désapprouver sa politique étrangère, non seulement les députés socialistes n'avaient pas voté non, ni ne s'étaient abstenus, mais ils avaient voté oui !

C'est ainsi.

Le 17 mai 1933, comme s'ils se sentaient submergés par la vague populaire et par l'adhésion massive à Hitler de leurs propres électeurs, ils votèrent oui, au Reichstag, exactement comme les députés nationaux-socialistes.

Les prétentieux opposants a posteriori qui bombèrent le torse à Bonn après la Seconde Guerre mondiale, comme s'ils avaient assailli, les premiers, le monstre Hitler, avaient purement

2.– Joachim Fest, *op. cit.*, page 15.

et simplement plébiscité, le 17 mai 1933, en plein Reichstag, l'infâme dictateur.

Goering, du haut de son perchoir, toisa les transfuges en ricanant :

« Le monde a vu que le peuple allemand est d'accord lorsqu'il s'agit de son destin. »

Ce destin, en 1933, c'était Hitler.

Comment, ensuite, les foules socialistes eussent-elles même pu penser s'opposer à lui, alors que leurs chefs s'étaient rangés au Reichstag derrière cet homme qu'ils avaient si souvent vitupéré, et pour lequel maintenant ils finissaient par voter !

Le grand effondrement rouge commença ce jour-là. Suivant l'exemple de son propre parti, l'électorat socialiste, lui aussi, allait derechef voter pour Hitler.

La social-démocratie allemande avait laissé en plan les travailleurs pendant des années. Elle venait de retourner sa veste en faveur de Hitler. Pour le peuple, c'était fini. C'était l'aveu public de l'abdication. L'avenir, dès lors, n'était plus dans les Maisons du Peuple, vides.

Ce fut alors un jeu pour Hitler de liquider ce parti, qui, depuis sa capitulation délibérée, n'intéressait plus ses ex-fidèles. Le 22 juin 1933, trente jours après le vote au Reichstag, il serait dissous officiellement.

« Personne, écrivit Fest, n'attendait plus de geste de résistance de la part du SPD. »

Celui-ci allait désormais, selon la formule consacrée, reposer en paix. Laquelle serait totale. A part quelques parlementaires de gauche qui s'exileraient, menant à l'étranger une vie étouffée et inutile, les députés socialistes allemands continueraient à encaisser, sans sourciller, chaque mois, la pension que Hitler leur allouait. Ils se promenaient dans les rues de Berlin. J'en ai vu moi-même. Certains se rallieraient avec éclat au nazisme.

Noske, le plus vaillant lutteur du parti socialiste de l'après 1918, le bûcheron devenu ministre, reconnaîtrait honnêtement, en 1944, alors que le Reich s'écroulait déjà par pans entiers, que

le peuple allemand restait, dans sa très grande majorité, fidèle à Hitler, satisfait de la rénovation sociale qu'il avait apportée aux travailleurs.

Après les « rouges », ce fut le tour des « blancs ». Nombre de partis microscopiques – parmi les deux douzaines de partis de 1932 – s'étaient liquidés eux-mêmes, sans que nul n'eut même signalé leur décès. Ils n'avaient été créés que pour permettre à l'un ou l'autre ambitieux de se glisser dans la carapace dorée de la députation. Sans mandat en vue, à quoi eût-il servi encore de racoler des électeurs ? Ils avaient disparu.

Les partis de droite, jadis importants mais dépassés par leur électorat, conscients de la vanité de tout effort et surtout de toute dépense pour maintenir artificiellement en vue des organisations électorales désaffectées, se supprimèrent l'un après l'autre. Le Parti populiste national allemand, lâché par son public bourgeois, s'autodétruisit, le premier. Quelques jours après, le 28 juin 1933, le Parti d'État en fit autant. Puis, le 4 juillet, le Parti populaire bavarois.

Le plus tenace à déblayer parmi les bonzes conservateurs avait été Hugenberg, encore ministre, que les nazis appelaient peu respectueusement « le vieux porc aux betteraves ». Il perdit ses betteraves en voulant manifester trop de zèle hitlérien à la conférence de Londres, réclamant trop tôt la restitution à l'Allemagne de ses colonies et la constitution d'un Reich absorbant l'Ukraine ! Cette exigence avait fait grand scandale. Elle était, aux yeux de Hitler, tout à fait inopportune, en ces premiers mois où il s'appliquait à calmer la mauvaise humeur de l'étranger. Hugenberg, suite à cet impair, dut démissionner, lui qui s'était promis, le 30 janvier 1933, de museler Hitler.

Le liquidant, Hitler réussissait un doublé : en ayant l'air de désavouer le perturbateur international, il tranquillisait, hors du Reich, ceux que les exigences de Hugenberg avaient inquiétés ; par la même occasion, il se libérait du « vieux porc ». Le spécialiste des betteraves conservatrices agiterait encore son groin mouillé de temps en temps, mais sans écho.

Le dernier résidu politique à éliminer avait été le Centrum, cléricalo-bourgeois.

Celui-ci, depuis son vote en faveur des pleins pouvoirs à Hitler du 23 mars 1933, avait perdu toute crédibilité en tant que force d'opposition. Son public se diluait dans l'indifférence. Le prélat Kaas s'était rallié au Führer au Parlement, pourquoi la piétaille n'eut-elle pas fait de même ?

Et puis, les pourparlers avec le Vatican en vue d'un concordat étaient tout près d'une heureuse conclusion. Hitler, là plus qu'en n'importe quelle opération de captation, avait été ruse, patience, adresse. Il avait besoin de s'assurer – pour quelque temps au moins – la paix politique avec l'Église, jusqu'au moment où le clergé s'étant complètement compromis, l'adhésion des catholiques au Reich serait générale.

Le prélat Kaas et ses pieux lévites avaient, sans même s'en douter, été amenés au bord de la trappe. Ils y tombèrent. Le 5 juillet 1933, le rosaire à la main, ils se déclarèrent politiquement morts, et vraiment ils l'étaient.

Personne ne versa un pleur à leur enterrement. « Toutes les choses abolies ici, n'intéressaient plus beaucoup de gens », notait un observateur.

L'historien Joachim Fest, a prononcé devant les deux douzaines de cercueils de partis, une cinglante oraison funèbre :

« Si quelque chose démontre bien à quel point la république de Weimar avait perdu sa vitalité, c'est bien la passivité, avec laquelle les institutions qui l'avaient fondée se laissèrent maîtriser. » [3]

Pour mettre en terre ces partis et liquider leur réseau électoral si étendu, un petit semestre avait suffi. Pas un œil poché, ni une bagarre. Tout le doigt collé à la couture du pantalon ou de la soutane, ils s'étaient plantés au garde-à-vous devant le caporal tant brocardé par eux, encore l'année précédente.

Le plus étonné de la rapidité avec laquelle s'étaient succédé ces funérailles discrètes avait été Hitler en personne. Il n'en revenait pas.

3.– Joachim Fest, *op. cit.*, page 41.

« On n'aurait jamais cru possible un effondrement si pitoyable », constata-t-il après avoir jeté la dernière pelletée sur le dernier enterré.

IV

L'UNIFICATION SYNDICALE

Néanmoins, une puissance subsistait : les syndicats marxistes.

Longtemps ils avaient représenté la force la plus importante du Reich. Force théoriquement sociale. Mais, en toute occasion, force politique, fournissant au communisme ses milices, et aux sociaux-démocrates l'essentiel de leurs électeurs. Pendant quinze ans, ils avaient été un instrument constant et intolérant de pression, ameutant la rue, énonçant des exigences sans cesse accrues. Longtemps aussi, ils avaient été la caisse à millions de la gauche, remplie à jets continus par les cotisations de millions de syndicalistes.

Là encore, bien avant que s'effondrât la république weimarienne des partis, la désillusion avait envahi la classe ouvrière. Elle crevait de faim. Les centaines de députés socialistes et communistes, face à la crise, étaient demeurées les bras ballants, incapables d'apporter une amélioration quelconque à la situation désespérée du prolétariat. Rien n'avait été tenté ou même suggéré par eux qui eût pu remédier, ne serait-ce que partiellement, à la détresse populaire.

Ni un plan de grands travaux. Ni une restructuration industrielle. Ni une recherche de débouchés à l'étranger. Pas davantage une résistance énergique aux pillages de l'étranger, pompant milliard par milliard les dernières ressources du Reich, en vertu du traité de Versailles, auquel ils n'avaient jamais eu l'audace de s'opposer efficacement par la suite.

Les quelques modifications arrachées à grand-peine aux Alliés rapaces avaient été le fait d'un conservateur, Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères toujours mal soutenu ou saboté par les partis, luttant avec ténacité pour libérer le Reich, malgré sa santé chancelante, ses syncopes, son goitre de plus en plus monstrueux qui lui était noué autour du cou comme un serpent. Le seul à avoir tenté de desserrer les griffes qui labouraient la chair du peuple allemand avait été ce moribond, qui en rien n'était marxiste.

En 1930, 1931 et 1932, les travailleurs allemands avaient vu le désastre s'accroître, les chômeurs passer de deux millions à trois, à quatre, puis cinq et six millions, et les indemnités se réduire de plus en plus, ou disparaître.

C'était pourtant l'anéantissement, les privations, les mères émaciées, les enfants maigres dans les logis sordides, les longs cortèges lamentables de milliers de mendiants.

L'inaction des chefs de la gauche – ou leur incapacité, ou leur manque total de sensibilité – avait stupéfié la classe ouvrière. A quoi lui servaient de tels meneurs ?

Déjà avant le 30 janvier 1933, des millions d'ouvriers avaient rejoint les formations de Hitler, dynamiques celles-là, toujours socialement sur la brèche, ne craignant pas de soutenir à fond des grèves qui déplaisaient aux bourgeois. Ce Hitler, lui-même ancien travailleur, simple comme eux, voulait éliminer radicalement le chômage, non seulement défendre les droits au travail des prolétaires, mais mettre en valeur l'honneur de leur métier, les faire respecter, les intégrer à part entière dans une communauté charnelle, celle de tous les Allemands, jadis dressés classe contre classe.

Les troupes victorieuses de Hitler, en janvier 1933, étaient largement prolétariennes, composées de durs, de cogneurs, qui, socialement, ne s'en laisseraient plus compter.

Le reflux syndical des marxistes avait été énorme. Parmi treize millions d'électeurs socialistes et communistes, on ne comptait plus que cinq millions de syndicalistes. Et encore, la lassitude, le découragement étaient tels que beaucoup ne payaient même plus leur cotisation.

Les huit autres millions étaient rentrés chez eux, ou passés à la SA.

Les chefs socialistes avaient perdu confiance, ils se demandaient si ce n'étaient pas les millions de transfuges qui avaient vu clair.

Bientôt, ils ne se poseraient même plus la question.

Avant même que Hitler n'obtint du Reichstag le vote de sa loi des pleins pouvoirs, la fédération des syndicats marxistes avait entamé son opération de ralliement.

« La présidence de la Fédération, écrit l'historien Fest, adressa le 20 mars à Hitler une sorte de message de loyauté. »

Il y eut mieux. Les syndicats avaient toujours réclamé que le 1er mai fût reconnu comme fête des travailleurs. Jamais la république de Weimar n'avait fait droit à leur demande. Hitler satisfit cette revendication très raisonnable, et même il l'amplifia. Il proclama le 1er mai fête nationale.

De même que le parti socialiste était passé du vote négatif au Reichstag (23 mars 1933) au vote positif (12 mai 1933), les chefs des syndicats virèrent en quelques semaines à 90 degrés.

Ce qu'ils avaient prié tous les gouvernements, pendant quinze ans, de leur accorder voilà que Hitler le convertissait en fête honorée par toute la nation ! Il annonçait que lui-même, pour magnifier le travail, organisait le plus grand meeting de l'histoire, le 1er mai, à Berlin, au champ d'aviation de Tempelhof. Pris de court, mais au fond très satisfaits de se saisir de cette décision pour se rallier au national-socialisme, et – qui plus est – pour devenir un élément actif de cette manifesta-

tion comme jamais un ouvrier marxiste n'eut pu en imaginer, ils y convoquèrent la masse de leurs affiliés. Bannières en tête, les chefs syndicalistes du Reich appelaient les travailleurs de gauche à se rendre à Tempelhof acclamer Hitler.

J'ai moi-même assisté à cette manifestation mémorable.

Dès 9 heures du matin, des colonnes géantes, les unes d'ouvriers, les autres de jeunes, martelant le pavé des grandes avenues de Berlin, s'étaient mises en route vers le champ d'aviation où Hitler avait convoqué l'Allemagne. Oui, l'Allemagne, car tout le pays allait suivre la cérémonie populaire, retransmise par toutes les stations de radio.

A midi, des centaines de milliers de travailleurs – hitlériens, non hitlériens mêlés – s'épandaient déjà sur la très vaste plaine. L'ordre était impeccable. Des centaines de buffets improvisés, montés par le Parti, fournissaient au prix de revient, aux foules sans cesse accrues, les pains fourrés, les saucisses, les chopes de bière qui donnaient du cœur aux arrivants. Tous, bien sûr, étaient debout. Ils resteraient debout pendant douze ou quatorze heures.

Une fabuleuse tribune se détachait sur le ciel, à trois étages, flamboyante d'immenses drapeaux, grandiose. Au fur et à mesure des heures, des milliers de personnages importants, le corps diplomatique au grand complet, les invités d'honneur étrangers, s'y étaient installés. A la tombée du jour, un million et demi de spectateurs étaient massés jusqu'aux dernières touffes d'herbe de l'immense terre-plein. L'armée était mêlée au peuple. Les fanfares tonnaient. Ce n'était plus une assemblée politique, c'était une fête, une sorte de fantastique kermesse à la Breughel où bourgeois, généraux, ouvriers, fraternisaient, tous Allemands et tous égaux.

La nuit vint. Et Hitler avec elle. Sa tribune était comme la proue d'un navire géant. Les centaines de phares qui illuminaient la masse humaine s'étaient éteints. Seul Hitler avait jailli de l'ombre, à mi-ciel, dans l'éblouissement des réflecteurs. N'importe quel groupe de saboteurs eut pu, dans l'obscurité, se

livrer à n'importe quel vacarme, ou à n'importe quel sabotage. Un tiers, peut-être, des assistants étaient encore socialistes ou communistes trois mois plus tôt. Pas un cri ne jaillira pendant toute la cérémonie qui ne fut pas une acclamation.

Cérémonie, c'était le mot. Cérémonie presque magique. Hitler et Goebbels n'avaient pas leurs pareils pour monter ces sortes de consécrations. Des chants populaires d'abord, puis des grands hymnes à la Wagner avaient saisi l'auditoire au cœur. L'Allemagne a la passion de ces musiques. Wagner a capté le fond le plus puissant, le plus secret de l'âme allemande, de son romantisme, de son sens inné du fort et du grand. Les drapeaux de la tribune flottaient par centaines, happés dans la nuit, en haut de leurs mâts, bordés de flèches de lumière.

C'est alors que Hitler s'avança à la tribune. Pour la foule, du bout de la plaine, son visage n'apparaissait pas plus gros qu'un point. Aussitôt, sa parole submergea ces hectares d'assistants.

Un public latin eut aimé une voix moins rauque, des accents plus nuancés. Mais elle correspondait sans doute à la psychologie du peuple allemand. Celui-ci a rarement eu la chance de jouir de l'enchantement du Verbe. L'Allemagne fut encombrée d'orateurs empesés, férus de notes et d'académisme. Hitler, lui, était un orateur prodigieux, le plus grand du siècle. Surtout, il possédait ce que l'homme ordinaire n'imagine pas : une projection de puissance, mystérieuse, qui tenait du médium et de l'enchanteur.

La foule se sentait transpercée, aspirée. A son tour, elle réagissait et des centaines de milliers de projections établissaient avec l'orateur un courant égal de don et de captation.

Qui n'a pas entendu Hitler n'a pas idée du phénomène. Il fut à la base même de la conquête des masses par un homme qui, seul possédait ce don souverain. Les mots, les programmes, les colères, les ironies, tout était emporté, transfiguré dans cette projection pareille à la foudre. Des dizaines de millions d'Allemands lui doivent d'avoir été illuminés, brûlés dans sa lumière et dans son feu.

Les centaines de milliers de « non-hitlériens » venus à Tempelhof à l'appel de la Fédération marxiste de leurs syndicats étaient, à la fin, conquis exactement comme les autres, comme les vieux SA contre lesquels ils avaient fait le coup de poing pendant dix ans.

La mer humaine ramena ses flots vers Berlin. Un million et demi de personnes étaient venues dans un ordre parfait et repartaient dans un ordre parfait. Pas de troubles, pas un embouteillage. Cette discipline rigoureuse et joyeuse d'un peuple satisfait, avait, elle aussi, émerveillé. Tout avait été précis, réglé comme du papier à musique.

Je reverrai toujours dans mes souvenirs cette foule fabuleuse qui redescendait vers le centre de la capitale du Reich. Beaucoup allaient à pied. Les visages étaient devenus d'autres visages, comme si une vie étrange, nouvelle, les avait envahis.

Les non-Allemands étaient comme abasourdis, aussi impressionnés que les concitoyens de Hitler.

« Les étrangers invités dans les tribunes d'honneur, nota l'ambassadeur de France, n'étaient pas les seuls à emporter l'impression d'une fête vraiment belle, merveilleuse, cette impression que suscitaient le génie de l'organisation du régime, le déploiement nocturne des uniformes, des jeux de lumière, le rythme des musiques, les drapeaux, les feux d'artifice multicolores, et ils n'étaient pas les seuls à penser que passait sur le Troisième Reich un souffle de réconciliation et d'unité. » [1]

« Nous voulons, s'était écrié Hitler comme s'il prenait le ciel à témoin, nous entendre fraternellement, lutter les uns avec les autres, afin qu'à l'heure où nous comparaîtrons devant Dieu, nous puissions lui dire : "Vois, Seigneur, nous avons changé, le peuple allemand n'est plus le peuple de la honte, de la mesquinerie, de la lâcheté, du déchirement ; non, Seigneur ! le peuple allemand est redevenu fort dans son esprit, dans sa volonté, dans sa persévérance, dans son acceptation

1.– François Poncet : *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, page 128.

de tous les sacrifices. Seigneur, nous te restons fidèles ! Bénis notre combat !" » [2]

Qui d'autre, sans sombrer dans le ridicule, eût pu se livrer à un tel appel incantatoire ?

Jamais non plus un homme politique n'avait parlé avec une telle foi et une telle force des droits des travailleurs, « du poing et du front », ni exposé aussi clairement le plan social de la communauté populaire, tel qu'il allait le bâtir.

Le lendemain même, l'organe du prolétariat de gauche, le Journal du syndicat, décrivait le meeting, où les deux tiers au moins – un million – des auditeurs, étaient des ouvriers, eut le mot de la fin : « Ce 1er mai fut le jour de la victoire ».

Une fois consommé ce ralliement, à quoi rimaient encore les milliers de cellules syndicales qui avaient empoisonné la vie sociale du Reich pendant si longtemps et qui, surtout, n'avaient strictement rien empêché, ni produit, rien construit ?

Hitler n'eut pas à souffrir le moindre contretemps : quelques heures après cette « victoire » du Tempelhof, il prenait en toute tranquillité le contrôle et la direction complète de l'ensemble des organisations syndicales, de leurs locaux, de leurs entreprises, de leurs banques. Le temps était clos de l'anarchie marxiste, une organisation syndicale unique allait réunir désormais en une seule force sociale, irrésistible, les volontés de tous les ouvriers du Reich.

« Ce gouvernement, avait proclamé Hitler, était un gouvernement du peuple. »

Il était en train, en tout cas, de le devenir, à grandes enjambées.

Hitler savait bien que tout n'était pas acquis, que Moscou, notamment, ne baissait pas les bras. Ni les armes. Il faudrait plus que des paroles. Il faudrait des réalisations. Ce n'est qu'alors que le ralliement du prolétariat serait durable et dépasserait les enthousiasmes des meetings.

2.– François Poncet, *op. cit*, page 128.

Comment Hitler réussirait-il l'opération que jamais personne avant lui, ni en Allemagne ni hors d'Allemagne, n'avait réussie : remettre au travail six millions de chômeurs ?

Quelles seraient ses réalisations en matière de salaires, d'heures de travail, de loisir, de logement ? Comment obtiendrait-il que, dans la loi et dans les faits, les droits et la dignité de l'ouvrier soient enfin respectés ?

Comment le sort de l'être humain, aussi, serait-il transformé matériellement, moralement, et même eut-on pu dire, spirituellement ? Comment serait-il magnifié au sein d'une société nouvelle, dégagée de l'inertie, des injustices et des préjugés du passé ?

« Le national-socialiste, avait dès le début déclaré Hitler, a sa mission et son heure. Il n'est pas un remous mais une phase de l'Histoire. »

Possédant en mains l'instrument réel d'un véritable pouvoir – un État autoritaire et des régions soudées au corps du pays, – Hitler s'était libéré promptement de toute tutelle des vieux partis impotents. Il dirigeait et inspirait une masse ouvrière cohérente, non plus éparpillée en mille ruisseaux, mais coulant en un fleuve imparable.

Hitler était sûr de lui, de sa force personnelle de conviction. Il n'entendait pas recourir aux expédients d'une domination physique, mais conquérir moralement, homme par homme, les millions d'Allemands qui étaient encore ses adversaires l'année précédente, ou même qui le détestaient. Il avait préparé sa conquête avec soin pendant des années. De même, il avait décidé de chaque détail de la transformation de l'État, et fixé, bien au-delà de l'unification des structures administratives, les étapes de la réalisation de chaque point de son programme social.

Il entraînerait les plus rétifs. Bien à l'avance, il l'avait dit : « L'heure viendra où les 15 millions de personnes qui nous haïssent aujourd'hui seront derrière nous et salueront avec nous le renouveau créé en commun. » [3]

3.– Joachim Fest, *op. cit.*, page 15.

Déjà, l'armée des convertis s'alignait dans ses rangs. Sans détours, l'historien Fest serait bien obligé d'en établir le constat.

« Hitler acquit rapidement le caractère légitime d'un homme d'État inspirant le respect et méritant davantage que le nom ironique de démagogue. Ceux qui résistaient au désir d'adhérer qui se propageait comme une épidémie, formaient une minorité de plus en plus réduite. » [4]

Quel témoignage historique !

Même un écrivain de gauche comme Kurt Tucholsky, sentant que le courant emportait tout, aurait ce propos imagé : « On ne rabroue pas l'océan. »

On en était pourtant encore qu'à une époque partiellement négative. Hitler avait, surtout, déblayé le terrain. On l'attendait maintenant au cœur de l'époque positive.

« Nous, les nationaux-socialistes, avait-il affirmé au Reichstag, nous ouvrons désormais la voie au travailleur vers ce qu'il peut réclamer et obtenir. » [5]

Comme tant d'autres – qui avaient échoué avant lui, ou qui échoueraient par la suite – Hitler buterait-il sur cet obstacle ?

Le grand drame du chômage, notamment, était à l'avant plan des préoccupations de tout le pays. Il barrait la route du prolétariat comme un nouveau rocher de Sisyphe.

Ce problème lancinant, dont tout l'avenir social du peuple allemand dépendait, Hitler serait-il capable de l'aborder ?

Et surtout, de le résoudre ?

4.– Joachim Fest, *op. cit.*, page 42.
5.– André Brissaut : *Hitler et son temps*, page 151.

V

OU TROUVER DES MILLIARDS ?

Hitler, muet, préoccupé, qui à sa fenêtre de la Chancellerie avait reçu, la nuit du 30 janvier 1933, les acclamations de la multitude, n'était pas saisi sans motif par l'angoisse.

« J'eus l'impression, a raconté le fameux docteur Schacht, d'un homme profondément accablé par le poids de la responsabilité qu'il assumait... Ce profond bouleversement de l'âme, dont j'avais le spectacle, ne pouvait pas être simple jeu d'acteur : il trahissait une authentique émotion. » [1]

Mais cette émotion, Hitler était un homme capable de la surmonter et même de la devancer. En face d'une tragédie nationale particulièrement angoissante – chômage immense, misère générale, stagnation presque totale de l'industrie – que nul homme politique, quel que fut son parti, n'avait pu apaiser et que l'Allemagne, au contraire, avait vue s'aggraver sans cesse, le chef de la révolution allemande était l'homme de la volonté.

Les pleins pouvoirs n'étaient pas encore votés que Hitler avait déjà retroussé les manches de sa chemise brune et entrepris de réaliser le plan que depuis longtemps, il avait mûri et établi.

1.– Docteur Hjalmar Schacht : *Mémoires d'un magicien*, tome II, page 60.

Pour lui, à l'encontre de tous les politiciens responsables – ou irresponsables – de l'Europe du XX[e] siècle, le combat pour le salut de l'économie de son pays ne consistait pas à encaisser impassiblement revers sur revers, à assister à la décomposition de la vie industrielle et à regarder des processions de chômeurs arpentant les ruelles des agglomérations ouvrières, sans tenter de réagir.

Pour les politiciens de service dans les démocraties, le remède préconisé n'avait jamais consisté qu'en une réduction drastique des dépenses. Non seulement celles de l'État, mais de celles réclamées pour les investissements privés. Se serrer la ceinture ! Partager le peu qui existe !

C'est ainsi que l'Allemagne d'avant Hitler avait amoindri les salaires de 25 %, ramené à six mois les délais de versement des indemnités de chômage, réduit des cinq-sixièmes le montant des investissements particuliers.

La vie matérielle du pays s'était dégonflée comme une baudruche. Les chômeurs, au bout de six mois, n'avaient évidemment pas retrouvé de travail. Et ils étaient rejoints par des longs troupeaux désolés de chômeurs nouveaux. Privés de toute subsistance, ils erraient de bureau de bienfaisance en bureau de bienfaisance.

La masse dépensait de moins en moins. Conséquence inéluctable, les industries fabriquant des produits de consommation fermaient l'une après l'autre, faute de commandes, et envoyaient sur le pavé des milliers de chômeurs supplémentaires. En 1932, l'industrie allemande s'étiolait dans une production réduite de moitié.

Les investissements privés étaient tombés à un chiffre désespérant : à peine 500 millions de marks par an, au lieu de 3 milliards. Aucun sang nouveau n'avait été injecté dans le circuit industriel, aucun atelier n'avait été modernisé. Sans cesse s'aggravait la stagnation.

L'État qui eut dû, lui au moins, promouvoir de nouvelles initiatives, de nouvelles créations, ne trouvait même plus d'argent au fond de ses caisses. Les recettes budgétaires étaient tombées au chiffre de 6 milliards de marks, alors que les maigres et courtes indemnités de chômage en absorbaient à elles seules les deux tiers. La situation pourrissait de jour en jour, sans solution possible, si on s'en tenait à cette politique d'attentisme, de timidité, de peur.

Ce qu'il fallait, ce n'était pas attendre des temps imprécis pour remettre la machine économique en route grâce à des recettes fiscales améliorées par une reprise des affaires – extrêmement problématique –, c'était provoquer un renouveau d'activités à force d'audace et d'investissements dont on créerait de toutes pièces les moyens, avec imagination et esprit de décision.

C'est ce qu'avait compris Hitler depuis très longtemps.

On ne combattrait, on ne supprimerait le chômage que si on donnait à nouveau à l'industrie les moyens financiers de redémarrer, de se moderniser et de créer ainsi de nouveaux postes de travail.

On ne rétablirait le rythme normal de la consommation, et surtout on ne l'accroîtrait, qu'en mettant fin aux indemnités de famine qui interdisaient presque tout achat. Exactement à l'opposé, il fallait de nouveau pousser en avant la production et la vente grâce à la remise au travail à l'atelier, au bureau, au comptoir des six millions de chômeurs, qui redeviendraient six millions d'acheteurs.

On ne dépasserait le stade de la sous-économie qu'en donnant à l'industrie une cadence moderne, en stimulant la création de produits nouveaux.

L'Allemagne, par exemple, n'avait pas d'essence. On devait accroître au maximum la production nationale d'essence synthétique. La technique avait été découverte. Il fallait l'exploiter à la plus grande échelle. De même pour le caoutchouc artificiel : l'Allemagne possédait un remplaçant magnifique qui était le « Buna ». Ses plans de fabrication massive restaient dans les cartons. Pour cent produits inventés, à peu

près aucun ne dépassait le niveau de la poussière des dossiers administratifs.

On pouvait aussi – et on le devait – stimuler à tout prix des formes nouvelles d'activités ouvrières, et industrielles, les machines soutenant l'effort de l'homme, en réalisant d'importants travaux d'utilité publique.

Les routes étaient médiocres, il fallait les améliorer, il fallait surtout tracer, comme de larges sillons de vie à travers le Reich, des milliers de kilomètres d'autoroutes qui seraient rapidement productives, provoqueraient l'échange des biens et de la consommation, en même temps qu'elles aideraient à la dissémination dans tout le pays du peuple jusqu'alors replié dans ses régions.

Des routes impliquaient des moteurs. L'Allemagne était au plus bas de la production automobile. Cinq fois inférieures à celle des Français. Hitler, dix ans déjà avant 1933, avait conçu, dans sa prison de Landsberg, un formidable plan d'autoroutes, et il avait imaginé et dessiné lui-même la Volkswagen. Il avait été jusqu'à en fixer la ligne : « Le nouveau véhicule doit avoir la forme d'un hanneton, il suffit de regarder la nature pour voir comment obtenir une ligne aérodynamique. »

L'automobile, jusqu'en 1933, était le privilège des riches, financièrement inaccessible aux classes moyennes et, moins encore, aux travailleurs. La Volkswagen, coûtant dix fois moins, pouvait devenir un instrument de travail populaire, un plaisir aussi après le labeur, un moyen de découvrir, grâce aux nouvelles autoroutes, un pays splendide dont l'ouvrier allemand ne connaissait à peu près rien.

Cette automobile économique, Hitler entendait, dès alors, qu'elle fut construite par millions. D'où création d'une industrie nouvelle, création tout à fait considérable, qui deviendrait inévitablement un des plus grands centres de vie économique et un des plus gros employeurs de main-d'œuvre du nouveau Reich.

Les plans de construction de cités populaires, ou de bâtiments publics grandioses, avaient eux aussi été mis au point par

Hitler, crayon à la main, dès l'époque de son emprisonnement. On en possède encore les ébauches, allant d'ensembles de maisons ouvrières indépendantes, pourvues de jardins – il en ferait construire des centaines de mille – à un projet de stade couvert à Berlin, à destination populaire, et même à une salle de congrès unique dans l'univers, qui symboliserait la révolution nationale-socialiste : « Un bâtiment à coupole monumentale dont il (Hitler) avait tracé le plan pendant qu'il rédigeait *Mein Kampf*, d'une ouverture de 46 mètres, d'une hauteur de 220 mètres, d'un diamètre de 250 mètres et d'une capacité de 150 000 à 190 000 personnes debout. L'intérieur de cette construction aurait été dix-sept fois plus grand que l'église Saint-Pierre de Rome. » [2]

« Cette salle assurerait Speer, n'était pas une chimère impossible à réaliser. »

Ainsi, l'imagination de Hitler foisonnait-elle, depuis longtemps, de projets multiples. Mais également de plans précis de réalisation. Des promoteurs, des programmateurs, des techniciens, étaient prêts. Hitler n'allait pas improviser.

L'historien Werner Maser, que l'on ne peut suspecter de sympathie pour le national-socialisme, comme à peu près tous ses collègues – sinon, croit-on qu'ils eussent trouvé des éditeurs ? – l'a reconnu :

« Il (Hitler) s'est appliqué depuis le début de sa carrière politique à mettre systématiquement sur pied le dispositif dont il avait besoin pour réaliser ses plans. » [3]

« Hitler, ajoute-t-il, se distinguait par une intelligence technique exceptionnelle. » 4

Ses connaissances techniques, Hitler les avait acquises en leur consacrant dès sa jeunesse des milliers d'heures d'étude.

« Hitler, a écrit le docteur Schacht, a lu une infinité de livres, il a acquis des connaissances considérables et s'en est servi en

2.– Weimer Maser : *Hitler Adolf*, pages 100-101.
3.– *Ibid.*, page 275.
4.– *Ibid.*, page 370.

virtuose dans les discussions et discours. Il était à certains égards un homme doué de génie. Il avait des idées que d'autres n'auraient pas conçues, et qui avaient pour effet de mettre un terme à de grandes difficultés, parfois par des mesures d'une simplicité au d'une brutalité étonnantes. »

Ce que confirmerait devant le tribunal de Nuremberg, l'ancien ministre Albert Speer :

« La dictature de Hitler était la première qui se soit servie, pour exercer sa domination sur le peuple, de la façon la plus parfaite, de tous les moyens techniques. »

Encore fallait-il se procurer d'abondants milliards si l'on voulait entreprendre cette grande révolution économico-sociale destinée, comme Hitler l'avait toujours voulu, à replacer à la tête de l'Europe l'industrie et le commerce du Reich et, plus spécialement, dans l'immédiat, à supprimer totalement le chômage en Allemagne.

Ces milliards indispensables, où les dénicher ? Et comme les répartir, pour que l'investissement soit à cent pour cent efficace ?

Hitler n'était pas du tout, en économie, un dictateur, contrairement à ce qu'a prétendu Speer, mais un animateur. Son État ferait uniquement ce que l'initiative privée ne serait pas à même de faire.

Il croyait au dynamisme de l'imagination individuelle, à l'esprit créateur, à la nécessité pour chaque être supérieur d'assumer des responsabilités. Il admettait aussi que le profit était le grand stimulant de l'action. Sans la perspective de voir son effort récompensé, l'homme dynamique s'abstient de courir des risques. La faillite économique du communisme l'a établi. Faute de stimulants personnels, l'industrie soviétique est toujours restée en retard – de dix ans, de vingt ans – sur tous ses concurrents, acculée à des plans, des projets, des idées, que les cerveaux russes, jamais récompensés, ne se fatiguaient plus à créer, ni les industriels à promouvoir.

Même l'ouvrier d'élite s'est découragé en URSS, traité qu'il était en robot déshumanisé, à qui on ne laissait aucune possibilité d'améliorer son sort financier.

Le monopole d'État signifie la mort de toute initiative et donc de tout progrès.

Que tous les hommes mettent généreusement tout en commun serait merveilleux. Mais le monde n'est pas ainsi. Chaque homme veut que son travail améliore son sort personnel, et que le cerveau, que l'imagination créatrice, la constance dans la recherche recueillent leur récompense. Pour n'avoir pas tenu compte de cette évidence psychologique, le communisme en URSS a sombré dans la médiocrité. Malgré l'immense potentiel de ses masses humaines, ses possibilités matérielles presque infinies et l'éventail munificent de ses matières premières qui eussent dû lui assurer une suprématie naturelle.

Hitler fut toujours l'ennemi de toute conception étatique du travail. Il croyait aux élites.

« Une idée géniale, répétait-il, a plus de valeur que toute une vie de travail consciencieux dans un bureau. »

Il existe une élite industrielle, comme il existe des élites politiques ou intellectuelles. Un industriel de grande envergure ne doit pas être bridé, traqué par le fisc comme un malfaiteur potentiel, ni même rester incompris. Il importe à l'épanouissement économique d'un pays qu'il soit au contraire encouragé avec le plus grand empressement, matériellement et moralement.

Les plus fécondes initiatives que prendrait Hitler seraient confiées à des entreprises privées. Il veillerait, certes, à la qualité de leurs dirigeants, écarterait les incapables, nombreux parfois, mais il soutiendrait les meilleurs, les plus vifs d'esprit, les plus imaginatifs, les plus intrépides, même si les opinions politiques ne convergeaient pas.

« Il ne s'agit pas, déclara-t-il très fermement, de révoquer un industriel sous prétexte qu'il n'est pas national-socialiste. »

La même modération, le même pragmatisme, Hitler les exercerait aussi bien dans le domaine administratif que dans le domaine industriel. Ce qu'il demandait avant tout à ses collaborateurs, c'était la compétence, c'était l'efficacité. La très grande majorité des fonctionnaires du IIIe Reich (80 %) ne

furent jamais inscrits au parti national-socialiste. Plusieurs des ministres de Hitler, comme von Neurath, comme von Krosigk, plusieurs de ses plus importants émissaires diplomatiques (à Prague, à Vienne, à Ankara) n'étaient en rien nationaux-socialistes. Mais ils étaient capables. Hitler surveillait von Papen, intelligent et adroit, mais il l'utilisait et savait lui rendre hommage.

De même, il n'hésita pas à conserver à la tête de la Chancellerie des collaborateurs très compétents choisis par ses prédécesseurs, tel le secrétaire d'État Meissner, qui avait servi tous les chanceliers précédents, socialistes ou conservateurs, et qui avait tout fait, jusqu'à la dernière minute, pour torpiller l'accession du Führer au pouvoir. Meissner connaissait son métier. Hitler lui conserva sagement son fauteuil, comme s'il avait été un collaborateur de l'époque héroïque. Compassé et efficace, il aplanirait pendant douze ans encore les difficultés surgissant devant le nouveau maître.

L'utilisation la plus remarquable fut celle de Schacht, le docteur Hjalmar Schacht, le plus avisé, le plus compétent des financiers du Reich de 1933.

Hitlérien ?

D'aucune manière !

Il n'était et ne fut jamais que « schachtiste ». Mais, techniquement, il était exemplaire. Pour redresser l'économie, il était inégalable.

Dix ans plus tôt, à la fin de 1923, Schacht avait déjà sauvé financièrement le Reich de Weimar en inventant le *Rentenmark*. Il était malin, roublard même, imaginatif, susceptible de comprendre les plans téméraires de Hitler et de l'aider à les réaliser.

Son ambition personnelle était sans limite ? Raison de plus pour Hitler de lui donner les plus hautes possibilités de s'élever. Il allait, sans hésiter, en faire son Président de la Reichsbank, puis son commissaire pour les Affaires économiques, avec rang de ministre. Ministre ! Schacht était comblé !

C'était dangereux ? Certainement ! D'autant plus que Schacht était un capitaliste avéré, très lié avec la grande banque étrangère, à des financiers juifs de Londres et de New York plus spécialement, ne comprenant rien à la doctrine révolutionnaire de Hitler qui prônait la prééminence du travail, véritable créateur de vie de la nation.

Schacht resterait toujours interdit de responsabilités politiques. Hitler lui demanderait d'inventer les recettes nouvelles qui assureraient les milliards de marks nécessaires à son action. C'était beaucoup. Mais c'était tout. Sa collaboration n'irait jamais plus loin. Elle cesserait lorsque les formules financières de l'habile docteur auraient fait leur temps.

Celui-ci conserverait, d'ailleurs, de cette mise en congé, une haine recuite, macérée dans du vinaigre suri. Mais, pendant cinq ans, le surveillant de près, Hitler l'avait utilisé à plein rendement.

Voulant accélérer les choses, Hitler avait convoqué à son bureau, dès les premiers jours de février 1933, le président de la Reichsbank, le docteur Luther, nommé à ce poste par l'ancien régime, homme féru des anciennes conceptions de prudence extrême dans le maniement de l'argent de l'État. Il était d'autant plus réservé que sa caisse était à peu près vide. Son faux col, raide, disait la rigidité de ses principes. Il appartenait à la race des vieux comptables, il appartenait au vieux monde.

Hitler savait parfaitement que ce digne président était péniblement assis sur une chaise dépaillée. Ce n'est pas pour qu'il vidât les caisses de l'État qu'il avait appelé Luther, mais pour qu'il lui indiquât des moyens nouveaux de créer le fonds de combat grâce auquel l'économie allemande pourrait se redresser, et le chômage disparaître.

C'était une question d'imagination. Or, le cerveau de Luther n'était pas un volcan d'idées nouvelles mais un boulier compteur.

« Quelle somme, lui demanda Hitler, pouvez-vous mettre à ma disposition pour créer du travail ? »

Le président ne répondit pas tout de suite. Il comptait péniblement. Lorsqu'il eut terminé mentalement l'opération arithmétique, il donna sa réponse, comme s'il parlait au directeur d'un consortium financier.

« Cent cinquante millions. »

Le chiffre était éloquent. Il montre à quel point les prédécesseurs de Hitler et leurs collaborateurs les plus importants n'avaient aucune idée d'un plan de sauvetage et des moyens financiers que l'opération exigerait. Cent cinquante millions ! Alors que rien qu'en indemnités de chômage, l'État allemand versait dans un gouffre sans fond un milliard de marks chaque trimestre.

Avec ces 150 millions, on eut pu, tout juste, payer pendant une petite semaine trois ou quatre marks quotidiens aux millions de chômeurs. On ne savait même plus au juste combien ils étaient, tellement le nombre de ceux qui ne touchaient plus aucune indemnité croissait sans cesse.

Mais c'est dire que la question n'avait jamais été posée à l'excellent homme. Et qu'aucun dirigeant du Reich ne s'était, avant Hitler, préoccupé de savoir comment rassembler les moyens financiers indispensables à la réalisation d'un plan véritable de remise de l'Allemagne au travail.

Le docteur Luther, médecin officiel du Reich, était donc un financier totalement inefficace si Hitler voulait concrétiser son projet.

Il pensa alors au vieux renard roussi de Schacht. Lui, avait toujours des tours en réserve. Hitler allait les lui faire exécuter.

« Herr Schacht, lui dit-il, nous sommes sûrement d'accord sur un point : le gouvernement national ne peut avoir pour le moment qu'une seule tâche vraiment urgente, vaincre le chômage. Il faut, pour cela, beaucoup d'argent. Voyez-vous, en dehors de la Reichsbank, la possibilité d'en trouver ? »

Après un instant, il ajouta : « Combien vous faut-il ? En avez-vous une idée ? »

Voulant prendre Schacht par l'ambition, Hitler, tout sourire, continua : « Accepteriez-vous de reprendre la direction de la Reichsbank ? »

Schacht minauda, il avait le cœur tendre, il ne voulait pas léser le détenteur du titre, le docteur Luther. Hitler, jouant le jeu, le tranquillisa : il recaserait le docteur Luther ailleurs.

Schacht se redressa, braqua sur Hitler ses gros yeux tout ronds :

« S'il en est ainsi, je suis prêt à reprendre la présidence de la Reichsbank. » [5]

Son rêve se réalisait. Schacht avait déjà été, en 1924, président de la Reichsbank. On l'en avait déboulonné. Il y rentrait triomphant. Le mois même, de son cerveau inventif allait surgir la solution.

Il fallait, a expliqué Schacht, découvrir un procédé qui évitât de gonfler outre mesure le portefeuille d'effets de la Reichsbank et, par conséquent, d'accroître à l'excès la circulation monétaire.

« Je devais donc, ajoutait-il, trouver un moyen de faire sortir des caisses et des poches les sommes qui y dormaient, sans prétendre obtenir cet argent pour longtemps, ni lui faire subir un risque de dépréciation. Ce raisonnement fut à l'origine des Effets *Mefo*. » [6]

Que signifiait *Mefo* ?

Mefo était la contraction de la dénomination *Mettal-Forschungs AG* (en français, Société de recherche des métaux).

Ces métaux étaient d'autant plus spéciaux que cette société, qui allait mettre en mouvement des milliards, était une société minuscule : un million de marks de capital ! Mais Hitler avait obtenu qu'elle soit fondée – et couverte – par les quatre plus grands trusts de l'Allemagne : Krupps, Siemens, Rheinstahl et Gutehoffnungshütte. Au surplus, le Reich se portait garant de ses engagements futurs. Donc, la garantie était complète.

5.– Docteur Hjalmar Schacht, *Mémoires d'un magicien*, tome II, page 53.

6.– Docteur Hjalmar Schacht, *op. cit.*, pages 69 et 70.

Il suffirait que les entreprises – anciennes ou nouvelles – qui travailleraient pour satisfaire des commandes d'État, tirent sur *Mefo* des traites correspondant aux sommes dues. Ces traites, présentées aux guichets de la Reichsbank, pourraient, si on le désirait, être converties sur l'heure en espèces.

Mais le succès de l'opération dépendait totalement de l'acceptation de ces effets Mefo par le public. Le rusé Schacht avait flairé l'affaire grandiose. Ces effets *Mefo* étant à court terme et pouvant être remboursés à n'importe quel moment, le risque d'en recevoir ou d'en acheter – et de les conserver – était nul. Ils rapportaient un intérêt de 4 %, chiffre très correct à cette époque, alors que les billets cachés sous le linge dans les armoires ne rapportaient absolument rien. Le public fit le calcul et il s'emballa.

Alors que la Reichsbank n'eut pu puiser que 150 misérables millions pour épauler Hitler dans sa lutte contre le chômage, douze milliards de marks d'effets *Mefo* seraient souscrits en quatre ans par le public allemand !

Cette masse de manœuvre énorme allait tout permettre. Fruits dorés de l'imagination, de l'ingéniosité et de l'astuce combinées de Hitler et de Schacht, ces milliards balayaient les tergiversations d'un conservatisme bancaire engourdi et fondamentalement craintif.

Dès le commencement Schacht put mettre à la disposition de l'économie du Reich un crédit d'un milliard.

Il ajouta peu après un autre crédit de 600 millions de marks, pour permettre d'entamer les grands plans de construction d'autoroutes. Celles-ci fourniraient sur le champ du travail à 100 000 chômeurs, et, par la suite, assureraient directement et indirectement des salaires à quelque 500 000 personnes. Dépenses énormes, d'ailleurs immédiatement compensées par l'élimination des indemnités de chômage et par les impôts supplémentaires recueillis grâce à l'accroissement du niveau de vie, c'est-à-dire des dépenses, des nouveaux salariés.

En quelques mois, grâce à ces effets *Mefo*, qui alimentaient de nouveau l'économie privée et la poussaient de plus en plus à

risquer et à s'accroître, le retour au travail du peuple allemand, allait prendre des proportions géantes.

Dans ce retournement extraordinaire de la situation, quelle avait été la part de Schacht, personnellement ?

Celui-ci a répondu lui-même lorsqu'au tribunal allié de Nuremberg, on lui reprocha véhémentement d'avoir, par ses initiatives financières, permit le renouveau du Reich.

« Je ne crois pas, riposta-t-il, que Hitler ait été réduit à ma merci. Si je ne l'avais pas servi, il eut trouvé d'autres méthodes, d'autres moyens. Il n'était pas homme à se résigner. Un beau plaisir, pour vous, M. le Procureur, de voir Hitler crever, sans que je fisse un geste ! Mais toute la classe ouvrière aurait crevé avec lui ! » [7]

Même les marxistes durent vite reconnaître que Hitler était en train de réussir ce qu'ils n'avaient jamais eu l'énergie d'entreprendre.

L'aveu en fut fait, en juin 1934, par le *Zeitschrift für Socialismus*, le journal des sociaux-démocrates allemands payant en exil leur incapacité :

« Face au désespoir des prolétaires réduits au chômage et de jeunes gens pourvus de diplômes devant l'avenir qui se fermait, à celui des classes moyennes, des commerçants, des artisans, condamnés à la banqueroute, à celui des paysans sur qui l'écroulement des prix agricoles faisait peser une terrible menace, nous avons tous échoué. Nous n'avons pas été capables d'offrir aux masses autre chose que des discours à la gloire du socialisme. »

Hitler, sans attendre un jour, avait, lui, entrepris de transformer en actes ses discours d'avant-pouvoir.

Maintenant que, grâce à sa ténacité et à son imagination, des milliards de marks étaient à sa portée, comment Hitler aurait-il mené à bien le redressement économique et social du Reich, en pleine débâcle quelques mois plus tôt ?

7.– Docteur Hjalmar Schacht, *op. cit.*, pages 43 et 44.

VI

LA RÉVOLUTION SOCIALE

De ce que représenta l'immense travail social de la remise au travail par Hitler des six millions de chômeurs allemands, on ne parle plus jamais.

En fait, depuis 1945, pas une seule étude sérieuse n'a été consacrée à ce phénomène pourtant d'un haut intérêt. La réintroduction, dans le circuit économique d'un pays, de six millions de chômeurs n'est pas un fait courant. Les historiens « démocratiques » liquident tous cette réalisation en quelques lignes.

De même, on ne fait presque plus allusion à l'ensemble des réformes qui changèrent du tout au tout la condition ouvrière en Allemagne : la transformation des usines, jadis sinistres casernes, devenant des centres d'activité ouvrière sains et spacieux, éclairés naturellement, entourés de jardins, dotés de terrains de sport ; l'édification de centaines de milliers de maisons ouvrières, les congés de plusieurs semaines, les loisirs, les vacances sur terre et sur mer ; l'automobile Volkswagen, à moins d'un mark par jour ; l'éducation physique et culturelle des jeunes travailleurs, leur formation technique ; la protection de leurs postes de travail ; une sécurité sociale devenant la plus moderne et la plus complète de l'Europe d'alors...

Ce chapitre-là, c'est celui qu'on brosse en toute hâte, car il est gênant. Le lecteur pourrait se dire – qui sait ? – que Hitler fut peut-être le plus grand réalisateur social du XXe siècle, perspective à l'avance intolérable !

Pourtant, c'est un aspect très important et sans doute essentiel de l'œuvre d'Adolf Hitler. Mais comme ces réalisations pourraient lui valoir un bref coup de chapeau, on passe, on se tait. L'historien est rarement objectif lorsqu'il lui faut ramer à contre-courant. Au mieux, il préfère se taire.

En général, les historiens, lorsqu'il s'agit de Hitler, se comportent tous en manichéens, drapés dans les larges plis de l'hypocrisie, l'œil braqué uniquement dans la direction qui leur plaît et qui plaît à leurs lecteurs égarés de longue date.

Pourtant, rendre le pain et le travail à des millions de chômeurs traînant leur misère depuis des années, restructurer presque totalement une vie industrielle, créer de toutes pièces un nouvel aménagement de la vie ouvrière, imaginer et réaliser pour la défense de dix-sept millions de salariés – qui deviendront en quelques années vingt millions – une organisation de défense et de promotion couvrant toute la superficie du Reich -, créer ex cathedra une magistrature nouvelle, chargée de garantir les droits et de rappeler les devoirs de tous les composants de la communauté sociale, cet ensemble de réformes représentait la mise en exécution d'un plan gigantesque.

Il avait été conçu et préparé à l'avance par Hitler. Sinon, il se fut effondré dans l'anarchie. Il s'étendait à tout, de la résurrection industrielle à la construction d'une auberge au bord d'une autoroute.

La Révolution française tarda des années avant d'édifier une certaine structure sociale. Les Soviets davantage encore. Cinq ans après la révolution communiste de 1917, des centaines de milliers de Russes mouraient encore de misère et de faim. En Allemagne, en quelques mois, la grande machine avait été remise en route, organisation et réalisations s'accouplant immédiatement.

Le seul fait d'entreprendre la construction d'un réseau d'autoroutes – qui fut à l'époque sans pareil au monde – eut pu, à lui seul, retenir l'activité d'un gouvernement pendant des années. Il fallait avoir étudié et fixé à temps, selon les besoins de la population et de l'économie, l'ampleur de ce réseau destiné à doter l'Allemagne d'un système de communication moderne.

Hitler, comme toujours, avait vu loin. La largeur de ces pistes cimentées serait de vingt-quatre mètres. Des centaines de ponts enjamberaient de longs espaces. On emploierait largement la pierre du pays, pour harmoniser l'œuvre moderne avec le site naturel. Les lignes avaient été dessinées par des artistes. Elles s'infléchissaient, se rapprochaient, s'écartaient, comme si elles étaient des constructions vivantes. Elles étaient jalonnées de stations d'essence et d'auberges, toutes édifiées selon le style local.

Le plan primitif avait été fixé à 7 000 kilomètres. Il serait par la suite porté à 10 000, puis à 11 100 kilomètres lorsque l'Autriche aurait été réintégrée dans l'unité nationale allemande.

La Seconde Guerre mondiale casserait ce grand effort de modernisation du Reich, mais ce qui fut créé restera comme témoignage impérissable d'un homme et d'un temps.

L'audace financière fut égale à l'audace technique. Ces autoroutes seraient gratuites. Cela paraissait aberrant aux caissiers, mais le rendement deviendrait vite considérable, économisant le temps, le matériel, multipliant les déplacements et les dépenses des usagers, c'est-à-dire les recettes fiscales, sur l'essence notamment.

L'Allemagne se dotait ainsi d'un moyen d'épanouissement unique. Facilité intensément accrue des transports. Développement de centaines d'industries nouvelles, le long de ces rubans. Décongestionnement des routes secondaires. Déplacement et circulation de centaines de milliers de touristes, de producteurs et de clients, en quête de possibilités économiques.

Même les dépenses en salaires jouiraient de très intéressantes compensations : elles élimineraient les indemnités de chômage (25 % du montant des payes). Les 100 000, puis les 150 000 travailleurs échelonnés le long des autoroutes disposaient de 75 % de ressources supplémentaires. Ils les dépensaient. Ces dépenses vaudraient à leur tour à l'État des recettes accrues.

Se représente-t-on les problèmes qu'avaient posé, avant même le premier coup de pioche, ces mobilisations de centaines de milliers de travailleurs, au travers de campagnes souvent inhabitées, parmi des zones marécageuses, au bas des pics alpins ? Quitter son logis pour aller camper, à 150 000 hommes, sur des terrains en friche, était dur. Aussi fallait-il assurer, dès le début, des conditions de vie supportables et même agréables aux colonnes de travailleurs qui acceptaient un tel dépaysement pour trouver un gagne-pain.

En France, déplacer un chômeur de vingt kilomètres pour qu'il retrouve un nouveau travail était impensable. En 1933, le peuple allemand, fondamentalement laborieux, était las d'être inutile. Piochant, coulant du béton où que ce fut, il retrouverait la dignité de vivre.

Personne ne rechigna devant les inconvénients de ces absences et de ces longs déplacements. La volonté de reprendre une vie réelle d'homme efficace l'emporta sur toutes les considérations secondaires. Mais encore, si l'on voulait que l'entrain fut maintenu, était-il indispensable que le travailleur ne se sentît pas isolé, ou utilisé comme un simple outil.

L'effort fait pour lui apporter le confort matériel, pour le distraire et pour l'instruire fut grand. Et il fut immédiat. Jamais on n'en fit de pareil sur quelque grand chantier que ce fut au monde. Le travailleur sentait qu'il était à nouveau traité en être humain, qui a un corps à satisfaire, un cœur à réconforter, un cerveau à épanouir.

Il avait fallu organiser méthodiquement le déplacement de ces masses ouvrières, les installer, construire pour elles des villages, des centres de ravitaillement et de distraction, avançant en même temps que les routes, procurer à ces populations transhumantes des plaisirs sains, et pour certains une formation culturelle. Quatorze équipes de camions cinémas se déplaçaient de chantier en chantier. Le travail était partout honoré et fêté.

Il en fut toujours ainsi dans le Troisième Reich. Qu'elles fussent ouvrières aux paysannes, les grandes manifestations populaires étaient des chefs-d'œuvre de munificence et aussi de goût. Nul spectateur étranger, si rétif, fut-il, n'y était insensible.

Rapidement, Hitler put inaugurer le premier tronçon d'autoroute, de Francfort-sur-le-Main à Darinstadt. Il avait pris dans sa propre voiture le fabricant de milliards, le bon docteur Schacht, épanoui, gonflé d'orgueil.

Le cortège officiel avança par trois voitures de front, puis par six, convertissant l'autoroute en voie unique.

On était loin des chemins à peine praticables d'un récent passé, où l'on pouvait se considérer comme un nanti lorsqu'on roulait en bicyclette.

Le plan de construction de milliers de maisons populaires avait lui aussi réclamé une vaste mobilisation.

Hitler avait vu beau, intime et grand. Il ne voulait pas installer, comme ses prédécesseurs, le peuple allemand dans des clapiers. Ces grandes casernes à êtres humains des banlieues de villes ouvrières le remplissaient d'horreur. La majorité des maisons imaginées par lui furent bâties à un étage, isolées dans un jardinet. Les enfants pourraient y courir, la femme y cueillir quelques salades ou des cerises, l'homme y lire son journal en paix pour se détendre après son labeur. Ces maisons uni-familiales étaient construites, elles aussi, selon le style de chaque région, si différent et si charmant en Allemagne.

Lorsqu'il fallait se résoudre à créer des complexes importants, Hitler veillait à ce qu'ils fussent toujours aérés et embellis par de vastes jardins où les enfants pourraient s'ébattre sans danger.

Tous ces logements avaient été agencés de telle façon que fussent respectées les normes d'hygiène qui avaient fait presque toujours défaut dans les logis ouvriers.

Des prêts étaient consentis aux jeunes ménages qui voulaient installer définitivement leur foyer, prêts amortissable sur dix ans. A chaque naissance, un quart de la dette tombait. Quatre enfants, à la simple cadence d'un nouveau-né tous les deux ans et demi, et le ménage était quitte de tout remboursement.

Je m'en étonnai un jour devant Hitler. « Mais alors, vous ne revoyez jamais le montant de vos prêts ? »

« Comment ! Mais un ménage de quatre enfants rapporte au long de dix ans en taxes prélevées sur les produits de consommation beaucoup plus que nos prêts ! »

Chaque année, au fur et à mesure que les dépenses sociales de Hitler augmenteraient, les recettes fiscales s'accroîtraient. Leur rendement triplerait en quelques années.

L'Allemagne de Hitler ne connut jamais de crise financière. Il fallait avoir, comme Hitler, le cran d'investir de l'argent – qu'en réalité l'État ne possédait pas – pour stimuler la vie économique, au lieu d'attendre, les bras ballants, le cerveau vide, que l'économie se ranimât toute seule, avant qu'on investisse. Toute notre époque se meurt économiquement de se soumettre à ces hésitations peureuses. L'enrichissement suit l'investissement, et non le contraire.

Déjà, en 1933, Hitler ferait bâtir 202 119 logements modèles. En quatre ans, il en aurait fourni au peuple allemand 1 458 124, presque un million et demi.

Le travailleur ne serait plus exploité comme au temps des forbans de la construction. Jamais le loyer ne pourrait coûter 26 marks pour un ouvrier, c'est-à-dire, à peu de choses près, le huitième d'un salaire normal d'alors. Ni 45 marks pour un employé disposant d'un traitement plus substantiel.

Les agriculteurs les plus démunis seraient l'objet de mesures sociales tout aussi efficaces. Rien qu'en 1933, 17 611 nouvelles maisons campagnardes seraient terminées, entourées chacune d'une parcelle de terrain de 1 000 mètres carrés. En trois ans, Hitler en ferait édifier 91 000. Le loyer ne pouvait en aucun cas dépasser une part modeste des revenus.

Cette répartition, abordable pour tous, de la terre et du logis, ne serait qu'une étape de la révolution qui allait, dans un avenir tout proche, transformer la vie des campagnards du Reich. Ces travaux considérables, rendant rapidement le travail, le pain, la fierté à des centaines de milliers d'ouvriers, avaient déclenché une émulation générale : 100 000 autres chômeurs avaient trouvé une activité en remettant en état les routes secondaires. D'autres, aussi nombreux, avaient été embauchés pour des travaux de canalisations, de digues, de drainages, d'irrigations, rendant fécondes les régions les plus ingrates du Reich.

Partout les industriels embauchaient à nouveau. Certains à très grande échelle, comme la Krupps et la IG Farben, ou comme les grandes fabriques d'automobiles. Le pays s'enrichissant, plus de 80 000 voitures supplémentaires avaient été vendues en 1933 ; parallèlement, le personnel employé dans l'industrie automobile avait doublé. L'Allemagne entière était en plein redémarrage, les industriels privés en tête.

L'État nouveau les aidait fortement, car ils étaient des créateurs d'emplois. Hitler leur avait fait verser presque immédiatement un fonds de manœuvre de 500 millions de marks, tout en veillant à éliminer les cancres et les indécis, qui occupaient sans en être dignes les postes de direction. Les aides de démarrage apportées aux meilleurs ne seraient d'ailleurs nullement perdues. Complétant ces appuis préliminaires, deux milliards nouveaux seraient prêtés aux industriels les plus entreprenants. Près de la moitié de ces milliards se convertissait en salaires nouveaux, libérant ainsi l'État du poids de trois cents millions d'indemnité de chômage. Ajoutés aux centaines de millions d'impôts surgis de ce redressement industriel, de la masse de ces salaires retrouvés, et de la fabrication généralisée de nouveaux produits, l'État retrouverait sa mise financière, et bien au-delà.

Toute la politique économique de Hitler serait basée sur ce calcul. Risquer de très importantes sommes à stimuler des grands travaux publics ainsi que le renouveau et la modernisation de l'industrie, puis récupérer, par la suite et grâce à des

recettes fiscales invisibles et sans douleur, les milliards engagés audacieusement. Hitler inventa cette formule de récupération. En très peu de temps, l'Allemagne commença à en apercevoir les résultats.

Pourtant, ces réformes économiques d'une très grande ampleur n'étaient pas l'unique objectif de Hitler. En même temps qu'il organisait le retour des ouvriers allemands au travail, il voulait que ceux-ci fussent dans l'avenir puissamment organisés afin de pouvoir résister en force aux pressions d'un capitalisme souvent insatiable dans ses appétits, et peu conscient jusqu'alors de la réalité communautaire.

A tous il imposerait sa conception de cette communauté sociale: le plus puissant patron, le plus modeste des ouvriers, étaient ensemble les composantes d'une réalité indissoluble. Seule leur collaboration dans la loyauté, la justice et le respect mutuel pouvait assurer l'épanouissement des différents éléments de la société. Le marxisme, en les opposant, avait fait faillite, conduit l'économie de l'Allemagne au collapsus. Les ouvriers l'avaient compris, délaissant en masse leurs syndicats démagogiques, promoteurs de conflits constants, qui, en ruinant l'usine, ruinaient également le travailleur.

Ces syndicats discrédités étaient d'ailleurs, à la fin de 1932, couverts de dettes criardes: trois milliards de marks, chargés d'un intérêt de 10 %, qu'il leur serait impossible de jamais payer. Malgré cela, certains dirigeants marxistes, sentant le naufrage de leur navire transpercé, s'étaient livrés à des malversations retentissantes: 600 000 marks avaient été détournés au cours des derniers mois. Socialement, financièrement, moralement, les meneurs marxistes avaient fait faillite.

En tout, il faut un chef responsable. Ce chef naturel est celui qui est responsable de l'usine. C'est lui qui doit être le moteur de l'action commune, mais à la condition qu'il soit à la fois capable de diriger et soucieux de justice sociale. Les industriels

allemands qui ne le seraient pas seraient déchus de leur rôle de chef. Les cas de renvois, sous Hitler, furent nombreux.

Des garanties considérables protégeraient le travailleur contre tout abus d'autorité. Elles avaient pour but bien précis de veiller à ce que les droits des ouvriers soient respectés, et que leur vie devienne digne – collaborateurs et non instruments de l'usine. Chaque industriel serait obligé de rédiger, avec l'assistance des délégués des travailleurs, un règlement d'atelier non pas imposé d'en haut, uniforme et impersonnel, mais adapté à chaque usine et à ses particularités de travail. Il devait indiquer « la durée du travail, l'époque et le mode de paiement de la rémunération, les prescriptions relatives à la sécurité, être affiché partout », à la disposition de chaque travailleur dont les intérêts eussent été lésés, mais aussi de chaque industriel, dont les ordres eussent pu être sabotés.

Ces milliers de rédactions distinctes ne pouvaient que susciter de l'émulation, chaque groupe d'usine voulant dépasser les autres en justice et en efficacité.

L'institution des congés fut une des premières réformes dont l'ouvrier allemand put bénéficier. Ces congés que le Front Populaire français ferait mine, en 1936, d'avoir inventés – et chichement, une semaine par an ! – Hitler les avait établis, deux et trois fois plus largement, dès les premiers mois de son accession au pouvoir, en 1933. Tout membre du personnel d'une usine aurait droit, désormais, légalement, à un congé payé.

Jusqu'alors, en Allemagne, les congés ne dépassaient jamais quatre ou cinq jours. Près de la moitié des jeunes travailleurs ne disposaient pas de vacances du tout: Hitler au contraire les favoriserait; ces congés ne seraient pas distribués à l'aveugle, les plus jeunes travailleurs les obtiendraient plus généreusement. Réaction humaine: un jeune organisme a davantage besoin d'épanouir au grand air ou au repos ses forces débutantes. Eux bénéficieraient de dix-huit jours de congés annuels.

Certes, ces chiffres sont dépassés un demi-siècle plus tard. Mais alors, en 1933, ils allaient bien au-delà de toutes les formes européennes.

Le congé de base serait de douze jours. Puis, dès l'âge de vingt-cinq ans, il atteindrait dix-huit jours. Après dix ans dans l'entreprise, le travailleur disposerait d'un congé encore accru: vingt et un jours, trois fois plus long que celui des ouvriers français généreusement accordé par les socialistes trois ans plus tard.

Les heures supplémentaires ne seraient plus, comme partout en Europe en ce temps-là, rétribuées comme des heures de travail ordinaire. Celles-ci avaient été ramenées à des normes tolérables: un peu moins de huit heures par jour. Car la semaine de quarante heures, elle aussi, fut en Europe une création hitlérienne de 1933. En dehors de ce délai légal, tout ajout devait être payé à un prix fortement majoré.

Autre innovation, les arrêts de travail seraient plus longs, deux heures chaque jour afin de permettre à l'ouvrier de se substanter à son aise, de se détendre, ou d'utiliser les plaines de jeu mises obligatoirement à sa disposition dans les industries importantes.

Le licenciement ne serait plus abandonné comme auparavant au bon vouloir du patron. A cette époque-là, les droits du travailleur à la sécurité de l'emploi étaient virtuellement nuls. Hitler les fit immédiatement fixer avec rigueur. L'employeur devait annoncer tout licenciement quatre semaines à l'avance. L'employé pouvait ensuite bénéficier d'un délai de réclamation pouvant atteindre deux mois. Ce licenciement pouvait être annulé par le Tribunal d'honneur du travail.

Qu'était ce Tribunal d'honneur du travail?

Il était un des trois grands éléments de protection et de défense dont allait pouvoir bénéficier tout ouvrier allemand.

Le premier serait le Conseil de confiance. Le deuxième: le Commissariat du travail. Le troisième: le Tribunal d'honneur.

Le Conseil de confiance était chargé de veiller à l'établissement d'un esprit de communauté réel entre la direction et les

travailleurs. « Dans une entreprise, disait la loi, l'employeur, chef de l'entreprise (führer), les employés et les ouvriers, personnel de l'entreprise travaillent en commun, dans le sens des buts de l'entreprise et pour le bien commun de la nation. »

Nul ne serait plus le jouet de l'autre, ni le travailleur en face de l'arbitraire patronal, ni le patron en face du chantage de grèves politisées.

« Tout membre d'une communauté d'entreprise, précisait l'article 35 de la loi, assume la responsabilité qu'entraîne sa situation dans la communauté. »

Il y aurait à la tête de l'entreprise un responsable en chair et en os, mais pas nanti d'un pouvoir inconditionnel.

« L'intérêt de la communauté peut exiger que le patron incapable ou indigne soit relevé de ses fonctions. » [1]

Il n'est plus « inaccessible et tout puissant », fixant d'emblée les conditions d'embauche et de congédiement des membres de son personnel. Lui aussi est soumis au règlement d'atelier, qu'il aura à respecter exactement comme le dernier des manœuvres. Ce n'est que dans la mesure où le patron le mérite que la loi confère l'honneur et la responsabilité de l'autorité.

Toute entreprise d'au moins vingt personnes possédera son Conseil de confiance, les membres duquel – de deux à dix – seront choisis dans le personnel par le chef d'entreprise.

Le personnel, édictait l'ordonnance d'application du 10 mars 1934, est appelé à se prononcer par vote secret sur la liste établie; tous les salariés, même les apprentis, âgés de vingt et un ans au moins prennent part au vote. On vote en mettant un numéro d'ordre devant les noms des candidats ou en biffant certains noms.

A la différence du Conseil des entreprises du régime antérieur, le Conseil de confiance n'était plus un instrument de classe mais bien de travail en équipe des classes, composé de délégués du personnel et en même temps du chef de l'entreprise. Ils ne pouvaient

1.– Marcel Laloire: *Nouvelle Allemagne*, page 46.

plus agir les uns sans les autres. C'est ensemble, obligés à coordonner leurs intérêts, jadis rivaux, qu'ils établissaient le règlement fixant, d'un commun accord, les conditions de travail.

« Ce Conseil a pour devoir de développer la confiance réciproque à l'intérieur de l'entreprise. Il donne son avis sur toutes les mesures servant à améliorer l'exécution du travail, en particulier sur ce qui concerne le règlement sur les mesures de nature à renforcer les liens de solidarité de tous les membres entre eux et à l'égard de l'entreprise, et à améliorer la situation personnelle des membres de la communauté. Le Conseil doit encore intervenir pour régler les différends. Il doit être entendu avant la fixation des amendes édictées sur la base du règlement d'atelier. » [2]

Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil de confiance devaient, devant tous leurs compagnons, prêter serment de « ne travailler ensemble que pour le bien de l'entreprise et l'ensemble de tous les citoyens, en faisant abstraction de tout intérêt personnel, et d'être dans leur manière de vivre et leurs manières de faire, des modèles pour les agents appartenant à l'entreprise. » (Art 10, al. 1 de la loi)

Tous les 30 avril, veille de la grande fête nationale du Travail, les fonctions cessaient, les conseils se renouvelaient, empêchant tout conservatisme, toute pétrification, et coupant court à toute insolence de dignitaires qui se fussent crus intouchables.

C'était à l'entreprise elle-même à payer un salaire aux membres du Conseil de confiance, exactement comme s'ils étaient au travail à l'atelier, et à « assumer toutes les dépenses qui résultent de l'accomplissement régulier des attributions du Conseil. »

Le patron ne pouvait ni congédier ses délégués, ni les révoquer.

Le deuxième organisme qui assurait l'ordonnance du nouveau système social allemand était l'institution des Commissariats du

2.– Marcel Laloire, *op. cit.*, page 52.

travail, dont les membres seraient essentiellement des conciliateurs et des arbitres. Ils devaient veiller que les Conseils de confiance fonctionnassent harmonieusement, que les prescriptions des règlements d'entreprise fussent respectées. Ils étaient répartis en treize grands secteurs à travers le territoire du Reich.

Arbitres, ils ne dépendaient ni du patronat ni des travailleurs. Leur indépendance sur le terrain était totale. Ils étaient nommés par l'État, garants de l'intérêt de tous dans l'entreprise en même temps que de l'intérêt de la société même.

Afin que leurs décisions ne fussent jamais infondées ou injustes, ils devaient recourir aux services d'un Conseil consultatif d'experts, de dix-huit membres, choisis dans les diverses branches de l'économie, sorte de représentation des intérêts dans chaque circonscription territoriale.

Pour assurer davantage encore l'objectivité de leurs arbitrages, un troisième organisme était superposé aux Conseils de confiance et aux treize Commissariats; c'étaient les Tribunaux d'honneur social.

Ainsi, les travailleurs allemands allaient disposer d'une justice créée tout spécialement pour eux, qui aurait à juger des infractions graves aux devoirs sociaux basés sur la communauté d'entreprise.

Exemple de ces « violations de l'honneur social » : « les cas où l'employeur, abusant de ses pouvoirs, montrait de la malveillance à l'encontre de son personnel, ou froissait l'honneur de ses subordonnés; les cas où les membres du personnel mettaient en péril la paix du travail par une agitation malveillante; la publication par les membres du Conseil de renseignements confidentiels sur l'entreprise, dont ils avaient eu connaissance dans l'accomplissement de leurs fonctions. » [3]

Treize tribunaux d'honneur sociaux étaient institués, correspondant géographiquement aux treize Commissariats. Le président n'était pas un excité quelconque: c'était un juge de carrière,

3.– Marcel Laloire, *op. cit.*, page 52.

planant au-dessus des conflits. Cependant, l'entreprise n'était pas absente ! Le juge était secondé par deux assesseurs, l'un représentant la direction, l'autre étant un membre du Conseil de confiance.

Ce tribunal disposait, comme n'importe lequel des tribunaux, des moyens de faire respecter ses jugements. Mais ils étaient plus nuancés. Ils pouvaient se limiter, dans les cas bénins, à une remontrance. Ils pouvaient aussi frapper le coupable d'amendes s'élevant à 10 000 marks.

D'autres sanctions plus spéciales étaient prévues, exactement adaptées au milieu social : le déplacement d'emploi, la révocation du chef d'entreprise ou de l'homme de confiance qui avait failli.

En cas de contestation, le conflit juridique pouvait toujours être porté devant un Tribunal suprême, siégeant à Berlin, quatrième échelon de protection.

L'ouvrier savait, à partir d'alors, qu'il ne serait plus permis qu'on « exploite avec mauvaise foi sa force physique ou qu'on offense son honneur. » Il avait des devoirs communautaires. Ceux-ci obligeaient indistinctement tous les membres de l'entreprise, le directeur-général comme le garçon de courses.

Il y avait donc enfin des droits sociaux nettement établis, qu'un Conseil de confiance réglementait, qu'un Commissaire du travail arbitrait, qu'un Tribunal d'honneur faisait respecter. Dans une atmosphère de justice et de modération, c'était une révolution.

On n'en était encore qu'à la fin de 1933, et déjà les premiers effets se faisaient sentir.

Les usines, les ateliers, petits et grands, avaient été réformés ou transformés par milliers, adaptés aux normes les plus strictes de l'hygiène ; des cours intérieures lumineuses ; des terrains de sport ; des locaux d'accueil où chacun peut converser à l'aise, se délasser aux heures de repos ; des restaurants populaires ; des vestiaires corrects.

Avec le temps – c'est-à-dire en trois années – ces réalisations prendront une ampleur jamais égalée antérieurement – plus de deux mille usines seront réaménagées et embellies ; 23 000 locaux de travail modernisés ; 800 édifices destinés exclusivement aux réunions ; 1 200 ensembles sportifs, 13 000 locaux de service hygiénique ; 17 000 restaurants.

Huit cents inspecteurs départementaux et 17 300 inspecteurs locaux fomenteront puis surveilleront les rénovations et les installations.

Les grands établissements industriels avaient en outre été mis dans l'obligation d'aménager des terrains non seulement adaptés à la pratique des sports les plus divers mais dotés de piscines.

On était loin des bacs à se débarbouiller des années précédentes et des ouvriers fourbus, au corps prématurément usés, tassés dans des cours sordides aux heures de répit.

Afin d'assurer l'épanouissement naturel de la classe ouvrière, on instituait pour les jeunes travailleurs des cours d'éducation physique : 8 500 seraient organisés. La formation technique irait de pair avec la formation physique : création de centaines d'école du travail, cours et examens de capacité professionnelle ; concours entre les meilleurs travailleurs, dotés de prix importants.

Pour remettre à neuf jeunes et vieux, Hitler avait ordonné qu'on mit sur pied une gigantesque organisation de vacances ouvrières. Des centaines de milliers de travailleurs allaient pouvoir, chaque été, se détendre sur terre et sur mer. De magnifiques bateaux de plaisance seraient construits. Des trains spéciaux emporteraient les vacanciers vers la montagne et vers les plages. Les trains de ces innombrables touristes ouvriers parcourraient en Allemagne, en quelques années, des trajets équivalents à cinquante-quatre fois le tour de la terre !

Le prix de ces transports populaires était presque insignifiant grâce à des tarifs très réduits, consentis par la *Reichsbaan*. (Chemin de fer allemand)

Ces réformes étaient-elles incomplètes? Certaines étaient-elles entachées d'erreurs ou de maladresses? C'est possible. Mais que représentait un faux-pas à côté des immensités franchies?

Cette transformation de la classe ouvrière était marquée d'un caractère d'autorité?

C'est exact aussi. Mais les foules étaient lasses d'anarchie. Se sentir commandées ne leur déplaisait point. En fait, les peuples ont toujours aimé être guidés par des hommes forts.

Le certain, c'est que la mentalité de la classe ouvrière, non nazie encore pour deux tiers en 1933, avait changé complètement.

« A travers les villes allemandes, observerait l'écrivain belge Marcel Laloire, à pénétrer dans les quartiers populaires, à parcourir des usines, des chantiers, on s'étonne de rencontrer tant d'ouvriers qui au travail arborent l'insigne hitlérien, de voir tant de drapeaux à la croix gammée, tache noire sur fond rouge vif, dans les quartiers les plus populeux. » [4]

Le Front du travail que Hitler avait superposé à l'ensemble des industriels et des travailleurs du Reich était admis, et, généralement, avec faveur.

Déjà, aussi, s'était mis au travail le Service national du travail, qui avait été créé par Hitler pour réunir, dans une égalité absolue, sous le même uniforme, les fils des millionnaires aussi bien que les fils des familles les plus déshéritées. Tous étaient soumis aux mêmes travaux, à la même discipline, aux mêmes joies aussi, et au même épanouissement physique et moral.

Sur les mêmes chantiers, dans les mêmes cantonnements, ils avaient pris conscience de leur communauté, s'étaient compris et avaient balayé leurs vieux préjugés de classes et de castes.

Après ce service dans le Front du travail, ils entraient tous dans la vie en camarades, sachant, l'ouvrier, que le fils de riche

4.– Marcel Laloire, *op. cit.*, page 85.

n'était pas un monstre, et le jeune garçon de famille fortunée que le fils du travailleur était porteur d'honneur, exactement comme n'importe quel autre garçon que la naissance avait plus largement favorisé.

La haine sociale disparaissait. Un peuple uni socialement naissait.

Hitler pouvait – ce à quoi nul homme dit de droite ne se serait risqué avant lui – pénétrer tranquillement dans les usines, y haranguer la masse ouvrière – des dizaines de milliers de travailleurs parfois comme aux usines Siemens.

« A l'encontre des Papen et autres hobereaux, j'ai été, pouvait-il sincèrement dire, un ouvrier comme vous dans ma jeunesse. Et, tout au fond de moi-même, je suis demeuré ce que j'étais alors. »

Au long de douze années de pouvoir, jamais, dans aucune usine, ne surgirait à sa venue le moindre incident. Hitler, parmi le peuple, était dans sa maison, reçu comme celui qui avait le mieux réussi de la famille.

Mais le chancelier du Troisième Reich voulait obtenir plus qu'un ralliement apparent. Il voulait que celui-ci put s'exprimer librement par un usage amplifié, et souvent répété, du suffrage universel. Jamais un peuple ne serait davantage consulté électoralement que ne le fut le peuple allemand à cette époque, à cinq reprises en cinq ans.

Il ne suffisait pas à Hitler que le peuple votât de temps à autre, comme dans les vieilles démocraties. L'électeur, alors rarement consulté, donnait sa voix, mal informé et souvent blasé. Ensuite, quatre années généralement se passaient au long desquelles les politiciens démocrates flottaient au loin comme des nébuleuses, sans que nul ne put jamais donner son avis direct sur leurs actions.

Pour que ces avis pussent s'exprimer à l'occasion de chaque événement important de la vie sociale, nationale ou internationale, Hitler donna presque immédiatement au peuple allemand un moyen nouveau d'approuver ou de réprouver son comportement en tant que chancelier: le plébiscite.

Que ce fut pour se prononcer sur sa gestion, ou pour juger du bien-fondé de telle ou telle grande décision sur le plan intérieur ou extérieur, le droit de vote – vote secret – était reconnu à l'ensemble du peuple, femmes comme hommes.

La démocratie cessait d'être une routine, elle se transformait en un contrôle vivant, chaque année renouvelé. Les paragraphes de cette Loi sur le Plébiscite étaient courts et nets :

« 1. Le gouvernement du Reich peut demander au peuple s'il approuve au non une mesure prise par le Gouvernement. Il peut aussi s'agir d'une loi.

2. La mesure soumise au plébiscite est considérée comme acquise lorsqu'elle a réuni la majorité simple des voix. Cette disposition s'applique également à une loi modifiant la Constitution.

3. Si le peuple approuve ladite mesure, celle-ci est appliquée conformément à l'article III de la Loi pour l'Allégement de la misère du peuple et du Reich.

4. Le ministre de l'Intérieur du Reich est autorisé à prendre toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Berlin, le 14 juillet 1933

Hitler, Frick. »

L'engagement électoral pris ce jour par Hitler ne serait pas de la vaine rhétorique. Ses plébiscites se succéderaient d'année en année, en 1933, 1934, 1936, en 1938, sans oublier, en 1935, le plébiscite international de la Sarre. Dans l'isoloir, chacun pouvait voter secrètement, à sa guise donc. Qu'eut pu empêcher un Allemand de voter non ? Un certain nombre d'ailleurs votèrent non, à chaque plébiscite ou élection. Les autres citoyens auraient pu faire de même. D'ailleurs, en Sarre, le plébiscite avait été contrôlé par les Alliés, et le résultat avait été identique : plus de 90 % des voix pour Hitler.

Celui-ci se maintint, invariablement, parce que le peuple, par son vote secret, le choisit ainsi. Dès les premiers mois, les résultats de l'action de Hitler avaient été visibles pour tous.

Avant même que l'année 1933 fût terminée, le chômage était tombé de plus de 6 millions de sans-emploi à 3 374 000. Ce qui voulait dire 2 626 000 chômeurs de moins qu'au mois de février précédent, lorsqu'il s'était attelé à son « travail de géant ».

Une simple question : qui en Europe, en si peu de temps, a jamais atteind un résultat semblable ?

Plus de deux millions et demi de foyers connaissaient à nouveau le pain et la joie. C'est-à-dire que plus de dix millions d'hommes, de femmes et d'enfants, menant l'année précédente une existence misérable, s'étaient trouvés socialement réinsérés.

La popularité de Hitler avait pris les aspects les plus étonnants, voire les plus drôles. « Des boîtes de médicaments, raconte gravement l'historien Joachim Fest, étaient vendues sous le nom de "Bon Adolf." Les tirelires avaient la forme de casquettes SA. Le bicarbonate de soute se recommandait par ce titre-slogan publicitaire : "Mon combat (*Mein Kampf*) contre les flatulences" ! Le visage de Hitler apparaissait sur les cravates, les mouchoirs, les glaces de poche ; la croix gammée ornait les cendriers, les pots de bière, les bonbons, ou servait de réclame à une marque de margarine. »[5]

Hitler avait dû se fâcher et ordonner qu'on coupât net à ces utilisations de son nom et de son emblème, trop adulatrices et surtout trop astucieuses. Cette transformation sociale du Reich, impressionnait tout autant les observateurs que la transformation politique apportée par le chef du national-socialisme : pouvoir fort, États régionaux ramenés à l'unité nationale ; mise à l'écart de 2 500 ministres et députés divers. Le plus grand des poètes – de gauche – de l'Allemagne d'alors, Gottfried Benn, écrivit à son ami expatrié, le Juif Klaus Mann, ces lignes significatives : « Je me déclare personnellement tout à fait favorable au nouvel État, parce que j'y vois mon peuple s'ouvrir des voies nouvelles. Que suis-je donc pour m'en exclure ? Tout ce que je suis, économiquement et intellectuellement, ma vie, ma langue,

5.– Joachim Fest : *Hitler, Le Führer*, page 177.

mes relations humaines, la totalité de mon intelligence, tout cela, je le dois en premier lieu à mon peuple. De lui viennent les ancêtres. A lui retournent les enfants... Alors, rien n'existe plus que la vaste plaine, les saisons, la terre et des mots simples comme celui-ci : le peuple. » [6]

L'historien Joachim Fest a délibérément réduit à quelques paragraphes, dans ses deux gros volumes sur Hitler, l'évocation de l'extraordinaire réussite sociale du chef du Troisième Reich en 1933 alors qu'elle devrait être pour tous la partie la moins discutée de son œuvre. Il n'a toutefois pas pu s'empêcher de noter cette constatation :

« Le régime sut montrer clairement qu'il ne représentait pas la domination d'une classe sur toutes les autres, et face aux différentes classes sociales, il se comporta en effet de manière neutre, en accordant à chacun toutes les possibilités d'ascension sociale ! Toutes ces mesures ne firent pas que pénétrer les anciennes structures sociales figées : elles améliorèrent de manière très sensible la situation matérielle de très larges couches de la population. » [7] La population allemande, elle, n'avait pas les yeux dans ses poches. Elle voyait. Elle se souvenait. Elle comparait. Les drapeaux à croix gammée ne flottaient pas sans raison dans les rues ouvrières où on les eût arrachés un an plus tôt.

6. Texte intégral dans Fest, *op. cit.*, page 57.
7. Fest, *op. cit.*, page 65.

VII

LES TARTUFFES DE GENEVE

Hitler, en se hissant au pouvoir, n'avait pas seulement à prendre en charge une faillite politique, une faillite économique et une faillite sociale. Il avait hérité aussi d'une faillite internationale.

L'Allemagne ne pouvait plus faire face aux prélèvements accablants que les Alliés lui avaient imposé en 1919. Depuis des années, elle chutait de reports d'échéances en reports d'échéances, comme un homme d'affaires traqué par ses créanciers. Elle sombrait sous les injonctions politiques et financières d'un traité d'esclavage, pire que tout ce qu'eut pu admettre, au siècle précédent, un roi de tribu malgache réduit à coups de carabines à capituler dans un dernier fourré de Majurja.

Treize ans après le traité de Versailles, l'Allemagne traînait toujours aux pieds ses boulets de forçat harassé. Du château versaillais de la vengeance, le tribunal des bourreaux s'était transporté à Genève, ville d'eau calviniste, froide comme son lac. Les « justiciers » y siégeaient dans une grande bâtisse anonyme, construite pour eux à grands frais : le palais de la Société des Nations.

Cette Société des Nations (SDN) était une sorte de concile laïc bruyant et bariolé, où des centaines de représentants de pays divers se réunissaient en grand arroi pendant quelques mois chaque année afin, théoriquement, de décider des grands problèmes de l'univers, mais, en fait, en se livrant à une agitation stérile autant qu'incontrôlée.

L'Allemagne, pendant longtemps, n'avait pas pu participer à ces conclaves. Elle était le mouton noir. On n'avait toléré sa présence qu'en septembre 1926, après qu'on l'eut énergiquement aseptisée. Elle envoyait depuis lors à Genève des représentants traités un peu moins bien que les déchargeurs de charbon de l'immeuble et que les nettoyeurs des escaliers. Tout un monde inutile s'ébrouait dans cette enceinte incohérente, chacun tournant comme une toupie. Il y avait de tout. De vieux politiciens madrés, accablés d'égéries bavardes, qui avaient eu un nom au théâtre un demi-siècle plus tôt et prétendaient encore imposer à la cantonade des attraits mités et outrageusement maquillés. Des diplomates, blanchis sous le harnois des ambassades, experts en poisons soporifiques, n'ayant pas leur pareil pour poser des rets; des princes orientaux, récemment promus, clinquants de ferblanterie, menant grand train aux frais de l'Intelligence Service, des Honduriens, des Costaricains ténébreux et bruyants, des Éthiopiens aux forts relents d'anthropophagie, donnant à ces congrès un aspect de tour de Babel bariolée.

C'était pourtant à cette basse-cour que le traité de Versailles avait assigné le rôle de régenter l'univers. Cette SDN s'était vite révélée, en tout, incapable et impuissante. Or c'était elle qui, depuis des années, eut dû régler le retour à une vie internationale correcte d'un État allemand auquel on avait promis, sur tous les tons, qu'il jouirait pleinement, à Genève comme ailleurs, de l'égalité des droits.

L'Allemagne serait traitée avec la même considération, par exemple, que l'État d'Haïti, ce qui eut représenté un immense

progrès. Mais cette reconnaissance avait été reportée d'année en année, ainsi que l'établissement du désarmement général qu'elle impliquait. Cette assemblée volontairement stérile en était encore à ses bavardages embrouillés lorsque surgit à l'horizon politique, le 30 janvier 1933, le nouveau Chancelier du Reich, Adolf Hitler, son arc tendu et ses flèches prêtes.

Il y avait eu, après son accession au pouvoir, une brève attente.

Hitler s'était d'abord employé, au prix d'un gigantesque effort, à rebâtir l'économie allemande, à remettre au travail 2 600 000 chômeurs en 1933, et à leur rendre la fierté d'exister. Les sentiments qui, pendant ces premiers mois, avaient envahi l'étranger, étaient partagés entre la jalousie et l'inquiétude. Chacun, hors du Reich, avait jusqu'alors traité impérativement l'Allemagne, en paillasson lacéré. On avait dépecé son territoire, enlevé des dizaines de milliers de kilomètres carrés. On avait soumis dix millions d'Allemands d'anciens pays germaniques à un joug indécent, en dépit de tous les engagements de « libre choix des peuples » pris, le 11 novembre 1918, avant la signature de l'Armistice.

On avait réduit la Sarre à un statut de colonie occidentale. On avait occupé le sol du Reich jusqu'au-delà du Rhin, saisi le contrôle de ses fleuves et de ses ports, hypothéqué ses chemins de fer et sa Banque d'État, soumis toutes ses régions à la férule de 1 800 inspecteurs militaires alliés. On lui avait imposé un tribut insensé, s'étendant sur deux tiers de siècle. On avait, par des taxes énormes sur ses exportations, saccagé ses possibilités de commercer.

Au moindre manquement, on lui sautait dessus.

A trois reprises, des colonnes de châtiment s'étaient jetées chez elle. Pour une simple question de livraison incomplète de poteaux téléphoniques, les troupes françaises de M. Poincaré, en janvier 1923, avaient submergé la Ruhr, pillé la totalité de ses stocks de charbon, réprimé dans le sang les protestations ouvrières, et conduit le Reich entier à l'anéantissement de sa monnaie.

Malgré cela, on avait continué, chaque année, à exiger d'elle des indemnités devenues intolérables. Pour y faire face, l'Allemagne avait accumulé emprunts sur emprunts à l'étranger, courant ainsi à la catastrophe financière, à la baisse de 50 % de sa vie industrielle, à l'accroissement asphyxiant de son chômage.

Le traité de Versailles de 1919, traité de vengeance et traité de rapine, avait ainsi, pendant près de quinze ans, maintenu en servitude et presque anéanti un peuple travailleur et fier, le premier en population de tout l'Occident.

Quand il avait été trop tard, des experts confus avaient cherché à poser sur l'Allemagne les emplâtres du plan Dawes et du plan Young, qui réduisaient quelque peu les charges fabuleuses mises sur le dos du Reich mais les prolongeaient pour plus d'un demi-siècle. En 1988, les descendants lointains des combattants vaincus de 1918 eussent dû encore vider leurs poches pour remplir les coffres d'États richissimes, pompant à eux seuls les ressources coloniales du tiers de l'univers.

L'Allemagne étouffait. Les politiciens de la république de Weimar avaient protesté maintes fois contre ce traitement, toujours en vain. Leur situation d'élus provisoires, de ministres provisoires, de députés ballottés de crises en crises par des luttes partisanes (un gouvernement nouveau tous les huit mois), avait annihilé en eux toute possibilité de continuité et d'affectivité, ou de résistance aux injonctions de l'étranger.

Certains avaient lutté courageusement pour rendre un peu moins déraisonnables les vainqueurs mais, après douze années d'efforts inutiles, la situation de l'Allemagne restait toujours misérable. Et même, d'année en année, elle s'était aggravée.

C'est tout juste si, en 1929, à la conférence de La Haye, le Reich avait obtenu que les Alliés consentissent à l'évacuation des provinces de la Rhénanie. Et encore, celles-ci avaient-elles bien failli, à plusieurs reprises, être séparées de la patrie allemande, à la suite des menées autonomistes poursuivies sans répit par les services secrets du gouvernement français, aux subsides munificents.

En janvier 1933, l'essentiel du cas allemand n'avait même pas été abordé sérieusement à Genève : la mise en œuvre d'un désarmement mondial.

Le traité de Versailles avait établi qu'une fois l'Allemagne désarmée, tous les autres pays à leur tour désarmeraient automatiquement.

L'engagement avait été formel, signé par tous en 1919.

Depuis 1927, la Commission militaire alliée en Allemagne, pourtant si tatillonne et qui plantait ses bottes partout, avait reconnu officiellement que le désarmement allemand avait été accompli dans son entièreté.

Le chef de la Commission, le général français Nollet, l'avait signifié, par écrit.

L'heure était donc venue pour les autres pays de désarmer à leur tour, si leur parole et leur signature avaient quelque valeur.

Elles n'en avaient pas, on allait le voir.

Pendant cinq longues années, de 1927 à 1933, l'Europe de Genève n'évoluerait que d'entourloupettes en entourloupettes, chacun des vainqueurs entendant bien ne toucher ni à ses effectifs, ni à ses arsenaux.

Pour eux, la question n'était pas de désarmer, mais de jouer la comédie du désarmement. A la Société des Nations, on s'était borné, en 1927, alors que le désarmement allemand était patent, de créer une Commission préparatoire du désarmement. Une Commission – partout – a toujours été une façon hypocrite de fuir les difficultés tout en gagnant du temps.

La Commission en question avait donc tranquillement dormi, pendant cinq ans. De temps à autre, elle ouvrait un œil las, prononçait quelques mots puis repiquait vite son somme discret. A l'automne de 1932, grâce à ce sabotage prolongé, la Commission préparatoire du désarmement n'était encore absolument nulle part, ayant uniquement préparé un vague projet de négociation, vide comme une noix séchée.

Grâce à ces atermoiements, cinq ans avaient été escamotés. C'est ce que cette commission fantôme avait voulu. Et obtenu.

En 1932 pourtant, il était grand temps de tenir, à Genève, sa parole.

L'Allemagne, exaspérée par les manquements froidement délibérés des puissances alliées à leurs engagements les plus solennels, penchait de plus en plus vers des solutions énergiques. Hitler annonçait haut et clair qu'il romprait les chaînes de Versailles, et déjà des millions de ses compatriotes l'applaudissaient et le suivaient.

Si l'on voulait l'empêcher d'arriver au pouvoir, il importait de conforter au plus tôt, par un succès visible, le régime « démocratique » allemand, chancelant et prêt à s'écrouler.

Ce succès, cette opération de sauvetage ne pouvait consister en rien d'autre qu'une reconnaissance publique et définitive de la fameuse « égalité des droits », formellement reconnus, et jamais concédés en réalité au gouvernement allemand. Elle ne deviendrait effective que si l'on réalisait la suppression générale des armements, telle que le traité de Versailles l'avait ordonnée.

Ergoter encore là-dessus, c'était précipiter le naufrage de la démocratie allemande en perdition, s'était ouvrir à grands battants les portes du pouvoir à Hitler, après avoir discrédité définitivement ses opposants.

On allait voir s'il existait un minimum de solidarité démocratique, ou si les beaux principes d'égalité, tant claironnés, n'étaient que fariboles.

Après tant d'années perdues en hypocrisies feutrées, la Conférence du désarmement se réunit donc à cette fin, le 2 février 1932, à Genève.

Son Président, le ministre anglais Arthur Henderson, était, peut-être, le seul Européen à être conscient de l'imminence d'un écroulement de la « démocratie allemande » si le sabotage du désarmement se prolongeait plus longtemps encore.

« Je refuse d'admettre un seul instant, s'écria-t-il devant les deux cent cinquante délégués, que cette conférence puisse échouer car son échec aurait des conséquences si terribles que l'on n'ose pas y songer. »

Henderson se refusait à admettre, mais, bientôt, il devrait admettre !

Dès le premier jour, la volonté de ne rien faire fut évidente. La discussion du simple projet préliminaire de convention ne fut même pas abordée par l'Assemblée. Soixante-deux pays étaient représentés, accumulant dans la salle les intérêts les plus différents, voire les plus opposés. Chacun avait son armement particulier à protéger, les Anglais leurs bateaux, les Français leur ligne Maginot, longue barrière de béton armé qu'ils édifiaient depuis 1926, à grands renforts de milliards, à leur frontière de l'Est, exactement sous le nez des Allemands. C'est ainsi qu'ils avaient « désarmé ».

Si l'on tentait de désembrouiller cet écheveau d'égoïsmes, on était sûr de se cogner à l'opposition acharnée de chacun des compétiteurs. L'inaction du Congrès devenait obligatoire. Aussi s'empressa-t-on de déclarer que les experts – qui avaient tardé cinq ans à accoucher de quelques paragraphes, aussitôt jugés périlleux ! – étaient des spécialistes irresponsables, et que les 250 délégués des 62 pays étaient les seuls à pouvoir agir.

Au lieu de prendre une décision, l'Assemblée décidait de repartir de zéro.

La Commission provisoire déclarait maintenant que les notions de l'armement avaient changé. Un avion volait plus haut que précédemment ! Ses bombes étaient plus mortifères ! Les chars avançaient plus rapidement ! Ils tiraient deux fois plus vite ! Il importait donc d'examiner, avec le plus grand soin, ces nouvelles modifications ! Nouvelle perte de temps garantie !

Pour emberlificoter davantage encore tout débat, l'Assemblée décida de créer une série de commissions à objectif partiel. Que l'une ou l'autre d'entre elles ne parvint pas à conclure, et tout serait remis de nouveau en cause !

Cet entrecroisement de négociations ne pouvait que transformer le problème du désarmement en un fourré inextricable.

On l'émietta au maximum. On créa un Comité des armes chimiques, où les discussions sur les effets nocifs de celles-ci ne pour-

raient qu'indéfiniment se prolonger ; un Comité des effectifs, ouvert à d'interminables disputes sur les contingents nationaux et les contingents coloniaux ; un Comité moral, une Commission générale... une Commission politique... une Commission terrestre, une Commission aérienne, une Commission navale ; une Commission des dépenses, une Commission de juristes, et même – c'était le bouquet final – une Commission artistique laquelle, sans doute, remonterait à Léonard de Vinci pour étudier ses premières ébauches de types de canons et d'avions.

Ces multiples comités étaient richement complétés par des sous-comités !

Des centaines de délégués s'étaient ainsi assurées pour un long temps de succulents fromages.

L'historien français Benoist-Méchin, scandalisé par tant d'agitation stérile, s'exclama : « ... qu'elle aurait pu servir de scénario à une comédie de Molière. »

Après que le débat fut clos, il ajouta : « A présent, quand on suit les travaux de la Conférence elle-même, l'envie de rire vous passe. Le cœur se serre quand on feuillette l'une après l'autre les pièces du dossier, car de ce monceau de projets et de déclarations contradictoires s'élève toujours, plus distinct, le spectre de la guerre. Au terme de cette farce, il y a une tragédie, car il y a toujours une tragédie au bout de la bêtise humaine. » [1]

Il n'y avait pas que la bêtise, il y avait la conviction, dans le clan des ex-Alliés, que l'on pouvait tout se permettre, que l'Allemagne avalerait chaque couleuvre supplémentaire comme une choucroute berlinoise.

En cette année décisive de 1932, les principaux partenaires n'étaient même pas encore capables de dire – ou ne voulaient pas dire – en quoi, à leur avis, un désarmement général eut dû consister.

– Péréquation des forces au niveau le plus bas, proposaient les Italiens ;

– Réduction proportionnelle, ripostaient les Norvégiens ;

1.– Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, tome III, page 123.

– Subordonnée aux principes de la sécurité, reprenaient les Américains ;

– Portant sur quelles armes, demandaient les Français ;

– En tout cas pas sur la flotte, reprenaient les Britanniques, bien décidés à ne pas réduire d'une barquette la flotte la plus puissance du monde.

C'était inimaginable mais vrai. Ces signataires du traité de Versailles ne savaient même pas encore, en 1932, quelles armes étaient offensives, ni quelles armes étaient défensives, à partir de quel calibre un canon et à partir de combien de tonnes un char d'assaut devraient être considérés comme des armes indésirables.

Les canons de 250 mm de calibre ? Ou aussi ceux de 100 à 150 mm ? Des chars de 10 tonnes, ou de 25 tonnes, ou encore de 70 tonnes ?

Ces chinoiseries étaient sans issue. N'importe quelle arme défensive est susceptible d'être offensive. Un char peut barrer une route à la frontière, ou il peut défoncer la guérite des douaniers. Un avion peut surveiller l'ennemi, il peut aussi bien le mitrailler. Un canon peut être immobile s'il est encastré dans un abri, ou mobile s'il se précipite chez le voisin. Un bâtiment de ligne peut interdire l'entrée du port de Douvres, ou envoyer des obus sur le canal de Kiel.

Pendant cinq mois, ces vaines palabres s'étaient prolongées, emberlificotées, suintant d'hypocrisie. Deux cent cinquante délégués se rengorgeaient dans leur importance, loupe à la main, interrogeant les experts sur le sexe des mouches ou la mue des étourneaux.

Ce que, par-dessus tout, les plus importants délégués de Genève, Français en tête, suivis de la troupe intéressée de leurs clients, les Tchèques, les Polonais, les Roumains, et autres porteurs de sébiles, ne voulaient absolument pas, c'est que la conférence fixât les normes du désarmement général en proportion de la démilitarisation qui avait été imposée depuis 1918 à l'Allemagne.

L'argument du Reich, avant Hitler déjà, avait toujours été simple : ou bien tous désarmeraient comme le Reich l'avait fait ; ou bien le Reich devrait porter son niveau d'armement au niveau qui aurait été maintenu au bénéfice des autres.

« L'égalité des droits » avait été reconnue à l'Allemagne, du moins en paroles. Il n'existait pas d'égalité de droits si un pays pouvait posséder plus d'armes que son voisin. Il était difficile de concevoir qu'il existerait sans fin, au sein de la SDN, des puissances de second ordre, l'Allemagne et des puissances de premier ordre : tous les autres. Les normes devaient être réparties, acceptées et respectées dans la même mesure pour tous les États signataires, qu'ils fussent Allemands, non-Allemands ou anti-Allemands.

C'était l'évidence.

C'était tellement évident que nul à Genève ne se risqua plus à aborder ce point. On préféra discuter interminablement de calibres de mortiers et de tonnes de croiseurs, offensifs, semi-offensifs, défensifs, en écartant tout débat sur le problème essentiel.

Du 2 février au 22 avril 1932, c'est-à-dire neuf mois seulement avant le triomphe de Hitler – on n'avait pas avancé d'un seul pas. La SDN s'était rabattue sur une résolution selon laquelle les délégués des soixante-deux pays s'en remettaient aux commissions compétentes, pour déterminer les armes qui ont les caractères les plus spécialement offensifs.[2]

Pâques maintenant approchait. Ouf ! Tout le monde lâcha les dossiers et fila en vacances. Les Allemands s'étaient fait traîner de chicaneries en chicaneries. Ils avaient, une fois de plus été piégés.

Après les vacances de Pâques de 1932, les centaines de petits pontifes de la SDN s'étaient de nouveau réunis à Genève, caquetants, affairés, flanqués de leurs cortèges de secrétaires

2.– Résolution de la « Commission générale » du 22 avril 1932.

froufroutantes qu'intéressaient nettement plus les petits cadeaux de leurs vieux employeurs et les dîners fins aux terrasses du lac que les touches de leurs claviers.

Le marais genevois avait retrouvé ses sempiternels grouillements.

« Des débats embrouillés et pénibles, poursuivis dans une atmosphère où l'on respire tout autre chose que la sincérité », devait bien reconnaître le ministre Tardieu, un des principaux « négociateurs » français, pointant vers les Allemands un long porte-cigarette braqué comme une baïonnette.

« Ou bien proclamait un des rares délégués sensés de la conférence, l'Italien Grandi, les armements représentent une menace pour la paix, et ils la représentent chez tous les États ; ou bien ils ne menacent personne. Dans ce cas, il n'y a plus qu'à dissoudre la Conférence. »

Et effectivement, on se préparait à la dissoudre, vu son inutilité chaque jour plus flagrante. C'est alors qu'intervint un solide Américain.

VIII

LE LIT DE HITLER

A la conférence de Genève se trouvait bien sûr un Américain, M. Gibson, délégué du président des États-Unis.

Si des négociateurs d'Haïti siégeaient, ainsi que du Honduras, ou d'Éthiopie, pourquoi un Américain, représentant le premier pays de la planète n'eut-il pas évolué comme tout le monde dans le dédale genevois ?

Les États-Unis s'étaient toujours tenus à l'écart, officiellement, des bacchanales de la SDN. Mais, chaque fois, un observateur discret en avait surveillé les évolutions.

Or donc... le 22 juin 1932, il se trouva que le délégué Gibson eut quelque chose à dire. Quelque chose d'important. Aux États-Unis, on est réaliste. Le président Hoover, à lire la pile de rapports de son délégué, s'était parfaitement rendu compte que, de toutes ces parlotes de Genève, jamais ne sortirait une décision. Le désarmement général était, serait, resterait un projet mort-né avant d'avoir été enfanté.

Perdre son temps ? Puisque tout accord global était une chimère, pourquoi ne pas ramener le débat à des données simples, accolées au réalisable ?

Tout homme d'affaires sensé eut raisonné de même: mieux vaut sauver le tiers ou le quart de l'installation que la voir envoyée entière à la casse.

Avec le bon sens et la psychologie de l'Américain moyen, direct en affaires, Hoover noircit une douzaine de lignes que son délégué aurait à lire à la tribune de la conférence du désarmement, succédant aux innombrables rapports ânonnés inutilement à Genève par des centaines de spécialistes des tergiversations calculées.

Le texte du président des États-Unis était clair, précis comme un ordre de mission à une patrouille. M. Hoover proposait qu'on redescendît des nuées floues et qu'on s'en tint à quelques résolutions qu'il croyait acceptables par tous.

M. Gibson lut en trois minutes les propositions de son gouvernement à l'aréopage genevois, apparemment admiratif, et bien décidé à l'avance à ne rien accepter.

Tel était le plan Hoover:

– 1 Au point de vue terrestre: réduction d'un tiers des effectifs, tout pays ayant droit par ailleurs à une force de police proportionnelle à la moyenne allouée à l'Allemagne par les traités de paix. Suppression totale des chars d'assaut et de l'artillerie lourde;

– 2 Au point de vue naval: suppression d'un tiers du tonnage et du nombre des cuirassés; d'un quart du tonnage des porte-avions, des croiseurs et des contre-torpilleurs; d'un tiers du tonnage des sous-marins. Extension du traité de Londres aux forces navales françaises et italiennes;

– 3 Au point de vue aérien: suppression de tous les avions de bombardement aérien et interdiction de tout bombardement aérien.

Les Américains avaient du mérite à proposer des mesures qui ne pouvaient que les frapper eux-mêmes, très durement. M. Gibson fit remarquer courtoisement en fin de lecture: « Je tiens à souligner la grandeur des sacrifices auxquels consentirait

mon pays si ce plan était adopté, car il l'obligerait à détruire plus de 300 000 tonnes de vaisseaux, plus de 1 000 pièces d'artillerie lourde, 900 chars de combat, et 300 avions de bombardement. » [1]

Tous, brusquement, se trouvaient mis au pied du mur.

S'ils n'acceptaient pas de réduction, même partielle, des armements, comment alors le public pourrait-il croire encore que cette assemblée se rallierait jamais à un désarmement général ?

Voilà bientôt huit ans qu'elle le promettait à chaque session, d'échappatoires en échappatoires.

Les délégués de Genève avaient-ils voulu uniquement gagner du temps ? Égarer le public ? Se moquer de l'égalité des droits, reconnus par eux au peuple allemand ? C'est ce que le public penserait. L'épreuve du feu était là ? Qui marcherait sur les tisons ?

L'Allemagne, qui eût pu attendre que les Alliés abattissent leurs cartes, donna son accord au plan Hoover immédiatement. L'Italie de même. L'Angleterre prit le visage d'une Sibylle. Elle n'osait pas avouer que l'idée d'avoir à supprimer un tiers de sa flotte lui faisait horreur. Ni un tiers, ni un seul tonneau !

Mais alors, pourquoi, depuis tant d'années, la Grande-Bretagne participait-elle gravement à une conférence qui s'était assigné pour mission de supprimer toutes les flottes de guerre, non pas au tiers, mais dans leur totalité ?

La France avait encore moins envie d'acquiescer. Pour elle, il n'était pas question un seul instant d'accéder à un désarmement quelconque, si partiel fût-il.

Le diplomate français par essence a le verbe facile. Se heurter de plein front à la proposition du président Hoover était lourd de risques. La France, riche pourtant comme madame Crésus, devait des tonnes d'or aux États-Unis. Il s'agissait donc de dire un oui qui serait en réalité un non. Tout Français est un maître

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 129.

éblouissant dans ce genre d'exercice. Quand il vous étouffe, c'est sous les fleurs.

Le délégué français vanta donc éloquemment « la simplicité séduisante » du projet Hoover, mais, ajouta-t-il, l'œil navré, les problèmes étaient complexes ; on ne pouvait pas les admettre comme un tout ; quelques correctifs seraient sans doute indispensables... d'autre part, les réductions d'armements doivent rester liées à l'organisation de la sécurité internationale...

« C'était, avec toutes les précautions d'usage, une fin de non-recevoir polie », concluait l'historien Benoist-Méchin.[2]

L'argument de la « sécurité internationale » ne valait strictement rien. On se demande bien en quoi l'armement du Reich eût pu encore, à cette date, troubler la sécurité internationale. L'Allemagne ne possédait plus, dans ses casernes, qu'une poignée de soldats, sans aviation, et sans chars d'aucune sorte.

En revanche, les dépôts des autres pays, France en tête, regorgeaient d'armes d'une terrible puissance. Eux seuls, si la fringale de domination leur montait au nez, pouvaient mettre alors en danger la sécurité internationale.

On l'avait bien vu, lorsqu'en 1923, à l'encontre de la volonté des Anglais, Poincaré avait lancé ses divisions dans la Ruhr. Si l'Allemagne avait réagi à cette invasion, au lieu de s'effondrer dans une résistance passive, l'Europe eut pu être mise à feu et à sang une deuxième fois.

Le problème de la sécurité internationale ne dépendait donc en rien, en 1932, d'une force militaire exagérée des Allemands, mais uniquement des armements des principaux alliés, les seuls à être perchés sur des milliers de canons lourds et de chars d'assaut.

Un homme à tout faire des Français, leur agent en Europe Centrale – dépendant aussi des Soviets – le Tchécoslovaque Benès, s'employa à noyer le poisson américain, tellement importun.

2.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 329.

Tout en ayant l'air d'admettre avec ravissement le plan merveilleux de M. Hoover, le Tchèque prit grand soin de le vider aussitôt de tout sens. Dans la résolution qu'il soumit au vote de l'Assemblée, la proposition de réduction d'un tiers du contingent terrestre, des cuirassés et des sous-marins, d'un quart des croiseurs, des contre-torpilleurs et des porte-avions, de la totalité des chars d'assaut, de l'artillerie lourde et de l'aviation de bombardement, se trouvait ramenée par la résolution de Benès à la proposition très vague d'une « réduction substantielle » qui ne devrait être appliquée que « par une convention générale », on ne sait ni quand, ni où, ni comment !

Elle n'était plus, comme l'avait proposé, M. Hoover, une décision à prendre mais « un but à atteindre... »

But qui, selon ce propre texte, restait tout à fait problématique. Et encore, une « conclusion annexée » spécifiait-elle que cette réponse de la Conférence, si confuse et dilatoire fût-elle, n'engageait en rien, qu'elle était envisagée « sans préjuger en rien de l'attitude ultérieure de la conférence. »[3]

Bref, on n'acceptait rien, on ne proposait rien, et même ce rien pouvait encore être annulé, par une quelconque « attitude ultérieure ».

Le délégué soviétique, M. Litvinoff, eut alors une remarque splendidement cynique :

« Bien que la résolution commence par affirmer que l'heure est venue pour toutes les nations d'adopter des mesures substantielles et étendues en vue du désarmement et pour consolider la paix du monde, la suite du texte est la négation absolue de cette affirmation. Elle semble constituer, au contraire, la reconnaissance du fait que les États représentés à la Conférence n'ont pas estimé que l'heure fût venue d'adopter une seule mesure décisive en vue du désarmement. »[4]

« L'effort a été vain, déclara ce même 21 juillet 1932, Italo Balbo, le délégué italien ; de toute manière, il a été absolument

3.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 130.
4.– Déclaration de M. Litvinoff, le 21 juillet 1932.

insuffisant par comparaison avec les vœux et les espoirs du monde. »

L'Américain Gibson se lamenta. Ce fut au délégué allemand, M. Nadolny, à tirer la conclusion de cette nouvelle comédie : « Pendant des mois, les peuples du monde ont suivi, pleins d'étonnement, le curieux spectacle de ces travaux. Ils ont vu passer une multitude de propositions, de suggestions, de discussions compliquées, sans apercevoir le moindre résultat tangible. Dans ces conditions, ajouta-t-il, il nous est impossible d'accepter la résolution qui nous est soumise. »

En conséquence, l'Allemagne signifiait à l'Assemblée sa décision : « Mon gouvernement, déclara solennellement M. Nadolny, doit faire remarquer dès aujourd'hui qu'il ne peut s'engager à continuer sa collaboration dans le cas où une solution satisfaisante de ce point décisif pour l'Allemagne ne serait pas intervenue d'ici la reprise des travaux de la Conférence.

C'était net. Ou les 61 autres pays mettaient fin à leur interminable sabotage, ou l'Allemagne, l'éternelle nation *de second ordre* ne réapparaîtrait plus à Genève ! Leur redingote repliée dans leur valise, les Allemands partirent reprendre le train de Berlin.

Les autres se regardèrent en souriant ; ces lourds Teutons ne seraient pas plus fermes qu'avant. Durant l'été, leur mauvaise humeur se diluerait comme du sucre. Pourquoi s'en faire ?

Joyeusement, comme tant de fois, tous s'égaillèrent vers les vacances d'été, entassés dans les limousines.

Pourtant le ciel n'était plus aussi serein.

A l'Est, l'Allemagne n'avait plus l'air de vouloir tout encaisser. Hitler secouait avec une vigueur chaque jour accrue les gouvernements du Reich spécialistes des capitulations. Ceux-ci, à l'été de 1932, commençaient à prendre peur. Ce jeune Hitler, allait-il vraiment les balayer comme de la vermine ?

Le 10 avril précédent, face au maréchal von Hindenburg, il avait gagné 2 000 000 de suffrages nouveaux. Avec ses 13 418 051 voix, il représentait déjà 36,8 % du corps électoral allemand.[5]

5.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome II, page 135.

Le soir même de la proposition farce de M. Benès, Hitler avait conquis aux élections législatives du Reichstag 230 mandats de députés ! Le parti national-socialiste était devenu, de très loin, le parti le plus important du Reich, et plus nombreux à lui seul que les partis socialiste et communiste réunis, quatre fois plus fort que le Centrum, jadis tout puissant.

Visiblement, le ministre des Affaires étrangères, M. von Neurath, n'avait aucune envie d'être emporté par le cyclone. Il commençait déjà à penser qu'un jour prochain il pourrait parfaitement se transformer en ministre de Hitler (six mois plus tard, il le serait !). Le temps de la mollesse était terminé.

« Il est impérieux pour l'Allemagne de faire préciser par les Alliés que la Convention du désarmement s'appliquera à elle comme aux autres », avait déclaré catégoriquement le ministre de la Reichswehr, le 8 août 1932, au *New York Times.* »

Le 29 août 1932, le ministre von Neurath envoya au gouvernement français un message lui aussi sans équivoque : « L'Allemagne demande l'égalité des droits militaires, c'est-à-dire le droit de décider elle-même le statut de l'armée dont elle a besoin pour assurer sa sécurité. Agir autrement serait la maintenir dans la position de nation subalterne. L'Allemagne est prête à renoncer à toutes les armes auxquelles les autres puissances renonceront également. »

Il fallait en finir avec les atermoiements. Ou on reconnaissait effectivement, une fois pour toutes, à l'Allemagne, « l'égalité des droits ». Ou l'Allemagne mettrait fin définitivement à sa participation à des assemblées fantoches. Chaque pays devait se le tenir pour dit.

Les Français n'eurent pas le moins du monde leurs vacances troublées par les prétentions de ces insupportables Allemands. Le 11 septembre 1932, Paris signifiait au Reich une fin de non-recevoir. Était considéré comme « point d'appui » l'article VIII du Pacte, spécifiant que le maintien de la paix exigeait la réduction des armements. Mais le constat n'allait pas au-delà de cette affirmation sans risques.

La note française ajoutait doucereusement que toute la question restait dominée par l'article 164 du traité de Versailles, qui stipulait que « l'Allemagne doit s'engager dès à présent, pour l'époque où elle sera membre de la SDN, à ce que l'armement fixé dans les tableaux annexes ne soit pas dépassé. »

L'argument était de la plus complète mauvaise foi. Depuis la date de 1927, l'Allemagne désarmée avait attendu vainement la contrepartie. Une fois son désarmement officiellement reconnu – ce qui était fait – les Alliés étaient tenus de désarmer également. C'était déjà un engagement formel, signé par onze années auparavant!

Mais la France était résolue à n'en tenir jamais compte. Elle avait, au contraire, depuis 1927, poussé à fond la construction et l'armement lourd de sa ligne Maginot, à la frontière d'un Reich démuni.

Elle savait parfaitement que sa position était juridiquement indéfendable.

« La diplomatie française, reconnaît l'historien français Benoist-Méchin, hésite, prise dans un réseau de contradictions qui rendent son argumentation de jour en jour plus fragile. »

Le 14 septembre 1932, trois mois après la réponse entortillée du gouvernement français, M. von Neurath reprenait sa plume et s'adressait cette fois au président de la conférence, M. Henderson.

L'avertissement de juillet prenait un caractère radical:

« L'Allemagne ne pourra reprendre sa place à la Conférence aussi longtemps que la question de l'égalité des droits n'aura pas été résolue. »

Le 28 septembre 1932, à la réouverture de la session, la place de l'Allemagne est vide...

L'atmosphère est sinistre, « sous un ciel lugubre et dans une atmosphère encore plus mate et morne que le ciel d'automne ou les eaux du lac », écrit le reporter de *L'Europe Nouvelle*.[6]

Les délégations s'observent les unes les autres. La plupart des délégués gardent un silence méfiant, ou s'entretiennent à mi-voix comme dans les couloirs d'une clinique.

6.– *L'Europe Nouvelle*, numéro du 11 octobre 1932.

« C'est, ajoute Benoist-Méchin, qu'il y a un moribond derrière les portes du palais du Quai Wilson: c'est la Conférence du Désarmement qui agonise et dont les relents de décomposition empoisonnent l'atmosphère. »[7]

Le moribond finira-t-il à la morgue, cet automne-là?

Les Anglais sont effrayés par cette odeur de semi-cadavre. Ils exercent sur les Français des pressions qu'ils voudraient contraignantes.

Finalement, la France paraît céder. Mais la concession, une fois de plus, sera emberlificotée dans des réticences qui l'annulent.

Le communiqué officiel de l'Assemblée du 11 décembre 1932,[8] stipulera que l'un des principes qui devait servir de guide (de guide!) à la Conférence du Désarmement devait être l'octroi de l'égalité des droits à l'Allemagne, ainsi qu'aux autres puissances désarmées par le traité.

Théoriquement, c'est donc fait. L'égalité des droits est proclamée. Mais, immédiatement, la même déclaration la noie sous une cascade de restrictions. D'abord, cette égalité, ne sera pas un fait mais un « guide ». Ensuite, elle ne sera valable que « dans un régime qui comporterait pour toutes les nations la sécurité ». Il suffira donc de déclarer que ladite sécurité ne paraît pas suffisamment assurée pour faire dégringoler les fameux droits à peine confirmés!

Deuxième mine posée sous ces droits: « Cette déclaration implique que les limitations respectives d'armement de tous les États devraient être inscrites dans la Convention de désarmement envisagée. »

On ne dit pas « devait » mais « devrait », l'inscription reste donc problématique. D'autre part la convention est « envisagée », non pas « acceptée ». Uniquement « envisagée ». On ne se compromet en rien. On « envisagera! »

7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 136.

8.– Texte intégral de cette déclaration dans Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 136.

Troisième mine : « Il est clairement entendu que les modalités d'application d'une telle égalité des droits restent à discuter à la conférence. »

Quelles discussions ? Combien de temps y perdra-t-on encore ? Et à quoi aboutiront-elles ? C'est une bouée crevée, que les sauveteurs masqués viennent de jeter à la mer. Elle coulera avant même que les Allemands ne s'en approchent.

Tandis que les délégués sont repartis déguster chez eux la bûche de Noël, on ne se doute pas encore à Genève que, le mois suivant, un homme fort sera installé au pouvoir en Allemagne, avec lequel ils ne pourront plus éternellement badiner.

Cet homme-là, ils ont vu aux actualités cinématographiques sa photo, ses gestes saccadés, sa petite moustache. Ce qu'ils ne connaissent pas encore, ce sont ses crocs. Tarderont-ils encore longtemps à les sentir s'agripper à leurs basques ?

IX

PAS À L'OUEST : À L'EST !

Hitler, contrairement à ce qu'on eut pu penser, n'allait pas brusquer les Alliés.

Le 30 janvier 1933, il était politiquement faible. Des difficultés sans pareilles dans aucun pays l'avaient immédiatement assailli, avaient dévoré son temps. Elles réclamaient des solutions de toute urgence.

« Je dois, avait confié Hitler, à ses intimes, respecter une sorte de trêve avec les puissances étrangères. »

Cela voulait dire que si lesdites puissances étaient habiles, elles disposeraient encore de certains délais pour mettre fin à leurs contradictions, à leurs sournoiseries, à leur politique de guet-apens, pour proposer à leurs ex-ennemis des formules de paix intelligentes.

Une fois devenu, le 23 mars 1933, à la suite du vote en sa faveur de 87 % des députés, le chef incontesté du Reich, Hitler, s'adressant à l'étranger, s'était empressé de faire part à tous de ses intentions pacifiques.

Pour donner un caractère solennel au Discours sur la Paix, qu'il allait prononcer, il avait convoqué l'instance suprême de l'Allemagne démocratique, le Reichstag.

C'était le 17 mai 1933.

« Nous ressentons, déclara Hitler, la plus profonde compréhension à l'égard des sentiments et des idéaux des autres peuples ainsi que de leurs aspirations vitales. La génération de la nouvelle Allemagne qui jusqu'à présent n'a jamais rien connu d'autre que la nécessité, la misère, la souffrance, a souffert suffisamment pour penser à faire souffrir à d'autres nations des calamités identiques. Nous tenons à respecter les droits des autres peuples et, de tout notre cœur, nous voudrions vivre avec eux en paix et en amitié. »

Hitler était-il sincère ? Son offre de paix n'était-elle qu'un subterfuge ? Dans l'attente d'un avenir où il pourrait prendre sa revanche sur l'Occident ?

Tel, incontestablement, avait été, après le traité de 1871, tout au long de quarante-trois ans, l'état d'esprit et d'espérance des Français ! Ils avaient guetté passionnément l'occasion de se venger de l'Allemagne, qui avait encerclé leurs armées et les avaient vaincus à Sedan, les 1er et 2 septembre 1870.

Hitler, ne se sentant pas suffisamment fort, n'ayant qu'une armée débile à sa disposition, se proposait-il, en lançant ce discours apaisant aux Alliés, de les endormir pour mieux les écraser le jour où il aurait doté de nouveau l'Allemagne d'une force militaire suffisante ?

Que Hitler ait une vocation guerrière, c'est indéniable. La guerre était à ses yeux un moyen de fortifier moralement un peuple, de donner une voie d'expansion à sa puissance de vie, de lui assurer matériellement la subsistance que le sol national lui apportait trop chichement.

Mais une expansion à l'Ouest, où il eut pu, tout au plus, conquérir « quelques arpents de terre », comme il disait, n'était pas, ne fut jamais inscrite dans ses plans. Les terres vastes et fertiles dont il voulait disposer un jour n'étaient pas là.

Elles étaient à l'Est, dans l'immensité, du territoire soviétique. En les conquérant, il entendait débarrasser également son pays – et toute l'Europe – d'un communisme à vocation mondiale décidé à tout submerger sous sa tyrannie.

Comme il l'avait déjà fait avec l'Italie, en renonçant aux Allemands du Tyrol, Hitler était tout prêt, pour s'attirer l'amitié ou, au moins, une certaine passivité des Français, à renoncer définitivement aux Allemands d'Alsace-Lorraine. Ces récupérations, très limitées territorialement, il était complètement décidé à les sacrifier pour se consacrer uniquement à son grand plan, mille fois plus rémunérateur, d'expansion vers l'Est.

Pour un pays, s'épanouir, chercher plus d'espace pour vivre, était-ce un crime ?

Ce l'était, oui, dans la mesure où les rois de France, doublant leur territoire, l'avaient commis en s'emparant par la force de la moitié de la Flandre, des terres germaniques de Toul et de Verdun et des territoires catalans du Roussillon ! Ce l'était dans la mesure où l'Angleterre avait commis un crime, elle aussi, en envahissant et en dominant par les armes l'Irlande qui ne participait ni de sa langue, ni de ses coutumes, ni de sa foi, et qui luttait désespérément pour sauver son indépendance. Ce l'était dans la mesure également où les États-Unis avaient commis un crime en anéantissant les Indiens pour s'emparer de leurs terres ancestrales, et en conquérant au canon, de 1846 à 1848, la moitié du territoire du Mexique. En 1915, le général Pershing y bataillait encore.

Dans la mesure – pour que nul ne soit oublié – où la Russie elle-même, au cours de guerres impitoyables, s'était emparé de centaines de milliers de kilomètres carrés, de la Baltique à la Perse et à l'océan Pacifique, vassalisant vingt peuples, multipliant de tous côtés ses annexions. C'étaient Ivan III qui s'était emparé de Rostov : Ivan le Terrible, qui, pour s'étendre vers la Baltique, avait pris d'assaut en Estonie Narva et Darpat, qui à l'Orient avait poussé ses soldats jusqu'au-delà de l'Oural, et qui, au sud, s'était saisi de Kazan et d'Astrakan.

C'était Pierre le Grand qui s'était rué sur les rivages de la Finlande, s'était installé en force en Ukraine et avait même conquis sur les Perses une partie de littoral de la mer Caspienne. La Grande Catherine avait englouti d'énormes territoires en

Biélorussie, s'était emparée de la Lituanie, de la Courlande, et des plaines les plus riches de l'Ukraine, entre le Dniester et le Bug.

Même en pleine moitié du XIXe siècle, les guerres, les invasions, les rapts ordonnés par les tsars s'étaient perpétrés dans tous sens au Caucase submergé depuis la Georgie jusqu'aux pics les plus hauts du Sud et chez les Tcherkesses acculés à la capitulation en 1859. La Russie s'était même installée à la frontière de la Chine.

Les vastes régions de religion musulmane avaient été avalées à leur tour, Boukhara, Khiva, Kokand et Samarkand.

En 1904-1905 les conquêtes militaires des armées du tsar en Mandchourie avaient provoqué la guerre avec le Japon, les désastres des Russes à Moukden et à Port-Arthur ainsi que l'envoi par le fond de leur flotte à Tsoushima.

Staline, en s'adjugeant la moitié de l'Europe en 1945, resterait dans la stricte ligne impérialiste traditionnelle russe.

C'est dire qu'une expédition dans cet empire, passé d'une région limitée à la modeste principauté de Moscou à une superficie de 22 400 000 kilomètres carrés, n'eut été qu'un retour de manivelle de l'Histoire. Les neuf-dixièmes du territoire de la Russie avaient été arrachés par la force à deux continents, au long de quatre siècles. Les Russes, même soviétisés, héritiers de ces domaines conquis par la violence, eussent donc été mal venus de protester après qu'ils eussent donné eux-mêmes de tels exemples.

Hitler n'était, en novembre 1918, qu'un blessé de guerre aux yeux mangés par les gaz d'ypérite du front anglais des Flandres. On ne savait même pas à l'hôpital de Passevalk, s'il retrouverait jamais la vue. La Russie n'avait alors pas grand place dans son regard éteint.

Mais à ce même moment, en revanche, les armées des Anglais et des Français étaient en train d'avancer par tout le territoire russe. Vingt-cinq ans avant le national-socialisme, elles

essayaient de liquider le communisme léniniste installé à Saint-Petersbourg par une minorité sauvage avançant dans d'affreuses mers de sang.

Les Anglais s'étaient emparés au Nord du seul port slave sur l'océan Arctique : Arkhangelsk. Ils avaient envahi aussi, tout à l'autre bout de la Russie, les chaînes de montagne du Caucase, pour s'emparer du pétrole, en hommes d'affaires avisés. Le premier jour de leur entrée à Bakou, ils avaient fusillé sans jugement les 38 commissaires bolcheviks faits prisonniers par leur avant-garde.

Les Français eux, fonçant des Balkans en Ukraine avaient conquis, dans les neiges du même hiver 1918-1919, un territoire immense qui s'étendait d'Odessa à Kiev. Ils n'avaient dû l'abandonner que lorsque leur propre flotte s'était mutinée en mer Noire, à l'instigation du futur député français André Marty.

Même dans la Russie de l'Est, des troupes sous commandement allié avaient déferlé à travers toute la Sibérie, la légion Tchèque notamment, dont le chef le plus notable était le général français Janin. Les Japonais également étaient accourus en Sibérie russe pour participer à la conquête. Les Américains, eux, avaient installé une base militaire à Vladivostock.

Hitler, en pénétrant en URSS, ne ferait que poursuivre des opérations militaires déclenchées par ses propres ennemis à la fin de la Première Guerre mondiale.

Bien avant déjà, au XVIIIe siècle, le roi de Suède avait donné le ton en poussant ses armées depuis la Baltique jusqu'au cœur de l'Ukraine. Et davantage encore Napoléon, qui avait mené en 1912 la plus fameuse invasion qu'ait jamais connue la Russie, s'emparant de Moscou, payant ensuite largement la note du voyage dans l'enfer de la Bérésina.

Le dernier envahisseur en URSS avait été précisément le satellite numéro un des Français, la Pologne. Avec plus d'impétuosité encore que les autres, elle s'était jetée, en 1919, à travers le territoire russe et avait conquis Kiev. Son chef, le général

Pilsudski, entendait bien constituer une Pologne qui s'étendrait de la Lituanie à la mer Noire.

Ce n'est que par miracle que les Soviets l'avaient ramenée l'année suivante à la rive droite de la Vistule.

Hitler, donc, serait bon dernier d'une longue liste s'il lui venait l'idée d'aller chercher dans ces contrées un espace où vivre, et la tranquillité politique, une fois balayée la menace mondiale du communisme. Les autres, Suédois, Français, Anglais, Polonais, lui avaient généreusement indiqué le chemin.

La Russie soviétique de surcroît – et que nul ne l'oublie! – vivait depuis 1917 en dehors de toute légalité internationale. Elle n'avait pas voulu reconnaître les prescriptions de la Convention de La Haye, pas davantage les obligations de la Croix-Rouge internationale. Elle vivait en dehors du monde civilisé, non seulement géographiquement, mais juridiquement.

Pour finir, elle n'échappait pas plus que les autres pays à la loi éternelle de survie des peuples, croissant et s'effondrant selon qu'ils sont forts ou qu'ils s'abandonnent. C'est le lot éternel de la nature, des animaux, des plantes, des hommes ou des civilisations.

Ayant en tête, très nettement établi, le plan qui assurerait au peuple allemand des terres fertiles à l'Est, et en même temps purgerait l'Europe du danger public qu'était le communisme, en quoi l'une ou l'autre petite guerre régionale en Occident sur les bords de la Seine ou de la Marne eût-elle pu intéresser encore Hitler?

Il avait, comme soldat, connu l'horreur de la Première Guerre mondiale du front franco-anglais. Il en avait vu la vanité, la bêtise, et l'inutilité. Alors qu'il était résolu à ouvrir tôt ou tard à l'énergie de son peuple les débouchés à l'Est qui lui assureraient la survie et la sécurité, en quoi la conquête de quelques cantons français eut-elle même pu être de nature à le tenter?

Ces maigres acquisitions n'auraient apporté qu'une solution misérable. Hitler eût entassé plus de cadavres que de récoltes.

Une guerre à l'Ouest, sans portée géographique ni économique, ne pouvait que l'empêcher de mener à bien, un jour, l'autre guerre, la vraie guerre, la guerre de l'Est, la guerre utile taillée à la mesure de son imagination et des besoins vitaux de cent millions d'Allemands. Une guerre à l'Ouest ne serait que perte d'énergie, vaine, saignant à blanc pour rien le peuple pour lequel il avait conçu son grandiose projet.

Hitler avait, dès le premier jour de sa lutte, renoncé très clairement à toute possibilité de conflit en Occident.

Lorsqu'il exprima, dans son discours devant le Reichstag, le 17 mai 1933, sa volonté de paix à l'Ouest, il était donc absolument sincère. Elle était pour lui un préalable indispensable.

Les Français auraient dû le comprendre. Même si ce propos peut paraître scandaleux, ils eussent dû l'encourager. Pour la première fois l'occasion de s'assurer un siècle sans guerre leur était offerte : pendant cent ans – c'était assez prévisible – l'Allemagne serait totalement absorbée par cette conquête orientale et par son exploitation.

Un homme d'État français lucide eut saisi à pleins bras cette possibilité et cette chance. Que Hitler fonçât à l'Est le plus loin possible, le plus longtemps! La paix entre le Rhin et les Pyrénées serait préservée pour plusieurs générations.

Mais nul à Paris ne comprit l'importance et l'intérêt d'un tel renversement allemand d'une politique séculaire, alors que la France avait opéré à plusieurs reprises des renversements d'alliances assez semblables, que ce fut en s'alliant avec les protestants et les Turcs contre la Papauté, ou en se réconciliant avec la Maison d'Autriche au XVIIIe siècle, ou avec la Grande-Bretagne de l'Entente Cordiale du XXe siècle. En diplomatie, comme en tout secteur politique, l'intérêt seul fait la loi. « Les États – De Gaulle l'a assez répété – sont des monstres froids. » Or, en 1933 quel était l'intérêt de la France? Pour un Français intelligent, nulle autre question ne devait avoir d'importance!

Les ministres français étaient alors des commis sans envergure, interchangeables, soumis aux passions aveugles de la

masse d'électeurs – qui ne pensaient jamais qu'au passé, aux haines du passé, aux médiocrités du passé.

Ils considéraient avec suspicion tout plan d'avenir nouveau, incertain par nature. Il eut pourtant fallu, en 1933, balayer la psychose paralysante des époques mortes. L'Allemagne ressentait le besoin le plus absolu de paix à l'Ouest, tendait la main – par intérêt – au « vieil et glorieux adversaire ». Interrompre l'engrenage des guerres valait la peine de se débarrasser des monceaux de vieilles rancœurs recuites.

La France ne pouvait qu'y gagner en tous points. Même économiquement : engagée dans une longue conquête des immensités de l'Est, l'Allemagne eut éprouvé un besoin constant de milliers de produits français ; elle les eut payés largement grâce aux matières premières conquises à l'Est. L'intérêt matériel de la France et le souci de sa tranquillité s'accouplaient.

Hitler, parce que l'exécution de son plan le réclamait, avait offert de passer un grand coup d'éponge sur un chapitre d'histoire révolu. Les terres françaises étaient irrémédiablement intégrées et unifiées. Jamais un Bourguignon ni un Vosgien ne redeviendraient des Germains. Le tenter paraissait à Hitler une fantaisie risible. C'eut été, au mieux que l'affaire tournât, s'emparer d'un quignon de pain au lieu de saisir en Russie le four entier du boulanger.

Sincérité donc, non point à base de sentimentalisme, mais de calcul précis, de recherche d'un objectif à la dimension du Reich, et aussi d'une stratégie réaliste. Se battre sur deux fronts était impossible. Un front – le front oriental – était mille fois plus important que l'autre, le front anglo-français. Hitler ne pouvait pas affronter le premier, sans avoir d'abord renoncé au second. L'Occident pouvait dormir sur ses deux oreilles, parce que Hitler avait absolument besoin qu'il dormît.

Il était fermement décidé à ne lui chercher noise en rien, réservant toutes ses possibilités à l'action future à laquelle le conviaient, à l'Est, l'immensité des champs féconds, des

matières premières inépuisables, et la vision de l'épopée qui donnerait une âme nouvelle à son peuple.

C'était un calculateur, un homme d'État comptant par siècles qui allait prendre cette décision, à froid, et qui au printemps de 1933 s'adressait à l'ennemi d'hier, auquel il offrait à la fois la sécurité et l'amitié.

Le président américain Roosevelt, arrivé au pouvoir à Washington en même temps que Hitler, avait repris à son compte l'initiative de son prédécesseur Hoover. Laquelle avait raté son but. Roosevelt tenait néanmoins à lancer un nouveau message aux augures genevois, quelle que fût leur mauvaise volonté.

« Le seul moyen d'éviter un nouveau conflit général, écrivit le président des États-Unis à peine en fonction, est un accord large et sincère sur le désarmement. Cet accord ne peut être réalisé que par une réduction générale et substantielle des armements existants. Puisse Dieu bénir vos travaux ! »

Dieu ne serait pas beaucoup écouté dans cette affaire. Parler d'un « accord large et sincère » n'était, une fois de plus, que naïveté. Le message de Roosevelt à l'assemblée de Genève serait immédiatement oublié.

Pourtant, l'Angleterre avait changé politiquement d'orientation. Elle venait de se donner un Premier ministre socialiste (travailliste), M. Mac Donald, bien oublié à présent.

Ce nouveau venu avait de longs bras mous, des yeux tremblotants, des moustaches souvent mouillées qui retombaient mélancoliquement. Il était un homme sincère qui, en bon Anglais, redoutait l'accroissement de tout pays en Europe, c'est-à-dire à cette époque la puissance française, la grande gagnante de 1918. Il rêvait d'un univers sentimental, où tout le monde s'embrasserait. C'était édifiant. Mais pas toujours percutant.

Il s'était empressé de présenter un plan partiel de désarmement assez semblable à celui de M. Hoover, et qui visait à ce que tout le monde se contentât de demies-solutions. Mac Donald

avait étudié son projet avec plus de réalisme que les Américains. Il vint l'exposer à la tribune de l'Assemble genevoise, le 16 mars 1933 (Hitler était au pouvoir depuis un mois et demi).

Cette fois, il y avait de quoi contenter largement les Français. Le plan de Mac Donald ne permettait pas à l'Allemagne de dépasser le chiffre de 200 000 soldats, alors que la France en obtenait le double : 200 000 en métropole, et 200 000 autres dans ses colonies.

On savait comment, en cas de conflit, les troupes coloniales regagnaient le territoire métropolitain ; on l'avait vu en 1914-1918. On le verrait de nouveau en 1940 quand l'essentiel des forces militaires françaises du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie aurait rejoint la France au combat en moins de deux semaines. Des milliers de colonisés d'Afrique occidentale française seraient, ahuris, faits prisonniers sans avoir rien compris à leur aventure !

En 1914-1918, moins fortunés, les Sénégalais s'étaient fait tuer à plus de 70 000. Plus d'un million de soldats de couleur en provenance des colonies africaines et asiatiques avaient ainsi été embrigadés, durant ces quatre années, dans les armées de l'État français et de l'État britannique.

La France possédait, en outre, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie, des satellites liés à elle militairement par des traités et par d'abondants subsides. Lesquels se voyaient allouer, dans le plan Mac Donald, des contingents très considérables : 100 000 soldats à la seule Tchécoslovaquie (six fois moins importante que l'Allemagne), 200 000 à la Pologne, c'est-à-dire autant que le Reich-même, alors qu'elle était deux fois moins peuplée que lui. La Belgique était encore, elle aussi en 1933, liée à Paris par un accord militaire.

Le total était impressionnant.

« En additionnant, écrivit l'historien Benoist-Méchin, les forces de tous les pays alliés à la France, c'est-à-dire la Pologne, la Belgique et la Petite Entente, on arrive à un total de 1 025 000 hommes, opposés aux 200 000 soldats de la nouvelle Wehrmacht.

Cette disparité se trouvait encore accrue du fait que l'Allemagne n'aurait pas le droit de posséder une aviation, tandis que la France sera autorisée à disposer de 500 avions, la Pologne de 200, la Belgique de 150, et la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) de 550. »

Plus d'un million de soldats du côté, de la France et de ses clients, disposant ensemble de 1 400 avions ; face à une Allemagne cinq fois moins bien dotée en hommes et, en 1933, totalement démunie de chars et d'aviation.

Les écarts étaient flagrants. Hitler n'allait-il pas s'en déclarer scandalisé ? Crier à la discrimination ?

Eh bien, non ! C'est exactement le contraire qui allait se produire. Hitler se rallia complètement et immédiatement au plan Mac Donald. Il acceptait de la même manière, et sans aucune réserve, les propositions de Roosevelt.

Il tint même à ce que cet accord de l'Allemagne se manifestât de façon éclatante. Aussi convoqua-t-il à cet effet, une deuxième fois, le Reichstag, le 17 mai 1933.

« Le Gouvernement allemand considère le plan britannique comme une base de discussion acceptable. Le gouvernement allemand ne trouvera aucune interdiction d'armes trop radicale. »

Il ajouta toutefois que cette interdiction ne pourrait acquérir un caractère efficace que si tous les pays, sans distinction, donnaient leur accord au plan, comme lui le donnait.

C'était le même bon sens.

Fait extraordinaire : cette acceptation, ce soutien sans réserve au nouveau plan de paix suscita au Reichstag un appui tellement unanime que les députés socialistes, encore adversaires acharnés de Hitler un mois plus tôt, accordèrent au Chancelier Führer, eux comme tous les autres, un vote de confiance et d'approbation !

Dans toute l'histoire du Reich, même lors de l'entrée en guerre de l'Allemagne, en août 1914, jamais ne s'était produit au Reichstag un vote aussi unanime. Hitler – ne nous faisons pas d'illusions – n'avait pas renoncé à sa grande expansion vers l'Est, même s'il n'en parlait pas souvent. Mais pour ce qui concernait l'Ouest, sa décision était catégorique, et elle resterait toujours

immuable : en face des alliances tchéco-polono-françaises, il acceptait de se trouver, très nettement, en état d'infériorité.

Ce discours de Hitler du 17 mai 1933 était parvenu à faire réfléchir certains Anglais.

Henderson, le président de la Conférence du Désarmement, témoigna publiquement de son contentement : « Je prends note avec satisfaction, déclaratif du fait que l'Allemagne n'entend pas parvenir à l'égalité des droits par la seule élévation de ses propres armements, mais aussi par une réduction des armements des autres. »

On ne pouvait formuler plus exactement ce que chaque Allemand répétait depuis quinze ans. Le chef de l'Église anglicane, l'archevêque d'York, se lança lui aussi dans les compliments : « J'estime, susurra-t-il avec onction, que les propositions faites par Hitler dans son discours du 17 mai sont une contribution sérieuse à l'établissement de la paix. » [1]

Le *Times* de Londres emboîta le pas de l'archevêque.

Le *Manchester Guardian* de même : « Le plan Mac Donald a jeté comme un rayon de lumière dans les ténèbres et la confusion où se débattait la Conférence. Enfin l'on entrevoit une issue à ces interminables discussions. »

Même les Américains étaient frappés par la justesse des arguments hitlériens. Le délégué de Roosevelt à la Conférence de Genève y alla lui aussi de sa bénédiction : « Il n'aurait été ni juste ni sage de la part des vainqueurs d'imposer pour toujours aux Empires centraux un régime spécial en matière d'armements. Il a existé, et il existe toujours, pour les autres puissances signataires des traités de paix, l'obligation correspondante de ramener leurs propres armements par étapes successives au niveau le plus compatible avec les exigences de la sécurité. »

Anglais, Américains, laïcs et clercs, avaient reçu avec optimisme le message de Hitler.

Et les Français ?

1.– Fest, *op. cit.*, tome II, page 140.

X

INTRANSIGEANCE FRANÇAISE

En quoi, en 1933, la sécurité de la France, avec son contingent privilégié, pouvait-elle être en danger ?

La ligne Maginot, la plus formidable fortification militaire du XXe siècle, recevait précisément, en 1933, ses derniers mètres cubes de béton. C'est le général Weygand lui-même – le futur généralissime de l'armée française lors du désastre de 1940 – qui venait de le déclarer avec orgueil : « La ligne Maginot, avec toutes ses fortifications annexes, sera terminée à la fin de 1934. Elle élève entre nous et l'Allemagne une barrière infranchissable ! » [1]

En 1933, la France était la puissance militaire la plus redoutable.

Cela ne dérangeait nullement Hitler. Celui-ci ne désirait en aucune façon excursionner une deuxième fois sur les champs de bataille du front de l'ouest. La seule expansion qu'il concevait et pour laquelle il voulait réserver toutes ses forces était, justement, orientée dans l'autre direction…

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 139.

Malgré tout cela, la seule opposition véhémente qui allait se manifester presque instantanément serait le fait de ces Français super armés et de leurs bruyants satellites.

La France se montra aussitôt farouchement opposée à quelque solution que ce fut qui ne maintiendrait pas la sujétion de l'Allemagne à des traités depuis longtemps dépassés. Les Alliés eux-mêmes avaient été les premiers à les violer, lors de l'invasion de Ruhr, et, depuis, par les refus sans cesse réédités d'accepter, même partiellement, le désarmement général, pourtant inclus et signé dans lesdits traités.

Quinze ans avaient passé depuis l'armistice de 1918. Et l'aversion française pour l'Allemagne restait implacablement la même.

En 1871, après la défaite de Napoléon III à Sedan, l'Allemagne victorieuse avait eu à affronter le même problème: la hargne ou le rapprochement? Elle avait choisi: on avait vu Bismark s'employer, l'année même, à la réconciliation.

Avant même la négociation du traité de paix de 1871, le Chancelier allemand avait expliqué nettement son point de vue à ses diplomates: « La France doit continuer à être une grande puissance afin que le concert européen ne s'altère pas. »

Le 15 octobre 1871, c'est au Reichstag même que Bismark avait adressé ces paroles de haute tenue: « Nous estimons que notre mission n'est pas de porter préjudice à notre voisin, dans une mesure qui ne serait pas absolument nécessaire pour assurer le rétablissement de la paix. Nous croyons au contraire que notre devoir, du moment que cela ne nuit pas à nos intérêts, est de lui être utile, et de lui donner l'occasion de se rétablir de l'infortune qui est tombée sur son pays. »

Après des années Bismarck, dans ses Mémoires *Gedanken und Erinnerungen*, répéterait encore qu'il avait voulu effacer les mauvais souvenirs et panser la blessure de la défaite des Français.

« Il était, écrivait-il, de la plus haute importance, de savoir si l'état d'esprit que pourraient conserver nos adversaires allait rester inconciliable, et si demeurait incurable la blessure que nous-mêmes leur avions infligée dans leur propre dignité. »

Ce désir allemand d'aider l'adversaire battu avait été si manifeste que Bismarck, les premiers mois, avait renvoyé au nouveau Président de la République française, M. Alphonse Thiers, le plus glorieux des chefs vaincus, blessé et fait prisonnier à Sedan, le maréchal de Mac Mahon, Duc de Magenta. Thiers en avait besoin et avait demandé au Chancelier allemand son retour. La Commune ensanglantait Paris. Mac Mahon avait aussitôt été libéré, ramené chez le Président Thiers à Versailles, d'où il avait pu sauver la France de l'anarchie.

Un Bismarck haineux se fut frotté les mains, en laissant les Français d'entre-égorger. Dans l'immédiat, c'était rentable. Mais la chute de la France eut entraîné la chute d'une des colonnes de l'édifice européen. Bismarck ne s'était pas réjoui de voir les menaces s'accumuler dans le ciel français. Tout au contraire, il n'avait pas hésité à répéter hautement la nécessité du maintien d'une solide nation française.

Le maintien d'une solide nation allemande était tout aussi nécessaire après la défaite de Guillaume II, en 1918, identique à celle de Napoléon III en 1870.

Mais Bismarck était un homme d'État, et les politiciens français de 1933 n'étaient que des homoncules sournois et fatigués, aux rancœurs de vieillards qui n'évoluent plus, et en qui les flèches d'un passé révolu restaient plantées.

Un de ces politiciens au rabais de la France démocratique s'appelait Paul Boncourt. Il ressemblait à un garçon coiffeur, au poil ébouriffé. Son collègue Tardieu avait dit de lui, lorsqu'il était devenu Premier ministre: « On cherchait une tête, on a trouvé une chevelure. »

Il s'était spécialisé à Genève dans le racolage de proies féminines faciles: « le Don Juan des lavabos », l'appelait Léon Daudet. Mais, tout dévalué qu'il fût, ce Don Juan était à Genève un des grands manitous de la diplomatie de Paris.

A lire les propositions de Mac Donald, il avait tout de même bien dû se rendre compte qu'il serait presque impossible d'opposer un non catégorique à un projet qui avantageait si manifestement l'État français.

« Notre pays va se trouver dans une situation très difficile » avait-il murmuré, en se grattant la tête.

Réflexion désabusée, mais qui en disait long sur les cogitations secrètes en cours, destinées à torpiller le plus rapidement possible le nouveau projet.

« C'est un pacte inutile et dangereux » [2] avait de son côté dit à l'oreille de ses collègues le président du Conseil français Édouard Herriot, lourd provincial gavé de foie gras, ficelé comme un sac chiffonné, la cravate à quatre sous montée sur le Celluloïd du faux col.

A raison de nombreux ministres français en vingt ans de bousculade démocratique, de très larges possibilités étaient offertes à Paris à tout le monde politicien. Devenir député était plus facile en France que devenir éboueur ou cantonnier. Le cantonnier devait avoir subi un examen, le député, non. Celui-ci pouvait être bancal, borgne ou analphabète. C'était le temps où un des plus grands savants français, Georges Claude, inventeur de l'énergie thermique des mers, candidat aux élections législatives, avait été battu à plate couture, (sept fois moins de voix) par un cabaretier de la banlieue de Paris, perché entre deux vins sur ses tonneaux.

Herriot était certes d'un niveau intellectuel supérieur à celui de ce collègue vinophile, mais, politiquement, tous, le marchand de boissons alcoolisées comme le Premier ministre, dépendaient de milliers d'électeurs exigeants, collés à leur département, à leur boutique, à leurs quatre cochons, à leurs deux veaux, à leurs petits intérêts, pour qui l'Europe était un concept totalement inexistant, la Russie soviétique une steppe inconnue, l'Allemagne le monstre de 1870 et de 1914, coupable de tout, à ne jamais tolérer en rien.

Le Français n'est jamais à court d'imagination. Ne pouvant tirer à boulets rouges sur le plan Mac Donald, il allait envoyer habilement ses rafales par la tangente : « Ce plan n'offre pas assez de garanties pour la France. »

2.– Geneviève Tabouis : *Ils l'ont appelé Cassandre*, page 157.

Quelles garanties la France aurait-elle bien pu demander en plus ? Son million dépassé de soldats, en 1933, avait en face des militaires allemands cinq fois moins nombreux, sans un seul canon lourd et sans un avion !

« Qu'entendez-vous, demanda aux diplomates français le délégué de l'URSS à Genève, qu'entendez-vous par "contrôle du désarmement" ? Personne n'a encore désarmé ! Attendez au moins qu'il y ait quelque chose à contrôler ! »

Le seul pays qui avait jusqu'alors désarmé – de mauvais gré, certes, mais qui l'avait fait – était l'Allemagne. Or, c'était elle seule qui eut dû, selon la volonté des Français, être contrôlée. C'était, tout à l'inverse, les milliers de canons et d'avions que possédaient les autres qu'il eut fallu contrôler !

Se borner à ne contrôler qu'un seul pays, c'était établir de nouveau une discrimination entre des États de première classe (tout le monde) et un État de seconde classe, le Reich, et le seul Reich !

Cette prétention était insoutenable.

Comme toujours quand une discussion à Genève devenait dangereuse, on la stoppa. Et on créa, après dix autres, un Comité de plus, baptisé « Comité de rédaction », voué à l'échec, et qu'on voulait vouer à l'échec !

– « Les membres du Comité de rédaction ne parviennent à s'accorder sur rien, nota l'historien français Benoist-Méchin, et ils sont obligés, pour masquer leur échec, de remettre l'étude de la question à un "Sous-Comité de Juristes" ».[3]

On ne recourait à ces échappatoires de « Comité de rédaction » et de « Sous-Comité de juristes » que pour fuir toute responsabilité, en noyant le poisson.

La sournoiserie de la manœuvre crevait les yeux.

La patience d'Hitler dut être à bout.

Il se contint encore pendant quelques mois, ne dominant pas encore suffisamment les événements. Il voulait d'abord donner à l'Europe des preuves de son esprit de conciliation.

3.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 142.

Au mois de juillet, il signa avec le Vatican un concordat, négocié avec le plus grand soin depuis le mois de mars précédent. L'Église catholique avait été jusqu'au 30 janvier 1933 l'ennemi le plus acharné d'Hitler, refusant les sacrements aux nationaux-socialistes, faisant pleuvoir les lettres de condamnation, l'archevêque de Cologne tout spécialement. Au pouvoir, Hitler eut pu se venger. Il était réaliste. Il ne lui servait à rien de se mettre à dos les forces spirituelles. Celles-ci – il le disait depuis toujours – n'étaient pas de son domaine.

Von Papen, catholique de choix, avait été discrètement envoyé par Hitler à Rome. Il en rapporta un concordat satisfaisant au plus haut point les catholiques du IIIe Reich.

« Le Reich, disait le document hitléro-pontifical, garantit aux catholiques la liberté du culte et l'exercice public de la religion catholique ; il reconnaît le droit de l'Église catholique à donner elle-même une solution à ses affaires et à dicter les dispositions pour ses membres, dans les limites des lois allemandes. »

Plus surprenant encore avait été l'empressement avec lequel Hitler avait cherché à établir avec ses voisins polonais des relations d'amitié, alors que la Pologne était depuis 1909 la bête noire de tous les Allemands.

Tous les chanceliers du Reich, indistinctement, de gauche comme de droite, s'étaient refusés véhémentement à reconnaître la frontière de la Pologne, tracée après 1918, en incluant dans ce nouvel État un million et demi de citoyens allemands. Même Stresemann, lors de la signature du traité de Lorcarno, s'était refusé formellement à l'admettre.

La Pologne était le voisin que le Reich entier redoutait et détestait. Or, bravant l'aversion fanatique qui opposait les deux peuples, voilà que, l'été même où il ramenait la paix religieuse en Allemagne grâce à la surprise du concordat, Hitler avait entrepris des négociations avec l'ennemi polonais unanimement détesté.

Au bout de six mois, un traité de réconciliation était signé.

Jamais aucun Chancelier avant Hitler ne se fut risqué à inscrire dans un document officiel une reconnaissance de frontières qui heurtait de plein fouet les sentiments de tout le peuple allemand.

« Pour comprendre, écrit l'historien allemand Fest, l'effet de stupéfaction que provoqua ce brusque virage, il faut se souvenir que les relations entre les deux pays avaient été traditionnellement rendues difficiles, et de manière semble-t-il sans espoir, par de nombreuses rancœurs. Si l'on néglige le verdict moral porté par le traité de Versailles, aucune disposition de ce traité n'avait été accueillie avec plus d'amertume par les Allemands que celle qui consacrait l'abandon de territoires au nouvel État polonais, la création du couloir qui séparait la Prusse Orientale du reste du Reich, et la proclamation de l'État libre de Dantzig. Ces décisions avaient été des raisons de querelles permanentes entre les deux peuples, des motifs de menaces réciproques. Peu d'événements avaient eu une action aussi irritante que les violations de frontière et les entorses au droit, de la part de la Pologne, dans les premières années de la République de Weimar. » [4]

Le fait que Hitler ait eu le courage de faire ce geste, éminemment impopulaire, dans le but manifeste d'éliminer un facteur de perturbation en Europe, était méritoire. Et encore, il était d'autant plus significatif qu'il se produisit au moment même où, à Genève, deux cents délégués, aux cerveaux rabougris, s'acharnaient à massacrer les dernières possibilités continentales de paix.

Hitler, dominant là aussi son ressentiment, alla jusqu'à proposer d'accorder un délai supplémentaire d'un an d'attente, se contentant d'insister sur la nécessité d'une concession rapide et définitive de la fameuse « égalité des droits » cent fois accordée, en principe, au Reich, et chaque fois déniée lorsqu'il s'était agi de la convertir en réalité.

Elle était, évidemment, la condition sine qua non du maintien de la collaboration allemande à une Conférence du Désarmement qui, jusqu'alors, n'avait désarmé que du vent.

4.– Joachim Fest : *Hitler*, tome II, page 73.

Montant une nouvelle fois à la tribune de Genève, le 5 juin 1933, le délégué diplomatique de Hitler répéta cette revendication : « L'Allemagne demande que l'on aborde immédiatement la question de la déclaration des droits, que monsieur Henderson lui-même déclarait être le problème capital de la Conférence, dans sa note du 18 septembre 1932. L'Allemagne demande que cette égalité soit effective d'ici un an, faute de quoi elle reprendra sa pleine liberté d'action. »

Ainsi, Hitler était prêt à patienter une année de plus.

Déjà, une année plus tôt, le 1er juillet 1932, Monsieur Nadolny, qui représentait encore à ce moment-là à Genève une Allemagne « démocratique », avait fait une déclaration similaire, laissant à l'Assemblée tous les mois d'été pour réfléchir. Il n'était revenu, le 11 décembre 1932, qu'après que la Conférence du Désarmement eût, comme il l'avait demandé, reconnu formellement à l'Allemagne cette égalité des droits tant de fois sabotée.

Pourtant, cette nouvelle affirmation, exactement comme toutes les précédentes, n'avait conduit absolument à rien. Le plan Mac Donald, suivant la tactique classique, avait de nouveau été renvoyé de comités en sous-comités, sans que l'on vît apparaître la moindre conclusion.

Ces tergiversations devenaient proprement intolérables. Le Président Henderson tenta lui-même, désespérément, de ramener à la raison les récalcitrants. Pas un seul d'entre eux ne répondit un mot, ne fit un geste.

Constatant « qu'une telle discussion aboutirait à un échec fatal », Henderson – comme toujours quand, à Genève, toutes les voies étaient sans issue et qu'on allait se casser le nez dans le noir – décida, le 16 octobre 1933, de mettre à nouveau tous les délégués en vacances !

« Gagner du temps, raconte Benoist-Méchin, prolonger la discussion, c'est tout ce qu'il peut faire. Pourtant, nul ne s'y trompe : si, à l'automne, la Conférence aboutit à une nouvelle impasse, cette fois-ci, ce ne sera plus une déception. Ce sera le fiasco final. » [5]

5.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 142.

Cette prédiction, ce n'était pas un Allemand qui l'émettait, mais un Français, le mieux informé et le plus lucide des historiens français.

Deux jours avant que les 250 délégués ne se retrouvassent une fois de plus à Genève – pour la toute dernière chance – Hitler tentait un ultime effort, le 14 octobre 1933. Dans un grand discours radiodiffusé, il lança à l'adresse des opposants à tout désarmement, un appel d'une réelle éloquence : « Nos deux grands peuples ont sacrifié, à de nombreuses reprises, sur les champs de bataille, le sang des meilleurs de leurs fils. Je parle au nom du peuple allemand entier lorsque j'assure que nous sommes remplis du désir sincère d'éteindre une inimitié dont les victimes accumulées ne gardent aucune proportion avec quelque gain possible.

« Nous voyons, nous, dans le soldat français notre ancien et glorieux adversaire. L'histoire de ces cent cinquante dernières années, avec ses alternatives variées, devrait avoir appris à nos deux peuples qu'il nous est impossible d'atteindre des modifications essentielles de quelque durée. Personne ne pourrait exiger que pour obtenir une rectification de frontière, d'une extension problématique et d'une valeur tout aussi problématique, on sacrifierait des millions de vies humaines au meilleur temps de leur existence. Ce serait un événement grandiose pour l'humanité entière si nos deux pays, la France et l'Allemagne, voulaient expulser à jamais la violence dans leurs relations communes. Le peuple allemand y est disposé. »

Il y était seul disposé.

Remettant avec application sur leur nez, leur masque diplomatique, pourtant déjà fort usagé, les deux cent cinquante délégués étaient revenus à Genève, bien décidés à ne pas céder.

Ce qui accroissait leur entêtement était la conviction que le régime de Hitler était devenu de plus en plus chancelant et parvenait déjà à son terme. La grande presse le leur annonçait chaque jour. N'importe quelle élucubration, du moment

qu'elle frappait Hitler, était dégustée par les foules avec délice. Les délégués genevois prenaient leur part à ce festin.

On racontait à tous, qu'à Berlin, depuis des semaines, on entendait les craquements du régime national-socialiste. Sa liquidation n'était plus qu'une affaire de quelques mois. Peut-être même moins.

Alors, pourquoi traiter avec un gouvernement qui serait désavoué d'un moment à l'autre ?

La délégation française sentait que le moment était particulièrement propice pour dégainer une arme nouvelle, laquelle malgré les objurgations de Monsieur Henderson, abattrait définitivement tout plan de désarmement.

Cette arme inattendue, qu'était-elle ?

XI

ENTERREMENT À LA SDN

Que pouvaient bien encore inventer, après cent traquenards, les tartuffes de Genève ? Les Français plus particulièrement ?

Même en Angleterre, l'opinion était écœurée par les innombrables manœuvres de mauvaise foi qui s'étaient accumulées dans les coulisses de la Conférence du Désarmement.

Dans une interview du grand journaliste anglais Ward Price, du 18 octobre 1932, on avait pu lire cette révélation étonnante : « Lorsque dans un cinéma londonien on projeta au cours des actualités une photo de Hitler, les spectateurs applaudirent. » [1]

Une fois de plus, les Français risquaient fort de se retrouver seuls. Comme ils étaient restés seuls en 1923 lorsqu'ils s'étaient acharnés à rentrer dans la Ruhr. Mais même si les Britanniques commençaient à s'énerver à Genève, et davantage encore à Londres, il était plus qu'évident que Paris ne lâcherait ni ses canons, ni ses chars. Le Français a l'esprit, l'imagination le rend pétillant. Au moment où l'on croyait que les derniers arguments contre le désarmement étaient épuisés, les délégués français lancèrent prestement et astucieusement dans la salle de l'Assemblée

1.– Joachim Fest : *Hitler*, tome II, page 69.

genevoise une nouvelle peau de banane, sur laquelle les délégués allemands devaient inévitablement déraper. Tout en faisant mine avec beaucoup d'amabilité d'accepter le principe d'une réduction d'armement, ils posèrent deux exigences dont l'une au moins – ils le savaient parfaitement – serait pour le Reich absolument inacceptable.

Le contrôle (et c'est là qu'était l'astuce) devrait être poursuivi pendant une certaine durée, constituant une « période d'épreuve.

Si ce contrôle ne donnait pas de résultats satisfaisants, on ne procéderait à la première étape du désarmement qu'une fois terminée la période d'épreuve. C'est ensuite, seulement qu'on « envisagerait » de nouveau la question de « l'égalité des droits ».[2]

La comédie, l'éternelle comédie genevoise recommençait, feutrée, distinguée, inlassable. L'actrice réapparaissait sur la scène chaque fois avec des mimiques différentes, mais toujours drapée dans les plis de la plus constante hypocrisie.

Quand on avait demandé aux délégués français souriants combien de temps durerait cette « période d'essai », ceux-ci avaient répondu tout crûment : « cinq ans, voire sept ans ! »

C'était aberrant.

Depuis longtemps, il n'y avait plus rien à contrôler en Allemagne puisque son désarmement avait été terminé et reconnu officiellement par la Commission alliée, Français en tête, en l'année 1927 !

Or, c'était cette Allemagne qui eut dû être de nouveau contrôlée pendant cinq ans ou sept ans de « période d'épreuve ! » Cela équivalait à recréer une seconde « Commission de contrôle alliée », alors que la première s'était auto dissoute, mission accomplie, sept ans plus tôt.

En revanche, chez les vainqueurs de 1918, il n'y aurait aucun contrôle à effectuer, puisqu'il était admis que pendant la période

2.– Texte complet de la thèse française dans Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, pages 143-144.

d'épreuve qui précéderait tout désarmement éventuel, ils conserveraient eux, entre-temps, automatiquement, la totalité de leurs armes !

Ce n'est qu'ensuite qu'on « envisagerait ! » Pour achever d'humilier les Allemands, traités à l'avance en suspects ou en fraudeurs, la France réclamait que soient établies des sanctions, qui ne pouvaient atteindre, elles non plus, que les Allemands, les seuls contrôlés ! Elles rappelaient les sanctions du traité de Versailles qui avaient valu au Reich, rien qu'en trois années, trois opérations françaises de représailles !

Dix ans après la Ruhr, la France prétendait ressusciter à Genève ces méthodes arbitraires de répression !

« Vous voulez donc revenir dix ans en arrière, rétorqua à ses collègues le délégué italien, le baron Aloïsi. Ces conceptions sont inapplicables et périmées, comment voulez-vous imposer aujourd'hui, à l'Allemagne, des méthodes qui ont déjà fait faillite ? »[3]

Dans un pays modéré comme la Belgique, tout aussi voisin de l'Allemagne que la France, le gouvernement ne jugeait pas moins lucidement la situation que les Anglais et les Italiens.

« Elle est, déclarait devant le Sénat belge, le comte de Broqueville, Premier ministre, la conséquence d'une grande illusion, celle que commirent les hommes qui rédigèrent le traité de Versailles sans tenir suffisamment compte des enseignements de l'Histoire... Il faut avoir le courage de regarder les réalités en face. Dans ce domaine, les rêveries ne conduisent à rien, si ce n'est aux catastrophes. De quoi s'agit-il ? Non pas simplement de savoir si on tolérera ou si on ne tolérera pas le réarmement de l'Allemagne, mais si on évitera une course aux armements qui conduira inévitablement à la guerre ? »[4]

Soumettre, pendant cinq années ou sept années de plus à un contrôle unilatéral les Allemands, et conserver, de l'autre côté,

3.– *Popolo d'Italia*, numéro du 15 septembre 1933, p. 130.
4.– Sénat belge, 6 mars 1934.

leur puissance militaire maximum à la France et à ses satellites, c'était reporter aux calendes grecques la mise en exécution de la « reconnaissance des droits » promise en 1919 à Versailles, puis acceptée de façon définitive depuis le 11 décembre 1932.

Revenir là-dessus, c'était renier pour l'énième fois un engagement d'État.

Dans ce cas, il ne resterait plus la moindre chance à l'Allemagne de voir rétablir l'équilibre européen pendant toutes les années qui suivraient.

Entre-temps, les dangers d'encerclement de l'Allemagne pourraient s'accroître encore, le gros million de soldats soviétiques – susceptible d'être doublé, ou triplé – pouvait être appelé à se joindre aux Français, pour tordre le cou au nouveau Reich.

Cette crainte n'était pas vaine. Déjà la France – chacun le savait dans les ambassades – cherchait à refaire équipe avec l'URSS, comme au temps des tsars d'avant la Première Guerre mondiale, afin de jeter les bases d'un pacte franco-soviétique qui, effectivement, moins de deux ans après, en 1935, serait conclu et signé.

Hitler, voyant que le sabotage allait perdurer indéfiniment et que plus aucune chance sérieuse ne subsistait de convertir l'Occident en une zone de paix, eut dû, normalement, claquer la porte.

Il fit néanmoins un dernier geste: il envoya à Genève sont collaborateur le plus dynamique et le plus vif d'esprit, le docteur Goebbels.

A peine celui-ci avait-il descendu l'escalier de son avion que la presse française le prit violemment pour cible. Elle le dépeignit comme « un petit homme noir et mal fait ! Son visage ascétique était féroce ! Il était entouré d'une douzaine de gardes du corps dans son automobile ! » [5]

5.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 172 et 173.

Remarquable automobile... Dans laquelle douze gardes du corps pouvaient se tasser, en plus du chauffeur et des secrétaires de ce petit homme si laid !

Goebbels poussa la courtoisie jusqu'à convier à une conférence de presse la meute des journalistes « dont une grande partie était juive. » [6]

Il invita même les plus acharnés des reporters français à venir en Allemagne : « Vous pourrez visiter un de ces camps de concentration dont vous dénoncez si éloquemment la brutalité, et vous verrez vous-mêmes. » [7]

Inutile de dire que jamais nul de ces vaillants guerriers de plume ne se risquerait à cette vérification facile, qui eut pu ne pas coïncider avec les bobards que leurs journaux, depuis des mois, s'acharnaient si généreusement à distribuer.

Le baron Aloïsi et son collègue, M. Souvitch, représentants de l'Italie qui était alors dans les meilleurs termes avec leurs anciens alliés français et anglais, tentèrent *in extremis* une solution de modération.

« Les deux délégués italiens, écrit l'historien français Benoist-Méchin, suggérèrent une formule transactionnelle : les puissances fortement armées réaliseront immédiatement la première étape du désarmement, inscrite dans le programme français. On instituera ensuite une Commission internationale, qui vérifiera le niveau des armements allemands en même temps que les résultats acquis dans les autres pays. Toutes les puissances étant ainsi soumises à certaines limitations, le contrôle perdra son caractère vexatoire qui le rend inacceptable à l'Allemagne. » [8]

Tout fut vain. Le siège était fait. La Conférence se refusa catégoriquement à ce que la note italienne fut soumise à examen, et moins encore à discussion.

Deux jours plus tard, le ministre allemand des Affaires étrangères, le baron von Neurath, tenta l'impossible, allant trouver

6 et 7.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 172 et 173.
8.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 145.

lui-même le ministre français Paul Boncour. La réponse de celui-ci siffla comme un coup de fouet: « Il est indispensable d'instituer un contrôle international automatique et permanent. Ce contrôle doit passer tout d'abord par une période d'essai. » [9]

On en revenait toujours aux mêmes échappatoires. Un contrôle unilatéral de cinq ou sept ans! Après seulement, on « envisageait » si on pouvait accorder « par étapes » une aumône ou l'autre aux Allemands, chapeau bas.

Dans ces conditions, à quoi bon négocier encore avec des gens décidés à ne pas négocier, résolus au contraire à maintenir l'Allemagne sous leur férule pendant des années, au bout desquelles on ne laissait apercevoir que des points d'interrogation, et surtout, de suspension!

Le ministre de l'intérieur du Reich, M. Frick, émit, en pesant chacun de ses mots, un ultime avertissement, le 16 septembre 1933: « Si l'on essaie de maintenir le peuple allemand dans le rôle de paria, et si l'on obstine à lui dénier l'égalité des droits, personne ne s'étonnera que l'Allemagne refuse de jouer plus longtemps ce jeu et se retire de toutes les conventions internationales! » [10]

Dix jours d'attente s'écoulèrent encore, pendant lesquels un simple geste de conciliation eut pu, peut-être, éviter la rupture devenue imminente. Mais nul, du côté français, ne desserra les dents.

Il ne restait plus à M. von Neurath qu'à communiquer, le 6 octobre 1933, au président Henderson, la décision de son gouvernement annonçant « ... que dans l'impossibilité d'atteindre un arrangement quelconque, l'Allemagne n'avait plus d'autre issue que d'assurer elle-même dans l'avenir la reconstruction de sa flotte armée, sans dépasser toutefois – ajouta M. von Neurath – les normes que les autres pays maintiendraient ou établiraient à leur profit. »

9.– Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée Allemande*, tome III, page 145.

10.– Congrès des Jeunesses hitlériennes, 16 septembre 1933.

« L'Allemagne, disait textuellement la note du ministre du Reich, rejette catégoriquement la "période d'essai"; elle accepte de transformer la Reichswehr en une armée formée de contingents recrutés à court terme, suivant le principe énoncé dans le plan Mac Donald. Elle réclame le droit de réarmer dès que la première étape du désarmement aura été réalisée par les autres puissances. Elle entend avoir toutes les armes que les autres pays seront autorisés à posséder, leur quantité seule pouvant faire l'objet d'une discussion. » [11]

La porte restait, malgré tout, encore légèrement entrebâillée car l'Allemagne ne demandait rien de plus que ce que l'on admettait chez les autres. Si tous, militairement, étaient mis sur le même pied, où était le danger?

Le bureau de la Conférence s'empressa de fermer la porte. Il signifia aux délégués allemands, le 12 octobre, que ses décisions seraient unilatéralement imposées, et maintenues intégralement. Il ajouta qu'elles étaient irrévocables; le gouvernement du Reich avait à répondre par oui ou par non.

Tous, à Genève, étaient sûrs que, acculé au mur, Hitler répondrait oui.

Ce fut non.

Le surlendemain, 14 octobre 1933, le bureau de la Conférence recevrait de Hitler un télégramme sans fioritures: « L'Allemagne se retire, à la fois, de la Conférence du Désarmement et de la Société des Nations. »

Le soir-même, Hitler s'adressait par radio à tout le peuple allemand: « On a dit que le peuple allemand et le gouvernement allemand ont demandé un surcroît d'armes, c'est absolument inexact. Ils ont seulement demandé l'égalité des droits. Si le monde décide de détruire les armes jusqu'à la dernière mitrailleuse, nous sommes prêts à accepter une telle convention. Si le monde décide que certaines armes sont à détruire, nous sommes prêts à y renoncer d'avance. Mais si le monde

11.– Note reproduite dans *L'Europe nouvelle*, 21 octobre 1933.

accorde à chaque peuple certaines armes, nous ne sommes pas disposés à nous laisser exclure de leur emploi, comme un peuple de second rang.

« Nous sommes prêts à prendre part à toutes les conférences, nous sommes prêts à souscrire à toutes les conventions, mais seulement à condition de jouir de droits égaux... Le peuple allemand n'a pas moins de fierté que moi. Ou bien nous disposerons de droits égaux, ou bien le monde ne nous verra plus à aucune Conférence. »

Fidèle à ses convictions, Hitler appela, le soir même, le peuple entier à se prononcer au suffrage universel : « Un plébiscite sera organisé pour que chaque citoyen allemand puisse dire si j'ai raison, ou s'il me désapprouve. »

« Voilà enfin un homme qui a le courage de faire quelque chose ! », s'écria le vieux maréchal von Hindenburg, auquel les années de négociations de Genève n'avaient jusqu'alors apporté que des amertumes.

De l'autre côté de la Manche, Lloyd George, le vétéran de la politique anglaise et l'un des grands responsables du Traité de Versailles, fut aussi ferme que le président du Reich dans sa réprobation : « L'Allemagne a le droit de son côté. Combien de temps l'Angleterre supporterait-elle pareille humiliation ? » [12]

Parmi les fauteurs genevois de l'ultimatum du 12 octobre 1933, le télégramme de Hitler était tombé comme une bombe.

« Sans doute, a rapporté Benoist-Méchin, l'Allemagne avait-elle déclaré à plusieurs reprises qu'elle quitterait la Conférence si on refusait de donner suite à ses revendications, mais personne n'avait pris cette menace au sérieux. Ils n'oseront jamais, se disaient les délégués. A présent, les plénipotentiaires, impuissants, s'abordent dans les couloirs et se demandent avec inquiétude de quoi sera fait l'avenir. » [13]

12.– Déclaration rapportée par W.L. Schierer, dans *Aufstieg und fall des Dritten Reiches* et par Joachim Fest dans *Hitler*, tome III, page 483.

13.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome II, page 147.

Le diplomate anglais Stimson avait traité d'abord le délégué allemand de « chien enragé ».[14]

Le président de la Conférence, Henderson, ne sachant plus à qui s'en prendre, s'en prenait au chef de son propre gouvernement : « Mc Donald ne veut pas travailler sans l'Allemagne à une Conférence du Désarmement ; dans ces conditions, mon gouvernement assume une lourde responsabilité, car rien ne sera fait. » [15]

« Nous avons perdu la partie », murmura laconiquement le ministre français Paul Boncour.[16]

Le plus consterné était le ministre Politis, le plus futé des diplomates de Genève, un Grec malin comme Ulysse. Lui, prononça presque une oraison funèbre : « Le désarmement est mort. Pour qu'il eût réussi, il aurait fallu qu'il y eût à la tête des grandes démocraties des gouvernements stables, préoccupés non de leurs difficultés intérieures, mais des exigences européennes et mondiales. Maintenant, Dieu sait où nous allons ! » [17]

Où allaient-ils ?

Ils allaient à une victoire hitlérienne éclatante ! Qu'ils avaient tout fait pour provoquer, en repoussant le Reich comme on l'eut fait d'une bête crevée.

Ils jetaient des millions d'Allemands, non ralliés encore à Hitler, dans les bras mêmes de cet adversaire qu'ils avaient cru, par un refus humiliant, discréditer et renverser.

Tous les Allemands, dans le jugement qu'ils portaient sur les événements de Genève, étaient unanimes. Les marxistes qui traquaient les SA un an plus tôt, couraient acclamer Hitler en ses meetings.

« Nous refusons, lançait Hitler à la foule, de participer à des conversations si l'on nous y traite comme des cireurs de bottes, comme des êtres inférieurs.

« Si le reste du monde se retranche dans des forteresses inexpugnables, construit d'immenses escadrilles aériennes, des tanks gigantesques, d'énormes pièces d'artillerie, il n'a pas le

14, 15, 16 et 17.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 174-175.

droit de parler d'une menace sous le prétexte que les nationaux-socialistes, sans arme aucune, défilent en colonnes par quatre, afin de donner à la communauté populaire allemande une forme visible. » [18]

Au Palais des Sports de Berlin, archi-comble, avec une foule énorme massée au dehors, Hitler s'écria :

« Nous voulons la paix, nous voulons l'entente, mais aussi notre honneur et notre droit !

« Je déclare préférer mourir plutôt que de signer un document qui, selon mes convictions les plus sacrées, ne serait pas admissible pour le peuple allemand. »

Même les plus rétifs des dignitaires des Eglises faisaient maintenant le carré autour du Führer. Le plus ombrageux d'entre eux, le pasteur Martin Niemöeller, toujours en tête de toutes les oppositions, télégraphiait à Hitler : « En cette heure décisive pour notre peuple et pour notre patrie, nous saluons notre Führer. Nous le remercions d'être l'action virile et la parole lumineuse, garante de l'honneur de l'Allemagne. Au nom de plus de deux mille cinq cents pasteurs évangéliques, nous lui prêtons serment de fidélité et l'assurons de nos prières constantes. » [19]

Les évêques évangéliques sortant d'une entrevue avec Hitler n'avaient pas été moins éloquents :

« Encore sous l'impression de la grande heure que les chefs de l'Église évangélique allemande viennent de passer avec M. le Chancelier du Reich, ils confirment d'un cœur unanime leur fidélité inconditionnelle envers le IIIe Reich et son Führer. » [20]

Sautant sur l'occasion offerte si fanatiquement par les comploteurs de Genève, Hitler avait aussitôt monté, avec son sens foudroyant de l'action, le plébiscite qui, saisissant un public frémissant, allait lui valoir des missions de ralliements nouveaux.

18.– Geneviève Fest, *op. cit.*, page 71.

19.– Ph. D. Fabry, *op. cit.*, page 123.

20.– Docteur Schacht : *Mémoires d'un magicien*, tome II, page 78.

« Pour la première fois, reconnut la fameuse et tapageuse journaliste parisienne Geneviève Tabouis, la plus furibonde des anti-hitlériens, Hitler révélait au monde son prodigieux don de psychologique en usant de la même tactique qu'il emploiera plus lard dans le domaine militaire. Par sa rapidité d'action, il plonge le camp ennemi dans le désarroi rendant ainsi ses ennemis incapables d'utiliser même les forces supérieures dont ils disposent. C'était la première grande victoire diplomatique allemande, depuis la guerre. » [21]

Bien plus qu'une victoire diplomatique, elle allait être la victoire d'une nation unanime. On avait tendu devant Hitler le pont sur lequel allaient passer, pour rejoindre ses rangs, les Allemands de toute tendance et de toute classe. Genève avait fait pour cela plus que mille meetings de Goebbels.

Personne au monde, c'est bien certain, n'eut jamais comme Hitler le génie de la captation. Dans l'émoi. Dans la grandeur des évocations, qui ne pouvaient qu'exalter l'imagination et prendre les cœurs. Hitler, à chaque instant de la dernière semaine, non seulement courut haranguer le peuple d'usine en usine, mais il surgissait partout. L'avion était devenu son moyen de locomotion courant. Il parlait à dix heures du matin à Dresde. L'après-midi il apparaissait à Hambourg. Le soir, il brassait les foules à Koeningsberg !

Le Reich entier vibrait d'émotions.

« Une vague d'immenses défilés, raconte Fest, de cérémonies, de protestations, d'appels aux masses déferla sur l'Allemagne. Des centaines de milliers d'affiches proclamaient : nous voulons que l'on reconnaisse notre honneur et nos droits ! Les invalides de guerre, descendus dans les rues, poussés dans leur fauteuil roulant, brandissaient des pancartes : « les morts d'Allemagne te demandent ta voix. »

Même le silence fut appelé à la rescousse. Hitler, wagnérien, hissait tout naturellement la foule dans le pathétique. Pour que

21.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 175.

la nation entière communiât dans la même émotion, il demanda, le dernier jour, au peuple entier de s'arrêter et de se taire pendant deux minutes, partout où il se trouvait, à l'atelier, dans la rue, dans les écoles, dans les trains mêmes, qui eux aussi s'arrêtèrent : 67 millions d'Allemands restèrent ainsi figés là où le mot d'ordre national les avait surpris. Les radios elles aussi avaient interrompu les émissions après avoir appelé le peuple au recueillement. Ensuite, toutes les cloches du Reich sonnèrent à l'unisson. Psychologiquement, l'effet fut indescriptible.

« Il fallait que je le fasse, s'exclama Hitler le dernier soir. Il était indispensable de frapper un grand coup, de faire un geste compréhensible par tous, un acte qui libère. Je devais arracher le peuple allemand aux mailles de ce solide filet, fait de dépendance, de phrases creuses et d'idées fausses, et nous rendre notre liberté d'action. Il ne s'agit plus ici, pour moi, de politique au jour le jour. Tant pis si les difficultés sont devenues plus grandes pour un moment. Ce qu'il fallait absolument, c'était un acte entraînent l'enthousiasme, qui montre aux volontés que ce sont les Temps nouveaux. Seuls les actes sont compris par le peuple et non pas les négociations stériles dont rien ne sortit jamais. »

Le 12 novembre 1933, l'Allemagne vota. Le vote était double : les Allemands auraient à élire un nouveau Reichstag ; ils auraient à signifier dans un second bulletin s'ils étaient d'accord avec Hitler, s'ils approuvaient sa politique sociale, s'ils en étaient satisfaits et surtout si, face à l'intolérance de l'étranger, ils faisaient bloc avec lui, de toute leur foi.

Ce fut pour Hitler un incroyable triomphe, cadeau royal des manipulateurs genevois ! Hitler, en moins d'un an, avait plus que doublé ses résultats : au lieu des 17 300 000 voix de mars 1933, il en obtenait 40 632 628, représentant 95 % des votes du peuple allemand.

Vote rigoureusement libre, acquis sous l'œil inquisiteur de cent envoyés spéciaux de la presse étrangère, qui cherchaient partout l'indice d'une pression quelconque ou d'un truquage local.

Il avait été parfaitement possible à qui que ce fut de voter contre Hitler. La preuve en est que près de 3 000 000 d'Allemands l'avaient fait : 40 632 628 oui pour 43 493 575 électeurs, cela voulait dire que 2 860 947 citoyens allemands n'avaient pas approuvé le Führer. Cinq pour cent des Allemands avaient marqué leur désaccord ; 50 %, ou plus, eussent pu en faire de même !

Cette possibilité d'opposition était si notable que la liste des députés nationaux-socialistes avaient sur les 43 millions de votants, recueilli 30 millions de voix, au lieu des 40 632 628 voix obtenues par Hitler personnellement.

Pas un seul homme politique en Europe, dans quelque pays que ce fût, n'eut été capable d'engranger une telle moisson. Quand il obtenait 52 ou 53 % des voix, il se rengorgeait comme un paon étalait ses plumes en éventail !

Démocratiquement, par l'expression sans entrave du suffrage universel, le caporal Hitler, tenu à l'œil dix mois plus tôt comme un suspect, était devenu le chef de gouvernement le plus puissant de l'Europe !

Même l'ex-chancelier von Papen, chargé par Hindenburg de surveiller le demi-prisonnier, glorifiait le « génie du Chancelier ».

Le témoin le plus intéressé avait été l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin. De son poste d'observation de l'ambassade de Berlin, le diplomate anglais avait tout suivi, et tout vu : la rébellion du peuple allemand, le déroulement absolument libre des élections, l'indiscutable triomphe de Hitler.

Réaliste, il n'ergota pas.

« Une chose est certaine, écrivit-il à son gouvernement, la position de Monsieur Hitler est inattaquable. Même dans les milieux qui n'approuvent nullement le national-socialisme, il a accru son prestige par ces élections. » [22]

Il donnait raison au vainqueur allemand : « Que le Führer ait perdu son calme dans cette affaire n'a rien d'étonnant. En effet,

22.– Joachim Fest, *op. cit.*, tome II, page 72.

nous cherchions à le placer dans la position d'un "guillotiné par persuasion". »[23]

Il n'y avait plus qu'à renvoyer la guillotine à Genève au magasin des accessoires inutiles.

La leçon avait été éclatante.

Mais, hors du Reich, l'avait-on comprise ?

23.– Joachim Fest, *op. cit.*, tome II, page 72.

XII

LA STRATÉGIE DE HITLER

En provoquant l'éclatante victoire du 12 décembre 1933, les augures si peu perspicaces de Genève n'avaient pas seulement installé définitivement Hitler à la tête de l'Allemagne, mais ils lui avaient rendu sa liberté en matière d'armement.

Ils avaient comblé son désir secret.

Il était évident que s'il voulait se lancer un jour à travers l'espace russe, ce n'est pas avec quelques vieux généraux à monocle et cent mille malheureux troupiers qu'il eût pu aller déloger Staline et la momie de Lénine de leur Kremlin.

En l'empêchant de se compromettre à Genève par un accord partiel et boiteux, on lui avait donné l'excuse parfaite pour mettre en route son propre réarmement, qui n'était, en aucune manière, destiné à un affrontement avec les États occidentaux, mais qui pourrait, à partir d'alors, lui permettre la grande opération guerrière grâce à laquelle, un jour, il entendait ouvrir à son peuple les routes et les terres de l'Orient.

Son acquiescement aux propositions minimalistes d'un Hoover ou d'un Mac Donald n'avait été qu'un témoignage – habile – de la volonté de paix qu'il désirait manifester aux Français, aux Anglais et autres pays occidentaux.

Il avait lui-même affirmé, dès le début, qu'il lui faudrait ne pas se heurter aux problèmes de politique étrangère pendant plusieurs années.

Une grande armée moderne ne s'improvise pas : non seulement la mise sur pied de dizaines de divisions et de leurs cadres de commandement, mais aussi l'énorme matériel de guerre indispensable.

Depuis 1919, la poignée de soldats encasernés dans le Reich n'avait pu utiliser en guise de chars d'assaut que des voitures et des charrettes, qu'on tapissait de carton ! Pas un avion non plus ! Pour en construire deux ou trois milliers, en former les équipages, les instruire, inventer une tactique moderne de combat, de longs délais de paix restaient nécessaires. Hitler avait donc tout intérêt à gagner du temps, à attendre.

Il se disait aussi que les « anciens et glorieux adversaires » finiraient par comprendre que le danger communiste les guettait tous, les Français aussi bien que les Allemands, et que Hitler, en se jetant dans les risques énormes d'une guerre contre l'URSS, les libérerait autant que ses compatriotes, au cas où il réussirait.

Et au cas où Hitler échouerait, ils pourraient froidement se frotter les mains en retrouvant une Allemagne particulièrement affaiblie et à leur merci.

La guerre de Hitler contre les Soviets pouvait donc être, pour Paris et pour Londres, du plus haut intérêt.

Hitler pouvait en sortir fortifié, son pays agrandi ?

De toute façon, au mieux que l'affaire tournât pour lui, ce n'est qu'après cinquante voire cent ans à consacrer à remettre en ordre ses espaces, à y créer des centres de peuplement, à en obtenir du rendement, que l'Allemagne de Hitler, et après Hitler, tiendrait en mains une force efficace. D'ici là, bien des choses auraient pu changer.

La France eut sans doute compris avec le temps qu'une collaboration étroite avec une Allemagne forte pouvait assurer, selon la formule moitié-moitié, aux deux grands pays réconciliés une prééminence décisive.

Cela ne serait pas du goût des Anglais ? Indiscutablement. Car empêcher l'Europe de devenir forte avait été pour eux une préoccupation cinq fois centenaires. Mais laisser les Soviets s'épandre comme de la poix était pour les Anglais, depuis 1918, une autre hantise.

Permettre à Hitler de constituer une barrière à l'Est et réduire la puissance de choc des Soviétiques était certainement moins pénible.

Pour les Britanniques, comme pour le monde entier, ce serait un demi-siècle plus tard une obligation ruineuse et périlleuse que de se barricader derrière ses missiles. Tout en courant le risque, à chaque instant, de recevoir une pluie d'engins nucléaires de l'URSS, qui pulvériserait les cités !

Face à cette perspective, l'opinion anglaise pouvait évoluer et les chefs de l'Empire britannique soupeser et évaluer. Les plus importants journaux anglais se montraient plutôt conciliateurs.

Le plus lucide des Britanniques, dont on attendait l'accession prochaine au trône, appréciait l'action de Hitler et affirmait hautement que sa plus grande ambition serait de réaliser un jour la réconciliation du peuple britannique et du peuple allemand.

Des anciens combattants anglais se rendaient chez Hitler et fraternisaient avec leurs camarades du Reich.

Les deux pays avaient la même origine, le même sang. Au lieu de s'entre-déchirer, ils arriveraient peut-être un jour, enfin, non seulement à se comprendre, mais à faire équipe, se répartissant des intérêts qui n'étaient pas obligatoirement opposés.

Ce rêve aurait pu devenir réalité, l'un prenant en mains la protection et l'organisation du continent européen, l'autre représentant le monde blanc sur tous les continents, et marquant de son empreinte à travers l'univers, cinq cents millions d'êtres vivants.

Longtemps l'opinion anglaise se montrerait assez favorable à une politique de compréhension. Ce n'est qu'une toute petite minorité de provocateurs à la Churchill qui, en 1939, retourneraient la vapeur et feraient exploser la machine.

Dégagé du poids mort de la Conférence d'un Désarmement que jamais la France n'eut accepté, et qui eut laissé pourrir interminablement le débat, Hitler, au soir du 12 novembre 1933, s'était retrouvé libre de ses actions, sur le plan militaire comme sur les autres, soutenu par la confiance de 95 % des électeurs de son pays.

Il pouvait désormais consacrer toute son attention à son plan politique essentiel.

Il n'était pas pressé. N'eusse été par calcul, il eut préféré dégager un espace de paix en Occident et y établir les bases d'une collaboration utile, avant de préparer sa marche définitive vers l'Est.

Il ne pourrait, il le savait, reconstituer une armée solide dans son pays que pas à pas, division par division, escadrille par escadrille, colonne de chars par colonne de chars.

Il avait redouté que l'on obligeât l'Allemagne à perdre son temps dans d'inutiles et meurtrières empoignades pour une colline de l'Oise ou pour un pâturage mosellan. L'intérêt de ses opposants étrangers eut dû tendre aussi à cet apaisement. Si, au lieu de brusquer Hitler, ils avaient eu un brin d'intelligence poétique, ils n'eussent pas perdu des années à provoquer de stupides et interminables chamailleries. Ils eussent fait à Hitler quelques concessions raisonnables, soigneusement calculées, le compromettant en lui lâchant quelques os jaunis. Au fond, Hitler eut même dû se réjouir de voir que les Français restaient intraitables ! Une fois survenue la rupture, il pourrait disposer, en vue d'opérations vers l'Est, non plus de cent mille soldats comme en 1933, mais d'un ou de plusieurs millions, si cela lui convenait !

Malgré cela, il ne manqua pas de jouer le jeu de la collaboration. On ne peut rien lui reprocher : il fut d'une patience exemplaire, recevant, à chaque instant, des rebuffades, mais renouvelant pendant un an et demi des propositions d'une modération étonnante chez cet homme au naturel plutôt emporté.

Sa politique d'apaisement avait d'ailleurs été très soigneusement étudiée.

Ou bien elle serait féconde, et dans ce cas, l'égalité des droits lui vaudrait l'apaisement à l'Ouest et – qui sait – une collaboration utile pour tous, cependant qu'il pourrait alors se préparer méthodiquement à un affrontement décisif avec les communistes à l'Est.

Ou les négociations ne seraient que bavardages sournois et dans ce cas il retrouverait toute liberté de mouvements.

Hitler prit toutes ses dispositions avec prudence. Tant qu'il en était au stade des pourparlers, il s'en était tenu à sa Reichswehr de Versailles, à peine accrue discrètement.

Ne voulant pas réarmer précipitamment, il avait veillé néanmoins à être prêt au cas où le désarmement de tous, en Occident, devait échouer.

Ces préparatifs avaient été d'ordre technique et d'ordre matériel. L'aviation, les chars, lui étant restés jusqu'alors interdits, il avait poussé ses savants et ses constructeurs à préparer les prototypes les plus modernes et les plus parfaits possibles. Lesquels lui permettraient de se rééquiper de façon aussi efficace que rapide dès l'instant que le constat de faillite à Genève aurait été dressé.

Il fallait, s'il voulait que brevets et inventions n'attendent pas sans fin dans des casiers l'heure de devenir des réalités, que le Reich disposât des matières premières qui étaient indispensables à tout redressement militaire. Elles manquaient alors presque totalement.

Là aussi, Hitler, en toute discrétion, avait mis presque immédiatement ses acheteurs à l'affût sur tous les marchés étrangers. Si on l'acculait au réarmement, il ne serait pas pris de court.

Il ne craindrait pas d'utiliser à ces achats techniquement indispensables la totalité – ou même davantage – du produit de ses exportations.

C'est ainsi que les excédents des importations de minerai de fer, qui n'étaient que de 3 431 400 tonnes en 1932, allaient progresser à 4 527 500 tonnes en 1934.

Idem pour les matières ferreuses : moins de 94 000 tonnes en 1932, plus de 161 200 en 1933 ; plus de 404 200 en 1934.

L'effort avait été encore plus acharné pour se procurer les métaux nécessaires à l'obtention des aciers durs. Le minerai de chrome excédent de plus de 47 500 en 1933 passerait à 76 400 l'année suivante. Le minerai de nickel – excédent de 34 500 tonnes en 1933, de 37 600 en 1934. Le nickel métallique, excédent de 2 000 tonnes en 1933, et de 4 110 tonnes en 1934, c'est-à-dire largement le double. Le tungstène, 3 650 tonnes en 1933, 4 300 tonnes d'excédent en 1934.

Pour le bauxite, minerai nécessaire à la fabrication de l'aluminium et base même de toute création d'une aviation nouvelle, toutes les statistiques avaient été pulvérisées : l'excédent des importations de bauxite, qui n'étaient que de 20 000 tonnes en 1932, était monté à 293 000 tonnes pour atteindre 320 000 tonnes en 1934. Multiplication par seize ![1]

L'énumération finirait par devenir lassante : la cellulose, matière première des explosifs, avait triplé : de 1 million de quintaux par mois en 1932, à 3 242 024 millions de quintaux pendant chacun des mois de l'été de 1933. Proportions similaires pour l'acide sulfurique, les pyrites, les goudrons de houilles.

Partout, aussi, Hitler avait fait remettre en activité les mines de fer abandonnées, entreprendre une exploitation intensive des puits de pétrole, entamer la production en grand de produits de remplacement, les fameux *ersatz*. A la fin de décembre 1933, IG Farben, qui allait parvenir à fabriquer de l'essence synthétique à la cadence de 350 000 tonnes par an, comptait 134 700 ouvriers au lieu de 112 600 peu de mois avant.[2]

On est surpris en découvrant cet autre aspect de l'activité de Hitler. Il accomplit ce travail fantastique en plus de tout le reste. On croyait que la lutte contre le chômage – qu'il avait réduit en

1.– Général Debeney : *Le réarmement allemand*, page 29.

2.– Léon Archimbaud : *Rapport sur le budget militaire*, page 155.

1933 de près de la moitié – avait dévoré la totalité de son temps. Inexact. Il était un monstre d'imagination, de calcul, de préparation, de réalisation.

« Je sais parfaitement ce que peut un homme, et où sont ses limites », disait-il.

Il n'allait pas plus loin, mais il allait très loin.

Dans un pays qui n'avait pour ainsi dire plus de possibilités financières en janvier 1933, il était parvenu à constituer, en un tournemain, des stocks de matières premières énormes, qui lui permettraient, si le désarmement échouait de faire face à tout et tout de suite.

A Genève, malgré, les années de déboires de ses prédécesseurs, Hitler était resté plutôt conciliant durant presque toute l'année de 1933, malgré les humiliations qu'il lui avait fallu encaisser.

Au fond, plus les autres traînaient avec leurs complots, plus ils lui accordaient de temps pour lui permettre de ramasser à travers le monde les matières premières qui, militairement, lui manquaient gravement. Si les négociations rataient, au moins il ne se trouverait pas techniquement coincé.

Elles échoueraient. Exactement comme les autres l'avaient toujours voulu. Et comme lui-même l'avait prévu. Mais, arrivé à l'échéance d'octobre 1934, Hitler, pendant que les bavards de Genève ne s'étaient rendus compte de rien, avait pu remplir ses dépôts.

Le défi pourrait alors lui être lancé, il le relèverait sans difficultés.

La stratégie de Hitler serait plus enveloppante. Renforcé par le plébiscite du 12 novembre voulant apporter un nouveau démenti à ceux qui le représentaient sans cesse comme un trouble-fête, Hitler allait s'employer à pousser à leur conclusion les négociations de paix qu'il avait entamées avec la Pologne depuis plusieurs mois. Et qui allaient être difficiles à accepter.

« Pour la première fois, depuis les derniers jours de la monarchie, la majorité des Allemands avaient désormais le sentiment de pouvoir s'identifier avec l'État, sans pitié, souci ou crainte » a écrit Fest.

En avril 1933, encore, Hitler avait déclaré à l'ambassadeur de France qu'il déclinait toute responsabilité allemande à la frontière orientale. Et voilà que le 26 janvier 1934, il lançait la nouvelle fracassante d'un accord du Reich avec ces maudits Polonais !

Il venait de conclure avec la Pologne un pacte de non agression pour dix ans. Les poteaux de la frontière, si contestés par les Allemands depuis 1919, resteraient plantés là où ils l'étaient, Dantzig, le Corridor, la Haute Silésie étaient reconnus comme des fiefs polonais, ou sous contrôle polonais.

Quatre jours plus tard, devant le Reichstag, Hitler vint exposer et commenter cette preuve convaincante de sa volonté d'entente, même avec ses adversaires les plus notoires.

« Les Allemands et les Polonais doivent accepter leur existence respective. » [3]

Les Allemands encaissèrent cette initiative apaisante sans trop rechigner.

Les plus impressionnés en Europe par cet accord imprévu furent les Anglais.

Pour la deuxième fois, leur ambassadeur à Berlin, Sir Eric Phipps, reprit sa plume. Il expédia un nouveau rapport à son gouvernement, aussi affirmatif que son commentaire du plébiscite : « Le Chancelier allemand a donné la preuve qu'il était un homme d'État, en sacrifiant à la logique de sa politique étrangère une partie de sa popularité. » [4]

Quelques semaines plus tard, plusieurs ministres britanniques arrivèrent à Berlin, tout en compliments. Eden, le dandy

3.– Joachim Fest, *op. cit.*, page 76.

4.– Documents du British Foreign Policy, 30 janvier 1934, page 157.

pour revues du cœur, adversaire déclaré du national-socialisme, trouva Hitler « maître de lui et amical ». Cet arbitre des élégances londoniennes daignait même déclarer que Hitler était « presque élégant », ce qui était exagéré, Hitler n'ayant aucune ambition vestimentaire, se contentant d'un pantalon soigneusement repassé, et d'un veston genre garde-champêtre, à deux rangées de boutons. Le tout impeccable, il est vrai.

L'historien Tombler, lui, reconnaissait « d'extraordinaires qualités de logique et de clarté ». Le méticuleux ministre Sir John Simon, expliquait que Hitler était « un interlocuteur remarquablement éloquent ».

Hitler l'avait été sans aucun doute, car son intérêt était de plaire aux Anglais et si possible de pouvoir compter sur leur semi-compréhension à l'heure de propositions nouvelles.

Ce fut immédiatement le cas. Comme il fallait considérer comme un fait acquis le maintien intégral des armements des autres pays, Hitler, libre de ses mouvements, offrit à tous de ne porter les siens qu'à un niveau modéré. La nouvelle armée qu'il se proposait de constituer ne dépasserait pas les 300 000 hommes, les armées étrangères conservant leur niveau acquis. Il était prêt à toute discussion concernant les armes offensives que les uns et les autres posséderaient.

Les Anglais – comme c'était prévisible depuis leur voyage à Berlin – considérèrent cette offre comme « parfaitement acceptable comme base des négociations ».

Pour eux, c'était sans risque, car ce qui leur importait était leur flotte. Or, Hitler n'y faisait même pas allusion.

Il avait, au surplus, dit confidentiellement au ministre Eden qu'il était tout disposé à maintenir son aviation dans un état d'infériorité par rapport à celle de l'étranger ; à la moitié de l'aviation française ; ou, au choix, au tiers de toutes les aviations occidentales réunies. Hitler laissait le choix.

Or, 300 000 hommes ce n'était même pas le tiers des troupes des Français et leurs satellites. Quand aux avions, ce serait moins de cinq cents contre quatorze cent.

En ce qui concernait les Soviets, en revanche, il n'était question de rien, Hitler les considérant comme des ennemis irréductibles.

Les Français qui, trois mois plus tôt, avaient radicalement refusé de reconnaître aux Allemands le droit d'avoir un soldat de plus, ou même un seul avion militaire sur le terrain du Reich, ne pouvaient pas connaître sans un vif déplaisir ce nouveau projet. Mais l'habileté manœuvrière de Hitler avait à l'avance altéré leurs positions en affaiblissant l'appui, jusqu'alors constant, que leur avaient accordé les Britanniques.

Du côté anglais, la possibilité d'un ralliement de la Grande-Bretagne au projet de désarmement partiel promis par Hitler se dessinait assez nettement.

« Le 29 janvier, écrit l'historien Benoist-Méchin, l'Angleterre adresse aux différentes puissances une note où elle réaffirme la liaison des questions de sécurité et de désarmement. Mais elle reconnaît qu'on peut accorder certaines armes à certains États tout en les interdisant à d'autres. » [5]

Pour ce qui était de l'armée de terre, l'Angleterre proposait tout simplement que l'on coupât la poire en deux : « Au point de vue des effectifs allemands, le gouvernement du Royaume-Uni serait favorable à un chiffre intermédiaire entre les deux cent mille hommes proposés par M. Mac Donald et les trois cent mille hommes demandés par Monsieur Hitler. » [6]

Londres conseillait à Paris de céder partiellement sur le problème des chars, et d'autoriser une aviation militaire allemande en établissant un délai de deux ans.

« L'Allemagne serait autorisée à avoir des chars d'assaut de moins de six tonnes. Pour l'aviation, le projet prévoit un délai de deux ans, pendant lequel on tentera d'abolir totalement l'aviation militaire. Si cette tentative échoue, le Reich aura dans deux ans le droit de construire lui aussi une flotte aérienne. » [7]

Le train anglo-allemand n'était pas encore mis en route mais à la gare de Wellington on était prêt à accrocher les premiers wagons.

5, 6 et 7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 149.

Les Anglais, visiblement, tenaient à se montrer conciliants.

Les Belges de même.

Mussolini, après avoir reçu le 26 février 1934 le ministre anglais Eden, et écouté le compte rendu de ses négociations à Berlin, déclara être d'accord avec « la formule préconisée par Hitler : création d'une armée allemande de 300 000 hommes, stabilisation des autres armées au niveau actuel ».

La France se trouvait devant le dilemme : se rallier à un acquiescement germano-anglais, ou guetter le train pour le faire dérailler.

XIII

LE CAS DE PARIS

La France allait se refuser à tout arrangement de la façon la plus brutale. Sans oublier toutefois d'utiliser les subtils distinguos de la souplesse diplomatique.

« La partie V du traité de Paix doit demeurer intangible et nous sommes décidés à la maintenir quoi qu'il advienne » puton lire dans la réponse envoyée à M. Eden par le ministre des Affaires étrangères français en date du 27 mars 1934.

Pas le moindre acquiescement à une négociation même à objectif partiel. « Si Hitler, ajoutait M. Barthou, n'est pas satisfait, la France lui ferait face, "quoi qu'il advienne" ».

Mais en mars 1934, la France parvenait à grand-peine à s'extraire d'un scandale politico-financier retentissant, l'affaire Stavisky.

Ce Stavisky était un émigré juif, arrivé, comme tant d'autres, de l'immensité slave où ses coreligionnaires s'entassaient dans des ghettos misérables, relais millénaires de leurs migrations. Emule de Julius Barmat, l'escroc (juif également) qui, avant Hitler, avait éclaboussé de ses corruptions nombre de personnages de la république de Weimar, Stavisky avait été compro-

mis en France dans une série de scandales où s'enchevêtraient le Parlement, la prostitution et la cocaïne. Très protégé en haut lieu, il s'était toujours sorti brillamment de ses multiples aventures. L'un de ses procès avait été remis vingt et une fois !

Il avait, comme son coreligionnaire Barmat, édifié sa puissance en compromettant par des substantiels pourboires de nombreux sénateurs et députés, ainsi que plusieurs ministres. Et même, disait-on, un des plus hauts magistrats de France, le procureur Pressard, grand amateur de beautés colorées et exotiques, et beau-frère de l'ex-président du Conseil Chautemps, un des plus importants dignitaires radicaux et francs-maçons du régime démocratique. Il disposait même, pour faciliter ses opérations, d'un sauf-conduit spécial de la Sûreté.

« La démocratie, c'est l'infection politique », écrivait en tête de L'Action française Léon Daudet, ancien député de Paris.

Stavisky s'était fait cueillir accidentellement, en pleine *garden party* dans une luxueuse villa à Chaville, pour une broutille de chèques sans provision de sept millions de francs (le traitement, à l'époque, d'un officier pendant trois cent cinquante ans).

Chaque jour, un ou deux politiciens de plus étaient découverts, compromis. La presse de droite les extrayait, dégoûtants de sanie, sentant la peste.

« Je suis bien inquiet de l'organisation d'un vrai parti fasciste dans le pays », soupirait le futur ministre belliciste Mandel – Rothchild de son véritable nom, Jéroboam de son prénom – qui n'avait vraiment aucune envie de se voir dépossédé de son omnipotence politique par de vulgaires Français, à plus forte raison de droite !

En 1934, des centaines de milliers de patriotes, en France, eussent voulu eux aussi donner à leur pays un pouvoir fort, dont la Constitution n'eut pas été le résultat de marchandages interminables et sordides, répartissant les portefeuilles selon les compromissions et les corruptions.

La France rêvait d'un vrai chef qui commanderait, qui permettrait aux gouvernements de durer, de donner leur plein rendement, d'assumer des responsabilités.

Mais ce chef n'existait pas. Il y avait, en France, une demi-douzaine de chefs d'escadrons, remuants, honnêtes, en général, mais qui n'avaient ni punch ni ténacité ni génie pour attirer et organiser les foules, ni imagination pour créer du grandiose.

Leurs fidèles avaient des cœurs droits, le désir de se donner, de rénover leur pays. Mais on trouvait parmi eux peu de fils de la classe ouvrière, c'est-à-dire peu de durs, qui eux, dans une révolution n'ont rien à perdre.

Ils appartenaient pour la plupart aux classes moyennes, à une bourgeoisie ou à une demi-bourgeoisie, fondamentalement paisibles, ne voyant souvent pas plus loin que leurs intérêts laborieusement acquis, les impôts qui les accablaient, les politiciens qui les pillaient.

En politique, pour gagner, il faut foncer, tout risquer, passer à travers les pièges et les barrages, ne jamais tolérer de recevoir un coup sans être décidé à le rendre avec surabondance.

Sans un chef à poigne, dont l'éloquence bouleverse les masses, de soir en soir, veillant avant tout à emporter l'adhésion de la classe ouvrière – socialement la plus menacée, et sans l'appui viscéral de laquelle on ne peut rien –, sans troupes formées à l'esprit d'assaut, solidement encadrées, très fermement commandées, le sursaut national le plus brillant ne peut qu'aboutir à une mer plate.

Seul un chef au caractère de fer, sur la brèche à chaque instant, qui convertit les auditoires en brasiers, peut entreprendre la conquête du peuple. Seuls le charisme et la puissance de commandement font du troupeau flottant des hommes une irrésistible unité.

Seul le chef qui possède du génie peut s'emparer d'une nation. La France avait une demi-douzaine de pseudo-Hitler, elle n'en avait pas un authentique.

Mal dirigés, mais à bout de patience et d'écœurement, les foules français descendirent bravement dans la rue à Paris, le 6 février 1934.

Aussitôt, le gouvernement fut pris de panique. Lorsque la vague de manifestants déferla vers la Chambre des Députés, il fit tirer sur eux, fauchant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

Le fleuve humain dévala malgré la fusillade jusqu'au pont de la Seine, à deux pas de Chambre, où tremblaient députés et ministres. Alors, tout était possible. Un vrai chef à la tête de ces cent mille ou deux cent mille Français exaspérés, eut en une heure tout submergé et jeté les cinq cents inutiles corrompus à la Seine.

« S'ils l'avaient voulu, écrivit, encore suffoqué, un des parlementaires encerclés, ils seraient entrés aisément dans la Chambre. Mais ils ne l'ont pas fait. Il n'y avait donc pas évidemment de complot préparé, car si les manifestants en avaient eu l'intention, tous les députés et le gouvernement auraient pu être cernés, fusillés ou noyés, ainsi que nous tous à la Chambre des Députés, en moins d'une heure de temps. Tous étaient persuadés que les manifestants allaient pénétrer dans la Chambre d'une minute à l'autre. » [2]

La peur fut telle que, pour faire croire aux assaillants que les députés avaient déguerpi et qu'un assaut était devenu sans objet, le Président fit plonger le palais dans le noir. Les huissiers éteignirent jusqu'aux derniers lampions. Transis de frousse, tout ce beau monde, ministres en tête, s'enfuit, tâtonnant dans l'obscurité, par une porte de l'arrière du bâtiment, inconnue de la foule et donnant rue de l'université.

La presse de gauche elle-même dut le reconnaître, honteuse et confuse : « Il s'agissait de donner l'impression aux émeutiers, écrit le reporter de *L'Œuvre*, qu'il n'y avait plus personne au Palais-Bourbon, et que par conséquent leur manifestation était

1.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 183.

sans objet. On éteignit donc toutes les lumières. Ce fut par le derrière de la Chambre, par la rue de l'Université, dans la nuit noire, qu'on fit partir les ministres et différentes personnalités. » [2]

Les ministres s'éclipsèrent dans l'obscurité.

N'importe quel député ayant quelque dignité eut fait face, se fut fait tuer. Parmi trente ministres et cinq cents députés, pas un seul ne se risqua même à se faire pocher l'œil.

C'était normal. On ne meurt que pour ce auquel quoi on croit.

Et ces fuyards ne croyaient en rien.

Cette nuit-là, le pouvoir fut pendant des heures, à Paris, à la portée de n'importe quel homme décidé. Le Premier Ministre Daladier avait démissionné. Au palais de l'Élysée, le président de la République, Albert Lebrun, était effondré, les bras ballants, sans réaction, dans un fauteuil. N'importe qui entrait, l'interpellait. La larme à l'œil – il l'avait très souvent –, il fût parti dormir à l'hôtel si on avait annoncé un taxi à l'entrée. La République était à vendre ou à louer, on eut même pu, cette nuit-là, la prendre pour rien !

Des manifestants pensèrent aussitôt au plus fameux personnage de l'opposition, l'ex-préfet de police de Paris, M. Chiappe, déboulonné de son poste par Daladier quelques jours plus tôt. Il était le grand espoir de la droite française. A dix heures du soir, on courut donc à son appartement, pour qu'il vînt s'installer à l'Élysée, dans le bureau laissé en jachère. Chiappe venait de prendre son bain. Il était en peignoir. Il se préparait à dormir. Il fut impossible de le décider à remettre son pantalon et enfiler ses chaussures.

Quand il se réveilla, le lendemain, l'affaire était perdue. Chiappe lui-même, un jour d'août 1940, devant un apéritif au Fouquet's, m'a raconté cette aventure lamentable.

Le lendemain, la ville de Paris sentait le désastre, ses vitrines brisées, ses autobus carbonisés et ses hôpitaux encombrés de blessés.

2.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 183 et 184.

Plus aucun cheval de retour n'était utilisable dans le Parlement discrédité. On rappela à Lebrun l'existence, dans sa retraite d'une bourgade du sud de la France, d'un très ancien Président de la République nommé Gaston Doumergue, qu'entre voisins de mas on appelait Gastounet.

Gastounet était un retraité à moustaches poivre et sel, au chef assez déplumé, croisant ses mains sur son ventre, comme un chanoine en train d'écouter son évêque.

Il avait été magistrat en Indochine et en Algérie, à la fin du siècle précédent, quinze ans avant la Première Guerre mondiale. C'est dire qu'indiscutablement, il pouvait considérer la vie en prenant du recul !

Dans son logis de vieux colonial, entre des buissons de flèches d'Anamites, et des décorations encadrées comme des diplômes de sages-femmes ou de cuisiniers, il avait des siestes heureuses. De temps en temps, dans son jardinet, il cueillait une grappe de raisin, ou se penchait avec application sur ses salades. Il était d'un naturel complaisant, ne cassant rien.

Mais précisément à Paris, on venait de tout casser, et il fallait réparer la vaisselle démocratique !

On pensa à lui. Deux jours plus tard, il était installé par Lebrun comme Président du Conseil !

Pour impressionner le public encore catastrophé, Gastounet avait rassemblé dans son équipe gouvernementale cinq anciens Premiers ministres. Ça faisait sérieux. Ça ferait national.

« Il ne faut pas que j'oublie que je suis très vieux », répétait-il. Mais il l'oubliait. Le vieil homme était légèrement en retard sur son temps. Pour lui, qui avait déjà sept ans lors de la guerre de 1870 et avait eu alors pour contemporains Badinguet et Gambetta, l'Allemagne était l'ennemie héréditaire, vomie, abhorrée, tout juste bonne à écraser.

Il était resté ferme dans ses convictions, il s'en tiendrait farouchement à cette marotte.

« Nous allons résister à Hitler », décréta-t-il, dès son arrivée à Paris.

C'était sa préoccupation première. En fait, presque exclusive.

Qu'avait bien pu lui faire Hitler ? Avait-il, à Nîmes, jeté des cailloux sur ses chats ?... Il était un Prussien ! Ça suffisait !

Au moment le plus périlleux de l'histoire de la France du XXe siècle, c'est un vieillard du siècle antérieur, bourré de vieilles rancunes qui s'installait à la tête de ce pays, têtu comme le sont les vieillards, et que nul ne ferait changer.

L'année même, on le renverrait dans sa maisonnette lointaine du Gard, contempler à nouveau ses choux et ses flèches. Mais, entre temps, il aurait amené la France dans un cul de sac, dont elle ne sortirait plus avant la catastrophe de mai 1940.

Les Anglais avaient immédiatement insisté près du Président Doumergue pour qu'on reprît des négociations avec Hitler, « l'épouvantail prussien ».

Depuis le 29 janvier 1934, un mémorandum britannique tendant à la reprise des pourparlers était resté sans réponse française.

Le mois même qui suivit l'intronisation de Doumergue du 28 mars 1934, le gouvernement de Londres avait insisté : quelle serait la nature exacte des « garanties d'exécution susceptibles de donner satisfaction au gouvernement français ? » La Grande-Bretagne ajoutait dans sa note officielle : « Un accord rapide reposant sur une collaboration étroite est grandement désiré. »

L'impatience britannique perçait, après deux mois d'attente.

Cette fois – on était le 6 avril 1934 – le gouvernement Doumergue se décida à accoucher d'une note, floue toutefois comme un brouillard, rédigée dans un langage sibyllin.

« Il ne peut pas répondre qu'il accepte. » La proposition est « trop générale pour n'être pas équivoque ». « Elle ne tiendrait pas compte de trop de questions de l'ordre technique et de l'ordre juridique et qui sont encore en suspens et qu'il ne suffit pas de poser pour les tenir résolues. »

La langue française est appréciée pour sa clarté : ce n'était guère le cas !

Peu après, le gouvernement anglais insista de nouveau. Paris continua à répondre évasivement à Sir John Simon, le ministre

britannique des Affaires étrangères : « Le gouvernement français se propose de fournir à très brefs délais des éclaircissements. »

La nuit française se maintenait au noir fixe.

Le 16 avril 1934, le gouvernement de sa Majesté recevrait tout de même un mémorandum. Mais il n'était pas signé par M. Doumergue.

Par qui, alors ?

Par M. Adolf Hitler !

Le chancelier allemand, au lieu de se camoufler comme les ministres français dans du brouillard, s'appliquait à mettre noir sur blanc, officiellement, les concessions qu'il avait faites verbalement au ministre anglais Eden, lors de son passage au mois de janvier à Berlin. Il renouvelait, par écrit, son offre au sujet de la force aérienne du Reich, qui ne dépasserait pas 50 % des forces aériennes françaises, métropolitaines et coloniales, ou 33 % des puissances limitrophes de l'Allemagne, selon leur convenance.

Le mot « limitrophe » était annoté : or l'URSS n'avait pas de frontières communes avec le Reich.

Quand aux terribles SA et SS, qui épouvantaient tant les Français moyens, remplis de frayeur, dans leurs fauteuils au cinéma, à la seule vue de drapeaux à croix gammée, le document d'Hitler était on ne peut plus précis : il limiterait strictement ses formations à un rôle exclusivement politique. Militairement, ils ne pourraient exercer aucune action.

« Le gouvernement du Reich, pouvait-on lire dans le communiqué du chancelier, est décidé à édicter des mesures établissant le caractère non militaire des SA et des SS et à faire surveiller leur application par une commission de contrôle.

« Ces mesures sont les suivantes :

« 1 – Les SA ne posséderont pas d'armes.

« 2 – Elles ne seront pas instruites dans le maniement des armes.

« 3 – Elles ne seront ni réunies ni instruites dans des camps militaires.

« 4 – Elles ne seront instruites ni directement, ni indirectement, par des officiers de l'armée régulière. »

Quand aux forces aériennes, Hitler renouvelait mot à mot les propositions faites à Berlin, à M. Eden :

« La force de cette flotte aérienne ne dépassera pas 50 % des forces aériennes françaises, métropolitaines et coloniales, ou 33 % du total des flottes aériennes des puissances limitrophes de l'Allemagne, en choisissant celui des deux chiffres qui sera le moins élevé. »

Hitler poussait ses concessions jusque bien au-delà de ce que les ex-ennemis de l'Allemagne eussent pu encore demander après leur échec à Genève :

« Le Gouvernement allemand, disait en conclusion le mémorandum de Hitler, consent volontiers à ce que le désarmement des autres Puissances ne commence qu'après l'expiration des cinq premières années de la Convention. Le Gouvernement du Reich accepte toutes les autres stipulations du mémorandum britannique, y compris l'instauration du contrôle. » [3]

Cette triple offre d'Hitler était d'autant plus méritoire qu'il se sentait lui-même menacé par l'opposition de certains de ses chefs de la SA. Il devrait les mater durement, à peine deux mois plus tard, au cours de la nuit historique des « longs couteaux », le 30 juin 1934.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, Sir Eric Phipps, avait été très agréablement surpris par l'ampleur de ces propositions. En transmettant le mémorandum à son gouvernement, il avait ajouté ce post-scriptum : « La suggestion émise spontanément par M. Hitler lui-même de soumettre ses organismes (la SA et la SS) à des contrôles automatiques et périodiques, auxquels il consent, semble incontestablement utile ».

3.– On peut vérifier l'exactitude de ces trois citations dans Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, pages 154 et 155.

Le contrôle était accepté ! Un délai de cinq ans était accepté ! « Volontiers », ajoutait Hitler. Maintenant que la perche était tendue, Paris allait-il la saisir ? Où allait-il la casser en mille miettes ?

Il la casserait en mille miettes. Et en cent mille miettes !

L'affaire ne traîna pas. Le lendemain même, 17 avril 1934, la réponse était signifiée. Ce n'était pas même un oui, ou un non, c'était un refus formel de poursuivre tous pourparlers, de « quelqu'ordre que ce fût ».[4]

Ainsi, Paris avertissait les Anglais, avec une netteté cinglante, qu'il s'opposait à l'avance à toute discussion !

L'homme politique français chevronné qu'était M. Jean Viénot en demeura pantois. « La volonté de rupture est évidente. C'est, ajouta-t-il, une fin de non-recevoir et un coup de trique... La France a choisi la paix armée. »[5]

A Londres, ce fut la consternation. On s'attendait à des réticences, comme toujours, mais pas à une rebuffade si radicale et délibérément définitive.

« C'est un non d'une portée historique fatale », soupira lord Lothian, une des personnalités les plus en vue de l'Empire britannique.

Quant à Mussolini, encore ami des Alliés à cette époque, en prenant connaissance du non français, il ne put que prédire la catastrophe : « A la fin, sa Majesté le Canon parlera ».

La réaction française était presque incroyable, tellement elle était maladroite.

« C'est donner bien facilement l'impression, constata Benoist-Méchin, qu'on ne veut pas, qu'on n'a jamais voulu, d'un accord général. »[6]

Il faudrait longtemps avant qu'on ne voie clair dans cette foucade.

4.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 155.
5.– Jean Viénot : *Limitera-t-on les Armements*, page 1.
6.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 156.

En réalité, le Ministre français des Affaires étrangères, M. Barthou, n'avait pas voulu couper les ponts si brusquement, avec une telle brutalité presque provocatrice.

Lorsque lui avait été communiqué le texte de la note allemande, il avait eu une réaction de bon sens : « Ne serait-il pas plus intelligent d'attendre l'Allemagne à un acte important, plutôt que de la heurter sur une question de régime ? Est-ce qu'un refus aujourd'hui ne facilitera pas le jeu de Hitler, qui se tournera vers son peuple et lui dira : « Vous voyez, nous voulons bien négocier. Mais la France ne le veut pas. Nous sommes de bonne foi, nous restons dans le droit. Et la France se place dans l'arbitraire. »[7]

Le ministre français Barthou était si fermement disposé à répondre positivement à l'Angleterre, et par ricochet à l'Allemagne, que le matin même, il signifia cette décision au Secrétaire général des Affaires étrangères, Alexis Léger (plus connu dans le domaine de la littérature sous son pseudonyme de Saint John Perse), en présence de la journaliste de l'Œuvre, Geneviève Tabouis : « Ma décision est prise, et décidément, c'est une note conciliante que nous devons rédiger. »[8]

Le projet de la note à soumettre au Conseil des ministres fut rédigé sur l'heure, par Monsieur Barthou lui-même et par Monsieur Alexis Léger.

Or, le lendemain, Barthou allait notifier aux Anglais exactement le contraire. Comment expliquer cette volte-face ?

« L'attitude de Monsieur Barthou est si déraisonnable, écrira l'historien Benoist-Méchin, que l'on cherche à lui trouver des circonstances atténuantes. Monsieur Viénot pour sa part prétend que la note du 17 avril lui aurait été imposée par Monsieur Doumergue. »[9]

Ce Monsieur Viénot avait le nez fin. Barthou révélerait par la suite, dans l'intimité, ce qui c'était passé.

7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 156.
8.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 193.
9.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 193.

Le président Doumergue avait, à l'insu de son ministre des Affaires étrangères, mijoté personnellement un texte de rupture. Barthou, très marri, en fit la confidence à son Secrétaire général, Alexis Léger, après la réunion du Conseil : « Je me suis trouvé au Conseil des ministres presque seul pour défendre notre projet de note : le Comité a rédigé une note de refus catégorique qui a été adoptée à l'unanimité. Aujourd'hui, c'est la page la plus tragique de ma vie. J'ai à faire abstraction de mes convictions... bref, j'ai dû laisser substituer leur projet de rédaction au mien. Désormais, nous aurons besoin de pratiquer une politique de grand courage. » [10]

Ce « grand courage » lui avait fait fameusement défaut, dès ce premier jour !

En une soirée, il avait retourné brusquement sa veste, parce qu'il ne voulait pas déplaire à son président, le petit vieux revanchard de province qui, pensant toujours hargneusement aux Allemands de 1870, avait décidé d'envoyer les Allemands se promener.

Au Chargé d'affaires du Royaume-Uni, Monsieur Campbell, accouru dire à Barthou, en termes irrités, sa stupeur, celui-ci avait répondu, très gêné : « Je sais fort bien que cette note causera une profonde déception au Cabinet britannique. Mais quand un gouvernement compte parmi ses membres six présidents du Conseil, dont cinq anciens ministres des Affaires étrangères... » Sa voix en était restée à ce point de suspension.

« N'ayant plus personne à trahir, Louis Barthou trahit son émotion », s'esclaffa, sarcastique, un de ses collègues à la Chambre des Députés. Un autre ajouta, plus perspicace, « Je connais bien Barthou. Pour qu'il insiste tellement sur la paternité complète de la note, c'est qu'il n'y est pour rien ! »

Se dégager ainsi du tout au tout n'avait pas été spécialement pour le ministre.

10.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 193 et 194.

Mais combien n'en avaient pas fait autant que lui parmi ces politiciens aux contorsions interchangeables, qui ricanaient dans son dos au Parlement ?

Malgré tout, l'affaire ne pouvait pas aisément être considérée comme conclue. L'aversion que Doumergue ressentait depuis plus de deux tiers de siècle pour tout ce qui était « prussien » ne pouvait tout de même pas, à elle seule, avoir provoqué un tel bouleversement.

Il y avait certainement quelque chose d'autre que l'on cachait.

Ce que l'on cachait, c'est que, depuis plusieurs mois, le gouvernement français – que d'autres erreurs similaires d'information et de jugements auraient dû mettre en garde ! – était convaincu, plus que jamais, de la chute prochaine de Hitler.

Cela étant, pourquoi eût-il discuté avec un homme qui d'un jour à l'autre allait être remercié ?

Déjà, à Genève, la Conférence du Désarmement était tombée dans un panneau identique.

Depuis lors, pourtant, il y avait eu les 40 millions de voix obtenues par Hitler à son plébiscite ! Celles-ci eussent dû impressionner un peu plus Monsieur Doumergue que certains rapports douteux de Berlin qui l'informaient du travail de sape auquel se livraient les opposants de Hitler, les uns rongés par les échecs antérieurs, les autres voulant s'emparer de l'avenir.

L'ambassadeur de France, M. François-Poncet, était informé de ces préparatifs. Il avait rencontré à plusieurs reprises les principaux conjurés, avait même dîné avec eux, en tête-à-tête confidentiel, dans les salons privés du restaurant Horcher. Il les avait aussi rencontrés discrètement dans des villas amies, ou dans certaines résidences diplomatiques couvertes par le secret.

Le plus important de ces comploteurs, ami personnel de l'ambassadeur, était l'ancien Chancelier, le général Schleicher, qui, n'ayant pu renverser Hitler quelques heures avant son accès au pouvoir, se morfondait en remâchant sa revanche.

Pourtant, en 1933, Hitler l'avait ménagé. Il lui avait même permis de prolonger pendant des mois – alors qu'il n'était plus rien en politique – l'occupation de l'immeuble réservé aux ministres de la Défense nationale. Ce n'est qu'au printemps de 1934, c'est-à-dire avec plus d'un an de retard, que Schleicher s'était installé sur les rives du Havel, dans sa nouvelle résidence de Babesberg. Lorsque, avant cet aménagement, il vivait toujours dans les appartements officiels, Schleicher déjà, avait abondé en observations méprisantes sur Hitler.

« Au cours de l'hiver de 1933-1934, a raconté l'ex-Secrétaire d'État von Rheinbaben, nous reçûmes, ma femme et moi, des appels nocturnes d'un informateur qui ne voulait pas dire son nom, et nous conjura passionnément d'avertir Schleicher : le temps urgeait. » [11]

Von Rheinbaben avait couru supplier le général de tempérer ses propos.

Celui-ci les aggrava de semaine en semaine, prédisant pour bientôt la chute du national-socialisme : « le président du Reich aura à faire appel à moi très prochainement, affirmait-il, le crâne luisant, car Adolf Hitler a échoué totalement. »

Une semaine plus tard, après une réception à l'ambassade de Roumanie, Schleicher et l'ambassadeur français, François-Poncet, s'étaient retrouvés une nouvelle fois dans un restaurant. François-Poncet aurait voulu garder à la conversation un caractère tout à fait confidentiel. Elle le fut si peu que le diplomate en fut effrayé et demanda à l'épouse de M. von Rheinbaden, qui fréquemment se promenait à cheval avec Schleicher, de l'informer du danger que ses manifestations d'anti-hitlérisme lui faisaient courir.

Rien n'y fit. En plein Cercle militaire de Berlin, quelques jours plus tard, le général s'était lancé dans une nouvelle et violente philippique contre la politique extérieure du Chancelier.

11.– Rheinbaben, *Der Kaiser*, page 233.

Madame Schleicher, dans les milieux féminins, se répandait en critiques aussi vives, mais cette fois contre l'entourage du président Hindenburg qui avait abandonné son mari.

Cherchant à tout prix des alliés ou des complices, Schleicher entreprit d'attirer de nouveau l'ex-chef nazi Gregor Strasser, intrigant notoire que Hitler, à la fin de 1932, avait exclu de toutes ses fonctions, précisément parce qu'alors il avait imaginé de trahir, afin de devenir vice-chancelier dans un gouvernement Schleicher.

Le plan avait échoué. Strasser depuis lors n'était plus rien.

Néanmoins, Schleicher, aveuglé par ses ressentiments et par ses ambitions, sentant la pauvreté de ses appuis, avait décidé de repêcher Gregor Strasser, dans le gouvernement qu'il comptait constituer sur les ruines de l'État de Hitler.

Le général s'était mis en tête de débaucher aussi Röhm, le chef des SA. Le plan élaboré par Schleicher et Strasser allait loin. Benoist-Méchin en a donné les grandes lignes : « Hitler sera assassiné, Schleicher deviendra Chancelier à sa place. Gregor Strasser deviendra ministre de l'Économie nationale. Quant à Röhm, il deviendra ministre de la Reichswehr, “car il convient que les formations nationales et l'armée soient entre les mêmes mains”. » [12]

Ce général Schleicher qui offrait à Röhm le commandement de la Reichswehr était le même qui, quinze mois plus tôt, était décidé à fourrer au trou le même Röhm, et à faire balayer les formations de ses SA par la Reichswehr !

L'ambassadeur de France était mêlé de près à ces préparatifs. Son attaché militaire à Berlin, le général Renondot, avait communiqué à Paris cette prédiction encourageante : « Je suis intimement convaincu qu'un conflit sanglant est inévitable. »

Le principal journal officieux du gouvernement Doumergue, *Le Temps*, s'était montré extrêmement réceptif à ces racontars : « Il est bien possible, avait-il écrit, que Hitler échoue

12.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 189.

très rapidement et que sa réputation de faiseur de miracles s'évanouisse. »

Avant d'établir son plan et sa liste définitive, le général Schleicher avait retrouvé François-Poncet chez un banquier opulent. Le rapport de Schleicher avait été sans détours : « La chute de Hitler est imminente. Les jours du gouvernement sont comptés. Toute cette bande de crapules sera bientôt balayée. »

Le compte rendu de cette rencontre Schleicher/François-Poncet fit, paraît-il, à Paris, l'effet d'un électrochoc sur le président Doumergue, le mangeur de Prussiens de la guerre de 1870.

C'est cette conversation, révéla *L'United Press*, dans une dépêche du 7 juillet 1934, rapportée à Monsieur Barthou, qui aurait incité le ministre des Affaires étrangères à dire au représentant d'une puissance amie (le diplomate anglais lord Tyrrell) que : « la France n'était pas disposée à faire des concessions dans la question des armements, car les jours du régime hitlérien étaient comptés. » [13]

C'était presque mot pour mot les termes employés par Schleicher au cours de sa dernière entrevue avec François-Poncet.

On ne peut plus douter aujourd'hui de ces menées Schleicher/ambassadeur de France.

Même si les archives françaises, toujours interdites, n'ont encore rien pu révéler – et sans doute les expurgera-t-on à temps, à la manière des documents diplomatiques de 1914 ! – Churchill, lui ne s'est pas gêné. Il a confirmé dans ses mémoires les propos tenus par Barthou à l'ambassadeur britannique à Paris.

Prudent comme toujours, l'historien Benoist-Méchin s'est borné à poser la question : « Ce renseignement transmis au Quai d'Orsay aurait-il incité Monsieur Barthou à rompre les pourparlers sous n'importe quel prétexte, simplement pour

13.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 189.

gagner du temps, quitte à les reprendre plus lard lorsque Hitler aurait disparu ? » [14]

En 1974, l'historien Jean-Baptiste Duroselle, professeur à la Sorbonne, n'a pas craint, ayant en mains de nouveaux éléments historiques, de répondre à la question de M. Benoist-Méchin par une affirmation sans fard : « Le président du Conseil (Doumergue) et Tardieu étaient hostiles à la signature d'un accord. Ils croyaient que le régime hitlérien était sur le point de s'écrouler, et qu'il serait plus facile de négocier avec les successeurs de Hitler. » [15]

Quelques vantardises d'Allemands aigris avaient suffi pour la France s'embarquât dans une politique de bataille, lourde de risques et de dangers.

On jouait la France sur un complot boiteux monté par des étrangers extravagants. Ces confidents de l'ambassadeur François-Poncet étaient des aigris volubiles, pas sérieux, politiquement insignifiants, sans autorité sur le public.

Un seul d'entre eux était dangereux. Il était le moins recommandable de la bande, travaillé par des vices contre nature. Mais il tenait sous ses ordres les trois millions de SA du Reich. Celui-là, s'il trahissait, pourrait faire des dégâts.

C'était le dernier complice choisi par le général Schleicher. Une grosse balafre lui rayait le visage. Il serait bientôt le personnage numéro un de la tragédie des Longs-Couteaux.

C'était Röhm.

14.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 156.
15.– J.-B. Duroselle : *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, page 166.

XIV

REICHSWEHR OU SA ?

Le 17 avril 1934, le gouvernement français, sur la foi des imprudents messages de son ambassadeur à Berlin, avait rompu sans crainte d'indisposer les Anglais, toutes les négociations sur le désarmement.

Il était fort des dizaines de milliards de francs que, depuis des années, il consacrait à son armement national, à sa ligne Maginot surtout, son jouet guerrier préféré.

Le chef de l'état-major français, très sûr de lui, avait affirmé, olympien. « Nous verrons combien de temps il faut à l'Allemagne pour rattraper les vingt milliards que nous avons mis dans nos armements. » [1]

Le Prussien, on en pouvait être sûr, n'aurait le temps de rien rattraper du tout !

Le président Doumergue, lui, était absolument convaincu que Hitler était sur le point d'être renversé, voire, lui disait-on, assassiné.

L'armée allemande de 1934 était un état d'infériorité absolue, en hommes et en matériel. Ces Allemands, on les aurait.

1.– J.-B. Duroselle, *op. cit.*, page 166.

Doumergue se frottait les mains dans ses gants de filoselle. De ce qui se passait vraiment dans le Reich, le vieux contemporain français de Bismarck ne savait rien. L'essentiel, pourtant, était prêt partout dans le Reich pour une prompte modernisation de l'armée : les prototypes, les plans de fabrication, les ateliers spécialisés.

Hitler, toutefois, n'en était encore qu'au stade des projets. L'armée allemande, à ce moment-là, s'entraînait encore avec ses pseudo-chars en carton. Dans le ciel allemand ne volaient encore que des hirondelles.

En 1934, croyait-on toujours à Paris, une guerre contre le Reich de Hitler ressemblerait à une marche de boy-scouts. Les blindés français se promèneraient de Cologne à Berlin comme à un rallye.

Ce n'était pas impossible. Hitler savait le danger qu'il courait. Toute son œuvre pouvait réduite en une semaine, militairement, il ne serait pas à même de résister.

Arriver à créer une armée très moderne, la rendre techniquement supérieure à toutes les autres serait une tâche longtemps prioritaire. Tant que l'Allemagne ne la possédait pas, elle était à la merci des vieillards fanfarons de l'Élysée et du Quai d'Orsay.

La tâche n'était pas simple. Elle n'était pas seulement technique. Elle était sociale et politique. L'armée allemande de 1933 était très distincte de la société que Hitler était en train d'organiser, ouverte, elle, à l'ascension de tous, du moment qu'ils étaient les meilleurs de leur spécialité.

La Reichswehr de cent mille hommes était dirigée presque exclusivement par une classe privilégiée de nobles et de hobereaux. Elle n'avait même jamais supporté en son sein d'officiers juifs. Ils avaient été sept en tout et pour tout en 14 ans à avoir pu dissimuler leur origine et se faufiler dans ce corps de plusieurs milliers d'officiers. Le commandement militaire allemand avait pratiqué l'antisémitisme bien avant que Hitler ne l'eut inscrit sur ses tablettes.

Cette caste s'était toujours considérée comme une force installée en dehors et au-dessus des partis. Et même des gouvernements. Le Reich, c'était eux. Ils en étaient la conscience. Les politiciens n'étaient que des exécutants, qu'ils n'aimaient pas et qu'ils surveillaient de près. Une dictature militaire travaillant dans la coulisse, tel était le système de leur préférence.

Ce Hitler qui traînait derrière lui ses trois millions de miliciens leur déplaisait. Ce n'était pas leur genre. Ces milices politiques, ces SA les indisposaient au plus haut point. Ils considéraient qu'ils les singeaient grossièrement

Or pour Hitler, les SA et la Reichswehr étaient, l'une comme l'autre, des formations complémentaires, à destination politique les uns, à destination militaire les autres. Sans la SA, il n'eut pu lacérer la camisole de force dans laquelle le vieux régime avait prétendu l'enserrer.

Sans la Reichswehr, les frontières du Reich seraient ouvertes. L'une et l'autre étaient indispensables à l'Allemagne. Néanmoins, elles se détestaient.

Conquérir au moins la neutralité de ce corps d'officiers ombrageux était devenu pour Hitler en 1934, et de très loin, le problème le plus préoccupant.

Le chômage, il en avait fait son affaire : c'était une question d'imagination, de volonté, et de ressources matérielles. Il était certain de le liquider.

L'armée, en revanche, comme l'apprivoiser ?

Il n'avait pas attendu, pour s'y efforcer, d'être arrivé à la Chancellerie.

Déjà, le 15 mars 1929, il avait précisé, au cours d'un meeting de masse, ce qu'il considérait, pour l'année, comme un devoir primordial, liquider le régime le régime décadent, le cloaque pestilentiel, si elle ne voulait pas être soumise un jour dans la décomposition de l'État, à une domination communiste.

Chacun aux postes de commandement de la Reichswehr se souvenait de ce que Lénine avait fait aux officiers tsaristes, aux

officiers supérieurs auxquels, avant de les massacrer, on avait découpé le long des jambes des bandes de peau sanglante pour imiter sur le vif les lignes de tissu de couleur amarante qui ornaient les pantalons d'état-major.

Chacun avait aussi en mémoire les outrages subis par des centaines d'officiers allemands en novembre 1918, lorsque les communistes à la Liebknecht et à la Rosa Luxemburg étaient les maîtres du pavé à Berlin.

Hitler, dans son meeting, avait expliqué, de loin, aux chefs de la Reichswehr ce qu'ils deviendraient si, en Allemagne, aussi, les communistes l'emportaient. « Vous ne serez plus alors que les commissaires politiques du régime ; si vous ne filez pas doux, vous serez chassés et peut-être bien collés au mur. »

Or, les communistes dans l'Allemagne, d'avant Hitler, étaient six millions et suivaient de près électoralement le parti de Hitler qui pouvaient aussi bien l'emporter.

Le 23 septembre 1930, Hitler s'était tourné une deuxième fois vers l'armée, en utilisant la tribune de la Cour Suprême de Leipzig où il avait été cité comme témoin, au procès intenté à trois jeunes officiers poursuivis pour propagande nationale-socialiste parmi leur unité.

Hitler rappela d'abord, avec la plus grande clarté, le rôle exclusivement politique qu'il assignait à ses milices de protection : « Les sections d'assaut (SA) ont été organisées dans le seul but de protéger le Parti dans sa propagande. »

Ensuite, c'est à la Reichswehr elle-même qu'il s'était adressé par-dessus la tête des plus hauts magistrats de la République : « J'ai été soldat assez longtemps pour savoir qu'il est impossible à une organisation politique de combattre les forces disciplinées de l'armée. J'ai toujours déclaré bien haut que toute tentative pour remplacer l'armée serait un non-sens. Aucun de nous ne veut remplacer l'armée : mon seul désir est que l'État allemand et le peuple allemand se pénètrent d'un nouvel esprit. Une fois arrivés au pouvoir, nous veillerons à ce

que sorte de l'actuelle Reichswehr, une grande armée du peuple allemand. » [2]

Les officiers et plus spécialement les jeunes que la doctrine sociale de Hitler attirait déjà avaient été impressionnés par ces déclarations que la foule, malgré la majesté du lieu, avaient applaudies frénétiquement, à la grande stupeur des juges qui avaient failli en avaler leur bonnet moiré.

Divers courants avaient commencé à se dessiner. Un général comme le ministre Groener, collé au régime, n'avait pas hésité, malgré les 13 402 547 voix (36,8 % du corps électoral) qu'avait obtenues Hitler le 10 avril 1932, d'interdire quatre jours plus tard la SA, la mettant politiquement hors la loi.

En revanche, son rival et successeur le général Schleicher, impulsé par son ambition tenace, avait essayé d'entrer en rapport avec Hitler dans l'espoir, assez vain, de se le concilier. A cette fin, le 6 juin suivant, il avait fait lever l'interdiction de la SA que son prédécesseur avait décrétée.

Le 30 janvier 1933, après dix ans d'un combat politique harassant, mené selon les normes électorales les plus indiscutablement démocratiques, Hitler, chef du parti le plus important d'Allemagne, malgré les obstacles, arrivait enfin au pouvoir.

La mise hors la loi du parti communiste et l'emprisonnement de ses leaders ramena le calme dans le pays.

Dès mars 1933, le port de la vieille cocarde historique noire-blanche-rouge était rétabli sur ordre de Hitler. Les Conseils d'Hommes de Confiance dans les casernes, création des marxistes, étaient supprimés.

Il y avait eu bien davantage. La grandiose cérémonie préparatoire à la première réunion du nouveau Reichstag, organisée au château de Potsdam le 21 mars 1933 sous la houlette, ou plutôt sous le bâton du maréchal von Hindenburg, avait rempli d'aise et de fierté les généraux, rutilants dans leurs collets rouges, publiquement honorés, eux qui, en 1919, avaient été si décriés.

2.– André Brissaud : *Hitler et son temps*, Page 103.

Le budget militaire avait été, immédiatement renforcé par Hitler, de façon considérable. Il permettrait au jour voulu, de transformer en agile « milice à court terme » la vieille Reichswehr paralysée par son service de douze ans.

Une modération très remarquée avait présidé aux nouvelles nominations. Même un Beck ou un Fromnne, qui ne sympathisaient en rien avec le national-socialisme, avaient été pourvus par Hitler de commandements clés.

Le ralliement n'était cependant pas enthousiaste. Les généraux admettaient, sans plus, le caporal-Chancelier. Non pas toujours pour le servir, mais bien davantage pour s'en servir. Habitués à considérer de haut un État qu'ils entendaient maintenir sous leur contrôle, beaucoup de ces hauts gradés ne considéraient encore le régime national-socialiste que comme une sorte de pont, qu'ils franchiraient à la première occasion.

« Ils voient surtout en Hitler, précise l'historien Brissaud, un excellent instrument dont ils pourront se servir le moment venu pour remplacer le régime républicain par une junte militaire ou une monarchie restaurée. »

Même le général Blomberg, que Hitler avait pris dans son équipe gouvernementale, parle encore de simple « neutralité bienveillante ».

« Nous devons, explique-t-il à ses collaborateurs, garder nos distances, que nous impose notre rang de première puissance dans l'État… Notre drapeau est noir, blanc, rouge, et non pas la croix gammée. Notre salut militaire n'est pas le salut hitlérien. Le chant Horst Wessel reste pour nous une manifestation de parti, qui ne nous regarde pas. »

Or, Blomberg avait été choisi parce qu'il était, de tous les généraux, celui qui – avec Reichenau – paraissait le plus proche des idées nationales-socialistes !

Hitler n'était pas encore au bout de ses peines. Ce qui continuait à troubler la quiétude de ces généraux ombrageux, c'est ce qu'ils prétendaient, malgré, les discours apaisants de Hitler, traiter, encore et toujours, comme une armée concurrente, la SA.

En 1932, celle-ci avait atteint le chiffre de cinq cent mille hommes. En 1933, elle en rassemblait trois millions, c'est-à-dire trente fois plus que la Reichswehr !

Ces cogneurs, dans l'esprit de Hitler, constituaient, sans plus, une formation de combat politique. Mais ils avaient copié en tous points les grades de l'armée, et ses répartitions en bataillons, en régiments, en divisions. Même territorialement leurs circonscriptions étaient calquées sur celles de l'armée régulière. Dans l'esprit de Hitler, celle-ci avait pour destin la protection des frontières, la défense armée de la nation. La SA, elle, avait une mission strictement d'ordre civil et politique.

Le recrutement était d'ailleurs totalement distinct. La troupe SA était composée de durs, de bagarreurs, qui pour la plupart n'avaient jamais été soldats. La plupart de leurs chefs étaient des gaillards jeunes. Certains avaient été lieutenants ou capitaines lors de la Ire Guerre mondiale. Mais beaucoup n'y avaient pas pris part, ayant généralement, en 1933, trente ans ou même moins.

Si jeunes fussent-ils, ils se complaisaient à jouer aux gradés prestigieux !

Les généraux de la Reichswehr, formés remarquablement à la stratégie et à la tactique dans les écoles militaires les plus huppées, qui avaient gagné leurs torsades après trente ou quarante ans de service constant à l'armée, n'étaient pas d'humeur à admettre qu'on les mît sur le même pied que ces généraux improvisés d'une SA toute récente.

Certains de ces nouveaux venus, installés aux postes les plus élevés, étaient encore des voyageurs de commerce voire même des portiers, quelques années plus tôt !

Ils formaient vraiment deux mondes distincts, aussi différents l'un de l'autre qu'un lion d'un chimpanzé.

« En quelques années, Hitler a fait sortir du sol une des plus puissantes organisations du monde. Victorieuse, avide d'action, elle se dresse désormais derrière lui, mue par un dynamisme irrésistible. » [3]

3.– H. B. Gisevius : *Jusqu'à la lie…* tome I, pages 112 et 115.

Ces millions de SA, du début de 1933, provenaient presque autant de la gauche que des vieilles organisations de droite, mieux vues par les chefs de l'armée.

« Leurs effectifs, poursuit Gisevius, puissamment renforcés en quelques mois, comptent au moins un tiers des anciens membres des partis de gauche. On sait pertinemment que, dès les mois de juin et de juillet 1933, il y a des sections d'assaut composées presque uniquement de communistes. La voix populaire les appelle les "sections bifteck, brunes à l'extérieur, rouges à l'intérieur". » [4]

Avant la victoire, ces SA, brûlants d'optimisme et de courage, étaient absolument indispensables. Plusieurs fois par semaine, ils étaient mobilisés, faisaient respecter les meetings. Ils étaient le bras fort de la propagande. Ils rossaient avec vigueur l'adversaire lorsque celui-ci était trop intolérant.

Ils avaient été recrutés parmi des jeunes brûlants de patriotisme. Mais également, parfois, parmi d'authentiques vauriens. Certains arrivistes avaient des appétits d'ogres. Quant aux vauriens, ils entendaient s'imposer au monde bourgeois à coups de triques. Des chefs que poussait l'ambition avaient eu tout intérêt à gonfler leurs contingents, car ceux-ci en se multipliant avaient accru automatiquement l'importance du militant, promu à la va-vite colonel ou même général !

Leur brusque ascension scandalisait – et c'était compréhensible – les colonels et les généraux classiques de la Reichswehr, qui, pendant un demi-siècle, avaient poussé les chariots de la vieille armée.

Une fois au pouvoir, qu'allait bien faire Hitler de ces millions d'idéalistes – ou de casse-cou indésirables – alors qu'il avait déjà six millions de chômeurs sur les bras ? A maintes reprises, il avait protesté contre l'accroissement exagéré des effectifs. Mais les dirigeants de la SA étaient restés sourds à

4.– H. B Gisevius : *Jusqu'à la lie...* tome I, pages 112 et 115.

ses ordres, trop intéressés eux-mêmes à maintenir ces surcroîts.

Bref, en marge de l'État constitutionnel au pouvoir de Hitler, campaient trois millions de demi-soldats, les uns modestes, dévoués et disciplinés, les autres braillards ou énergumènes, peu enclins à un retour à une vie banale.

Hitler avait besoin d'eux. Il les aimait bien parce que beaucoup étaient de vieux et vaillants compagnons. Il leur pardonnait souvent leurs frasques.

« La SA, disait-il parfois pour les justifier, n'est pas une école de jeunes filles. » Mais il commençait de s'énerver en entendant des récits inquiétants d'agissements peu flatteurs de certains d'entre eux.

Le chef de ces trois millions de lansquenets était l'ancien capitaine Ernst Röhm.

Avait-il créé Hitler, comme certains l'ont dit ?

Hitler était un membre en vue du DAP (Parti ouvrier allemand) de 1919 avant d'être mis en contact avec Röhm. Celui-ci était un héroïque grand mutilé de guerre, particulièrement bretteur, mal réintégré dans l'Allemagne de la défaite. Il buvait sec, et souvent. Après novembre 1918, il avait continué son service à l'armée en tant que responsable à Munich d'un département militaire de renseignements. Officier-adjoint de la IIe Brigade d'infanterie, il disposait de fonds secrets qu'il répartissait entre mouvements de droite.

Ce rôle ne satisfaisait pas son dynamisme. Il évoluait de formations nationalistes trop paisibles en mouvements nationalistes plus remuants. Il organisait des dépôts clandestins de fusils, de mitrailleuses, de munitions et avait même récupéré quelques vieux canons.

C'est ainsi que Hitler avait connu Röhm au cours de l'année 1919. Il l'avait alors entraîné à s'inscrire au DAP sous le numéro 623.

Röhm était chaleureux et communicatif. Une camaraderie familière s'était établie entre Hitler et lui. Ils se tutoyaient, mais

l'affaire n'avait pas été plus loin. Hitler avait du génie, et n'avait pas besoin de Röhm pour lui en insuffler. S'il avait suffi de Röhm pour qu'un homme de son choix devînt un chef génial, il eût pu en créer cinquante avant Hitler. Mieux à même, dans l'immédiat de réussir (le général Ludendorff, par exemple), que l'inconnu assez dépenaillé, qu'était en 1919 Adolf Hitler

C'est grâce à sa personnalité exceptionnelle – et non parce que Röhm avait fabriqué une marionnette – que Hitler était devenu le 21 juillet 1921 par 553 voix sur 554 le maître incontesté du NSDAP (Parti national-socialiste ouvrier allemand) qui avait succédé au DAP du début. La voix de Röhm n'avait été qu'une voix parmi 553. Et puis, il y avait l'éloquence de Hitler, sans laquelle il n'y aurait jamais eu d'Allemagne nationale-socialiste ! Röhm n'en avait, non plus, fait cadeau au jeune Führer.

Röhm était, toutefois, un collaborateur très utile.

Fort introduit dans les milieux militaires de Munich, capable tout particulièrement d'éliminer des difficultés quand les autorités cherchaient des noises aux premiers nationaux-socialistes, il avait été efficace.

Lorsque les violences des marxistes avaient voulu imposer leur terreur dans les meetings de Hitler, c'est celui-ci – et non Röhm – qui avait créé le premier service d'ordre – quatre-vingts membres en tout – qu'il avait lui-même mené à l'assaut dans ses meetings envahis par les Rouges. Et c'est Goering, le fameux chef de l'escadrille von Richtoffen – cravate de l'ordre pour le Mérite – autrement plus célèbre que ne l'était Röhm, qui avait reçu de Hitler le commandement de cette SA débutante, et la mission d'en accélérer le recrutement.

Röhm – Goering étant pris par dix autres missions – lui avait succédé. Il était un valeureux chef de bande. Tenant durement ses hommes en main, doué du sens du combat, et en même temps, organisateur capable. La nuit du putsch de Munich, en novembre 1923, il s'était emparé des locaux du Commandement militaire. Il y avait tenu bon pendant des heures après que le coup d'État eut échoué.

Pendant que Hitler, en 1924, passait douze mois en prison, Röhm avait pris des ailes, profitant comme Ludendorff de la vague de popularité qu'avait soulevée le putsch, puis du procès à grand fracas d'Adolf Hitler.

Röhm s'était alors vu élu député, national-socialiste. Il avait fait, quelque temps, bande à part. Il avait tardé plusieurs semaines à se rallier à Hitler libéré. Il n'avait même pas assisté au meeting des retrouvailles. Le succès que Hitler y avait recueilli, la puissance croissante du NSDAP rénové ramenèrent Röhm au bercail.

Mais rapidement, un différend capital allait surgir entre Hitler et lui, opposant deux conceptions radicalement antagonistes des buts assignés aux formations de combat du parti. Röhm voulait faire des SA une organisation militaire, virtuellement indépendant du mouvement.

Pour Hitler, en revanche, les SA ne devaient avoir pour unique mission que de faire respecter les droits du national-socialisme, dans les salles de meeting et dans les rues.

En 1925, le conflit latent depuis longtemps, devint total. Hitler cassa Röhm, qui se retira sans scandale, fidèle mais désolé, s'exilant d'Europe. Il allait devenir lieutenant-colonel en Bolivie. Il y resterait cinq ans. La SA, entre-temps, s'était agrandie sans Röhm dans des proportions considérables. En août 1927, 20 000 de ses membres avaient défilé au troisième Congrès du NSDAP. D'années en années, ils ne feraient que s'étendre, et se structurer puissamment.

Le 14 septembre 1930, avait éclaté comme une bombe la première grande victoire électorale de Hitler : 107 députés ! La SA s'imposait partout dans la rue et ouvrait vigoureusement les routes de l'avenir.

Hitler ne pouvant pas tout diriger lui-même, se souvint de Röhm, se dit qu'à La Paz il avait dû se calmer, qu'il pourrait peut-être le rappeler de sa Bolivie lointaine, maintenant que des millions d'Allemands le suivaient, lui personnellement.

Le 1er octobre 1930, il le héla. A La Paz, Röhm, l'esprit toujours vibrant de l'épopée de Munich, lâcha aussitôt étoiles et

promotions. Il avait à peine débarqué à Munich que Hitler, ému, lui aussi par ce retour, nomma Röhm chef d'état-major des SA, ainsi que contingent privilégié, des SS, corps d'élite créé pour former, en tous lieux, le carré autour de Hitler.

Dans l'âpreté des grands combats de janvier 1931 à janvier 1933, le problème de la SA, troupe de choc politique ou future armée nouvelle, s'était estompé. On ne discutait pas. On se battait. Hitler, néanmoins, n'avait jamais caché à Röhm qu'il entendait maintenir sa position de base. La Reichswehr était à ses yeux la seule armée, la SA étant le soutien physique et politique du Mouvement.

Röhm, intérieurement, n'avait pas lui non plus changé d'avis. Il n'avait qu'insultes pour les chefs de la Reichswehr qui, pourtant, possédaient la formation technique sans laquelle aucune armée n'est efficace.

Hitler était absolument conscient de cette nécessité.

« Hitler, a écrit Gisevius, voulait faire des SA en quelque sorte la troupe légale du Parti... Il fallait briser la terreur par la terreur, d'abord dans les réunions, puis au besoin dans la rue. Ce but ne suffisait pas à l'officier Röhm. Depuis 1918, il n'avait plus qu'un rêve: la nouvelle armée nationale. Aucun succès ne lui paraît assez rapide. Aucune multiplication de l'effectif de ses SA ne lui semble suffisante. Peu lui choit que Hitler lui recommande de freiner. » [5]

Röhm avait son plan: « plutôt il se sera frayé un chemin dans le premier élan de la prise du pouvoir, à travers le maquis impénétrable des prescriptions juridiques et des obligations de la politique étrangère, plus tôt son armée de la révolution deviendra son armée nationale de l'avenir. » [6]

Hitler, malgré tout, ménage Röhm.

« Hitler, explique encore Gisevius, doit prendre des précautions de tous les côtés. Il n'est encore que le Chancelier d'un gouvernement de coalition. Il y a encore des décisions du Conseil des

5 et 6.– Gisevius, *op. cit.*, tome I, pages 121 à 123.

Ministres à considérer, des protestations diplomatiques, et même parfois de la résistance ouverte. D'ailleurs, le vieux maréchal est toujours là. » [7]

Röhm n'a cure de ces considérations.

S'il accepte provisoirement les chefs de l'ancienne armée, c'est en les traitant de vieilles badernes: cadres momifiés, incompréhension sociale, manque absolu du sens de la communauté populaire! Pour eux, le soldat est un instrument qui doit obéir, et c'est tout. Il est d'essence inférieure.

C'est parfois vrai. Lorsqu'un Reichenau, conquis au national-socialisme, se permettra, lui, général, de parler amicalement avec le pompier après l'exercice, lorsqu'il participera lui-même à des compétitions sportives de la troupe – où gagne le meilleur et non celui qui a les galons les plus éblouissants – il fera scandale parmi ses collègues, sera traité par eux de démagogue!

L'armée populaire dont Röhm veut doter l'Allemagne est une nation en armes, comme au temps de la Révolution française. Souvent, d'ailleurs, il sifflote la Marseillaise, évoque Carnot, voudrait donner à la SA l'esprit des sans-culottes.

Il va plus loin. Il évoque l'armée Rouge. C'est une armée Rouge allemande qu'il voudrait créer, poussé en avant par un esprit essentiellement révolutionnaire, car il est, comme il le dit lui-même, plus socialiste que nationaliste.

Il accepterait encore de tolérer momentanément un certain maintien de la Reichswehr, mais à condition de l'investir sans retard. En vérité, il préférait de loin constituer son armée Rouge de toutes pièces, cassant net avec un passé de hobereaux qui lui paraissait affreusement suranné.

Il leur reproche également – et là encore il n'a pas tort en tout – de n'avoir pas compris, pendant la Première Guerre mondiale, les impératifs de la guerre moderne, se refusant notamment à l'utilisation massive des chars. La cécité du haut

7.– Gisevius, *op. cit.*, tome I, pages 121 à 123.

état-major allemand à ce sujet avait été indiscutablement un des facteurs décisifs de la défaite de l'Empire de Guillaume II.

Depuis lors, ces généraux s'étaient raidis davantage encore dans des techniques dépassées, n'accordant aucun intérêt à des projets visant à la formation de grandes unités blindées, ni non plus à la création d'une aviation destinée à des actions militaires massives.

La catilinaire de Röhm était donc valable en soi, et elle le resterait jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1939, beaucoup de ces généraux empêtrés dans le passé nieraient encore les possibilités tactiques de divisions blindées et ne prêteraient qu'un intérêt anecdotique à la flotte aérienne de Goering.

Toutefois en quoi Röhm, lansquenet d'aventure, aurait-il été capable de moderniser à fond une armée nouvelle, lui qui n'avait jamais reçu la formation nécessaire? Qui n'avait pas de génie particulier pour l'inventer, et qui ignorait même les possibilités d'une industrie de guerre?

Hitler se révélerait le seul capable d'inventer de bout en bout une théorie de la guerre moderne, axée sur la collaboration tactique de grandes et puissantes unités blindées et aériennes. Il aurait la volonté de fer qui imposerait cette révolution stratégique. Il créerait ces divisions de chars et des milliers d'avions. Il aurait le flair pour découvrir les jeunes officiers imaginatifs, Guderian ou Rommel, qui appliqueraient sa doctrine.

Hitler savait aussi bien que Röhm que cette révolution militaire était indispensable, mais conscient des obstacles ne voulait rien brusquer. Il croyait en certaines possibilités de compréhension de la part des chefs chevronnés de la Reichswehr. Pour plusieurs d'entre eux, il se trompait. Engoncés dans leurs préjugés, ces retardataires non seulement ne comprendraient rien à sa doctrine nouvelle, mais ils la saboteraient.

Pour réussir, malgré les incompréhensions et les obstacles, cette transformation de la machine militaire, Hitler comptait avant tout sur la transfusion dans l'armée d'un sang nouveau, grâce à la jeunesse nationale-socialiste, qui transformerait les

mentalités, créerait des milliers d'officiers qui auraient compris et qui donneraient une véritable cohésion sociale à une armée devenue communautaire.

Hitler, dès avant 1933, avait la prudence, longuement soupesée, d'un chef d'État responsable. Röhm, en revanche, n'était possédé que par l'impétuosité d'un chef de bande, en outre, violent dans ses propos lorsqu'il avait bu ce qui arrivait souvent.

Une armée populaire? Tous deux la voulaient. Hitler aussi bien que Röhm. Mais comment la créer?

Là, totalement leurs plans divergeaient.

Tôt ou tard, ils devaient s'affronter.

« Je suis, proclamait Röhm, le Scharnhorst de la nouvelle armée. La souche même doit être révolutionnaire. Impossible de greffer sur du bois mort. »

Le problème était beaucoup plus complexe.

Hitler voyait bien au-delà de Röhm. L'armée qu'il imaginait réclamerait, pour être invincible, autre chose que la bonne volonté, la vigueur et la foi. Il faudrait des cadres, des cerveaux, une stratégie, des plans.

Armée et SA ne devaient pas s'opposer mais former une double équipe. Le problème était là, et non dans un duel aberrant.

Entre Röhm et Hitler, le choc était inévitable.

XV

LES ARMÉES POPULAIRES

De toute évidence, à l'état d'esprit asocial de certains généraux de la Reichswehr devait être substitué plus ou moins rapidement une conception nationale-socialiste de l'armée, ouverte à tous, servie par tous, bouclier populaire du Reich.

Longtemps l'idée même de promotion sociale avait échappé à la mentalité de caste de la Reichswehr qui, finalement, était à sa façon, un autre aspect de la lutte des classes. Le national-socialisme n'entendait plus voir celles-ci s'opposer et s'entre-déchirer, mais coordonner leurs aspirations au sein d'une coopération étroite, aussi bien dans l'armée même que hors de l'armée.

A entendre des adversaires pointilleux, Röhm avait embrigadé dans ses SA des gens de peu, ou de rien. C'était assez exact. Plusieurs de ses chefs étaient même d'anciens « prolos » au comportement très peu académique.

Mais Napoléon, que Hitler admirait tant, dont il avait dressé dans sa jeunesse un portrait haut en couleurs et dont son ministre Ley possédait un buste sur sa table de travail, n'avait-il pas recruté un nombre très important de ses deux mille généraux parmi des citoyens modestes et même parmi d'anciens prolétaires...

Le général Gouvion Saint Cyr était fils d'un tanneur, Chabert fils d'un boulanger, Oudinot celui d'un brasseur de la moyenne bourgeoisie. Masséna avait été mousse, Brune imprimeur, Lannes apprenti teinturier.

Il y avait même eu parmi ces généraux napoléoniens un curé et quatre séminaristes, dont le plus célèbre, Murat, avait été chassé du séminaire des Lazaristes de Toulouse après une bagarre avec l'un de ses condisciples.

Plusieurs de ces généraux de l'Empire avaient commencé leur carrière militaire comme simples soldats. Notamment Junot, Gérard, Reille, Exelmans, Cambronne et Suchet, parmi les plus fameux.

Certains des chefs investis par Röhm se sentaient grisés. Plusieurs, incontestablement, prendraient vite des habitudes de pachas, banquetant, s'emplissant les poches? L'aventure se terminerait mal pour ces sans-vergognes, au poteau dans plusieurs cas.

Les généraux de Napoléon n'avaient non plus été des petits saints, une auréole flottant par-dessus leur panache. Masséna s'était comporté comme un pillard insigne, vidant les palais romains. Augereau et Brune avaient été des « déprédateurs » renommés dans l'armée d'Italie. En Hollande, il n'y avait eu un général napoléonien qui n'eût emporté avec lui des chariots entiers de mobilier, linge ou matériel de cuisine. Le général Vandamme se comportait en véritable déménageur.

Puiser dans la caisse était une coutume courante dans les armées de l'Empire. Presque tous ces généraux étaient joueurs. Certains étaient de fieffés ivrognes. Il y eut même deux généraux bigames, dont Sarrazin qui après avoir déserté en 1810 sera condamné à 10 ans de travaux forcés pour bigamie en 1819.

Cinq généraux avaient été pris en flagrant délit de faux en écritures, notamment le propre frère de Napoléon, Louis Bonaparte. Bonamy et Duhesme réformaient contre argent sonnant des conscrits froussards.

Peu de ces généraux furent destitués sous l'Empire vingt-sept en tout, soit, plus ou moins deux par an! Sur 2428!

Et leurs extravagances!

C'était bien autre chose qu'un haut gradé de la SA caracolant tout fier, en 1934, sur sa monture et se faisant jeter au sol, penaud, devant la troupe.

Murat, à cinq heures du matin, apparaissait comme s'il était au Mardi-Gras, vêtu de velours vert, coiffé d'un fabuleux chapeau à plumes, surmonté d'une haute aigrette. Junot, en Dalmatie, faisait atteler sa calèche de rennes aux sabots ferrés d'or. Il avait surgi à une réception vêtu de son seul baudrier. Il deviendrait fou. Douze autres généraux de Napoléon perdraient eux aussi la raison. Vingt-quatre se suicideront.

C'est avec eux tous pourtant que Napoléon a vaincu l'Europe entière.

L'Empereur des Français avait voulu réduire des déprédations en fournissant à l'appétit de ses généraux d'autres sources d'enrichissement, un peu plus conformes à la loi: sept cent quatre-vingt-dix d'entre eux furent comblés de dotations munificentes. Masséna, le pillard numéro un, 683375 francs par an, à vie (des francs or de l'Empire); Davout, 910. 840 francs. Ney, 1028973. Berthier, 1245945. On vit même des collatéraux recevoir des gracieusetés: le fils de la maîtresse du maréchal Berthier, Sopransi, gratifié d'une dotation annuelle de 5000 francs or.

Ces générosités multiples ne mirent nullement fin à la rapacité de généraux comme Masséna.

Certains restèrent malgré tout des rustres. Les maréchales ne brilleraient pas toujours par un langage raffiné: « C'est nous qui sont les princesses », disait sans complexe la femme de Lefèbre, devenue duchesse de Dantzig.

Les maris rachetaient beaucoup par leur vaillance: 230 généraux moururent au combat. Ils reçurent, à eux tous, à la bataille

plus de quatre mille blessures. Un pillard insigne, Bonamy, fut blessé vingt fois à la baïonnette à la seule bataille de la Moscova! Detres fut blessé vingt-deux fois, dont dix-neuf au sabre. Raffet, vingt-trois fois, dont vingt et une à coups de baïonnettes! Le général La Bruyère, au beau nom agreste: trente et une blessures, dont la dernière d'ailleurs le fit périr.

Cette grande armée populaire de la Révolution française et de l'Empire – comme en rêvait Röhm – avait fait résonner ses tambours de Séville à Berlin, à Vienne et à Moscou, et d'Amsterdam à Ravenne, Rome et la baie de Naples. Elle réunissait du meilleur et du pire.

Rassemblant trois millions d'hommes, Röhm devait nécessairement avoir lui aussi parmi ses chefs improvisés, un certain nombre de canailles et de profiteurs.

Hitler en châtia certains très durement, en fit même fusiller plusieurs, mais il ferma parfois aussi les yeux sur des brutalités et des indélicatesses de militants moralement récupérables. Une troupe de choc ne peut pas enrégimenter que des rosières.

Le problème capital n'était pas là.

Le problème majeur était que pour se convertir en une véritable armée et surtout en la seule armée, la SA n'était préparée à une création d'une telle ampleur ni stratégiquement ni techniquement.

La moitié des gradés SA n'avaient jamais été soldats, étant trop jeunes, le service militaire obligatoire n'existant plus en Allemagne depuis 1918.

Röhm lui-même n'avait été qu'un capitaine parmi des milliers d'autres. Vaillant, mais pas préparé aux responsabilités d'un haut commandement. Autour de lui, il y avait un lieutenant-colonel ou l'autre, mais plutôt figuratif. Le seul de ses proches qui avait possédé un certain génie militaire était le général Ludendorff, disparu de la scène politique après l'échec subi aux élections présidentielles de 1925.

Les généraux de Napoléon s'étaient formés militairement au long de dizaines d'années, à dure école, montant souvent de la

troupe, ne s'élevant qu'après avoir appris à fond leur métier des armes, la plupart du temps sur le terrain, de combats en combats. Et ils avaient à leur tête un génie de la guerre, comme le monde n'en avait pas connu depuis Alexandre le Grand.

Röhm ne faisait pas le poids. Ses vaillantes cohortes non plus. Leur impréparation militaire était évidente. Liquider brutalement la Reichswehr, vieille armée professionnelle, était presque irréalisable, et même insensé, dans ces conditions. Cela eût été en Allemagne pendant plusieurs années le désordre militaire le plus complet.

Staline, placé devant un problème assez similaire, avait liquidé, en 1937 et 1938, 32 000 généraux et officiers supérieurs – qu'il suspectait d'Ancien Régime – pour leur substituer une armée Rouge intégralement soumise, qu'il pourrait tenir durement dans son terrible poing. Il l'avait fait, c'est vrai. Mais en détruisant ainsi, sauvagement et radicalement l'armature de son armée il avait failli tuer l'URSS.

A cause de cela, à la fin de l'automne 1941, la catastrophe en Russie ne tiendrait qu'à un fil. Les nouveaux chefs communistes improvisés de l'armée Rouge, sortis presque tous du néant se révéleraient presque tous d'une incompétence absolue pendant la campagne d'été et d'automne de 1941, incapables d'assurer même leurs contacts par téléphone et par radio, se faisant encercler partout.

L'essentiel de leur armement et plusieurs millions de leurs soldats tomberaient en quelques semaines dans les mains de l'envahisseur.

La direction d'une armée, et d'une division, et d'un régiment réclame une formation et des connaissances. Un général doit posséder à fond son métier, l'avoir longuement étudié dans des académies ou sur le terrain. Les néophytes de Staline ne coururent que de défaites en défaites, vers les arrières vides.

Si l'aventure désastreuse de Mussolini à la frontière grecque à la fin de 1940, ouvrant aux Anglais les Balkans, n'avait pas mangé cinq semaines du temps de Hitler au printemps 1941, si

le Führer avait pu foncer, comme prévu, le 10 mai 1941, quarante jours plus tôt qu'il ne le fit, les chars de Guderian se fussent trouvés derrière Moscou par une température correcte dès la mi-octobre 1941.

Le mois suivant, la guerre en URSS eût été finie. Déjà, on avait évacué à des centaines de kilomètres de Moscou les administrations, le corps diplomatique et même la momie du vieux Lénine, toute jaune derrière sa vitre.

Staline n'échapperait en 1941 au knock-out total et à l'élimination de son régime – et sans doute de sa personne – qu'à cause de ce retard. Il devrait sa demi-victoire de l'hiver 1941-1942 au Duce, et à nul autre.

Il lui faudrait encore endurer de terribles revers au Dieper, au Don, au Kouban, au Caucase, et voir les Allemands arriver, en août 1942, jusqu'au fleuve Volga, avant que des cadres à peu près convenables eussent eu le temps de se reformer vaille que vaille.

Leur adaptation tardive avait coûté à la Russie des millions de morts. Bien conduites, les armées des Soviets eussent subi dix fois moins de pertes.

Elles resteraient jusqu'à la fin très déficientes, ne se soutenant que grâce aux béquilles technologiques – des dizaines de milliers de chars et d'avions ! – fournies par M. Roosevelt, le vrai « héros de l'Union soviétique. »

Il eut fallu dix ans à Staline pour former un haut commandement compétent. Hitler, qui avait connu le cas Röhm, devinerait sa défaillance et le prendrait de court. Staline avait bien failli périr à cause de ces gigantesques purges. Et avec lui, le communisme.

L'Allemagne de 1933 courait des risques encore bien plus grands que la lointaine URSS. Elle était entourée d'adversaires acharnés. Pendant quinze ans, ceux-ci l'avaient d'ailleurs tenu à la gorge. Elle était exsangue. Six millions de chômeurs étouffaient sous leur économie détruite. Elle était à la merci de ses voisins.

Son unique protection était la Reichswehr. A la merci, n'importe quand, d'un mauvais coup, elle n'eût pu résister pendant plus de quelques semaines, encerclée quelle était alors par les armées françaises, tchèques et polonaises, cinq fois plus fortes qu'elle et disposant sur terre et dans les airs d'un matériel de guerre puissant, dont l'Allemagne de 1933 manquait totalement.

Dans un péril si redoutable, et surtout si présent, mettre à mal cette Reichswehr, la remplacer, par un coup de tête, par une armée de SA, dix, vingt, trente fois plus nombreuse mais qui n'avait reçu la moindre formation militaire, eut été faire courir au Reich un danger infiniment plus grand que celui de subirait Staline après l'extermination de ses 32 000 généraux et officiers supérieurs.

Staline, pourtant, à cette époque, n'avait à redouter aucune invasion. Il avait cru qu'il aurait de nombreuses années devant lui. Il pouvait donc envoyer à la mort des dizaines de milliers importuns. Le temps, s'imaginait-il, lui fournirait d'autres cadres, soumis, comme des automates, à sa domination tyrannique.

L'Allemagne, elle, ne pouvait se faire aucune illusion. Ses adversaires arc-boutés aux frontières depuis quinze ans pouvaient lui sauter dessus dès qu'ils la verraient se réanimer. Sous peine d'anéantissement, il était donc absolument impensable de jeter au sol une Reichswehr qui, si petite fût-elle et si déficiente fût-elle socialement, était le seul moyen de défense cohérent qui avait survécu en Allemagne après l'effondrement de 1918.

Röhm avait vu juste sur un certain nombre de points. Il avait décelé des failles réelles. Hitler les connaissait tout autant que lui. Maintenir telle quelle la Reichswehr conservatrice, était une solution strictement provisoire. Il faudrait de la patience, de la souplesse, des années pour parvenir à lui donner un autre esprit.

Des milliers de jeunes chefs ayant la foi hitlérienne, du caractère, de l'audace, capables d'imaginer comme Hitler et avec

Hitler, les perspectives révolutionnaires d'une stratégie et d'une tactique totalement réinventées, devraient être introduits, petit à petit, sans trop heurter de préventions au sein de cette Reichswehr arriérée.

Röhm, en théorie, n'errait pas. Mais dans la pratique, il n'avait pas la pondération, ni surtout les qualités techniques nécessaires pour former en peu de temps une énorme armée populaire.

Hitler la créerait lentement, avec beaucoup de peine, et encore sans arriver complètement aux résultats espérés.

Jusqu'à la fin, des aigris, des ambitieux, des rétrogrades du haut état-major, ou des illuminés, chercheraient à annuler ses réformes, à le renverser, lui personnellement, et même, le 21 juillet 1944, à l'assassiner.

XVI

FORMER DES SOLDATS POLITIQUES

La véritable armée populaire que Hitler voulait, autant que Röhm, où tous les chefs seraient des porteurs de foi, où chaque homme serait le guerrier d'une doctrine, ce serait, au bout d'années de prudence, la Waffen SS.

Hitler ne pourrait la bâtir que toute petite d'abord, parce que la Reichswehr, terriblement jalouse de son monopole, dresserait à son recrutement jusqu'à 1941 des embûches multiples.

A l'inverse du recrutement des cohues de la SA, que Röhm avait entraînées à sa suite, beaucoup trop vite et sans contrôle suffisant, en condottiere aventureux, le recrutement de la Waffen SS serait, physiquement, politiquement, moralement, le résultat d'une sélection longue et sévère. Elle serait formée par les garçons les plus convaincus, les mieux bâtis, les plus disciplinés du Reich, ceux qui avaient le caractère le plus ferme, qui possédaient une foi de croisé dans le national-socialisme, dans Hitler son chef, dans la mission de la germanité et après 1940, de l'Europe charnelle des vingt peuples – camarades qui se retrouveraient dans ses rangs.

Les écoles d'entraînement de la troupe et de formation des cadres seraient d'une rigueur spartiate. La discipline dans la fra-

ternité, serait la première des lois. Un trappiste n'eut pas vécu plus sobrement. Un candidat officier perdait une douzaine de kilos pendant ses dix mois d'instruction.

Ainsi seraient formés à la dure, en dix ans, un million de jeunes volontaires, d'Allemagne d'abord, puis de l'Europe entière, tous porteurs fanatiques d'une foi révolutionnaire, bâtisseurs, en compagnons d'armes, d'un continent enfin unis, politiquement, socialement, économiquement et spirituellement.

Jamais on n'avait vu – et sans doute ne verra-t-on plus jamais, une armée européenne enflammée par un tel idéal, et d'une telle valeur physique et morale.

Mais cette Waffen SS serait l'aboutissement de longues années de travail progressif, passant du bataillon au régiment, puis à trois divisions, assez mal armées, puis à des divisions équipées formidablement, puis à des corps d'armée, et à des armées.

Le temps permettrait – comme au temps de Napoléon – de sélectionner un par un, pour leur bravoure et leur compétence, des milliers de jeunes officiers de tout premier ordre.

Un certain nombre d'entre eux, était quand même des anciens de 1918, redevenus jeunes parmi les jeunes, comme l'inoubliable Sepp Dietrich, commandant en chef de la VIe Armée SS Blindée, comme le général Gille, commandeur de la glorieuse Wiking, comme Félix Steiner, commandant général du IVe Corps Blindé, ou comme l'aïeul de la Waffen SS, que tous appelaient affectueusement Papa Hauser.

Mais la plupart, jaillis de la Jeunesse hitlérienne, où d'organisations similaires de toute l'Europe, comme Kurt Meyer, le légendaire « Panzermeyer », le commandeur à l'âge de 34 ans des 18 000 jeunes garçons de la division de Waffen SS Hitlerjugend ou comme ce Lohengrin éblouissant que fut Joachim Peiper, commandant d'un régiment de chars de la division à l'âge de 29 ans.

Tous, indistinctement, avaient dû se soumettre préalablement à la même discipline de fer, à la même formation idéologique, gagnant par leur courage au combat et leur esprit de

décision, chacune de leurs promotions. Moi-même, commandeur de la division de Waffen SS Wallonie puis du corps d'armée Occident en formation, j'avais été simple soldat au front russe pendant huit mois, puis caporal, puis sous-officier, puis sous-lieutenant, gagnant ensuite chaque nouveau grade « pour acte de valeur au combat ».

C'était la règle d'airain à la Waffen SS.

On allait à l'école de Guerre de Tölz que lorsqu'on avait donné, d'abord, des preuves répétées de ses dons de commandement en devenant au front sous-officier et qu'on avait fait montre de vaillance en y gagnant la croix de Fer. C'étaient des camarades à l'âme de chef et de héros qu'on mettait à la tête de la troupe, et non de simples forts en thème, clientèle habituelle des vieilles académies militaires du passé.

Les soldats devaient être aussi, moralement, des êtres d'élite. Ils moururent au combat, 402 000, les premiers partout, toujours aux postes les plus durs. La moindre faute, à la Waffen SS, était impitoyablement châtiée. Pour un couteau volé, on écopait de cinq mois de forteresse. Un Waffen SS devait être propre et sain. Un homosexuel démasqué était fusillé devant toute la troupe.

Former une telle armée, brusquement, n'était pas réalisable.

Le matériel humain dont disposait Röhm était valable pour le combat de rue et la propagande. Mais il ne valait pas pour former de toutes pièces une armée cohérente, moderne, exemplaire en tout, commandée par des chefs d'une tenue morale irréprochable.

Röhm lui-même était un chef de bande. Incapable de remplir une mission ardue de créateur, il eut par un bouleversement hâtif, converti la vieille Reichswehr en une immense armée chaotique, courant inéluctablement au désastre, à la première épreuve aux frontières.

Hitler voyait très loin, lui aussi. Il aurait un jour son « armée Rouge ». Mais après avoir contourné avec ruse, pendant des années, mille pièges, sans jamais tomber dedans.

Röhm, le lansquenet, était trop pressé. Il s'irritait des habiletés de l'homme d'État. En 1933 et 1934, son agacement allait devenir progressivement, de plus en plus lourd de menaces.

Les oppositions s'aggravèrent encore du fait que sur le terrain social et économique, Röhm était aussi un casse-cou, un révolutionnaire difficile à maîtriser.

Là encore, Hitler serait essentiellement un réaliste. Il avait exactement compris que la synthèse des intérêts économiques du Reich ne pouvait s'accomplir que dans le respect des diverses composantes de la nation. Le capitalisme en était une. Röhm voulait le broyer. Hitler non. Il entendait baser sa révolution non sur un immense chahut social de masses désordonnées, mais sur des élites, des élites politiques, des élites culturelles, et les élites que renouvelle constamment le monde industriel lorsqu'il est libre.

Un chef d'entreprise est le produit d'une longue sélection. Un fils à papa, S'il est borné, fera faillite dans le monde moderne. L'industriel ou l'économiste capables de dominer l'évolution des marchés, de rationaliser la production, de coordonner des équipes de cadres et de travailleurs, d'ouvrir à la création matérielle de nouvelles voies, sont aussi des êtres d'élite, l'esprit toujours en éveil, conscients des risques qu'ils courent, mais qui possèdent la force de caractère qui permet de les surmonter.

Hitler voulait donner à ces élites, très différentes, un esprit social raisonné et sincère, les amener à une conception effective de la société dans la hiérarchie des mérites. Mais il ne voulait à aucun prix jeter follement des charges de dynamite dans les jambes d'employeurs de main d'œuvre et de créateurs de richesses, qui appartenaient au monde du travail aussi exactement qu'un maçon ou qu'un soudeur.

Persécuter les créateurs d'emploi, les écraser sous une domination étatique, injuste et irraisonnée, torpiller économiquement leur labeur, c'était poursuivre l'affaiblissement du Reich, au lieu d'y remédier. C'était rendre impossible aussi l'élimination du chômage.

C'était casser toute possibilité de rendre forte et de rénover une Reichswehr qui était encore, en 1934, le seul rempart du Reich.

Il n'y avait pour le moment d'autre solution que de la maintenir, si imparfaite qu'elle fût, si bourrée de préjugés, si peu préparée qu'elle fût mentalement à se transformer stratégiquement et techniquement, quitte, au bout d'années de préparation difficile de l'accoupler à une armée idéologique plus dynamique et plus sûre, la Waffen SS, la vraie « Grande Armée » de l'hitlérisme.

Il y aurait évolution, non chambardement à l'aveugle.

« Je suis résolu, avait déclaré Hitler à peine Chancelier, à réprimer sévèrement toute tentative qui tendrait à troubler l'ordre actuel. Je m'opposerais avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire car elle aboutirait à un véritable chaos.

« Quiconque se dressera contre l'autorité de l'État sera arrêté sans tenir compte de son rang ou de sa situation dans le Parti. » [1]

Le chapitre de la révolution dans la violence était donc clos. « La révolution, avait dit Hitler, n'est pas un état permanent, elle ne doit pas devenir un état permanent. »

« Nous avons pour tâche d'atteindre une position après l'autre et peu à peu de l'occuper de façon exemplaire. »

Et encore: « La révolution allemande victorieuse est entrée dans le stade de l'évolution, c'est-à-dire du travail de reconstruction normal et légal. »

Il était fondamentalement pragmatique. D'autres, comme Röhm, ne l'étaient pas, acharnés à décrocher la lune.

Hitler tint, une nouvelle fois, à les mettre en garde « Dorénavant, toute action qui n'est pas en harmonie avec la législation de l'État, sera réprimée sévèrement et sans merci. Cet État national-socialiste ne peut tolérer aucune intervention privée dans les domaines souverains de l'État, en particulier dans la juridiction publique. » [2]

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 171.
2.– Brissaud, *op. cit.*, page 159.

Röhm avait pris brutalement le contre-pied des affirmations de son chef: « Nous ne sommes pas un club bourgeois, mais une association de combattants politiques résolus. Cette ligne révolutionnaire sera maintenue, je ne veux pas conduire des hommes qui plaisent aux boutiquiers, mais des révolutionnaires. »

Hitler était décidé, là encore, à être très patient. Il l'avait toujours été. Röhm était un camarade des premiers jours. Ses SA s'étaient des années durant sacrifiés pour sa cause. Malgré leurs excès, il ne pouvait manquer de reconnaissance à leur égard.

Les menaces sociales de Röhm ne l'inquiétaient pas. Sur ce terrain-là, il pouvait peu. Les relations avec les élites industrielles, c'est Hitler aussi qui les nouait. Les SA n'avaient jamais foncé à coups de matraque dans les usines.

Sur le plan militaire, c'était différent. Un conflit Reichswehr/SA pouvait devenir catastrophique pour l'Allemagne.

Or, c'était celui qu'à coups de provocations, Röhm cherchait.

XVII

LA CRISE RÖHM

Amadouée par la modération et les amabilités soigneusement calculées de Hitler, la Reichswehr avait petit à petit emboîté le pas au nouveau régime, sans enthousiasme, toujours sur ses gardes, très attentive, tout spécialement, aux débordements verbaux d'un Röhm, qui ne se gênait pas pour proclamer qu'il l'expulserait des casernes.

Hitler continuait de penser qu'en temporisant, Reichswehr et SA s'équilibreraient, la première s'amplifiant et se modernisant sur son terrain propre – le militaire – et la seconde assurant avec plus de sagesse les initiatives politiques du nouvel État.

« L'une, répétait inlassablement le Führer est au service de la nation, dont elle défend le territoire. L'autre est l'instrument du Parti dont elle protège les idées. Elle forme les deux colonnes sur lesquelles repose le Troisième Reich. » [1]

Röhm devait tout à Hitler. Sans lui, en 1921 il n'eut jamais commandé à un seul SA. S'il n'avait pas rappelé d'Amérique en 1931, il fut resté en Bolivie. Il se croyait néanmoins, en 1934,

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 177.

devenu une sorte de saint Pierre laïc, appelé à commander au Bon Dieu.

« Je ne redescendrai pas la pente une fois de plus » rugissait, hanté par le souvenir de la dégringolade qui l'avait conduit précédemment en Amérique parmi quelques millions de métis, lui le raciste !

Il se voyait devenir Carnot. Voire Bonaparte. L'armée allemande serait son fief.

« Toutes les révolutions victorieuses fondées sur une idéologie doivent avoir leur armée propre… On ne peut pas mener des guerres révolutionnaires avec des troupes réactionnaires. »

Hitler qui entendait manœuvrer, contourner avec application les obstacles en vue d'atteindre sûrement son objectif, l'énervait et l'exaspérait.

En juin 1933, à Berlin, au célèbre restaurant Kempinski, à la fin d'un copieux déjeuner, comme d'habitude trop arrosé, il avait explosé : « Hitler me promène par le bout du nez. Il préfère ne rien brusquer. Il nous trahit tous. Le voilà qui prend pour confidents ses généraux ! » [2]

Crime suprême, reproché par Röhm à Hitler. « Il devient un homme du monde ! Il vient de se commander un habit noir ! » [3]

Pour paraître prolétaire, Hitler eut dû recevoir le corps diplomatique, ou se rendre chez le maréchal von Hindenburg en casquette ou en salopette !

Mater la Reichswehr, et surtout en prendre la place devenait chez Röhm une véritable obsession : « Je ne veux pas un replâtrage de la vieille armée impériale. Faisons-nous, oui ou non, une révolution ? Si nous faisons une révolution, il faut qu'il sorte de notre élan quelque chose de nouveau, quelque chose comme la levée en masse de la Révolution française. C'est cela que nous ferons au bien nous crèverons. Les généraux sont de vieilles badernes, les officiers, des cadets couvés à l'école ne

2 et 3.– Brissaud, *op. cit.*, pages 156 et 157.

connaissant rien que leurs vieux cahiers et leurs vieilles casernes. Assez de leur routine, qu'on les mette aux rancarts. » [4]

L'inconvénient pour Röhm c'est que ces « vieux cahiers » avaient formé des spécialistes indispensables à une exacte science stratégique. Cette science, Röhm ne la possédait pas. Ni personne dans son entourage. Pour gagner des guerres internationales, ou même pour dominer une guerre civile, être un vaillant soudard ne suffit pas.

En outre, Röhm avait contre lui, les rumeurs facilement exploitables – et exploitées – qui circulaient au sujet de ses mœurs, d'un genre non spécial.

Aujourd'hui, être homosexuel n'apparaît plus comme une tare indélébile. Certains réclament même que ce soit accordé à ces anormaux le droit au mariage, le plus légalement consenti. Des prêtres de-ci, de-là prennent même les devant et recueillent d'un œil attendri leurs serments conjugaux, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit.

Mais en 1933, surtout à l'armée, de telles mœurs étaient peu appréciées. Un officier homosexuel était inexorablement cassé.

Il se faisait que, précisément, des lettres de Röhm venaient d'être vendues, écrites à un de ses partenaires dans ces exercices assez spéciaux. Ces lettres ne laissaient planer aucun doute sur les exploits homosexuels de l'épistolier qui, paraît-il, les avait imaginés et mis en pratique au cours de son séjour en Bolivie.

Ces distractions tropicales, transposées dans un Reich moralement rigide, paraissaient à beaucoup très peu conforme au bon ton.

On avait même découvert, à Berlin, une valise que Röhm avait oubliée sur l'escalier d'une maison hautement spécialisée en pareils jeux.

Le plus grave était que Röhm avait fait école, qu'on lui trouvait quelques émules parmi ses collaborateurs les plus directs.

4.– Brissaud, *op. cit.*, pages 156 et 157.

La femme de César ne peut pas être soupçonnée, surtout lorsque cette femme est un homme.

Les violences de certains de ses dirigeants, leurs scènes de beuveries tapageuses, le luxe que plusieurs d'entre eux affichaient, leurs voitures de course, leurs écuries, scandalisaient aussi.

Les débordements de plusieurs d'entre eux, tout jeunes, de trente ans parfois, avaient atteint des proportions qui choquaient et scandalisaient.

Le plus notoire, Karl Ernst, un des plus jeunes des généraux de la SA, dépensait, rien qu'en banquets, plus de trente mille marks par mois (trente fois le traitement d'un député), pris sur la caisse du parti.

Or il commandait à Berlin 300 000 SA, alors que dans une armée normale il n'eut peut-être pas été à même de commander une compagnie, voire un peloton. Il caracolait à cheval devant ses troupes comme un Napoléon entrant à Potsdam.

Il possédait une douzaine d'autos de grand luxe et des chevaux des meilleures races. Il s'était fait accrocher au cou – par le Grand-Duc en personne, parent du roi des Belges – l'ordre le plus élevé du Grand Duché de Cobourg.

Ernst n'avait, auparavant, jamais été qu'un voyageur de commerce, fils d'un employé. Son père était concierge.

Ses mœurs spéciales, à lui aussi, faisaient jaser. Mais il avait été un colleur d'affiches émérite et un cogneur intrépide au temps où, à Berlin, les SA n'étaient qu'une poignée. L'ascension vertigineuse de Hitler l'avait, de petit militant local, porté à des sommets stupéfiants.

Hitler savait très bien que ces roitelets abusifs devraient être liquidés un jour. Mais il était pris par des tâches politiques et sociales extrêmement harassantes. Il craignait aussi, par des renvois précipités, de heurter de nombreux militants naïfs et d'indigner par des révélations irritantes un public à peine rallié.

L'émule de Ernst à Breslay, le chef de la police Heines était un parvenu fêtard, du même acabit. Jeune comme lui, il avait

comme lui sous ses ordres des centaines de milliers d'hommes. Il était flanqué d'un adjudant freluquet à la croupe mouvante qui ne le lâchait pas d'un pied, pas même d'un pied de lit, « mademoiselle Schmitt », comme tout l'entourage l'appelait.

Exactement comme Ernst, Heines, non seulement ne pensait plus du tout que sans Hitler, lui et ses pareils seraient toujours des garçons de café ou des employés, mais ils trouvaient qu'ils n'en avaient pas encore reçu assez. Karl Ernst se répandait en insultes grossières contre Hitler. Il avait lancé des « menaces non équivoques » : « Nous saurons empêcher l'Allemagne de se rendormir ».

Hitler, muet, les tenait à l'œil depuis des mois. Leurs propos étaient enregistrés.

Un incident aggrava les soupçons. Hitler, un matin, allait monter dans une voiture qui devait le transporter à Karinhall, la propriété champêtre de Goering. Reniflant avec son instinct très étonnant un danger prochain, Hitler, au dernier moment, avait changé de voiture. Himmler avait pris place dans la voiture officielle délaissée.

Lorsque celle-ci roulait à cent à l'heure sur la route de Stettin, une vitre vola en miettes, traversée par un projectile, à quelques centimètres du visage de Himmler. Celui-ci n'avait été que légèrement blessé. Mais l'affaire avait donné à réfléchir. Seul, un homme très au courant des déplacements du Führer pouvait avoir suivi ou attendu l'automobile dans un endroit si précis.

Qui ?

Et sur ordre de qui ? Röhm cachait de moins en moins ses projets – « ses bataillons d'assaut deviendront la garde prétorienne de la révolution. » [5]

Il créerait « une sorte de république prétorienne et socialiste, un état SA, antibourgeois, dans lesquels les chemises brunes dont le nombre n'avait cessé de se gonfler, exerceraient dictatorialement le pouvoir ».[6]

5 et 6.– Brissaud, *Hitler et son temps*, pages 167, 195 et 196.

Or, on n'était encore qu'en juin 1933 !

« Pour le moins, écrit l'historien Brissaud, la camarilla rassemblée autour de Röhm préparait méthodiquement les conditions psychologiques de la proclamation d'une "Seconde Révolution". » [7]

Hitler, qui pressentait le péril, avait chargé son plus fidèle disciple, Sepp Dietrich, de former pour sa protection immédiate une garde spéciale qui allait désormais porter son nom, la « Leibstandarte SS Adolf Hitler », bientôt célèbre.

Le 1er juillet 1933, Hitler mit une fois de plus en garde des mutins éventuels, mais sur un ton de plus en plus rude.

« Je suis résolu à réprimer sévèrement toutes tentatives qui tendraient à troubler l'ordre actuel. Je m'opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire, car elle aboutirait à un véritable chaos. Quiconque se dressera contre l'autorité de l'État sera arrêté, sans tenir compte de son rang ou de sa situation dans le parti. »

C'est au sommet que la menace s'adressait. Dix jours plus tard, le 11 juillet 1933, le ministre de l'intérieur M. Frick répétait le dur avertissement : « Parler de poursuivre la révolution, voire d'en faire une seconde, serait compromettre l'évolution légale et constructive voulue par le Führer. De tels propos constituent une rébellion contre le Führer, un sabotage de la révolution nationale et un facteur de trouble pour l'économie allemande que le gouvernement est en train de reconstruire avec succès. Tout essai de sabotage de la révolution et, en particulier, les interventions arbitraires dans l'économie seront sévèrement réprimées. Les organisations et les groupements nationaux-socialistes n'ont pas à s'arroger des pouvoirs qui appartiennent exclusivement au chef du gouvernement. » [8]

Le lendemain, Hitler revenait personnellement à la charge : « La Révolution n'est qu'un moyen pour accéder au pouvoir,

7.– Brissaud, *Hitler et son temps*, pages 167, 195 et 196.

8.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 172.

non une fin en soi. Dans toute opération chirurgicale, un moment vient où il faut recoudre, sous peine de tuer le patient que l'on entend guérir. »

Malgré l'interdiction d'accroître encore ses effectifs et de se livrer à des manifestations spectaculaires hors de la présence de Hitler, Röhm répondit insolemment à ces mesures en rassemblant 92 000 SA, sur le champ d'aviation de Tempelhof, comme si le véritable Führer c'était lui.

« Celui qui s'imagine, lança-t-il, que la tâche des SA est terminée oublie que nous sommes là et que nous resterons là, quoi qu'il advienne ! Sous aucun prétexte je ne tolérerai que les SA s'écartent du but qui leur a été assigné. »

Cela frisait la rébellion. En fait, de-ci de-là, plusieurs sections de SA, excitées par les appels de Röhm à une seconde révolution, s'étaient presque mutinées. Il avait fallu les dissoudre en hâte. Un décret du 25 août 1933 avait interdit de porter des armes à tout ce qui n'était pas revêtu d'un grade.

Röhm s'empressa de répondre par une provocation. « Pour prouver qu'il ne craint personne, écrivit l'historien Jacques Bardoux dans *Le Temps* du 11 novembre 1933, Röhm concentre à Breslau du 3 au 6 novembre 1933 toute la division SA de Silésie, composée de 5 brigades et de 29 régiments, soit au total 83 600 hommes. La plupart de ces unités ont effectué des marches de plusieurs jours avec leur équipement complet ; et le défilé lui-même dure plus de quatre heures. Conduit par l'Obergruppenführer Heinz, commandant de la Région, la longue colonne brune passe devant le chef d'état-major, Ernst Röhm. D'abord viennent, drapeaux en tête, une délégation de la brigade Horst Wessel appartenant à la division De Berlin-Brandebourg, et la section d'état-major de la Ve Brigade de Stettin (2e Région), puis vient le régiment de cavalerie de la SA silésienne, enfin suivent 29 régiments d'infanterie et un régiment motorisé à cinq troupes. »

Le chef du défilé de Breslau, l'Obergruppenführer Heinz, a dépassé toutes les limites du défi : « Nous ne sommes encore qu'au commencement. »

Comment Hitler va-t-il réagir ?

Comment ? C'est presque incroyable. en faisant entrer le candidat mutin dans son gouvernement !

Hitler décèle parfaitement ces complots. Mais en ces mois d'incertitude, il ne peut pas et ne veut pas casser tout. Le régime n'est pas stabilisé. La SA n'est pas encore en état de surmonter une grande crise. La Reichswehr, d'autre part ne peut pas être sacrifiée pour se soumettre aux ukases d'esprits brouillons.

Les tentatives de sabotage de relèvement allemandes sont évidentes, lourdes de périls. Se mettre l'armée à dos à des moments pareils serait de la folie. Si l'armée allemande et la SA s'empoignaient, l'étranger s'étranglerait de bonheur.

Cela étant, pourquoi Hitler ne ferait-il pas du braconnier Röhm un garde assermenté ?

Introduit dans l'équipe ministérielle, le comploteur verrait sans doute sa vanité satisfaite. Être ministre ! l'ex-capitaine en nez en bille s'assiérait dans un fauteuil, à la Chancellerie !

Et puis, se dit Hitler, si l'on enferme dans le même Conseil ministériel les deux adversaires, le ministre de la Reichswehr, général von Blomberg, et le grand chef des SA, ils vont devoir obligatoirement se frotter l'un à l'autre. Ils seront acculés à se comprendre et à se supporter.

Mais avec Röhm, un portefeuille ministériel ne suffit pas. Il est d'ailleurs à sa manière un idéaliste, qu'on n'impressionne pas avec des faveurs. De toute façon, c'est la mainmise sur l'armée qu'il entend obtenir, l'autorité, absolue sur le ministère qui coiffe la Reichswehr.

Il accepte sa nomination, le 1er décembre 1933, avec hauteur, et presque sur un ton méprisant. Il ne viendra même pas, annonce-t-il à tous vents, résider à Berlin, comme ses fonctions devraient l'y obliger. Il prétend continuer de vivre à Munich, loin du gouvernement dont pourtant il fait officiellement partie désormais.

Il ne tolérera même pas que ses sous-ordres l'appellent ministre, mais Chef Général d'État-major. Exactement comme avant.

Au lieu de se réjouir d'une approche possible avec le ministre de Défense nationale, il s'acharnera à le braver au cours des rares réunions gouvernementales auxquelles il assistera. Il ne veut pas se le concilier mais l'expulser, lui et sa Reichswehr maudite !

Le maximum qu'il admettait – et encore, très provisoirement – ce serait que la SA rentre en force dans la Reichswehr, chaque unité conservant rigoureusement son autorité propre, chacun de ses roitelets conservant le grade ronflant qu'il pane dans ses formations. Les chefs des brigades, les chefs de division deviendraient automatiquement, égaux des officiers supérieurs qui ont exercé de hauts commandements durant ou après la Première Guerre mondiale, et ont tardé un quart de siècle ou davantage afin d'obtenir le collet rouge.

Cela paraît presque fou, mais les anciens voyageurs de commerce ou employés, les Ernst ou les Heines, qui n'ont pas passé un seul jour de leur vie à la caserne, pas même comme plantons, entendaient devenir instantanément les émules des chefs militaires de la vieille Reichswehr !

Il était évident que pas un seul d'entre eux ne l'admettrait, pas davantage d'ailleurs qu'un Röhm à la compétence stratégique presque nulle ne devienne leur ministre, comme il l'exigeait, ou leur chef d'état-major général.

La réaction du général-ministre von Blomberg sera sensée. Il ne médit pas de la SA, mais sur le plan militaire, il en connaît les limites, évidentes aux yeux de tout spécialiste un peu informé.

« L'armée Brune est tout au plus une armée de guerre civile. Elle serait incapable de soutenir victorieusement une guerre étrangère. La Reichswehr n'enrôlera jamais en bloc des unités de la SA, et ne reconnaîtra pas non plus les grades obtenus dans les sections d'assaut. Quiconque veut entrer dans l'armée doit y venir individuellement et commencer par l'échelon le plus bas de la hiérarchie. Agir autrement serait briser complètement l'unité de l'armée. » [9]

9.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 182.

Hitler pense de même, non seulement par conviction personnelle mais parce qu'il est objectif – « Placer le chef des SA à la tête de l'armée eût été désavouer les conceptions politiques que j'ai suivies pendant plus de quatorze ans. Même en 1923 j'ai proposé pour commander l'armée un ancien officier (le général Ludendorff), et non l'homme qui commandait alors les Sections d'Assaut (Goering). » [10]

Alors que la France, convaincue de sa chute prochaine, se prépare à rompre toute négociation avec le Reich, comment pourrait-il se prêter à cet amalgame suicidaire ?

Son geste conciliant vis-à-vis de Röhm n'avait servi à rien. Il faudra tôt ou tard que Hitler mette fin à ces ambitions fanfaronnes.

« Les sentiments personnels, avait écrit le général von Seeckt ne doivent jamais jouer aucun rôle au regard de la raison d'État. » [11]

Röhm, vitupérant le « club bourgeois », vomissant l'ensemble du système capitaliste que, précisément, Hitler était en train de mettre au pas et grâce auquel, en partie, il avait obtenu déjà la remise au travail de près de trois millions de chômeurs, ainsi que l'application de réformes qui amélioraient du tout au tout la situation physique et morale du prolétariat

Le 22 janvier 1934, Röhm, dans un discours aux chefs de la SA de Thuringe, irait jusqu'à proclamer que l'accession de Hitler au pouvoir n'avait été « qu'un en-cas » : « La révolution nationale-socialiste nous impose, au-delà de tout ce qui a été, obtenu, de nouvelles tâches grandes et importantes. »

« L'élan révolutionnaire des SA, en finira avec "la stagnation et l'esprit de boutiquier". » [12]

Le boutiquier visé, c'était bien sûr Hitler. « Si Adolf n'accepte pas, ajouta Röhm, je foncerai, et des millions d'hommes me suivront. Il faut éliminer Hitler, le mettre sous clefs. » [13]

10.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 182.

11.– Reproduit par Benoist-Méchin dans *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, page 183.

12.– Gisevius, *op. cit.*, page 209.

13.– Brissaud, *op. cit.*, pages 195 et 196.

« La révolte qui gronde de plus en plus dans les rangs des SA, constate l'historien Benoist-Méchin, risque de devenir explosive d'un moment à l'autre. Le problème SA est à régler en priorité absolue. » [14]

Röhm n'est plus, dès alors, qu'un mutin en puissance.

Ou il va utiliser promptement sa bombe, ou Hitler lui fera sauter l'explosif dans les mains.

Un chef mou se laisserait surprendre. Hitler n'a rien d'un mou. Et bientôt Röhm va l'apprendre.

14.– Brissaud, *op. cit.*, pages 195 et 196.

XVIII

LES DERNIERS MILLIMÈTRES DE LA MÈCHE

C'était justement le moment où Hitler achevait d'expliquer aux chefs de la vieille armée que leur mission toute prochaine serait non seulement de fortifier leurs contingents mais d'inaugurer des tactiques nouvelles, en motorisant leurs forces.

La mauvaise volonté de l'étranger croissant, la création d'unités compactes de blindés allemands était urgente.

Au sujet de Röhm, Hitler restait envers et contre tout, circonspect : « Il faut laisser mûrir l'affaire. »

Cela ne voulait pas dire que Hitler n'allait pas prendre des précautions. Maintenir mobilisés trois millions de SA, alors que plus personne ne troublait aucun meeting, et que la rue jouissait du calme le plus complet, n'avait plus le moindre sens. Pour faire face à n'importe quelle menace politique qui pourrait surgir, la moitié, le tiers de ces hommes suffirait amplement. Cette armée immense et inoccupée n'était plus qu'un instrument de pression de quelques petits caciques trop ambitieux, ou qui avaient perdu la tête.

Au fond de lui-même Hitler était bien décidé : il allait réduire très fortement ces effectifs devenus inutiles, puis dangereux.

Au surplus, ce serait un moyen de calmer quelques inquiétudes qui avaient cours à l'étranger, où l'existence de cette SA mettait l'opinion en transes. Le 21 février 1934, Hitler, on le sait, avait annoncé qu'il allait la réduire des deux tiers, donc, environ, de deux millions d'hommes.

Ceux qui seraient maintenus ne seraient plus qu'une simple organisation politico-civile « sans attributions militaires d'aucun ordre ».

Ces engagements de Hitler, M. Doumergue les avait rejetés avec morgue.

Plus insolent encore que le président Doumergue, avait été Röhm, qui s'était vu, par cette proposition du gouvernement du Reich, sur le point d'être délesté d'un moment à l'autre des deux tiers de ses cohortes, réduites à n'être plus qu'une troupe émasculée non seulement numériquement mais militairement puisqu'elle serait dans l'avenir moins armée que des gardiens municipaux !

Röhm n'avait pas attendu plus de vingt-quatre heures pour déverser sa fureur.

« Les SA forment un bastion inébranlable érigé contre la réaction, les petits bourgeois et les tartufes, car ils incarnent tout ce que représente la notion de révolution ! Le combattant en chemise brune a, depuis le premier jour, marché sur la route qui mène à la révolution, et de cette route il ne s'écartera pas d'une semelle. » [1]

Et encore : « Le nouveau régime allemand, faisant preuve d'une indulgence incompréhensible n'a pas fait brutalement table rase des supports et des hommes de mains du système ancien… Du calme et de l'ordre, tels sont leur mot de ralliement ! Et, dans cet esprit il se rencontre avec toutes les couches et tous les camps des bourgeois bornés. » [2]

« La réaction et la révolution, cria-t-il, sont ennemies mortelles. Il n'est pas de pont qu'on puisse jeter entre elles, l'une exclut l'autre. » [3]

1, 2 et 3.– Brissaud, *op. cit.*, pages 189-190.

Pour la forme, Röhm s'était encore référé à la fidélité à Hitler. Mais quelle fidélité restait imaginable après un tel refus ? Röhm, ce jour-là avait transgressé définitivement, même s'il ne comprenait pas ce que cette rébellion historique signifiait. Il n'avait même pas attendu cette date pour lancer sa riposte.

Depuis des semaines le complot Schleicher-Strasser-Röhm était une réalité. Des bavardages et des vantardises l'avaient fait connaître déjà à la police d'État. La participation de l'ambassadeur de France à ces menées était connue. On suivait ses visites et ses réunions avec les apprentis-conjurés.

Röhm avait poussé au maximum l'importance de ses forces. Il avait créé son propre service politique, son propre service de presse, totalement indépendant.

« Il organisa une nouvelle série d'immenses défilés et tenta en général de démontrer par des parades triomphales ininterrompues que les forces de la SA, étaient intactes. En même temps il se procura, en partie par des achats à l'étranger d'assez grandes quantités d'armes. » [4]

Des armes pour quoi ? Contre qui ? Contre l'armée ? Contre Hitler ? Sinon, contre qui d'autre ? « Il est indéniable que ces activités furent ressenties par Hitler et les chefs militaires comme une provocation… Les chefs de la Reichswehr se manifestèrent plus ouvertement.[5] "Röhm est perdant, son compte sera bientôt réglé", conclut laconiquement le général von Blomberg. »

De leur côté, les équipes de Röhm étaient prêtes. « Trois groupes, lit-on dans Benoist-Méchin, se constituent alors parmi les commandants de la SA. D'abord une petite "camarilla" rassemblée autour de Röhm, qui comprend les généraux les plus puissants de l'armée brune et que lie la communauté de mœurs et de l'ambition. Puis un certain nombre de chefs non

4.– Fest, *op. cit.*, page 92.

5.– Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, pages 180-181.

inféodés à cette coterie mais qui continuent à obéir à Röhm par esprit de discipline. Enfin, quelques chefs évincés du Haut Commandement, qu'inquiètent les projets de Röhm. » [6]

Certains passent déjà à l'action. « Enhardis, écrit encore Benoist-Méchin, par les déclarations cyniques et le mauvais exemple de leurs chefs, de petits groupes de SA commencent à se livrer, ici et là, à des actes de violence. Dans les derniers jours de mai, des pelotons de chemises brunes saccagent les grands magasins Kaarstadt à Hambourg, la police doit intervenir pour rétablir l'ordre. Des scènes du même genre se produisent à Francfort et à Dresde. A Munich, où les esprits sont survoltés, des gardes d'état-major parcourent les rues en chantant des couplets révolutionnaires. L'un d'eux a pour refrain ce vers significatif: "Aiguisez vos longs couteaux sur le rebord du trottoir". »

Cela va encore plus loin.

« Ils n'hésitent pas à proclamer que la seconde révolution est proche, que le jour où elle éclatera ils régleront leurs comptes avec tous leurs ennemis, et que ce sera le début d'un carnage tel que l'Allemagne n'en a encore jamais vus. » [7]

Cette fois la guerre civile est aux portes du Reich.

Hitler fera une dernière tentative. Il convoque Röhm, le 4 juin 1934, à la Chancellerie, et s'acharna pendant cinq heures à essayer de le convaincre.

Il a raconté lui-même ce que fut son effort. « Je le conjurais de s'opposer de lui-même à toute cette folie pour éviter une catastrophe Ce fut en vain. La discussion dura inutilement jusqu'à minuit. »

Hitler ne manqua pas non plus de prédire à Röhm ce qui l'attendait s'il persévérait dans son plan insensé: « Je briserai personnellement – et sur le champ – toute tentative susceptible

6.– Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, pages 180-181.

7.– *Ibid.*

de replonger l'Allemagne dans l'anarchie –, quiconque s'attaquerait à l'État devrait le compter à l'avance au nombre de ses ennemis. » [8]

Röhm sortit en pestant, de cette Chancellerie où il ne réapparaîtra plus jamais.

« Il comprend qu'il ne ralliera jamais Hitler à ses vues. Il s'incline en apparence devant les admonestations du Führer. Mais il forge aussitôt un second plan, qu'il communique aux membres de son entourage. Un coup de force sera déclenché prochainement à Berlin. Les SA occuperont par surprise les bâtiments ministériels. Dès la première heure, Hitler sera emprisonné et tenus au secret... Ce plan est aussitôt adopté par la "camarilla". Hans Hayn, en Saxe et B. Edmund Heines en Silésie sondent la police pour savoir comment elle réagira. » [9]

Le complot, si l'on en croit la communication de l'ambassade de France à son gouvernement, eut encore été plus loin qu'une arrestation du Führer: son arrestation eut été suivie de sa liquidation physique.

Un fait de plus est concluant: Röhm en vue de l'opération, avait constitué un fond secret de 12 millions de marks.

Le fait est confirmé formellement par Benoist-Méchin: « On rassembla un trésor de guerre de 12 millions de marks. » [10]

Somme, alors fantastique! Pour les élections décisives de mars 1933, qui assureraient à Hitler le vote des pleins des pouvoirs, Schacht, à la fin de la réunion à laquelle il avait convié les douze plus importants hommes d'affaires du Reich, avait reçu en chèques dans son chapeau une somme de trois millions de marks. Ceux-ci avaient servi à financer cette grande campagne électorale, non seulement celle du parti de Hitler, mais aussi celle des partis dits nationaux de Hugenberg, Papen et consorts. Or, le jour du vote, il restait en caisse une somme de six cent mille marks non dépensés. C'est-à-dire que les douze millions de marks rassemblés secrètement par Röhm à coups de pression

8, 9 et 10.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 182.

dans les milieux financiers représentaient une force de subversion comme nul parti en Allemagne n'en avait possédé.

Allant au plus pressé, Hitler décida, le 6 juin 1934, d'envoyer toute la SA en vacances pour un mois.

Cela donnerait peut-être encore du temps pour trouver une solution de compromis.

En même temps, la preuve serait faite à l'étranger que le système hitlérien, pour maintenir sa force et l'ordre public, n'avait plus besoin de ces trois millions de SA puisque, pendant un mois entier, Hitler pourrait parfaitement se passer d'eux.

Röhm riposta, le surlendemain, 8 juin 1934, avec une colère non dissimulée : « Les ennemis des SA recevront la réponse qu'ils méritent en temps opportun et dans la forme voulue. Si nos ennemis croient que les SA ne reviendront pas de leur congé ou n'en reviendront que partiellement, ils se trompent. Les SA sont et demeurent maîtres du destin de l'Allemagne. » [11]

On ne pouvait pas proclamer plus délibérément que bientôt que les comptes se régleraient.

Détail très symptomatique : alors que toute communication faite à la SA se terminerait invariablement par le « Heil Hitler » de rigueur, cette fois le salut était biffé, comme si déjà le Führer avait cessé d'exister.

Sur ce complot, qu'on s'est complu à dépeindre après 1945 comme un « complot bien entendu imaginaire », les contempteurs de Hitler ont dû, depuis lors, tremper d'une eau abondante leur vin frelaté.

« Il y a indubitablement une part de vérité dans cette histoire de putsch, dut bien avouer l'anti-hitlérien forcené qu'était l'ex-policier Gisevius. Premièrement tout le monde flaire cette "deuxième révolution" dont on parle tant. Les SA aiguisent leur poignard, bien qu'ils ne soient pas les seuls à le faire. Tôt ou

11.– Reproduit par Benoist-Méchin dans *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, page 183.

tard, Röhm frappera de par la force des choses. Secondement, il est fort possible qu'il se soit traîné quelque chose entre Schleicher et lui. Au cours de la soirée passée en compagnie de François-Poncet, on a dû certainement prononcer des paroles cyniques. » [12]

Un historien français, aussi peu nazi qu'André Brissaud, s'est posé et reposé la question. « Röhm avait-il réellement un projet de putsch ? »

Il est impossible, conclut-il, d'en exclure la possibilité. Il a en vain essayé de trouver dans les archives de Nuremberg un document ou l'autre qui eut pu permettre de nier le complot.

« Le procès criminel de l'affaire de la Nuit des Longs Couteaux, qui s'est déroulé du 6 au 14 mai 1954 à Munich et auquel j'ai assisté, n'a pas fait la lumière sur ce point important. » [13]

« Le chef des SA, ajoute-t-il, n'était pas un petit saint, et il possible sinon probable que, à ce tournant capital de son ascension politique, Röhm se soit laissé aller une fois de plus à son penchant naturel qui était d'assumer son destin dans la conspiration et le combat révolutionnaire. »

« Pour le moins, écrit encore Brissaud, la camarilla rassemblée autour de Röhm préparait les conditions psychologiques de la proclamation d'une seconde révolution. » [14]

Le but de Röhm n'est plus contesté. Même par un Brissaud : « Tout permet de penser, reconnaît-il, que Röhm caressait des projets dont la réalisation eut provoqué plus ou moins rapidement l'élimination du Führer. Maints historiens, en voulant noircir Hitler dans cette affaire, ont beaucoup trop blanchi Röhm... Ce qu'il voulait, lui, c'était une sorte de république prétorienne et socialiste, un État SA antibourgeois dans lequel les chemises brunes, dont le nombre n'avait cessé de se gonfler, exercerait directement le pouvoir. Le conflit Hitler/Röhm était

12.– Gisevius, *op. cit.*, page 209.

13 et 14.– Brissaud, *op. cit.*, pages 195 et 196.

très profond. Et les défis répétés de Röhm, les démonstrations de force des SA, les menaces de leur chef, ont certainement correspondu à une volonté d'action qui chez les reîtres politiques a bien dû prendre, dans leur pléthorique état-major, la forme de plans de putsch. "Aiguisez vos longs couteaux" est bien un chant SA. » [14]

On sait de quelle façon, après la Deuxième Guerre mondiale, toute cette affaire Röhm a été déformée, et convertie pour le public à feuilletons policiers, en un bas règlement de comptes entre un Hitler sanguinaire et un chef de la SA dont il était jaloux; les plus stupides racontars ont été présentés comme des faits avérés. La vérité, aujourd'hui, n'est même plus discutable. Elle a été rétablie non en se basant sur des bobards souvent bouffons, mais sur des documents officiels et des témoignages historiques.

Röhm était en état de rébellion. Ses hommes de main étaient prêts à tout. A renverser Hitler. A l'emprisonner. A l'assassiner.

De son côté, le général von Schleicher était décidé à faire de Röhm et de Strasser les deux vedettes de son prochain gouvernement. L'ambassadeur de France, M. François Poncet, était en contact répété avec les futurs putschistes, il en informait avec précision son gouvernement. Son attaché militaire, le général Renandot, annonçait, dans son dernier rapport : « Un conflit sanglant est inévitable ».

Partout, un étrange malaise s'étendait.

« Ça va mal », grognonnait le maréchal von Hindenburg.

Il avait fait venir Hitler à sa résidence d'été à Neudeck : « Il est grand temps que vous mettiez un peu d'ordre dans la maison. Débarrassez-vous des trublions qui compromettent le régime national-socialiste. »

Les derniers millimètres de la mèche de l'explosif se consumaient. N'importe quand, la bombe pouvait sauter.

Qui, Hitler ou Röhm, serait le premier à la lancer ?

« Il faut agir, déclara enfin Hitler, il faut frapper, et frapper vite. »

15.– Brissaud, *op. cit.*, pages 195 et 196.

XIX

FRAPPER LES PREMIERS

Un homme qui n'était pas encore apparu ouvertement dans l'affaire Röhm-Schleicher-Strasser était von Papen, le vice-chancelier Papen, qui, le 30 janvier 1933, avait été placé, près de Hitler, par Hindenburg comme surveillant, presque méprisant, du Führer, et qui, au bout de trois mois, n'était déjà plus, à la Chancellerie qu'un figurant au visage presque effacé.

Il était morose. Ce Hitler, qui était de plus en plus suivi par la foule, l'énervait, l'irritait, lui qui n'avait jamais été suivi par personne et qui s'était vu humilier au Reichstag, en 1932, par un vote de méfiance dressant contre lui 96 % du Parlement. Avec sa jaquette impeccable et son haut-de-forme, qu'était-il encore ?

Hitler, le 14 juin, 1934, était parti en Italie pour sa première visite à Mussolini. Papen, qui n'était pas d'un naturel valeureux, allait profiter de cette absence du chef de son propre gouvernement pour lancer contre lui, trois jours seulement après son départ, un discours qui ferait le pendant, plutôt académique, aux manœuvres torses et aux illusions de son ancien ami, puis ex-ami, puis nouvel ami, le général von Schleicher.

Le discours qu'allait prononcer von Papen n'était même pas de lui. C'est un « nègre », comme on dit, qui le lui avait écrit. Il s'appelait Edgard Jung. Sa littérature anti-hitlérienne allait lui coûter plutôt cher !

Papen, pour faire son coup, avait choisi la ville de Fulda, vieille métropole ecclésiastique. Le texte que Jung lui avait donné à déclamer était d'une exagération presque risible, surtout qu'il était censé être rédigé par un homme qui, occupant la Chancellerie du Reich avant Hitler, s'était révélé incapable de rien créer.

Que lui, dont le passé politique avait correspondu à zéro, prétendît faire la leçon à celui qui, en quelques mois, venait de remettre un million de chômeurs allemands au travail, dépassait l'outrecuidance.

Avec une conviction de chef de gare, Papen épela, à Marburg, ses feuillets préfabriqués : « L'Allemagne ne doit pas devenir un train lancé à l'aventure, dont nul ne sait où il s'arrêtera... Les grands hommes ne sont pas créés par la propagande, mais par la valeur de leurs actes et le jugement de l'Histoire... Une intelligence déficiente ou primaire ne qualifie personne pour engager une lutte contre l'esprit. »

Les évêques, champions toutes catégories des bagarres politiques, et dont Papen eût voulu apparaître ce jour-là comme le porte-parole, s'étaient aussitôt tenus cois, les mitres penchées sur leur bréviaire, les crosses d'assaut dans les tiroirs.

Bruning, l'ex-Chancelier comprenant que le ragoût de Papen avait brûlé et sentait le roussi, déguerpirait, la semaine même, filant rosaire à la main, vers les Amériques.

A la descente de son avion, revenant de Venise, Hitler allait se charger de la réplique.

Après avoir lu le compte-rendu du discours du scribe de von Papen, s'avança vers le très étrange collaborateur qui avait cru spécialement futé de verser, en son absence ce seau de savon noir sur le plancher de la Chancellerie.

Quelques heures après avoir atterri, Hitler l'interpella symboliquement du haut de la tribune d'une assemblée populaire, à Gera, en Thuringe :

« Tous ces nains qui imaginent avoir quelque chose à dire seront balayés par la puissance de notre idée communautaire. Car tous ces nains oublient une chose, quelles que soient les critiques qu'ils croient pouvoir formuler : où est-il le mieux qui pourrait remplacer ce qui existe ? Où l'ont-ils, ce qu'ils veulent mettre à sa place ? Ridicule, ce petit ver qui veut combattre une rénovation aussi puissante d'un peuple ! » [1]

Schleicher que ce sabotage de von Papen avait ravi, achevait de peaufiner son futur gouvernement. Déjà la liste en circulait : le rôle de chacun, était déjà fixé, on peut le lire dans Benoist-Méchin. « Hitler sera assassiné. Schleicher deviendra Chancelier à sa place. Grégor Strasser recevra le portefeuille de l'Économie nationale. Quant à Röhm, il deviendra ministre de la Reichswehr. » Il convient, expliquait Schleicher, que les formations nationales et l'armée soient entre les mêmes mains.

« Strasser et Röhm ayant approuvé son programme, Schleicher se croyait assuré du succès. » [2]

Ainsi, c'est un général étouffant d'ambition qui, responsable direct de la Reichswehr six mois plus tôt en tant que ministre de la Défense nationale, est décidé à faire passer tous les généraux de la Reichswehr, ses propres collègues, sous le commandement de Röhm, l'insulteur constant de leur vieille armée !

Le ressentiment avait converti en parjure cet homme crâneur, cynique, que la soif du pouvoir faisait sécher de fureur, et qui était prêt à s'allier à n'importe qui pour le ressaisir.

« Il estime, écrit sévèrement l'historien Benoist-Méchin, que l'heure est venue de faire payer sa disgrâce. Général sans armée, fasciste sans conviction et socialiste sans appui dans la classe ouvrière, il a perdu ses amis en perdant son ministère. Mais maintenant que les événements semblent tourner en sa faveur, il voit la possibilité de tout reconquérir d'un seul coup. » [3]

1.– André Brissaud, *Hitler et son temps*, page 197.
2.– Benoist-Méchin : *Histoire de l'Armée allemande*, tome III, page 189.
3.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, pages 188, 189.

Cette crise encore semi-secrète infiltre ses rumeurs et provoque des réactions apeurées.

Le 25 juin 1934, Hitler est informé de ce que, en 15 jours, les réserves d'or de la Reichsbank ont dégringolé de 925 millions de marks à 150 millions.

L'agitation des SA inquiète les milieux industriels et bancaires.

Tout concorde: l'armée menacée, l'anarchie en vue, le spectre de la dévaluation suspendu au-dessus du Reich.

Les lieutenants de Hitler haussent le ton. Rudolf Hess, le 26 juin 1934, déclare à la radio de Cologne:

« Le Führer pardonnera les petits écarts personnels, eu égard à l'ampleur des réalisations. Mais si le Parti est obligé d'engager la lutte, il le fera selon le principe national-socialiste: si tu frappes, frappe fort. »

« Le national-socialisme ne saurait être remplacé, ajouta-t-il, ni par des forces conservatrices sélectionnées, ni par des menées criminelles qui se parent du nom pompeux de " seconde révolution ". Adolf Hitler est et demeure un révolutionnaire de grand style. Il n'a pas besoin de béquilles. »

Herman Goering, le 28 juin, est aussi ferme, à Hambourg:

« Tirer un peuple de boue, pour l'élever vers le soleil est une tâche surhumaine. La base sur laquelle repose le Reich est la confiance envers le Führer. »

L'avertissement éclate pareil à un coup de fusil: « Quiconque cherche à détruire cette confiance, cherche à détruire l'Allemagne; quiconque pêche contre cette confiance a signé son arrêt de mort. »

Des renseignements de plus en plus précis sont apportés à Hitler, les uns réels, d'autres exagérés sans doute par des imaginations inquiètes, ou interprétées plus ou moins exactement par des services d'écoute. Ces feuilles d'écoute des conversations téléphoniques des conversations des conjurés sont criblées d'insultes grossières à l'adresse de Hitler. Des agents secrets ont suivi les suspects. Des lettres ont été saisies elles

aussi, très accusatrices. Goering est le plus impressionné, par le dossier.

« Dans le camp national-socialiste, on se livre également à des préparatifs fiévreux. Les milices noires sont en état d'alerte. Un certain nombre de sections de SS sont armées de fusils avec 120 cartouches par fusil. La troupe de choc connue sous le nom de Section SS de Grossbeeren est sur le pied de guerre. Certaines formations du corps automobile, ou NSKK, sont mobilisées et armées de mousquetons. »

Hitler, ce jour-là, est parti pour Essen où il doit assister à un mariage et rencontrer des industriels importants des chantiers métallurgiques. Le lendemain, 29 juin 1934, il inspectera des camps de Service du Travail en Westphalie.

C'est alors que va tomber sur lui, comme un météore, une nouvelle qui porte à son plus haut point l'alarme: « Röhm a mandé l'ordre à tous les commandants de SA de le rejoindre à Wiessee le 30 juin, l'après-midi, au bord du lac bavarois de Tegern... Toutes les unités de SA ont reçu l'ordre de se tenir à la disposition de leur chef. » [4]

Or c'est précisément le lendemain, 1er juillet, que doit commencer le congé, décrété par Hitler, des trois millions d'hommes de la SA. Hitler a fait lui-même le récit de ces heures particulièrement dramatiques.

« La mobilisation des SA à la veille de leur départ en congé me parut insolite. Je décidai donc de relever le chef d'état-major de ses fonctions, le samedi 30 juin, de le mettre aux arrêts de rigueur jusqu'à nouvel ordre et d'éliminer un certain nombre de chefs de SA, dont les menées criminelles étaient de notoriété publique. En raison de la tension des événements, je pensais que le chef d'état-major ne m'obéirait probablement pas si je le convoquais à Berlin ou ailleurs. Je résolus en conséquence de me rendre moi-même à la conférence des chefs de SA. Me fiant à mon autorité personnelle et à l'esprit de décision qui ne m'avait

4.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome I, page 192.

jamais fait défaut dans les moments critiques, je projetais d'y arriver le samedi à midi, de destituer sur-le-champ le chef d'état-major, d'arrêter les principaux instigateurs du complot, et d'adresser un appel vibrant aux autres commandants de SA pour les rappeler à leur devoir. »[6]

Hitler vient d'achever sa visite de Westphalie parmi les jeunes travailleurs. Il est arrivé, pour passer la nuit, à un hôtel qu'il affectionne, chez son vieux camarade Dreesen, à Godesberg, d'où, de son balcon, il domine un admirable paysage du Rhin.

Comme si le ciel voulait se mêler à son drame intérieur, un orage, des coups de tonnerre et des éclairs éclatent dans un ouragan wagnérien.

Goebbels est accouru à 21 heures 30 en avion spécial, pour lui apporter, de Berlin, d'autres messages qui d'heure en heure sont venus aggraver l'inquiétude.

« L'alerte a été donnée pour le lendemain, à 16 heures, dans la capitale. Des camions ont été réquisitionnés pour le transport des troupes de choc, l'action débutera à 17 heures précises par l'occupation brusquée des bâtiments ministériels. »[6]

Il n'est plus temps d'éplucher chacun de ces renseignements, de soupeser le vrai, le supposé ou l'imaginaire.

« J'en ai assez ! » s'écrie Hitler.

« Il fallait agir avec la rapidité, de l'éclair. Seule une intervention brusquée était peut-être encore capable d'enrayer la révolte. Il ne pouvait y avoir aucun doute : mieux valait abattre une centaine de conspirateurs que de laisser s'entre égorger dix mille SA innocents d'un côté, et dix mille civils tout aussi innocents, de l'autre. »[7]

Hitler réfléchit pendant quelques minutes. Tous se taisent autour de lui. Sévir contre d'anciens compagnons des premières luttes déchire sa sensibilité.

5.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 192.
6.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 194.
7.– *Ibid.*

« J'étais plein de respectueuse admiration, racontera Goebbels, témoin de ce silence, pour cet homme sur lequel reposait la responsabilité du sort de millions d'être humains, et que je voyais en train de peser un choix douloureux. D'un côté le repos de l'Allemagne, et de l'autre ceux qui avait été jusqu'à présent ses familiers. »[8]

« Tout dévoyés qu'ils soient, ce sont des camarades de lutte. Ils ont partagé pendant des années les mêmes angoisses, les mêmes espérances, et ce n'est pas sans horreur qu'il se voit contrait de sévir contre eux. »[9]

« Ce fut pour moi, avoua Hitler, une terrible souffrance. » Mais un chef doit passer quand c'est nécessaire, par-dessus ses attachements. Hitler va devancer la réunion convoquée par Röhm et surgir avant tout autre. Il ne chargera personne de la dangereuse mission. Il ira, lui-même, à peu près seul : six personnes en tout pour l'accompagner, Goebbels collé à son chef.

A Godesberg, l'avion personnel de Hitler est en panne. Heureusement pour lui. Car à l'aérodrome de Munich on guettait son appareil.

Un Junker de remplacement est amené et grimpe aussitôt dans le ciel noir, encore marqué par l'orage. Hitler ne dit pas un mot durant les deux heures de vol. Sera-t-il encore en vie le soir même ? Il est un vieux soldat, il se jettera droit sur l'obstacle, comme au front des Flandres ou en Artois.

Avant que l'avion ne démarre, il avait encore eu le temps de recevoir une information téléphonique du ministre de l'intérieur de Bavière, Adolf Wagner : « 23 h 45. Plusieurs centaines de SA ont parcouru les rues lançant des slogans injurieux contre Hitler et la Reichswehr, entonnant leur chant "Aiguisez vos longs couteaux sur le bord du trottoir". »

Sautant en hâte de son Junker, à Munich, Hitler va immédiatement arracher leur feuilles d'argent du collet aux deux

8 et 9.– Brissaud, *op. cit.*, page 201.

grands chefs SA qui devaient retrouver Röhm dans l'après-midi.

Aussitôt après, il s'élance en voiture vers la bourgade de Wiessee où campe Röhm.

Dans sa voiture, il est accompagné en tout et pour tout de Goebbels, Otto Dietrich – son attaché de presse – et par trois gardes du corps.

Un camion portant des SS les rejoint sur la route.

« Mon Führer, dit Goebbels, celui qui frappe le premier a la partie gagnée. Dans la lutte, le premier round est toujours décisif. »

Frapper avant tout autre, c'est exactement l'idée de Hitler. En vrai combattant, il va bondir.

XX

LE 30 JUIN 1934

Hitler a sauté de sa voiture le premier sur le palier de la pension Hanselbauer où dorment encore Röhm et son état-major. Tout durera en tout quelques secondes. La porte d'entrée vole en éclats. Hitler se précipite. Goebbels et les quelques SS de l'escorte courent de chambre en chambre avant qu'un seul dormeur ait pu bouger.

Et quels dormeurs ! Le plus acharné des complices de Röhm, Heines, avec qui il avait défilé si insolemment à Breslau il y avait peu devant cent mille SA, dort toujours, nu, collé à son chauffeur ! Il essaie de saisir un revolver, est foudroyé.

C'est Hitler en personne qui a voulu arrêter Röhm.

« Seul et sans armes, écrivit Churchill, assez admiratif, Hitler monta l'escalier et pénétra dans la chambre de Röhm. » [1]

Le visage duquel devint cramoisi à voir apparaître Hitler. Ses traits étaient encore marqués par les beuveries de la nuit. On le traîna au dehors. On le poussa dans un camion avec quelques autres rescapés. Hitler s'était détourné de lui, consterné.

1.– Churchill : *L'orage approche*, page 100.

C'est alors qu'apparut brusquement, arrivant à Wiessee, une série de véhicules convoyant un premier lot des principaux chefs de la SA, accourant à la convocation de Röhm.

Hitler se jeta sur la route, fit stopper les voitures, arrêta personnellement ceux des dirigeants dont il connaissait la complicité Il savait très exactement qui étaient les complices de Röhm, et qui étaient les non-informés, aussitôt libérés.

Les autres se retrouveraient promptement dans la prison de Munich.

« Ceux-ci, a révélé Benoist-Méchin, avaient l'intention de mettre les autres chefs au courant de leurs projets au cours de la conférence de Wiessee, les plaçant ainsi devant le fait accompli, puisque l'action devait se déclencher à peu près à la même heure à Berlin et à Munich. Ceux qui ne se seraient pas ralliés à Röhm auraient été arrêtés et remis au commando de choc. » [2]

On devine aisément ce que ce commando de choc en aurait fait !

Or, justement, au même moment (7 h 45), ce commando de choc spécialement créé par Röhm arrivait, lui aussi, porté sur une colonne de camions. Cette irruption, à une heure si matinale
une colonne de camions ~~Cette irruption, à une heure si matinale,~~ était révélatrice. Si ces hommes de choc débarquaient si tôt, ce ne pouvait être que pour recevoir dès l'aube les ordres de la mission très spéciale que Röhm entendait leur assigner !

Là, une deuxième fois, c'est le Führer lui-même qui allait, à la minute même, intervenir.

« Hitler, toujours sans armes, s'avance vers le chef du détachement et lui ordonne, sur un ton sans réplique, de faire demi-tour et de rentrer dans ses quartiers. Le chef de détachement s'exécute et la colonne de camions repart dans la direction de Munich. » [3]

Ainsi, à chaque étape, c'est Hitler, le premier, qui a bravé les risques.

2.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 197.
3.– *Ibid.*

« Si Hitler, a écrit Churchill, était arrivé une heure plus tard, ou les autres une heure plus tôt, l'histoire aurait pris un cours différent. » [4]

D'autres grands manitous SA devaient arriver par le train à Munich. Au moment même où ils débarquaient, ils s'étaient fait coffrer, chacun son tour, à la gare même.

Revenus à onze heures du matin à la Maison Brune, Hitler s'était faire remettre immédiatement la liste des incarcérés.

Ils étaient deux cents. Il cocha lui-même sur la feuille les noms des dirigeants les plus compromis, à fusiller. Là non plus, il n'essaya pas de faire endosser à d'autre le choix et l'ordre d'exécution. Responsable de son pays, il prenait fermement ses responsabilités devant son pays.

Churchill devait lui-même le reconnaître : « Par son action prompte et impitoyable, il avait assuré sa position et sans doute sauvé sa vie. Cette "Nuit des Longs Couteaux" comme on l'appela avait maintenu l'unité de l'Allemagne nationale-socialiste ! » [5]

L'après-midi même, les chefs SA cochés sur la liste étaient amenés devant les pelotons d'exécution.

« Telle est la volonté du Führer. Heil Hitler ! En joue ! Feu ! »

Cela se passait exactement à 5 heures de l'après-midi, à l'heure où les conjurés eussent dû terminer leur réunion chez Röhm.

Et celui-ci ?

Röhm, lui restait vivant. Hitler hésitait encore, en raison des services rendus. C'est le lendemain seulement que dominant ses sentiments personnels et son amertume, Hitler accepterait sur les instances de Goering que le principal coupable soit enfin exécuté.

Hitler, à ce moment-là, déclara qu'il fallait laisser Röhm s'exécuter lui-même. Un revolver fut déposé à portée de sa

4.– Churchill, *op. cit.*, pages 100, 101.
5.– *Ibid.*

main. Il refusa d'y toucher. Dix minutes plus tard, une rafale l'abattit dans sa cellule.

Hitler, fidèle à ses amitiés jusqu'à la limite presque de l'impassible, reçut la nouvelle avec consternation.

« Lorsqu'un jeune officier SS tend à Hitler un message lui annonçant que Röhm avait refusé le suicide et a été abattu, le visage du Führer devient très pâle. Il met le message dans sa poche. Quelques minutes plus tard, il se retire dans ses appartements. » [6]

Le poing de Hitler était de fer. Mais l'homme ne pouvait se résoudre à l'abattre sur un ancien compagnon.

Hitler était rentré à Berlin le jour même, à six heures du soir. Il avait atterri à Tempelhof, sans chapeau, « le visage blanc comme de la craie ». fatigué par une nuit sans sommeil, non rasé, tendant la main en silence à ceux qui l'attendaient.

Goering lui présente une liste : à Berlin aussi la répression avait été fulgurante, plus dure encore qu'à Munich. Les civils compromis avaient été exécutés en même temps que les chefs SA liés à Röhm et à Schleicher.

Dès réception du mot d'ordre « colibri », une colonne de gardes-mobiles avait rejoint la garde personnel de Goering. Celui-ci, à la manière hitlérienne, avait lancé un bref discours : « Il faudra obéir sans discuter, avoir du courage car mettre à mort est dur. »

En un tournemain, les chefs qui étaient de mèche avec Röhm et Schleicher furent arrêtés, et alignés contre un mur à la prison de Lichterfelde. C'est le chef qui décidait ; Goering scrutait un par un le visage de chaque détenu : celui-ci ! celui-là !

Comme à Munich, il dégrada lui-même sur place avant leur exécution ceux qui étaient les plus compromis.

Gisevius, anti-hitlérien des plus notoire, a bien été forcé de faire mention des aveux des coupables : « Uhl, est celui qui, peu de temps avant d'être fusillé, affirma qu'il avait été désigné pour

6.– Brissaud, *op. cit.*, page 210.

assassiner Hitler ; Balding, l'un des chefs de section SA, qu'il aurait dû tuer Himmler. »

Ernst lui-même, le fêtard aux douze automobiles, qui dépensait trente mille marks de banquets par mois, avait été saisi au moment même où il allait partir pour les Canaries. Quelques heures à peine, et tout était fini.

Ceux-là n'avaient pas été les seuls à périr, à Berlin, centre politique de toutes ces menées, diverses personnalités civiles avaient été mêlées à l'affaire.

Il y avait d'abord Papen, le comploteur sournois. Ce matin-là, sa morgue s'était vite tassée. Goering avait pris avec lui, personnellement, des ménagements. Ils étaient collègues. Papen était toujours vice-chancelier.

« Je vous conseille vivement, lui signifia Goering, de rester à votre domicile et de n'en sortir sous aucun prétexte. »

Il avait aussitôt compris et détalé avec une mâle audace. Il restera terré chez lui, sans se soucier un seul instant de ses collaborateurs intimes, ceux-là mêmes qui avaient préparé pour lui le texte de sabotage de Marburg, préliminaire à l'opération de Röhm.

De ce qui pouvait leur arriver, une fois qu'il les abandonnait à la vice-chancellerie, il n'aurait cure. Par la suite, jamais il ne demanderait un mot d'explication à leur sujet, ni n'émettrait un seul regret.

Pourtant, ce matin-là, ils périraient. Son bras droit, Erich Klausener, avait tenté de s'enfuir : deux balles l'avaient abattu dans l'entrebâillement de sa porte. Il avait voulu, en partant, décrocher son chapeau, ce qui lui avait fait perdre les quelques secondes fatales. Il mourut le chapeau sur la tête comme un bourgeois consciencieux.

Le propre chef de cabinet de von Papen, von Bose, tomba lui aussi en plein ministère.

Edgard Jung, le maître à écrire de von Papen, celui qui avait rédigé pour lui mot à mot la tirade du 17 juin serait fauché, comme les deux autres.

Le premier clan était ainsi anéanti, après avoir été héroïquement abandonné par von Papen, le patron !

Ensuite, ce serait le tour du futur ministre de l'industrie du gouvernement Schleicher-Röhm, Georges Strasser. Il s'était caché dans une usine de produits pharmaceutiques. Il s'y fit pincer. Il ne tarda pas à être liquidé.

Et le plus important des comploteurs. Le général Schleicher ? Le futur Chancelier du Reich post-hitlérien ?

Il avait été le premier à payer. Il n'avait même pas eu le temps de chercher un abri. Il avait été surpris dans son bureau, était tombé tué net sans un cri. Sa femme, qui s'était jetée vers lui, avait courageusement péri sous la même rafale.

Toujours, dans de pareils événements certains exagèrent ou assouvissent de sombres instincts. Dans la violence de la bagarre, des innocents sont frappés.

C'est ce qu'aujourd'hui on appelle pudiquement des « bavures ». Il y en eut plusieurs le 30 juin 1934 : un pacifique professeur, nommé Willy Schmidt, fut confondu avec un des comploteurs de la SA ; ils portaient les mêmes noms et prénoms. Un vieil et bon ami de Hitler, un ancien Jésuite, le père Schlemper, fut victime d'une autre méprise. Dans la fébrilité de telles opérations, où se jouent à une heure près la paix publique, des erreurs et des excès ont lieu, regrettables, condamnables et, quoi qu'on y fasse, inévitables.

Un De Gaulle s'en soucierait fort peu en août et septembre 1944, lorsque ses séides, avec des raffinements de cruauté abominables, massacreront plus de 40 000 Français (104 000 selon les services officiels américains et selon Adrien Tixier, le ministre de l'intérieur de l'époque), tout simplement parce qu'ils avaient conçu autrement que lui le salut de la France.

De tous les tueurs communistes ou gaullistes de 1944, pas un seul n'a jamais fait l'objet d'une sanction.

Idem en Belgique, où les assassins de centaines de parents ou enfants des volontaires du Front de l'Est qu'ils massacrèrent

sans risque dans des villages perdus, jouiraient sans exception, d'une impunité totale en 1945, recevraient des pensions, seraient décorés.

Le 30 juin 1934, si Hitler avait dû sévir, il s'y était décidé presque trop tard. Il eut pu parfaitement, ce jour-là, être devancés par les Röhm et Schleicher. Ses hésitations pendant mai et juin avaient failli être fatales.

Dès qu'il eut vent de quelques erreurs ou abus qui avaient été commis, il se dressa avec une égale violence contre les miliciens ou policiers qui les avaient commis. Trois d'entre eux furent fusillés le soir même.

« J'ordonnerai, s'écria-t-il, de punir ceux qui ont commis des excès. J'interdis de la façon la plus formelle toute nouvelle mesure de répression. »

Dans son livre L'orage approche, Churchill se ferait un point d'honneur de répéter – avec admiration presque ! – le raisonnement qu'avait tenu Hitler lorsqu'il vit qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'écraser la rébellion imminente : « Il fallait agir avec la vitesse de l'éclair à cette heure décisive entre toutes, car j'avais peu d'hommes avec moi... Les mutineries sont toujours réprimées par des lois de fer qui sont toujours les mêmes. » Churchill, en pareil cas – on peut en être assuré – eût réagi avec une dureté certainement cent fois plus implacable.

Combien y eut-il de morts ?

Là, comme en tout lorsqu'il s'agit de frapper Hitler, les chiffres lancés ont été pharamineux. Mille morts selon les uns ! plus de mille morts selon les autres ! Les estimations de personnes liquidées varient ainsi entre cinq et sept mille personnes écrirait plus tard Churchill, comme honteux d'avoir plus ou moins loué Hitler de son énergie !

Quelles preuves à l'appui ? Aucune. On lança des chiffres fantastiques afin de glacer le sang du grand public à l'étranger. C'était, pour la presse belliciste hurlant depuis près de deux ans,

une occasion formidable de le couvrir d'opprobres n'importe comment en se moquant sans vergogne de la vérité ou même de la vraisemblance.

Ce système de la provocation, répété à tout propos depuis janvier 1933, conduirait infailliblement aux haines furibondes qui dégénérèrent en Deuxième Guerre mondiale, en 1939.

Si l'on s'en tient honnêtement à des chiffres exacts, établis historiquement, combien de comploteurs ou de comparses tombèrent-ils le 30 juin 1934?

Soixante-dix-sept en tout, affirma Hitler à la tribune du Reichstag.

Même un ennemi, aussi passionné que Gisevius devrait bien avouer contre son gré: « A en croire les bruits, il y aurait eu à Lichterfelde dans la seule journée du dimanche plus d'une centaine de fusillés. Mais ce chiffre est certainement exagéré, il ne dépasse pas vraisemblablement la quarantaine. » [7]

Or il n'y eut pas d'autres jours d'exécution que cette « journée de dimanche ».

En récapitulant tous les noms qu'il a pu recueillir à travers le Reich entier, Gisevius arrive à 90 exécutions. Il ajoute: « ... en supposant que ce chiffre soit exact ».[8]

Et les 910 autres, ou les 6 830 autres, dont la fusillade fut claironnée par Churchill et tous les sous-Churchill à travers la planète?

Gisevius qui, sur place, ayant des informateurs antinazis partout n'arriva pas au centième du chiffre de Churchill. Il n'a pu fournir que cette explication piteuse: « Ceux qui ont été donnés comme morts réapparaissent au bout de quelques semaines. »

En quelques heures, Hitler – à un prix somme tout peu élevé – un mort à peu près par million de citoyen, avait remis son pays en ordre.

7 et 8.– Gisevius *op. cit.*, page 196.

Jamais, pourrait dire Goebbels, une révolution fut moins coûteuse et moins sanglante.

Les cris d'orfraie et les mensonges des censeurs étrangers avaient été d'une insigne hypocrisie. Que représentait l'exécution rapide de ces quelques dizaines de mutins à côté des massacres perpétrés par milliers par les « grands ancêtres » tant glorifiés de la Révolution française?

Même Napoléon avait fait fusiller pour complot le général Malet. Le duc d'Enghien avait été enlevé et abattu sur son ordre dans les fossés de Vincennes. Et l'insurrection de l'Ouest de 1815 fut brisée sans ménagements.

« Un acte politique ne se juge pas aux victimes qu'il fait mais aux maux qu'il évite », c'est le sage Joseph de Maistre qui l'avait dit, un siècle et demi avant que fussent exécutés Röhm et Schleicher.

Hitler, avec un indéniable courage personnel, avait pu, en un minimum de temps, dominer, à frais limités, les événements.

Sans sa résolution l'Allemagne fut entrée sans nul doute et très rapidement dans le chaos. L'armée eut très certainement fait barrage à l'insurrection de Röhm. Ce sont des milliers de mort, peut-être, que le Reich aurait connus. Et un effondrement immédiat du redressement économique.

Les cris de triomphe poussés le 30 juin 1934 de savoir l'Allemagne livrée pendant quelques heures à ces déchaînements avaient été très significatifs: on croyait entendre déjà sonner l'hallali!

Ce n'était pas le droit mais le devoir de Hitler de sortir le fer rouge de sa forge, et de cautériser jusqu'à l'os. Il le fit avec la violence qu'il fallait, la promptitude qu'il fallait, pour que la nation n'en reçût le choc qu'une fois la corruption radicalement éliminée.

Il fut le juge et le glaive. Un vrai chef, en de telles heures de périls extrêmes, doit faire face, ne pas hésiter une seconde, décider et exécuter.

Le peuple allemand le comprit, le soir même. Lorsque Hitler, blême au sortir d'une telle tragédie, quitta l'aérodrome de Tempelhof à six heures du soir, un cri jaillit d'un groupe de maçons au travail sur un toit : « Bravo Adolf ! » Dans leur admiration, ils l'interpellaient par son prénom !

A deux reprises, ils relancèrent leurs « bravo Adolf ! » C'était le premier salut du peuple au retour du justicier.

Quelques heures après, un autre « Bravo Adolf ! » allait retentir, bien plus impressionnant encore que celui des ardoisiers : c'était celui de la plus haute autorité du Reich, le vieux maréchal von Hindenburg.

Le soir même, de sa propriété de Neudeck il avait télégraphié au Führer : « Il ressort des rapports que je me suis fait soumettre que vous avez écrasé toutes les menées séditieuses et les tentatives de trahison. Grâce à votre intervention personnelle, énergique, et courageuse, vous avez sauvé le peuple allemand d'un grave péril. Je vous témoigne ma profonde reconnaissance et ma sincère estime.

Signé von Hindenburg. »

Libérée de la menace d'une subversion fratricide, l'armée, elle aussi, se rangea unanime derrière le Chancelier.

Le ministre de la Défense nationale lança au moment même où parvenait à Berlin le message de Hindenburg, un ordre du jour à la Wehrmacht. « Le Führer a attaqué lui-même et écrasé les mutins et les traîtres, avec la décision d'un soldat et un courage exemplaire.

« La Wehrmacht, en tant que seule force armée de l'ensemble de la nation, tout en restant à l'écart des luttes intestines, lui en témoignera sa reconnaissance, par son dévouement et sa fidélité.

« Le Führer nous demande d'entretenir des relations cordiales avec la nouvelle SA. Nous le ferons avec joie, conscients de servir un idéal commun. »

« L'état d'alerte est levé dans tout le Reich.

signé : von Blomberg »

Et la SA ?

Pas un geste de résistance ou de complicité ne serait signalé où que ce fût dans tout le Reich après le 30 juin 1934.

Pour la quasi totalité des SA, c'est Hitler, non les fusillés, qui comptait.

Ceux-ci n'avaient été, en tout, que six sept douzaines, ou des ambitieux à froid comme Schleicher, ou des aventuriers de gauche comme Röhm, ainsi que quelques complices tourneboulés par leur ascension et qui en réclamaient davantage encore.

« Au fond, avouerait Gisevius, leur donnant lui-même le coup de pied de l'âne, il ne s'agissait là que d'une toute petite clique : états-majors de groupes, avec leurs gardes soldées, essaims de mauvais garçons, que l'on trouve partout où se produit un chambard. » [9]

La masse des SA ne se serait pas laissée égarer. Même si Röhm et Schleicher avaient pu aller au bout de leur complot, ils eussent échoué, comme écrirait leur ancien ami l'ambassadeur François-Poncet.

A peu près personne en Allemagne n'eut suivi ni Schleicher parmi l'armée ni Röhm parmi la SA. Leur soulèvement se fut terminé par une sanglante tuerie, cent fois plus meurtrière, probablement, que la brève répression du 30 juin.

Ils n'avaient même pas été capables d'agir à temps. « L'histoire du 30 juin, ajouterait Gisevius, est celle du choix du moment opportun. Röhm tombe parce qu'il laisse passer l'heure favorable. L'équipe Goering-Himmler (et Hitler bien sûr !) gagna parce qu'elle agit au moment voulu. »

Karl Marx l'avait dit un siècle plus tôt : « On ne pardonne ni à une nation, ni à une femme, l'heure où elles ne sont pas sur leurs gardes. »

Hitler avait été sur ses gardes ! « On avait, fit remarquer Goering avec un humour noir, préparé une seconde révolution pour le soir même du 30 juin, mais c'est nous qui l'avons faite contre ceux qui l'avaient suscitée ! »

9.– Gisevius, *op. cit.*, page 132.

Schleicher et Röhm n'avaient pas été seulement des intrigants, qui n'eussent traîné que des têtes folles ou des rebuts, ils furent des incapables se faisant prendre de vitesse par un Hitler qui leur tomba dessus comme un vautour.

Le Führer s'était à peine réveillé, le lendemain matin, 1er juillet 1934, que des acclamations sans fin avaient jailli sous les fenêtres de la Chancellerie.

Gisevius, ce mois-là encore à la solde du régime nazi qu'il ne trahissait encore qu'en cachette, se trouvait à la Chancellerie lorsque Hitler s'approcha du balcon.

« J'eus, a-t-il noté, pendant ce temps la chance inespérée d'apercevoir Hitler de tout près. Il vient de recevoir à la fenêtre fameuse les ovations de peuple de Berlin accouru en foule. »

Quand Hitler passe devant lui, il s'inclina profondément mais il était dévoré par la frousse : « J'aurais plutôt eu envie de rentrer en moi-même sous l'insistance de ce regard césarien. » [10]

Le César de la Chancellerie avait eu du cran, le sens de la stratégie. Le peuple qui, massé dans la rue, l'acclamait, avec son instinct sûr du danger et de la réussite, l'avait compris.

Le 2 juillet 1934, le Reich entier était remis sur ses rails. La SA et l'armée étaient réconciliées.

Après la réunification politique et sociale du Reich, réalisée en 1933, c'était la réunification militaire et idéologique qui, en ce début de juillet 1934, venait à son tour d'être accomplie.

De partout montaient vers Hitler les témoignages de fidélité. Même le haut clergé envoyait benoîtement les siens !

Le docteur Schacht en personne ne trouvait aucun reproche à émettre. Quelques jours à peine après les exécutions, il entrerait tranquillement dans le gouvernement hitlérien purgé de la présence de Röhm !

Le 13 juillet 1934, pour le peuple allemand massé tout entier devant les appareils de radio, Hitler assumé pleinement devant le Reichstag la responsabilité de son action.

10.– Gisevius, *op. cit.*, page 68.

« Le tribut payé par les coupables a été très lourd, dix-neuf chefs supérieurs de la SA, trente et un chefs de SA et membres des milices brunes ont été fusillés ; trois chefs de SS et civils compromis dans le complot ont subi le même sort ; treize chefs de SA et civils ont perdu la vie en voulant s'opposer à leur arrestation ; trois autres se sont suicidés ; cinq membres du parti n'appartenant pas à la SA ont également été fusillés. On a fusillé trois SS qui s'étaient rendus couples d'excès à l'égard de prisonniers.

« Si quelqu'un me reproche de ne pas avoir déféré les coupables aux tribunaux réguliers, je ne puis que répondre : C'est toujours en les décimant que l'on rétablit l'ordre dans les divisions de mutinés.

« J'ai donné l'ordre moi-même de fusiller les coupables, j'ai aussi donné l'ordre de porter le fer rouge dans la plaie et de brûler jusqu'à la chair tous les abcès qui infectaient notre vie intérieure et empoisonnaient nos relations avec l'étranger. Et j'ai encore donné l'ordre d'abattre immédiatement par les armes tous les mutins qui feraient la moindre tentative pour s'opposer à leur arrestation. En cette heure, j'étais responsable du sort de la nation allemande et de ce fait, j'étais le juge suprême du peuple allemand. »

S'il restait encore un saboteur dans l'ombre, Hitler tenait à le prévenir qu'un sort pareil à celui de Röhm et de Schleicher l'attendait : « Toute velléité de complot ou de complicité sera brisée sans considération de rang ou de personne. »

En croyant que Hitler serait abattu, les bellicistes de l'étranger, notamment le président du Conseil Doumergue – le petit vieillard provençal vindicatif et cassant – s'étaient réjouis trop tôt. C'est Doumergue qui serait l'année même vidé du pouvoir.

Une Allemagne plus forte, libérée de toutes les menaces de subversions intérieures – l'armée et la SA étant enfin harmonisées – était sortie de la tragédie du 30 juin 1934.

Politiquement, socialement, militairement, idéologiquement, les Allemands ne feraient plus qu'un seul peuple.

Le mois suivant, en mettant, pour la troisième fois, des dizaines de millions de vote en faveur de Hitler dans les urnes, l'Allemagne allait signifier au monde entier quelle formait désormais autour de son chef la plus formidable unité qu'ait jamais connu le Reich.

XXI

TRENTE-HUIT MILLIONS DE SUFFRAGES

Par une chance extraordinaire – la chance qui, pendant longtemps, avança comme une étoile au-dessus de sa vie ! – Hitler avait pu manier son bistouri à temps voulu, car, exactement deux mois et deux jours après l'affaire Röhm, le vieux maréchal von Hindenburg, âgé de quatre-vingt-sept ans, allait mourir.

Un retard d'un bimestre, et Hitler se fut trouvé en pleine bagarre civile au moment même de la succession.

Tout eut été tenté alors par l'armée, par les réactionnaires du Herrenclub et autres camarillas capitalistes pour imposer comme successeur du chef de l'État un conservateur ou l'autre, de préférence un fils de Guillaume II, qui eut rétabli le vieux système impérial d'avant 1918.

Hitler, qui avait déjà dû supporter en ses débuts la férule du vieil Hindenburg, pas toujours facile, eut vu installer au-dessus de lui un prince ou l'autre, socialement borné, replié sur la vanité de sa profession, une copie de Victor-Emmanuel d'Italie, assis comme un soliveau de plomb sur les épaules de Mussolini depuis la Marche sur Rome du 28 octobre 1922.

Mussolini se perdrait pour n'avoir pas envoyé piquer du nez dans le Tibre, ce jour-là, ce nain dérisoire et chiffonné, notable seulement par le toupet qui doublait à peu près sa taille.

Les trois quarts des possibilités de Mussolini seraient étouffées par cette pompeuse stérilité dynastique, encombrée de dignitaires amidonnés et étoilés de décorations de complaisance, où la grâce féminine n'était représentée que par de vieilles haridelles titrées, à la peau craquelée comme un marais desséché, aux seins évidés sous des harnachements rutilants.

Hitler n'eut jamais toléré un tel cirque prétentieux et annihilant.

Le nettoyage du 30 juin 1934 l'avait libéré des comploteurs de palais. Tous ceux-ci, depuis cette date, s'étaient recroquevillés dans leurs coquilles mortes.

Quant à Papen, écarté du mouvement, il brûlait de retrouver un emploi ou l'autre, même modeste, au service de Hitler. Plus tard il accepterait, ravi, d'être sur un simple geste envoyé comme garçon de courses diplomatiques à Vienne puis à Ankara.

Le public avait déjà oublié Hugenberg.

Quant à Schacht, il s'était assis triomphant dans le cabinet du Führer alors que, dans les bureaux ministériels, on éternuait encore en respirant l'odeur de la poudre.

Après deux ans de collaboration empressée, Schacht avait su forer son trou ! Il avait poussé le zèle pro-hitlérien jusqu'à faire monter en bijou étincelant, pour sa femme, une fabuleuse croix gammée en or, sertie de rubis !

Pour quelque temps, il se tiendrait tranquille. Hindenburg avait été satisfait de la remise en ordre du 30 juin. Pour lui, c'en était fini du « caporal bohémien ». Il lui vouait maintenant une réelle estime.

En juillet, le maréchal était entré en agonie. Sa mort, c'était certain, causerait en Allemagne un très grand choc.

Jusqu'au bord de Léthé, il avait conduit avec ténacité la barque du Reich. Il avait franchi des cataractes grondantes : la

Première Guerre mondiale, la défaite, les quinze années de faillite de la république de Weimar. Quand il allait entrer dans les ombres de la sénilité, Hitler s'était hissé sur son embarcation.

Le vieillard avait cru, au début, que Hitler allait la faire chavirer, puis il avait vu qu'il dominait le cours violent des eaux, les maîtrisait, que le vieux drapeau historique si cher flottait de nouveau en haut du mât.

Hindenburg s'était attaché sentimentalement à Hitler. Celui-ci était accouru à son chevet de mourant. Hindenburg ne distinguait déjà plus les visages, confondant Hitler avec son ex-Empereur, qui depuis plus de seize ans, coupait du bois en Hollande.

La flamme de vie flageola encore pendant quelques heures.

Dans le silence de l'aube du 2 août 1934, elle s'éteignait.

Hitler ne perdit pas un instant. Là encore, comme le 30 juin, il allait devancer toutes les manœuvres. On eut à peine le temps de se demander qui allait succéder au glorieux défunt que, quelques heures seulement après le décès, le Reichsgesetzblatt (Journal officiel) publiait un texte de loi qui coupait court à toutes vaines cogitations :

« Les fonctions de Président du Reich sont fusionnées avec celles de Chancelier d'Empire. En conséquence, toutes les attributions et les prérogatives du Président sont transférées au Führer et Chancelier, Adolf Hitler. Il désignera lui-même son représentant.

Berlin, le 1er août 1934. Adolf Hitler, Rudolf Hess, von Papen, von Neurath, Dr Frick, Comte Schwerin von Krosigk, Franz Seldte, Dr Gurtner, von Blomberg, von Eltz, Walter Darre, Dr Goebbels, Hermann Goering, Dr Rust, Hjalmar Schacht. »

C'était signé par les quinze membres du gouvernement, y compris par les conservateurs choisis en janvier 1933 comme gardes-chiourmes de Hitler, le baron von Neurath, le comte Schwerin, von Krosigk, et même par le sinueux von Papen, bien

qu'il ne fût plus ministre que théoriquement, ayant, en fait, été exclu du Conseil après le putsch raté.

Ces dignes civils, si distants l'année précédente, se tenaient au garde-à-vous, le doigt sur la couture du pantalon.

Les porteurs d'autres pantalons à galons amarante, du haut état-major, eussent pu dresser un barrage très dangereux sur le chemin de la succession si, le 30 juin 1934, Hitler n'avait pas mis fin radicalement à l'opposition Reichswehr/SA et reconnu à cette dernière l'exclusivité de la force armée.

Reconnaissante, la Reichswehr depuis ce jour-là, sans réserve apparente, s'était ralliée au Führer.

Le 2 août 1934, la preuve serait faite de la justice de l'instinct politique et de l'habileté tactique de Hitler. Sans le 30 juin précédent, le 2 août sans doute n'eut pas été possible.

Ce jour-là, les grands chefs de l'armée, le ministre de la Reichswehr, Général von Blomberg, le chef du haut état-major, général von Fritsch, et le chef de la Marine de guerre, l'Amiral Raeder, furent les touts premiers à rendre hommage à Hitler et à lui prêter un serment d'allégeance bien plus strict que celui qui les avait liés à Hindenburg comme chef de l'État. Car, cette fois, c'est à Hitler personnellement qu'ils avaient, sur l'heure, eu à jurer fidélité.

« Je jure solennellement, devant Dieu, d'obéir en toutes circonstances à Adolf Hitler, Führer du Reich et du peuple allemand, chef suprême de la Wehrmacht.

« Je m'engage à agir en tout temps comme un soldat valeureux et à respecter ce serment, même au péril de ma vie. »

Le même matin, à travers toute l'Allemagne, les 100 000 officiers, sous-officiers, et soldats, en grand apparat, répétèrent le même serment.

Désormais, le chef, le seul chef de l'armée, c'était Hitler. Cette armée qui, quelques mois plus tôt, s'agitait avec méfiance, serait, dès ce jour-là, aux ordres du Führer du Reich et du Peuple allemand, devenu son chef suprême. Chaque général aurait à se mettre au garde-à-vous devant l'ex-caporal bohémien.

Le Général von Reichenau déclara au *Petit Journal* de Paris, le 6 août 1934 : « Le Chancelier a tenu parole en brisant dans l'œuf la tentative de Röhm d'incorporer les SA à la Reichswehr. Nous l'aimons parce qu'il s'est conduit en véritable soldat. L'armée l'admire pour son courage personnel, et je souscris entièrement aux paroles qu'il a prononcées l'autre jour – "La Reichswehr peut se fier à moi, comme je me fie à elle". »

En dix-sept mois, Hitler, qui n'était même pas citoyen allemand trois ans auparavant, était devenu le seul maître de l'armée, comme du reste.

Metteur en scène à la Wagner, Hitler organisa des funérailles comme aucun Empereur n'en connut pendant mille ans dans le Reich.

Le Maréchal allait être enterré au cœur d'un monument semblable à une énorme forteresse, dont les huit tours en granit massif s'élevaient au milieu du champ de bataille où, le 29 août 1914, Hindenburg avait écrasé l'invasion russe, à Tannenberg. Ici, quelques divisions allemandes avaient eu raison de plusieurs centaines de milliers de Slaves, rejetés en panique vers les lacs de Mazurie, ou se rendant en masse, tandis que le commandant en chef, le Général Samsonoff, se suicidait.

Soixante-sept millions d'Allemands écoutèrent, bouleversés, la description des longs voiles de crêpe tombant des tours, du cercueil déposé au centre de la grande pelouse d'honneur, des centaines d'étendards glorieux qui veillaient sur lui. Les plus vieux compagnons de la Grande Guerre conduits par le général von Mackensen, imposant sous sa chapka noir des Hussards de la Mort, faisaient le carré autour du mort.

Hitler s'avança vers la dépouille, salua le héros qui entrait dans l'immortalité.

« Maréchal mort, entre maintenant au Walhalla ! »

Tous retenaient leur souffle. Des officiers s'avancèrent, hissèrent sur les épaules le lourd cercueil tandis que, comme un long soupir étouffé résonnait la Marche des Guerriers Morts du

Crépuscule des Dieux. Au moment où le gisant était déposé dans la Tour des Maréchaux, cent un coups de canons ébranlèrent de leur grondement la plaine, les lacs et les bois, résonnèrent jusqu'aux derniers villages du Reich, portés par la radio.

Hitler, hiératique, avait été à ce moment-là pour tous les Allemands la conscience de la nation, saluant la grandeur.

Hitler était, fut toujours – telle est la vérité historique – soucieux de n'agir qu'avec le consentement et l'approbation du peuple. Cet accroissement de sa puissance, il voulait que le peuple la ratifiât, la lui accordât à son tour. Pour la deuxième fois en moins de huit mois, il allait confier son sort à un plébiscite, où le peuple lui ferait connaître sa volonté.

La veille déjà de ces funérailles, dignes de la Rome antique ou du retour des cendres de Napoléon, Hitler avait chargé son ministre de l'intérieur du soin de cette consultation nationale :

« Je veux que la décision constitutionnelle prise par le Cabinet, de conférer à ma personne les fonctions exercées par le défunt Président du Reich, reçoive la sanction explicite du peuple allemand.

« Profondément convaincu que toute souveraineté émane du peuple et doit être confirmée par lui au moyen d'un vote libre et secret, je vous prie de prendre les dispositions nécessaires pour soumettre la décision du Cabinet au peuple allemand, afin qu'il puisse se prononcer sur elle par voix de référendum. »

Voterait qui le voudrait, comme il voudrait, selon ses convictions et ses préférences.

Lors du premier plébiscite, en décembre 1933, il était encore possible d'affirmer que Hitler l'avait emporté parce qu'il avait fait reposer la consultation électorale sur un problème de politique extérieure, au sujet duquel l'accord presque unanime des Allemands était acquis d'avance.

Cette fois, le 19 août 1934, ce n'était plus sur la Société des Nations ou le désarmement que le peuple se prononcerait : ce

serait sur Hitler lui-même, sur l'autorité renforcée qui lui était définitivement accordée, réunissant, dans une même main, les pouvoirs de Chancelier du Reich et ceux de chef de l'État, que Hindenburg avait exercés précédemment.

On pouvait toutefois se demander si cette amplification de la puissance de Hitler eut été approuvée par le défunt, s'il la redoutait ou s'il l'eût encouragée. On chuchotait qu'il n'existait pas de testament du Maréchal. En tout cas, le gouvernement l'ignorait.

« Le Maréchal von Hindenburg n'a laissé aucun testament politique », fit même savoir après l'enterrement un communiqué de la Chancellerie.

Or, il en existait un : non seulement une lettre personnelle de Hindenburg à Hitler, mais un message de seize pages, précédé de douze hautes lignes de la propre main du Maréchal. Celui-ci avait même apporté au texte plusieurs retouches. Il se terminait pas la signature olographe de Hindenburg, apposée en présence de ses conseillers privés.

Sur l'enveloppe, le vieillard avait calligraphié la mention suivante : « Ceci est mon testament au peuple allemand et à son Chancelier ; cette lettre est à transmettre par mon fils au Chancelier du Reich. »

« Je rends grâce à la Providence – pouvait-on lire dans ce testament du Maréchal – de m'avoir permis d'assister au soir de ma vie à l'heure du relèvement national. Je remercie tous ceux qui ont contribué au redressement de l'Allemagne avec un amour désintéressé de la Patrie. Mon Chancelier Adolf Hitler et son Mouvement ont accompli un pas décisif et d'une grande portée historique en restituant son unité au Peuple allemand, sans distinction de classe ni de profession. Je sais qu'il reste encore beaucoup à faire. Et je souhaite de tout mon cœur, que le grand acte de résurrection nationale et d'unification populaire soit couronné par une réconciliation qui embrasera la patrie tout entière. »

Le plus extraordinaire, c'est que Hitler, tout Chancelier qu'il fût, était resté dans l'ignorance de l'existence de ce testament –

au point même qu'il avait cru qu'il n'en existait pas – jusqu'au moment où ce texte fut porté, le 15 août 1934, à la connaissance du peuple allemand.

Le fils du Maréchal, le colonel Oscar von Hindenburg – celui-là même qui au début de janvier 1933 encore se déclarait adversaire de Hitler – n'avait pas voulu révéler ce testament aux foules et provoquer d'éventuelles polémiques avant que l'émotion de ce grand départ fût un peu apaisée.

Il tint à s'en expliquer devant les radios du Reich : « Mon père, aujourd'hui défunt, a vu lui-même en Adolf Hitler son successeur immédiat, en tant que Chef suprême du Reich allemand. J'obéis donc au désir de mon père vénéré en conviant tous les hommes et toutes les femmes d'Allemagne à ratifier, par le référendum du 19 août, le transfert sur la personne du Führer et Chancelier du Reich, de toutes les fonctions précédemment exercées par lui. »

La veille même du vote, le fils aîné du Kaiser détrôné en novembre 1918 et dont les monarchistes avaient espéré qu'il succéderait à Hindenburg à la tête du Reich, vint, à la surprise de beaucoup, annoncer devant les micros son ralliement à celui que nombre de ses fidèles avaient considéré comme un rival : « Moi aussi, je voterai pour Adolf Hitler », déclara le Kronprinz.

Pourtant, diverses considérations pouvaient encore faire balancer le vote, négativement.

Les monarchistes pouvaient encore s'accrocher à leurs illusions. D'autre part, la moitié du chômage avait été résorbé à cette date, mais l'Allemagne comptait encore, en août 1934, trois millions de sans-travail, qui, au moment d'émettre leurs suffrages, pouvaient être saisis par l'irritation ou par le découragement.

Enfin, et surtout s'il y avait l'immense armée des SA dont Hitler – en conformité avec la promesse qu'il avait envoyée par écrit au Ministre anglais Eden – achevait de se séparer de plus de deux millions de membres, ne laissant même plus à ceux qui restaient en place le droit de porter des armes.

Là aussi, en proie à un récent mécontentement, ces SA pouvaient voter « mal » pour protester.

La mort de Röhm était encore toute récente : approuver Hitler par son vote, c'était approuver directement cette liquidation.

Monarchistes irréductibles, chômeurs, SA démobilisés contre leur gré, n'allaient-ils pas voter non ? Soit par tradition, soit par rancœur, ou par répulsion ?

Toutes ces réactions étaient possibles. D'ailleurs, ce fut partiellement le cas : dans certains anciens bastions communistes de Berlin, les « non » atteignirent 30 % des voix ; près de 25 % à Breslau, à Lubeck, à Aix-la-Chapelle, à Hambourg. Preuve, une troisième fois en moins de deux ans, que quiconque voulait en Allemagne voter contre Hitler pouvait, librement, secrètement, voter non.

Si environ 4 millions d'Allemands en plein usage de leurs droits d'électeurs, marquèrent ainsi, par leur vote négatif, leur opposition au chef du national-socialisme, 38 362 760 autres, c'est-à-dire 88,9 % du corps électoral, accordèrent au Führer un « oui » retentissant.

Hindenburg, le 10 avril 1932, avait recueilli, le jour de sa réélection comme Président du Reich, 19 359 683 voix, c'est-à-dire, à peu de chose près, la moitié seulement des 38 362 720 voix que Hitler obtint, ce 19 août 1934.

Il avait surpassé de 19 003 007 suffrages affirmatifs les 19 359 683 « oui » obtenus par le Maréchal son prédécesseur, pourtant couvert de gloire.

La preuve était faite. Après l'unification des partis, l'unification des États, l'unification des classes, et l'unification sociale, déjà en pleine réalisation, voilà que Hitler achevait de compléter l'unification militaire, et l'unification idéologique. La nation l'approuvait dans son immense majorité.

Ce n'était pas un pays divisé en dix fractions rivales qui le suivait cahin-caha, comme dans les démocraties, mais un peuple puissamment unifié.

Ce vote énorme, comme nul pays, au cours de tout le siècle, n'en avait connu hors du Reich, eut dû tout de même donner à réfléchir aux gouvernements étrangers.

Hitler, trois mois plus tôt, avait lancé aux Anglais et aux Français des propositions nettement conciliantes. Elles avaient été rejetées avec fracas.

L'Angleterre, en certains moments, avait paru moins fanatique. Le 24 mars 1934, un mémorandum du Foreign Office avait proposé, non sans humour : « S'il doit y avoir un enterrement, autant le célébrer tant que Hitler est disposé à payer les services des Pompes funèbres. »

Or voilà que la consultation du peuple allemand allait, à l'inverse, donner aux Anglais l'impression qu'ils étaient tombés en plein essaim de guêpes.

Le jour même du plébiscite du 19 août 1934, comme s'il voulait à l'avance s'en venger, le gouvernement britannique jetait au sol les dernières possibilités mondiales de désarmer. Il annonçait que, renonçant du tout au tout à ses bonnes dispositions, il allait immédiatement doubler – doubler ! – son aviation de guerre, et former 42 escadres nouvelles !

Deux mois plus tôt, Hitler, fidèle à l'offre faite en mars 1934 aux Anglais, hargneusement rejetée en mai par les Français, avait par un geste unilatéral réduit des deux tiers ses SA et désarmé le troisième tiers.

Quant à son aviation, elle était alors virtuellement nulle. Cela étant, à quoi pouvait bien rimer une initiative qui ne pouvait être considérée en Allemagne que comme une provocation ?

Elle devait inévitablement déclencher une réaction, car si les Anglais, au lieu de réduire d'un tiers leur aviation, la doublait brusquement, pourquoi les Allemands eussent-ils dû être les seuls à ne pas pouvoir posséder comme tous les autres une aviation propre ?

Pourquoi leur faudrait-il rester éternellement prostrés dans une humiliante infériorité ?

La décision britannique, que strictement rien à l'époque ne justifiait, était le coup de gong qui allait sonner le départ de la plus épouvantable des compétitions, une recrudescence des suspicions et des inimitiés, et la constitution artificielle d'alliances entremêlées.

Après avoir décoché son refus de toute offre de désarmement, la France, de son côté, n'avait pas perdu son temps : son ministre des Affaires étrangères, Barthou, barbichette au vent, s'était précipité aussitôt à Varsovie, à Prague, à Bucarest, à Belgrade, braconnier de la guerre, plaçant partout ses filets.

XXII

L'ÉTRANGLEMENT

Lorsque, à la suite des émeutes du 6 février 1934, Monsieur Doumergue, le petit retraité méridional, avait lâché les carottes et les oignons de son petit jardin de Tournefeuille près de Toulouse, pour « monter à Paris » et y devenir Président du Conseil, sa volonté de tout casser avec l'Allemagne avait été aussitôt patente.

Hitler eût proposé à Doumergue de lui offrir, convertis en pâtée pour chiens, ses 3 millions de SA, qu'il eût refusé le cadeau.

Il allait pratiquer une politique ferme vis-à-vis de l'Allemagne !

« Je ne céderai rien », avait-il lancé le jour même de son intronisation, le 12 février 1934.

Ne pas « céder » voulait dire : rassembler et ameuter le ban et l'arrière-ban des satellites de Paris.

A cette fin, Doumergue avait aussitôt détaché chez eux son ministre Barthou. Lequel était un politicien grisâtre, comme cent autres, très adonné à la littérature pornographique et, disait-on, aux maisons de prostitution où négresses et flagellants florissaient.

Le bonhomme abondait en anecdotes salaces. En plein repas mondain, il expliquait à la maîtresse de maison d'une petite

voix aiguë que tous entendaient : « Je crois bien que j'ai couché avec toutes les femmes qui sont autour de votre table ce soir. Pourtant, celle du bout, là-bas, entre le gros monsieur et la jeune fille, je ne me rappelle plus très bien ! » [1]

Il n'était même pas politiquement un homme sûr. « Avoir Barthou dans sa combinaison ministérielle, disait-on à la Chambre des Députés, c'est périlleux ; mais l'avoir en dehors c'est dramatique. »

On l'avait donc casé comme ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Doumergue, aquarium aux eaux croupissantes où clapotaient comme des crapauds centenaires six anciens Présidents du Conseil, dont la principale fonction – quasi la seule ! – était de se neutraliser mutuellement.

Barthou, dès la déclaration d'hostilité de Doumergue à l'Allemagne, avait ainsi pris le train en direction des pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe, créés par la France à la va-vite, en 1919, colonies continentales chargées de coincer l'Allemagne vaincue sur toute l'étendue de ses frontières orientales comme la France elle-même la tenait sous ses canons à l'Ouest.

Barthou, partant faire le tour du propriétaire, était chargé de rappeler aux tribus tchèques, polonaises, roumaines, serbes, leur devoir de servants et le rôle que Paris leur avait assigné : bourrer dans les côtes le rival allemand.

« Hitler se verra ou encerclé ou obligé de participer à notre système », avait, au moment de partir, déclaré Barthou, perché sur ses petites bottines luisantes.

La tournée des popotes avait commencé par la Pologne. Là, tout de suite, les cuistots locaux avaient été déplaisants, et même insolents.

Hitler, décidé à faire montre d'esprit conciliateur, venait de signer un accord d'amitié avec une Pologne que tout Allemand avait considérée jusqu'alors comme l'ennemi irréductible.

Le président polonais, le maréchal Pisdulski, s'était, très tôt, senti attiré par Hitler. Dès 1929, quatre ans avant que celui-ci

1.– Geneviève Tabouis, *Ils l'ont appelé Cassandre*, page 189.

ne se hissât au pouvoir, il lui avait envoyé à Munich plusieurs émissaires. Il recherchait son amitié. Homme à poigne, il aimait les hommes à poigne.

L'accord germano-polonais de 1934 était-il sincère ?

Probablement non !

Tôt ou tard viendrait pour le Reich le désir de récupérer Dantzig et le million et demi d'Allemands avalés par Varsovie après 1918, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Et puis, pour arriver à conquérir un espace vital à l'Est il faudrait, ou bien en venir à une occupation du territoire polonais, ou, tout aussi bien, à une collaboration – Hitler l'offrirait – qui eut pu valoir à la Pologne de très gros avantages comme elle en vaudrait, en 1941, à la Roumanie.

Celle-ci, elle aussi, tout comme la Pologne, se trouvait en travers de la route des Allemands vers l'Est !

En attendant, en 1934, Hitler avait étonné par sa largeur de vue et il avait gagné du temps.

Certains Polonais misaient déjà sur l'Allemagne et se gonflaient les pectoraux : « A l'avenir, déclarait-on à l'ambassade polonaise de Berlin, nous n'avons plus besoin de la France, mais encore nous regrettons le prix qu'elle nous fait payer ses services. » [2]

Ce n'était ni très aimable ni très prometteur.

A son approche de Varsovie, on avait fait descendre Barthou, sous la pluie, dans une gare perdue de la banlieue. Pas même un porteur pour recevoir les bagages. Le ministre des Affaires étrangères de Pologne, le colonel Beck, ne s'était même pas dérangé pour venir saluer son collègue.

On fit passer le cortège – surtout des taxis – par des rues détournées afin que le public parût ignorer l'événement.

Le président-maréchal Pilsudski reçut Barthou avec une froideur manifeste. Il était, dit-il, enchanté de ses premiers arrangements avec Hitler. La conversation n'alla pas plus loin.

2.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 197.

Ce n'est que tout à la fin de son séjour à Cracovie que Barthou tenta de rallier le colonel Beek à un plan d'encerclement élargi, auquel la France désirait voir participer les Soviets. La Pologne redoutait au plus haut point une URSS qui avait déjà repris la succession impérialiste des Tsars. Le refus de Beek fut cinglant, presque haineux même: si c'était à une invasion russe que la vieille alliance de la Pologne avec la France devait conduire, toute discussion était vaine!

« L'alliance franco-polonaise, répondit Beck à Barthou, avec une netteté hautaine, n'intéressait plus guère la Pologne. Après tout, c'était la France surtout qui avait besoin de la Pologne. » [3]

C'était cruel mais assez juste. Dans le voyage de Barthou, qui était le demandeur?

Ratatiné sous l'échec, mortifié profondément, Barthou essaya, dans le train du retour, de traiter l'affront avec hauteur: « Les Polonais sont des gens extravagants. Ma foi, s'ils passent du côté des Allemands, ce sera tant pis pour eux! »

Ayant raté la tentative de captation à couleur soviétique de la Pologne, Barthou reprit aussitôt ses gants de filoselle, en route vers d'autres satellites dont il espérait qu'ils seraient plus complaisants.

« Je vais leur dire, la France est avec vous à la vie, à la mort, même quand vous avez tort! »

Il descendit par un bateau suivant le Danube pendant vingt-huit heures jusqu'à l'ancienne Serbie de trois millions d'habitants, devenue la Yougoslavie, qui soumettait à son autorité brutale neuf millions d'habitants des régions voisines goulûment absorbées en 1919.

Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, Serbe compris, avaient bâti leur Europe orientale sur une violation constante du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

3.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 198.

En Serbie, en Tchéquie, en Roumanie, en Pologne, une quinzaine de millions de sujets étrangers – allemands, autrichiens, slovènes, hongrois, croates, ukrainiens, etc. – avaient, sans que nul d'entre eux ait pu émettre une opinion, soumis aux plus impitoyables dominations.

Telle était, en 1935, l'Europe orientale vertueusement appelée « démocratique ».

En bon Français, calé en géographie, Barthou, à la frontière de la Yougoslavie, avait dans un discours soigneusement préparé, comblé le maire de Smederovo (au sud de Belgrade) d'éloges de « son valeureux peuple tchèque »?

Les valeureux Tchèques se trouvaient juste à l'autre bout de l'Europe centrale! Mais la bonne volonté était manifeste (et rappelle d'ailleurs la bourde du ministre du Budget français Edmond Alphandéry confondant Slovaques et Slovènes lors d'une réunion relative au financement du redressement de l'Europe de l'Est au printemps de 1993).

A Belgrade non plus, les résultats n'avaient pas été époustouflants. Le roi, Alexandre, sortait à peine de trois ans de dictature.

Toutes ces « démocraties » créées par la France étaient des dictatures autocratiques. A Prague, Benès dominait, par la force, des millions d'étrangers.

A Varsovie, le demi-allié Pilsudski tenait sous sa botte des millions de non-Polonais: Allemands, Lituaniens, Ukrainiens.

En Roumanie, le roi Carol écrasait 700 000 juifs et imposait son pouvoir omnipotent à plusieurs millions de Hongrois asservis.

Il était tout de même assez bizarre que la France, verbalement le champion de la démocratie, ne cherchât comme alliés destinés à combattre la dictature que des régimes dictatoriaux!

« Dans mon pays, aucun gouvernement n'est possible d'après les règles parlementaires » avait crûment confié à Barthou le souverain multi-serbe.

C'était ainsi chez tous ces satellites de la France. Mais en Serbie, multipliée par quatre en 1919, ce l'était davantage

encore. On s'abattait au revolver en plein Parlement. Le dirigeant croate Raditch avait, peu avant, été abattu, criblé de balles, dans une énorme flaque de sang, dans les travées mêmes de la Chambre des Députés yougoslave.

« La loi du nombre, déclara Alexandre dans son discours officiel à Barthou, n'est pas suffisante, dans l'époque difficile que nous traversons, pour investir les Assemblées du degré de patriotisme et d'autorité morale qui leur sont nécessaires. »

C'était presque drôle, cette répudiation des vertus du suffrage universel à la veille de la croisade contre le présumé tyran Adolf Hitler, juste lorsque celui-ci venait de recevoir, à la suite d'un vote libre et secret au suffrage universel, l'approbation de plus de 38 millions d'Allemands, à peu de choses près les neuf-dixièmes du corps électoral du Reich !

Barthou obtint tout juste à Belgrade que le roi Alexandre acceptât de faire à Paris une visite que le Français espérait d'obédience.

Quelques mois après, en effet, le roi Alexandre s'y rendrait, tout juste pour se faire assassiner, à la première heure de son débarquement à Marseille, dans la première avenue qu'emprunta son carrosse !

Après l'excursion de Belgrade, Barthou était remonté à Vienne. Là encore, un autre dictateur l'attendait, le Chancelier Dolfuss, si petit – moins d'un mètre soixante – qu'on l'appelait Mini-Metternich. Celui-là aussi – Barthou portait à tous, invariablement, la guigne ! – se ferait assassiner peu de temps après !

Ce mauvais sort que jetait partout le ministre français serait d'ailleurs efficace pour lui puisqu'il aurait le bon goût de se faire assassiner à son tour, pour ne pas manquer à la règle !

Ce fut sa grande spécialité. Au vrai, il n'en eut guère d'autre.

Ce voyage à Vienne s'était terminé sur une chaleureuse poignée de mains. Mais dans celle-ci, il n'y avait rien. L'Autriche était désarmée. Elle ne possédait même pas de frontière commune que pourraient traverser, au jour J, les troupes des Soviets.

L'année suivante, dans une dernière tentative de repêcher l'Autriche, pour la jeter dans le vivier allié, échouerait complètement, lors de la visite à Paris du successeur de l'infortuné Dolfuss, le Chancelier Schuschnigg.

Les socialistes français, presque tous francs-maçons, étaient les adversaires mortels du Premier autrichien, chrétien et antimarxiste, c'est-à-dire, automatiquement « fasciste » ! Intimidé par eux, le gouvernement ne se risqua même pas à recevoir son invité catholique à la gare de Paris. On le fit descendre, presque clandestinement, à la station de second ordre de Reuilly.

L'Autrichien avait un air confit, modeste, la voix timide. Tout de noir vêtu, « il relevait plutôt des monastères que des ministères », avait-on dit aussitôt en ricanant à la Chambre des Députés, unissant politesse et délicatesse d'esprit.

Au moins eut-on pu, le dimanche, laisser le Chancelier assister à la messe à Notre-Dame de Paris. On annula cette messe, on fit bifurquer Schuschnigg vers la chapelle privée de l'archevêché ! Où qu'il allât, on l'escamotait !

« Schuschnigg me fait l'effet d'un président du Conseil sur un strapontin », déclarait le ministre Herriot, gouailleur, en bourrant sa pipe.

Au lieu de l'attirer dans le clan français, c'était vraiment le jeter dans les bras de l'Allemagne où, depuis longtemps, les Autrichiens voulaient se retrouver, les marxistes aussi bien que les nationaux bourgeois. Le plus éloquent promoteur de l'Anchluss était le leader socialiste juif Julius Deutsch.

« Alors quoi, disaient les Parisiens sceptiques, puisque les Autrichiens sont d'accord, que voulez-vous que nous fassions ? »

Bref, le malheureux Schuschnigg n'évolua plus que dans l'indifférence ou les ricanements de la presse.

Même le corps diplomatique était indigné : « Comment le Quai d'Orsay peut-il se vanter de pouvoir empêcher l'annexion de l'Autriche, quand il ne s'avère même pas capable de faire garder deux quais de gare ! » [4]

4.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 234.

Cette gare clandestine, Schuschnigg la garderait comme un sac de ciment sur l'estomac, sans jamais pouvoir la digérer. Le ministre français Pierre-Etienne Flandin, reconduisant jusqu'au quai de départ le Chancelier autrichien, lui demanda d'une voix qu'il voulait aimable : « Avez-vous bien vu à Paris tout ce que vous désiriez voir... »

L'autre, drapé dans sa jaquette, lui répondit tout raide « Oui, mais j'aurais bien voulu voir une vraie gare ! »

Ces jours-là, la France avait définitivement perdu toute possibilité de rallier jamais à sa cause cette Autriche écartelée en 1919 et qui hésitait encore entre Paris et Berlin.

Restait la Roumanie qui, à l'imitation de la Pologne, ne paraissait pas vouloir se laisser convaincre.

Elle aussi savait que si, comme la France le demandait, elle acceptait de laisser passer par son territoire les troupes soviétiques, afin qu'elles allassent attaquer le Reich dans le dos, ce serait pour toujours que Moscou s'installerait entre le Danube et les Carpates.

L'unique solution qui restait à la France, provisoirement, serait de laisser tomber toute allusion à un passage éventuel des troupes soviétiques. Elle se rattraperait, d'ailleurs, en août 1939, en offrant alors à Staline le droit de passage que Polonais et Roumains lui refusaient.

Ces pays d'Europe orientale, si bravaches fussent-ils, ne pouvaient guère résister longtemps aux pressions françaises de 1934 et 1935.

Ils buvaient leur lait quotidien aux pis abondants de la France. Tous dépendaient de ses prêts, de ses investissements, de ses fournitures d'armes. Ils ne pouvaient donc que lâcher de la corde. Ils le feraient tous sournoisement, cachant leur jeu, toujours prêts à changer de camp ou à trahir.

Pour la France cependant, le renforcement de ce deuxième front dans les arrières du Reich était l'objectif absolument prioritaire. Si elle voulait happer l'Allemagne renaissante dans un piège à loup, l'Est devait être un des deux battants de ce piège.

« Le fonctionnement efficace et rapide du système "d'Alliances de revers" était évidemment primordial », écrivit le professeur Renouvin.[5]

Forçant la main aux satellites réticents, Paris, à grand renfort de pressions, avait tout de même obtenu d'eux quelques mesures de réarmement dont l'efficacité pour la France resterait toujours douteuse, mais dont elle comptait bien quelles effraieraient et isoleraient les Allemands.

Pourtant, en 1934, les « revendications allemandes » à propos du désarmement et du réarmement – au choix des Alliés – étaient encore minces, cinq fois inférieures à la puissance militaire dont la France disposait en hommes, en matériels de combat, en fortifications, et en alliés orientaux.

La Pologne, la plus réticente, avait bien dû, bon gré mal gré – pour éviter de se faire couper les vivres ! – prendre par décret une première mesure de renforcement de ses armées : tous les hommes se verraient astreints au service militaire, soit actif, soit auxiliaire, depuis l'âge de dix-sept ans jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Les femmes elles aussi seraient soumises à un « stade préparatoire ».

Les Tchèques prendraient des dispositions encore plus draconiennes, le 1er janvier 1935 : avant n'importe qui en Occident, ils institueraient le service de deux ans.

Dès lors, ils disposeraient à eux seuls d'une armée supérieure à celle du Reich à la fin de 1934, 202 000 hommes répartis en sept corps d'armée où se trouvaient des troupes à tous usages : infanterie de montagne, cavalerie, formations motorisées.

A cette époque-là, pourtant, bien malin eut été celui qui eut pu découvrir à la jumelle, à la frontière allemande, le nez d'un seul militaire de la Reichswehr !

A son tour, la Roumanie avait complété son armée en créant des escadres supplémentaires : une aviation qui, certainement, n'avait pas dû coûter bien cher aux contribuables de Bucarest !

5.– Pierre Renouvin, *Les Crises du XXe siècle*, tome II, page 34.

La France, quant à elle, battait en 1935 tous les records de dépenses militaires: plus de dix milliards de francs lourds de cette époque!

Aux naïfs, on expliquait que cette débauche de milliards était effectuée parce que les Allemands en faisaient autant, ou davantage. C'était complètement faux. On possède aujourd'hui les statistiques officielles, indiscutables, à un franc ou un mark ou un rouble près. La France dépensait alors pour armée plus du double de l'Allemagne pourtant beaucoup plus peuplée qu'elle, et qui, militairement, devait repartir de rien.

Tels avaient été les chiffres réels, non seulement en 1933, mais tout au long de 1934.

Le public français avait été submergé sous des affirmations délibérément mensongères. Même cinquante ans plus tard, il n'y a guère de Français qui ne croient pas que Hitler avait dépensé à cette époque des sommes folles pour se réarmer!

Les chiffres sont là, qui liquident les bobards faciles. Avec les 1 450 avions qu'elle et ses satellites possédaient en 1934 (pas un seul avion militaire alors en Allemagne), avec sa grosse artillerie (pas un seul canon lourd dans tout le Reich!), avec ses centaines de chars (zéro au-delà du Rhin) et ses centaines de formidables bastions blindés de la ligne Maginot, la plus puissante du monde, la muraille de Chine du XXe siècle (pas un fortin alors à la frontière de l'Ouest!), la France était la première puissance militaire de toute l'Europe.

Les Anglais, qui venaient de doubler leur flotte aérienne, l'accroissant d'un seul coup de 820 appareils, s'étaient mis, eux généralement si peu fanatiques, à lancer des propos nettement napoléoniens. Le Premier ministre, Stanley Baldwin, bourgeois solennel à l'éternel parapluie, le cou bétonné dans son col dur, s'était lancé, le 31 juillet 1934, dans une déclaration digne des bulletins de la Grande Armée: « La frontière anglaise n'est plus à Douvres mais sur le Rhin! »

Pour s'élancer contre les quelques faux chars au blindage de carton, des débuts de l'Allemagne hitlérienne, Baldwin se sentait l'âge intrépide d'un sans-culotte fonçant à Valmy le 20 septembre 1792, sus aux Prussiens!

On se serait cru revenu au temps des galopades de Poincaré dans la Ruhr en 1923!

Même Roosevelt s'était mis à jouer au Bonaparte américain. Lui, c'étaient avant tout les Japonais qui l'irritaient.

Ceux-ci avaient débarqué sur une frange d'Asie continentale. Dix fois moins d'ailleurs que les Russes, installés, sans que nul ne s'en offusquât, de Port Arthur et de Dairen jusqu'aux abords de Vladivostok.

Quand les Américains captaient les terres des Indiens, il s'agissait d'une épopée magnifique, où chaque chapeau de cowboy était le cimier d'un croisé. Les studios d'Hollywood les glorifieraient pendant un demi-siècle!

Même bonne conscience quand les Anglais, pour assurer leur « espace vital » des Indes, attachaient les Cipayes rétifs à la gueule de leurs bouches à feu. Idem quand les Français s'installaient au canon en Algérie, à Madagascar, au Tonkin!

Là, il s'agissait toujours de guerres glorieuses, de la construction d'admirables empires, bienfaisants et édifiants! Le seul empire français était devenu cinquante fois plus grand (25 millions de km^2) que la France métropolitaine! L'Empire britannique: cent cinquante fois plus vaste (35 millions de km^2) que la Grande-Bretagne (239 000 km^2). Empire néerlandais: 1 900 000 km^2 pour le mini territoire de 33 000 km^2 de la Hollande. Même la petite Belgique – qu'un avion parcours alors déjà de part en part en moins d'une heure, aujourd'hui en six minutes – s'était emparée au cœur de l'Afrique d'un empire géant: 2 344 116 km^2, qu'avait complétée au cours de la guerre de 1914-1918 la conquête armée du Ruanda et du Burundi! Pour chaque personne belge, plus de 30 hectares!

Au négrillon conquis sur le bord du fleuve Zaïre, on enseignait gravement le flamand, au Malgache et au Canaque que leurs ancêtres étaient des Gaulois aux grandes moustaches; aux

Hindous faméliques, accroupis parmi leurs vaches, que leur reine-impératrice Victoria plantée de tout son poids de bronze sur la grand place de Calcutta était leur mère bien-aimée !

A tous, noirs ou jaunes, on faisait vénérer un Dieu, un Christ, une Vierge, des Apôtres, tous impeccablement blancs ! On plantait partout à Alger comme à Hanoï des cathédrales horribles en faux gothique, dans lesquelles plus un seul indigène n'entrerait encore dès le premier dimanche que leurs colonisateurs auraient disparu.

On pillait les porcelaines de Chinois, les masques de bois et les ivoires taillés des Africains, les sarcophages égyptiens et les miniatures et tapis persans, sans oublier les statuettes de bronze des Tonkinois. Un futur ministre français, M. André Malraux, serait même condamné à trois mois de prison de ce fait en Indochine, non point, exactement parce qu'il avait volé des œuvres d'art aux indigènes envahis, mais parce qu'il en avait privé les musées de Paris !

Là, comme au British Museum, ou au musée d'Amsterdam, ou de Tervuren, en Belgique, s'accumulaient – souvent même empilés dans des caves – les témoignages de l'art de vingt peuples !

Bref, on leur avait apporté à tous la civilisation, c'était magnifique !

Mais que les infects petits Japonais, non satisfaits de vivoter sur leurs rochers pelés, imitant les Européens débarqués depuis longtemps sur les côtes de la Chine, eussent l'outrecuidance de vouloir poser leurs sales pieds jaunes dans un espace mandchou en pleine anarchie, avait été dans tout l'univers blanc stigmatisé comme un forfait !

Pour contrer ces déprédateurs, rien ne serait de trop, ni les condamnations de la Société des Nations, ni les excommunications de la Ligue des Droits de l'Homme, ni les pleurs de l'Armée du Salut.

Pour tout le monde civilisé, il existait donc deux sortes de nazis : les visages pâles et les jaunes ! Ceux de Hitler et du Mikado ! Ils se valaient : tous des mangeurs de peuples !

Le temps viendrait vite où Roosevelt les traiterait exactement les uns comme les autres, passerait Hiroshima et Nagasaki au grill, fournissant en même temps par dizaines de milliers à l'ami Staline sardonique les chars et les avions qui lui permettraient d'anéantir les Nippons d'Europe, les Hitlériens !

Un réarmement puissant avait été ainsi décidé par Roosevelt avec d'autant plus de conviction que les États-Unis entendaient bien faire de l'océan Pacifique leur mer particulière, une sorte de Méditerranée yankee, aux deux rives strictement réservées.

« La flotte américaine, sera poussée à l'extrême limite de sa puissance », s'était écrié Roosevelt le 23 juillet 1934, après que les Japonais eurent transformé leur zone d'occupation en un État, le Manchoukouo, sous l'autorité du « dernier empereur », Pu Yi, dernier représentant de la dynastie mandchoue contraint d'abdiquer en 1912, lors de la proclamation de la république Chinoise par Sun Yat Sen.

Un dominium des Japonais ! Quelle monstruosité !

Qu'étaient pourtant le bey de Tunis, et le sultan du Maroc, traités en marionnette ? La plupart du temps, ces marionnettes se faisaient culbuter, renverser, déparier... Qui commandait au Tonkin, à Madagascar ? Et en Rhodésie ? Au Bengale ? Et qu'étaient, sinon des serviteurs, les maharadjahs, tout en courbettes devant les Anglais ? Et Fouad Ier, si humble sous son tarbouche au bord du Nil ?

Mais qu'après eux tous, naquit au nord de l'Asie un modeste dominium sous drapeau à soleil des Japonais était évidemment intolérable.

Jusqu'en 1934, le colonialisme était excellent. Une fois Anglais, Hollandes, Belges et Russes copieusement repus, les imiter devenait sur le champ une abomination.

La seule idée que l'Allemagne trop peuplée pourrait un jour avancer une botte était une perspective intolérable. Et le fait que les petits Nippons aient tenté déjà de le faire en Mandchourie exigeait un châtiment exemplaire. Lequel ne tarderait pas. Les Japonais le subiraient en 1945, sous la forme de deux bombes atomiques !

Roosevelt, lâchant ses béquilles pour monter sur ses grands chevaux, avait immédiatement ordonné qu'on entreprît la construction de 360 000 tonnes de nouveaux navires de guerre. On allait construire aux États-Unis deux mille trois cent vingt avions !

« L'idée de la guerre est en route », fit remarquer Mussolini le 24 août 1934, un mois après la déclaration incendiaire de Roosevelt.

Comme tous les autres, avec encore plus de vigueur, les Soviétiques avaient pris le mors aux dents.

Sans en souffler mot, ils avaient fait grimper, en 1934, leurs effectifs de 600 000 hommes à presque un million. Dix fois plus que la Reichswehr de la même époque ! Ils allaient posséder, dès cette année-là, plusieurs milliers de chars, des divisions de parachutistes, une importante aviation. Comme le déclarerait, au VIIe Congrès des Soviets pan russes le 1er janvier 1935, le général Toukhatchevsky, sous-ministre de la guerre, ils utiliseraient « la technique moderne de telle sorte qu'il n'y ait aucune armée du monde qui puisse lui être comparée. »

Plus aucun pays n'échappait à la contagion. Même les Suisses, décidaient d'allonger eux aussi la durée du temps de service. Ils votaient un budget militaire équivalent à plus d'un milliard de francs français, eux qui pendant des siècles n'avaient forgé que d'inoffensives hallebardes à l'usage des mousquetaires bigarrés de la Garde vaticane.

Depuis le triomphe de Hitler au plébiscite du 19 août 1934, les ex-Alliés étaient bien décidés à l'amener, pieds nus, attendre son pardon, comme l'avait exigé le pape Grégoire VII de l'Empereur germanique Henri IV sous les murs de Canossa.

On eût pu, aussi, en août 1934, se croire revenus au mois d'août 1347, au temps où les bourgeois de Calais en chemise et la cocarde au cou avaient dû mendier l'aman du roi d'Angleterre Édouard III.

Pourtant, Hitler en était resté à ses propositions faites le 16 avril 1934 au ministre anglais Eden.

Il ne désirait encore rien de plus, malgré le réarmement universel, qu'à doter son pays d'une armée d'une importance limitée.

D'ailleurs, après un an et demi de pouvoir, sa préoccupation essentielle dans l'immédiat n'était pas d'ordre militaire : elle visait avant tout à redresser l'économie du Reich. Des six millions de chômeurs du 30 janvier 1933, plus de quatre millions avaient été remis au travail à la fin de 1934. Il ne restait plus, sur tout le territoire du Reich que 1 781 000 sans-travail. Mais il fallait tout de même les réinsérer, même si leur nombre avait été réduit de plus des deux tiers.

Le professeur à la Sorbonne Pierre Renouvin, historien ultra-officiel, dut bien admettre ces chiffres et constater, sans plaisir certes, leur valeur exemplaire : « Cette reprise s'effectue sans que les prix intérieurs marquent une hausse sentie, malgré la dévaluation de la livre sterling, et sans que le salaire réel subisse une réelle compression. » [6]

Les premiers rubans des autoroutes couraient à travers les campagnes et les monts. Deux mille usines avaient été, rénovées, les congés payés créés, ainsi que les vacances ouvrières. Plus de 100 000 maisons nouvelles offraient déjà un logis décent à des ouvriers ramenés à un statut naturel de justice sociale et de dignité. Le professeur Renouvin ne pouvait qu'acquiescer, l'œil morose : « Dans l'ensemble, écrivait-il, le redressement est incontestable. » [7]

L'homme n'était plus l'esclave de l'argent. Cet argent, qui permettait à Hitler de mettre en route la plus grande renaissance économique de l'Europe, n'était plus dû aux banques, ni aux grands manitous hypercapitalistes. Il n'avait pas été obtenu non plus en pompant l'argent du public sous forme d'impôts chaque année plus écrasants. Ces milliards de la reconstruction économique et sociale du Reich, c'est le peuple lui-même qui les apportait, en souscrivant de son plein gré les bons à court

6 et 7.– Pierre Renouvin, *op. cit.*, tome II, page 37.

terme, rapportant un intérêt honnête – au lieu de sombrer dans le gouffre de déficits indéchiffrables d'États-sangsues.

Le peuple allemand apporterait ainsi spontanément à Hitler douze milliards de marks, masse de manœuvre énorme, supérieure au budget militaire de la France, alors le plus dispendieux du monde.

Le travail n'était plus à la merci de la dictature de l'argent, il redevenait une force réelle effective, créatrice, digne de respect. La révolution de Hitler, c'était cela : elle ordonnait la matière, dans la magnification de l'être qui créé. Le labeur – qu'il fut du bras ou du cerveau – était la grandeur et l'honneur de la communauté de la nation.

Hitler pensait aussi – mais oui ! – au rassemblement et à l'expansion de son peuple.

Il n'irait pas lui conquérir de la terre et du pain à l'Est en faisant des discours, mais en forgeant une armée nouvelle, ultra moderne, orientée dans un seul sens : l'Est qui, libéré et régénéré par lui, constituerait pour l'Europe occidentale une protection infranchissable et non plus un risque.

En cette fin d'année de 1934, toutefois, cette conception de l'avenir demeurerait pour Hitler une projection à lointaine échéance.

La force armée du Reich restait proportionnellement insignifiante, inférieure de moitié à celle d'un pays voisin comme la Tchécoslovaquie, six fois moins peuplée que le Reich.

Si les ennemis de Hitler, au lieu de mener un tapage assourdissant et courir à des réarmements toujours accrus chaque fois plus ruineux, avaient simplement utilisé les forces militaires dont ils disposaient, ils eussent pu renverser en quelques semaines Hitler, derrière lequel des foules immenses s'étaient massées mais qui ne possédait toujours qu'une poignée de soldats mal armés pour défendre l'acquis national et social de deux ans d'efforts.

« En regardant en arrière, admettait franchement le roi des bellicistes, Winston Churchill, je suis étonné de tout le temps qui nous fut accordé. » [8]

8.– Winston Churchill, *L'Orage approche*, page 117.

Si jamais la France super armée avait eu du cran, c'est alors qu'elle eût pris son ennemi au bout de ses baïonnettes. Elle trépignait, mais elle trépignait sur place. Or, il fallait courir à l'assaut, ou sinon cesser de crier, de s'opposer à tout, et se mettre à discuter, à soupeser, à équilibrer les intérêts.

Parfois, un Anglais resté raisonnable se posait encore à mi-voix la question.

« Nous ne pouvons, écrivait l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, sir Eric Phipps, regarder Hitler simplement comme l'auteur de *Mein Kampf* et nous ne pouvons pas nous permettre de le négliger. Ne serait-il donc pas préférable de lier cet homme, doué d'un effrayant dynamisme ? S'il s'engageait sa signature serait pour toute l'Allemagne un engagement plus puissant que la signature de n'importe quel autre Allemand dans le passé. » [9]

Anglais et Français, au lieu de s'opposer aux Allemands, auraient pu constituer avec eux une équipe sans pareille au monde, se complétant économiquement, chacun ayant son champ d'action propre, conforme à son génie et à ses besoins, que ce fût au-delà des mers ou sur les terres complémentaires de l'Europe orientale, libérée de la tyrannie communiste.

« Il est de l'intérêt de tous, répétait Hitler, que les problèmes du temps présent, soient résolus, d'une manière raisonnable et pacifique. »

Une dernière occasion allait s'offrir : c'était, en janvier 1935, le plébiscite de la Sarre.

Cette vieille terre allemande, occupée par les Français depuis 1918 était appelée, comme l'avait ordonné le Traité de Versailles, à décider de son destin au cours d'un plébiscite.

Avec de la bonne volonté, ce plébiscite aurait pu être parfaitement évité et être l'occasion d'un règlement à l'amiable, qui eût pu rapprocher les deux pays au lieu de les voir s'affronter une fois de plus.

9.– Joachim Fest, *op. cit.*, tome II, page 130.

Hitler avait désiré cette négociation. Il l'avait offerte à la France depuis des mois. Paris croyait préférable de faire face à l'épreuve électorale, convaincue que le rival allemand se ferait désarçonner.

Ainsi, Français et Allemands allaient s'affronter électoralement devant le peuple de la Sarre. Duel vain. Le plébiscite serait simplement un jalon de plus vers la future guerre civile européenne !

XXIII

LA SARRE

Hitler avait expliqué avec une netteté diaphane sa position : « Nous avons, tout comme les autres peuples, le sentiment de nous trouver à un tournant de l'Histoire. Nous avons tous, nous les vaincus d'hier, comme les vainqueurs, l'intime conviction que quelque chose ne va plus. Et qu'en particulier la raison semble avoir abandonné les hommes. Tous les peuples le sentent fort bien : un ordre nouveau doit être instauré sur ce continent où les peuples sont contraints de se serrer trop étroitement les uns contre les autres, dans un espace trop exigu. » [1]

Répéter continuellement les versets des psaumes de Versailles, en exiger avec obstination l'accomplissement n'arrangerait rien : « Ils se trompent, prédisait Hitler, ceux qui croient que le mot de Versailles peut ouvrir les portes d'un ordre nouveau. Ce ne serait pas sa première pierre, mais bien sa pierre tombale. » [2]

Or, une des dernières impositions du traité de Versailles – l'occupation et l'exploitation des richesses de la Sarre, qui se prolongeaient au bénéfice de la France depuis quinze ans – touchait

1 et 2.– Johachim Fest, *Hitler*, tome II, page 132.

à sa fin. Le plébiscite, organisé et contrôlé par la SDN et les anciens Alliés, allait faire savoir si les Sarrois désiraient maintenir le statut pro Français, ou le modifier, ou l'éliminer.

En 1919, la France victorieuse avait prétendu s'adjuger la Sarre, avec tout le reste des terres allemandes de l'Ouest du Rhin.

Les hommes politiques français étaient tenaces. Ils avaient les dents aiguisées, et le verbe abondant. Cette province sarroise les avait tentés tout spécialement parce qu'elle était, économiquement, le complément parfait de l'Alsace-Lorraine, remise en novembre 1918 sous leur pouvoir.

Au cours des deux derniers siècles, les Français avaient fait boire leurs chevaux dans l'Elbe, la Vistule, la Moscova, aussi bien que dans le Danube, le Tibre, le Tage ou le Guadalquivir. Ils avaient même campé sur les bords du Nil. Si Napoléon n'était pas parvenu au Gange, c'est parce qu'il avait eu quelques petits ennuis en cours de route.

La France avait donc chevauché à travers la Sarre comme partout. A diverses reprises. Mais brèves. Sous l'Empire. Sous la Révolution française. Même, l'une ou l'autre fois, sous les rois. La ville de Sarrelouis avait été créée par Louis XIV et fortifiée par Vauban.

Les Français vous expliquaient avec orgueil qu'on avait même retrouvé un grand portrait du Roi-Soleil à l'hôtel de ville de Sarrebruck. C'était exact. Mais un peu embelli. On l'avait découvert, tout gris de poussière et de toiles d'araignées, au fond d'un grenier oublié.

Le vieux père « La Victoire », Georges Clémenceau, ses gros sourcils en bataille, le bonnet bleu de guingois, avait expliqué avec véhémence à la Commission préparatoire du traité de Versailles que la Sarre était un morceau pantelant de vieille France : « La grande majorité des Sarrois est d'origine française. Ceux qui ne le sont pas sont français de cœur. »

Le délégué André Tardieu, futur Premier ministre, avait encore été plus loin, lançant des chiffres : 150 000 électeurs sarrois attendaient frémissants l'heure de participer à des élections libératrices.

« Sarrebrück, s'exclamait Tardieu, élirait certainement un député français ! »

L'Anglais Lloyd George ne s'était pas laissé convaincre. Lui jugeait plus prudent qu'on attendît quelques années au lieu de précipiter les élections. Passé un certain délai, on pourrait demander aux électeurs autochtones de se prononcer.

Pourquoi tant de hâte, disait-il, patelin, à Clémenceau qui piaffait.

« Puisque vous êtes si sûr de la sympathie des Sarrois, que perdez-vous pour attendre ? Ils seront d'autant plus ardents à opter pour la France qu'aucun d'eux ne pourra dire qu'on lui a forcé la main. »

En attendant, on accorderait à la France l'avantage d'occuper avec ses troupes la province entière, de disposer à son gré de son énorme potentiel charbonnier. Plus de 70 % du pays était couvert de puits d'extraction, de cokeries, de centrales thermiques. La production houillère produisait 20 millions de tonnes, de quoi alimenter la totalité des bassins alsacien et lorrain.

Clémenceau grognant toujours, on lui promit que ces mines, de toute façon, on lui en faisait cadeau. Quel que soit un jour le résultat d'un plébiscite, elles pourraient rester françaises.

Le chantage de Clémenceau avait réussi. A demander trop, il avait obtenu beaucoup. En attendant, il camperait bel et bien dans la place, libre de manigancer politiquement tout ce qu'il lui plairait.

C'est ainsi que le marché fut conclu à Versailles : la France occuperait dans son entier la Sarre et elle en pomperait à sa guise les ressources. Elle aurait quinze ans pour préparer le vote en dehors de toute ingérence et de tout contrôle de l'État allemand.

Les occupants français n'y allèrent pas de main morte. Des milliers de fonctionnaires allemands, qui auraient pu maintenir certaines influences nationales, furent expulsés.

La France possédait tout, pouvait exercer toutes les pressions, militaires, sociales, financières.

Alors que tout le reste de l'Allemagne avait sombré dans une crise anéantissante, et traînait sans espoir des millions de chômeurs, la Régie française des riches charbonnages sarrois pouvait payer à ses mineurs les plus hauts salaires d'Europe.[3] Ne fut-ce que pour assurer son pain, l'ouvrier de la Sarre devait beaucoup désirer que fût maintenu un système qui, matériellement était pour lui beaucoup plus rassurant.

Tout concordait à assurer le succès d'une solution française du futur plébiscite : les avantages économiques, en tout plus favorables que dans le Reich de la crise ; les douanes libres vers l'ouest. Une propagande française omnipotente mettait en relief, chaque jour, les méfaits de l'autre solution : le passage sous une épouvantable tyrannie ! Le peuple enfourné par Hitler dans des camps de concentration ! les israélites dépossédés et écartelés !

« Des fonctionnaires français, a rappelé l'historien Benoist-Méchin, ont administré le pays. Les tarifs douaniers ont été presque tous supprimés à la frontière franco-sarroise, de sorte que toutes les richesses du pays se sont écoulées vers la Lorraine, apportant un stimulant appréciable à notre industrie sidérurgique. Enfin, la propagande française a pu s'exercer librement. Jour après jour, les journaux de Paris et de l'étranger ont eu toute latitude pour éclairer les esprits sur les arrière-plans ténébreux du régime hitlérien. Rien n'a été laissé dans l'ombre : ni la persécution des juifs, ni les camps de concentration, ni la révolte des SA, ni les entraves apportées à la liberté d'expression. On accuse ouvertement le chef du IIIe Reich de bâillonner l'opposition, de truquer ses plébiscites, de soumettre le pays à un régime de terreur. » [4]

« L'enjeu, ajoute-t-il, est de taille. Et la France qui en a conscience s'efforce de mettre tous les atouts de son côté. Les

3.– Voir Duroselle : *Histoire diplomatique*, page 175.

4.– Benoist-Méchin : *Histoire de l'armée allemande*, pages 256 et 257.

mouvements pro-allemands sont dissous, des émigrés antinazis sont chargés de faire des tournées de conférence, non seulement à Sarrebrück mais jusque dans les plus petits villages, pour expliquer aux gens à quoi ils s'exposent s'ils votent pour Berlin. » [5]

La France joue quitte ou double. « Si la France l'emporte, elle n'en retirera pas seulement des avantages économiques certains : les avantages moraux seront plus grands encore. Non seulement les affirmations de Clémenceau seront confirmées, mais ce vote démontrera que la France démocratique exerce plus d'assurance sur les esprits que le totalitarisme hitlérien. » [6]

C'est la principale occasion pour les Français de montrer au monde comment les Allemands eux-mêmes vomissent Hitler.

« Voici, écrit en conclusion Benoist-Méchin, la population d'un territoire qui échappe à son contrôle, et où sa propagande ne parvient que par le truchement de la radio. Elle va être appelée à dire si elle préfère être libre, se rattacher à la France, ou revenir au sein du Reich. Qui ne voit que son choix équivaudra à un verdict, et que ce n'est pas l'Allemagne mais le régime hitlérien qui sera mis en jugement ? » [7]

Le combat était d'autant plus facile à mener que jusqu'alors les nationaux-socialistes de la Sarre, surveillés de près, n'avaient pu mener une propagande efficace : aux élections régionales du 13 mars 1932, avant l'accession de Hitler au pouvoir, ils n'avaient obtenu que 2 sièges sur 30, loin derrière le *Centrum*.

Et Hitler lui-même dans cette affaire de la Sarre, quelle était sa position ?

Contrairement à tout ce qu'on aurait pu penser, elle n'était en rien belliqueuse. Elle tendait essentiellement à la conciliation.

5 et 6.– Benoist-Méchin : *Histoire de l'armée allemande*, Tome III, pages 256 et 257.

7.– *Ibid.*

La Sarre était à ses yeux l'enjeu qui, au lieu d'opposer la France et l'Allemagne, pouvait leur offrir un terrain où se réconcilier.

Chacun, certes, s'il s'entêtait pourrait s'arc-bouter dans la certitude de sa victoire. Mais qui était vraiment sûr de l'obtenir ? Et à quoi servirait-elle si elle irritait encore davantage le perdant ?

Une consultation électorale ne pouvait mener qu'à des affrontements périlleux, mettre à vif les sensibilités. Il serait cent fois plus favorable et profitable de trouver des arrangements, en garantissant aux Français qu'ils conserveraient des profits matériels en Sarre même si ce territoire leur échappait.

Dès 1933, Hitler avait proposé d'entamer des négociations sur la Sarre, tendant à rechercher un arrangement négocié.

« Hitler, écrit textuellement le professeur à la Sorbonne J-B, Duroselle, demanda en vain au gouvernement français de renoncer au plébiscite. » (novembre 1933) [8]

En 1934, l'échéance approchait. Hitler renouvela sa proposition avec la plus grande énergie, convia chez lui à cette fin l'ambassadeur François-Poncet, dont il redoutait les menées, tout en appréciant son intelligence et son sens de la diplomatie. Il lui offrit de devancer un conflit, ne fut-il que psychologique, en concluant un accord amiable favorable aux deux parties.

Personnellement, il était sûr de l'emporter – et les événements lui donneraient raison – mais pour éviter un conflit il était disposé à laisser la France – même après que militairement et politiquement elle aurait disparu du territoire sarrois – jouir encore des mêmes avantages matériels qu'elle avait engrangés lorsqu'elle était encore maîtresse des lieux.

L'offre officielle de Hitler était on ne peut plus nette : la Sarre redeviendra allemande, mais un traité économique permettra à l'industrie française de bénéficier des ressources sarroises dans les mêmes conditions qu'auparavant.[9]

8.– Duroselle, *op. cit.*, page 176.

9.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 257.

Cette proposition aurait dû donner à réfléchir. Au moins, ainsi, la France ne risquait pas de tout perdre. Des profits matériels très importants lui restaient garantis en cas d'arrangement.

En cas d'échec, elle pouvait en être frustrée complètement...

Ce geste de bonne volonté provoqua, tout juste à l'opposé, un sursaut d'intransigeance : pour le gouvernement français, Hitler était prêt à se dépouiller de la sorte de biens matériels à condition qu'on ne vote pas, c'est qu'il sentait qu'il allait être battu lors du vote. « Hitler, s'exclama-t-on à Paris, renoncerait-il au plébiscite s'il était sûr de le gagner ? C'est donc moins que jamais le moment de lui faire des concessions ? » [10]

Une dernière fois, quarante jours avant les élections, sur la proposition de la Société des Nations, Hitler renouvela par écrit son offre de payer à la France, au cas où le vote lui serait défavorable, une compensation financière de 900 millions de francs, en contrepartie des bien sarrois qui lui échapperaient.

La France était absolument sûre d'elle-même. Sûre au moins que, si les Sarrois ne choisissaient pas majoritairement de devenir français, ils se déclareraient au pire pour un *statu quo* tel que les marxistes sarrois le prônaient. Cette forme de satellisation discrète maintiendrait le passé si spécialement fructueux pour la France, et en assurerait même la continuité.

Dans cette certitude, Paris se refusa à tout arrangement quel qu'il fût et exigea que l'on votât.

Pour maintenir sa position de force, et même effrayer l'éventuel électeur pro-allemand, la France massa d'importantes troupes à la frontière franco-sarroise.

« La situation, écrivit Benoist-Méchin, est aussi tendue qu'à la veille de l'occupation de la Ruhr. » [11]

Hitler prit une contre-mesure radicalement inverse. Il interdit toute activité publique de la SA et de la SS dans les quarante

10.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 257.

11.– *Ibid.*

kilomètres de profondeur du territoire allemand qui avoisinaient la Sarre. Les nationaux-socialistes ne pourraient même plus, dans ce large espace national, porter l'uniforme de leur parti.

Quant au Führer, personnellement, il avait été tout simplement interdit de parole sur le territoire sarrois, par le pouvoir occupant. Il ne pourrait pas pénétrer, lui, Chancelier du Reich, sur un territoire du Reich !

Il ne s'insurgea pas. Pas une seule fois pendant toute la campagne, il ne donnerait un seul meeting en Sarre à ses 812 000 concitoyens.

Avantage énorme pour ses opposants ! Car chacun savait que le verbe de Hitler était irrésistible.

Ainsi, se disait-on, les électeurs sarrois ne risqueront pas de se laisser détourner de solutions favorables à la France ou au *statu quo*.

Aucune mesure pour éviter un vote « allemand » ne serait de trop. On ferait donner à plein les réfugiés d'extrême gauche. A Paris, le leader des socialistes français, le juif Léon Blum, leur faisait écho frénétiquement : « Les ouvriers se dresseront pour résister à l'agression hitlérienne. » [12]

A cinq reprises, les autorités françaises ordonneraient à la force armée de charger et de disperser les manifestations favorables au rattachement au Reich.

« La Sarre, écrit encore Benoist-Méchin est devenue une véritable poudrière, il suffirait d'une étincelle pour la faire exploser. »

L'occupation militaire s'était transformée en déploiement multinational. Des troupes anglaises et italiennes avaient été envoyées pour rejoindre les troupes françaises. Les rues de la Sarre étaient sillonnées de soldats écossais à jupe plissée, marchant à la cadence de leurs cornemuses. De Français super-

12.– Churchill, *L'Orage avance*, page 131.

armés, pourvus même de chars d'assaut ! D'Italiens noirauds, aux plumets hauts comme les terrils !

Plébiscite étrange, « démocratique » sous l'œil rond des fusils et des canons !

L'autorité civile et militaire était aux mains de l'étranger. Ce gouvernement des Sarrois par des non-Sarrois était présidé par un Français.

On avait fait accourir à la rescousse les représentants les plus excités de la grande presse anti-allemande de Paris. On les verrait même prendre part à des meetings socialistes !

« J'accepte, raconte l'envoyée spéciale de L'œuvre. Le soir venu, j'accompagnais ces hommes courageux dans toute une série de petits villages, où, sur de modestes estrades, des insignes du Front de la liberté et le drapeau rouge avec fléchettes blanches s'entremêlaient avec le drapeau sarrois. »

« Plusieurs ovations me sont faites dans quelques meetings. Mes quelques phrases encourageantes en mauvais allemand provoquaient la Marseillaise chantée gauchement avec l'accent allemand. » [13]

On imagine le spectacle ! Ainsi, soutenus par les transfuges anti-hitlériens, par les porte-plumes de Paris, les marxistes de Sarrebrück se sentaient sûrs de leur affaire : « Ils comptent au moins sur 40 % des voix, raconte à la presse française le dirigeant socialiste Braun. Il y aura tout au moins une partie de la Sarre qui demeurera indépendante comme aujourd'hui. Cela constituera un terrible "blow" à Hitler ! »

« Sans doute, continue le communiste Pfordt, nos affiches sont-elles toujours lacérées par les amis du Front allemand, mais, croyez-m'en, nous avons de solides et sérieuses troupes ! » [14]

La curiosité professionnelle les y poussant, nos intrépides journalistes parisiens voudraient quand même aller voir un peu

13.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 225.
14.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 227 et 228.

comment s'y prennent les partisans – perdus à l'avance, bien sûr – d'un Reich hitlérien.

Mais, chose étrange, si poliment qu'ils soient reçus, l'accueil fait par la foule aux orateurs non marxistes diffère sensiblement de ce que la grande presse française attendait.

Geneviève Tabouis raconte : « Nous arrivons dans une toute petite ville, où d'immenses réflecteurs éclairent la façade d'un local à colonnes blanches, ornées de longues guirlandes de laurier et d'une profusion de drapeaux nazis. Nous entrons. Avec des moyens de fortune, mise en scène grandiose. La salle qu'on devine profonde est obscure. Les projecteurs éclairent une large scène décorée d'une mer de drapeaux nazis, entourant un gigantesque portrait du Führer sous l'Aigle allemand. » [15]

Les orateurs – les insolents – proclament leur certitude de victoire.

« Entre chacune de ces affirmations, la foule noire, qu'on ne voit pas, se devine mouvante. On sent une ferveur immense saisir ces êtres invisibles. Les chants patriotiques alternent avec les *Heil Hitler !* Je me sens comme écrasée... »

Dans l'autobus du retour, mes confrères allemands se font moqueurs – « Eh bien, madame Tabouis, allez-vous encore écrire que le Front de la Liberté aura 40 % des voix comme vous l'avez fait ce matin ? »

« Pourquoi pas ? », répondit-elle sèchement. Plutôt aigrelette, l'envoyée spéciale de la presse de gauche de Paris !

Mais rira bien qui rira le dernier », se dit-elle !

Le grand jour arriva. C'était le dimanche 13 janvier 1935. On avait poussé le zèle jusqu'à installer à la présidence de chaque bureau de vote non pas un Sarrois, mais un étranger. C'était donc sous l'œil d'un contrôleur non sarrois que la Sarre allait se prononcer.

Les journalistes français couraient de rues en rues, de bureau de vote en bureau de vote.

15.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 227 et 228.

Ils connaîtraient, dès le début, d'étonnantes déceptions. La propagande était peu moderne. Elle était même plutôt défaillante : « Nous croisons une voiture à cheval – un vieux coupé 1900 attelé de deux gros chevaux qu'un vieux cocher au chapeau haut-de-forme noir conduit dignement. Le chauffeur nous dit : "C'est une des voitures des mines domaniales de la Sarre qui conduit un électeur." Je pense que c'est bien là l'image de la propagande et de la politique françaises si désuètes et si lentes. » [16]

Ces négligences redoutables pourraient amincir l'ampleur du succès, mais de toute façon celui-ci ne fait aucun doute.

Le lendemain a lieu le dépouillement. « Dès neuf heures, note notre intrépide journaliste, les premiers bulletins du Front Allemand commencent à peine à arriver que les drapeaux nazis apparaissent peu à peu aux fenêtres de la ville. Vers quatre heures de l'après-midi, il devient évident que le Front allemand l'emporte de 90 %. Seulement 9 % pour le Front de la Liberté. Pas un pour cent pour la France. Aussitôt, les cloches des églises sonnent, et la ville n'est plus qu'une mer de drapeaux ! Dans les rues qui résonnent de tous les hymnes hitlériens, les nazis distribuent des cartes postales entourées d'un large bord noir. "Mort de Monsieur Statu Quo", et dessous : « Ces messieurs de la famille, Max Braun, Fritz Pfordt". »

« Dans la rue, une espèce de griserie infernale s'est emparée de la population. Une retraite aux flambeaux monstre, véritable fleuve de feu, se déroule au son des hymnes nationaux, des fifres et des tambours. On a l'impression qu'une ivresse immense a saisi la Sarre entière et que Hitler est le Dieu. » [17]

Les Braun (socialiste) et Pfordt (communiste) avant de filer en France ramassent leurs papiers à la Maison des Syndicats.

« Je m'y rends très émue, note notre journaliste française. Je les félicite de leur courage. Tragique réunion des vaincus ! »

16.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 228 et 229.

17.– *Ibid.*

« Les Français n'ont évidemment plus rien à dire. Personne ne veut porter ma valise à la gare. Mais un journaliste étranger m'aide. Tous deux, bousculés par une foule en délire, nous arrivons tant bien que mal jusqu'à la gare. Et le train démarre lentement vers la France, pendant que long temps encore j'entends les *Deutsch ist die Saar* et *Heil Hitler.* » [18]

(18) Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 228 et 229.

XXIV

LE DEUXIÈME WATERLOO

La presse française qui se disait si bien informée, les politiciens de Paris si catégoriques allaient-ils, au moins, après ce désastre de la Sarre, tirer des conclusions intelligentes de l'événement ?

Ce plébiscite venait de leur donner à tous une leçon éclatante : en politique, il ne sert à rien de gaver le public de mensonges ; ceux-ci deviennent vite indigestes.

Jusqu'au 13 janvier 1935, le grand chic avait été de dire, après chaque élection en Allemagne hitlérienne : « C'est du chiqué ! Ces résultats ont été truqués ».

Ici, sous les yeux de tous, les preuves avaient été on ne peut plus convaincantes. Chacun devait bien le reconnaître : on avait voté dans un pays totalement contrôlé par des non-Allemands. Des étrangers tenaient dans leurs mains le gouvernement de la région. Ils disposaient du chantage de l'argent : toute la masse ouvrière de la Sarre (80 % de la population) était à la merci des salaires que les Mines Domaniales Françaises allouaient.

Les troupes étrangères et leurs chars sillonnaient les rues. Hitler, tout Chancelier qu'il fût de l'ensemble du territoire allemand, n'avait pu pénétrer une seule fois dans la Sarre, province

allemande. Pas un seul électeur n'avait donc pu être impressionné par son charisme. Même les bureaux de vote avaient été présidés et surveillés de près par des étrangers.

Pas la moindre pression hitlérienne possible ! Or, que c'était-il passé ? Les Allemands de la Sarre, sous autorité française, sous occupation militaire franco-anglo-italienne, sous le regard scrutateur, tout au long de la journée électorale, d'un président étranger, avaient voté exactement comme les Allemands de l'intérieur du Reich. Les chiffres étaient strictement les mêmes : 90 % !

Tout eût dû pousser l'électeur sarrois à hésiter : ses intérêts matériels, aussi bien que la perspective de rentrer dans un Reich qui se relevait à peine de ses ruines, la crainte de courir en son sein les risques d'un nouvel accroc international, d'être soumis au pouvoir de ce Hitler qu'on avait constamment dépeint comme le pire des monstres.

Il n'existait même pas d'échappatoire : non seulement Hitler emportait 90 % des voix, mais l'échec de ses adversaires dépassait absolument tout ce que l'on eût pu imaginer.

L'opposition marxiste, dans une région fondamentalement ouvrière, où normalement socialistes et communistes eussent pu emporter largement la majorité des voix, n'obtenait que 8,8 % des voix ! Malgré qu'ils n'eussent prôné qu'un timide statu quo ! Pas même le ralliement d'un dixième des électeurs. Ce n'était pas une défaite : c'était la liquidation marxiste au bout du balai de Hitler.

Quand aux Français, leur déroute était à peine croyable. Ils avaient proclamé que cent cinquante mille Sarrois, au moins, étaient farouchement français, qu'ils éliraient sûrement, en cas d'élection, un député français. Et voilà, après quinze ans de pouvoir et de propagande, le résultat était là : sur 860 000 Sarrois, 2 124 électeurs, pas un de plus, avaient voté pour le rattachement à la France.

« A Paris, où l'on était sûr du succès, les résultats du scrutin sont une terrible déception, note Benoist-Méchin. Où

sont donc passés les 150 000 Sarrois français qu'évoquait Clémenceau ? » [1]

On ne peut concevoir une débâcle plus absolue. Ce satané Hitler, malgré qu'on eût tout fait pour le contrer, a obtenu 445 000 suffrages, c'est-à-dire 220 fois plus que les Français ! « A Berlin, doit bien constater Benoist-Méchin, la décision des Sarrois soulève un enthousiasme indescriptible. La foule défile pendant des heures sous le balcon de la Chancellerie en acclamant le Führer. » [2]

C'était la démonstration définitive – agréable ou non – que le peuple allemand était avec Hitler où que ce fût, dans le Reich non libre tout autant que dans le Reich libre, et que contrairement à tout ce qu'on avait si tapageusement claironné dans la presse mondiale, les scrutins précédents en Allemagne occupée avaient été absolument corrects, puisqu'en Sarre, dite française, ils avaient été à 1 % près – 1 % de plus – rigoureusement identiques !

L'éthique la plus élémentaire eut dû amener les historiens officiels à constater honnêtement l'évidence. Mais, comme toujours, tout en jouant à l'objectivité, on s'empressa d'escamoter la réalité.

Le précédent n'était pas nouveau. Hitler avait remis au travail quatre millions de chômeurs. C'était formidable. Unique en Europe. Silence ! Un commentaire là-dessus eut été gênant !

Même abstention à propos du plébiscite sarrois. Seul Churchill, mi-figue mi-raisin, osa interpréter à peu près correctement le résultat de cette consultation sarroise : « Le plébiscite, écrivit-il, eut lieu le 13 janvier 1935 sous un contrôle international comprenant une brigade anglaise, et cette petite enclave, qui représentait avec Dantzig le seul territoire incarnant la souveraineté de la Société des Nations, demanda par 90,03 % son retour à l'Allemagne. Ce triomphe moral du national-socialisme, bien

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 258.

1.– *Ibid.*

qu'il ne fût que l'aboutissement d'une évolution normale et inévitable, augmenta le prestige de Hitler, et, grâce à cette expérience sincère, son autorité put apparaître comme l'expression de la volonté du peuple allemand. » [3]

La presse française se garda surtout de faire la moindre allusion à la coïncidence rigoureuse qu'avaient établie les plébiscites dans le Reich et hors du Reich. Elle élimina vite dans ses colonnes ce vote de la Sarre, au résultat si gênant.

Ce fut quasiment comme si jamais il n'avait existé. L'historien français Thilliez lui consacra en tout et pour tout un quart de page ; son compatriote Brissaud, deux tiers de page ; le professeur de la Sorbonne, Renouvin, une page ; son collègue Duroselle, deux pages et demie, sur 871 pages.

Seul entre tous, l'historien Benoist-Méchin se risquerait dans son Histoire de l'Armée allemande à un court commentaire, objectif et honnête : « Les chiffres du plébiscite, effectué sous contrôle international, sont identiques à ceux des plébiscites qui se sont déroulés précédemment à l'intérieur du Reich. C'est donc bien la preuve qu'il n'était pas truqué. Mais il y a plus : le retour de la Sarre est une indication grosse de signification. L'attirance du Reich s'est révélée plus forte que toutes les propagandes adverses. Dès qu'une population allemande, séparée du Reich par une décision des vainqueurs, a pu s'exprimer librement, elle a manifesté sa volonté de rejoindre sa patrie d'origine. C'est là une leçon que Berlin n'oubliera pas. » [4]

... Mais que tous les autres oublieront !

Les foules, le nez collé à leurs gazettes, n'ont pu savoir, en 1935, que ce que des informateurs souvent à gages, voulaient leur faire connaître, déformant, rétrécissant ou gonflant les faits selon qu'ils satisfaisaient ou déplaisaient, illustration, entre cent autres, des camouflages et des truquages systématiques qui furent le lot avant la Seconde Guerre mondiale.

3.– Churchill, *L'Orage approche*, page 109.

4.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 258.

Hitler, au soir de ce plébiscite, eût pu, comme le peuple allemand, triompher bruyamment. Sa réaction fut celle de l'homme d'État qui voit plus loin qu'une satisfaction personnelle. Ayant gagné, il pouvait se permettre un beau geste, et il se le permit. Il déclara immédiatement qu'il restait toujours prêt à respecter les intérêts français en Sarre, et qu'il ne désirait affaiblir la France en rien, surtout pas en touchant à son intégrité territoriale.

Comment ? A l'avance, il s'engageait à abandonner toute revendication sur la sacro-sainte Alsace-Lorraine, allemande avant 1918, perdue à Versailles en 1919, et source d'incessantes bagarres franco-allemandes depuis deux siècles.

Tout lié qu'il eût été au système officiel, le professeur de la Sorbonne Renouvin a reproduit le texte de cette offre de Hitler lancée au lendemain de vote : « Que ce plébiscite ait eu lieu sans heurt, c'est un signe favorable. Un pas décisif dans la voie de la réconciliation des peuples est accompli. Le Reich ne posera plus désormais aucune exigence territoriale à la France. » [5]

A tête reposée, le 1er mars 1935, Hitler répéterait solennellement cette offre.

Ce geste lui coûtait. L'Alsace-Lorraine était chère au peuple allemand, mais Hitler était réaliste. Son grand plan d'expansion, le seul qui en valait vraiment la peine, était à l'Est. Il était donc prêt à renoncer pour toujours, non sans amertume, à un tronçon de territoire à l'ouest comme il avait renoncé en faveur des Italiens au sud du Brenner.

« L'Allemagne, déclara Hitler devant les cinq cents députés du Reichstag, renonce solennellement à toute revendication sur l'Alsace-Lorraine. Après le retour de la Sarre, la frontière franco-allemande peut être considérée comme fixée définitivement. »

Le professeur à la Sorbonne Duroselle n'a pas pu gommer complètement ce discours. Les quelques lignes qu'il en a publiées

5.– Renouvin, *op. cit.*, tome II, page 67.

dans son *Histoire diplomatique* sont édifiantes : « Nous espérons que le retour de la Sarre au Reich améliorera définitivement les relations de la France et de l'Allemagne. De même que nous voulons la paix, nous pensons que le grand peuple voisin est prêt lui aussi à rechercher la paix. Nous espérons que nous nous tendrons la main pour cette œuvre commune qui assurera le salut de l'Europe. » [6]

Mais qui, à Paris, tint compte de cette offre historique ? La France, après sa défaite sarroise et malgré ces propos conciliants de Hitler, s'obstina à se recroqueviller dans un silence orgueilleux.

« La France, constata Benoist-Méchin, refuse de reprendre les négociations sur ces bases. Elle reste fidèle au statu quo et à la sécurité collective, sans s'apercevoir, comme le dira Lord Tyrell, qu'elle porte le deuil d'une ombre. » [7]

Elle avait vu débarquer chez elle les quelques milliers de marxistes et d'israélites qui, dès le lendemain du plébiscite, avaient déguerpi de la Sarre. Elle les avait reçues sans chaleur. Ils étaient encombrants, peu sûrs. Eux-mêmes s'étonnaient et s'irritaient d'être reçus si mal. Beaucoup se retrouveraient, en mai 1940, dans des camps de concentration français, très durs – à Gurs, notamment, camps dont nul ne parle jamais et où les réfugiés du Reich, hommes, femmes et enfants furent enfermés par dizaines de milliers, accablés de privations.

La réponse officielle du gouvernement français à Hitler sera donnée en coup de théâtre : le 1er mars 1935, le Premier ministre d'alors, M. Pierre-Etienne Flandin, demanda à la Chambre française de voter un projet de loi qui porterait à deux ans le temps de service sous les drapeaux. Lequel était adopté le 16 mars par la majorité des députés français.

Hitler ne pouvait pas se laisser ainsi provoquer. Puisqu'on refusait si hargneusement ses offres pacifiques, il répondit lui

6.– Duroselle, *op. cit.*, page 179.

7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 262.

aussi du tac au lac : le même 16 mars, il faisait approuver en Conseil des ministres du Reich une « Loi sur la reconstruction de la Wehrmacht ».

On n'avait voulu tenir aucun compte de ses offres répétées de réconciliation. Tous, Anglais, Français, Polonais, Tchèques, accroissaient leur force… Contre qui, sinon lui ?

L'inévitable réponse allemande serait cette loi qui remettait sur ses pieds une véritable armée allemande. Elle ne s'en tiendrait plus au misérable contingent de 100 000 hommes, imposé à Versailles, mais elle deviendrait forte d'un demi-million de soldats.

Le texte était court ; trois petits paragraphes :

– Article 1 : Le service dans la Wehrmacht est basé sur le service militaire obligatoire.

– Article 2 : L'armée allemande comprend, en temps de paix, 12 Corps d'armée, 36 divisions.

– Article 3 : Les lois complémentaires réglementant le service militaire obligatoire seront soumises au Cabinet à bref délai par le ministre de la Reichswehr.[8]

Le traité de Versailles, tant de fois bafoué par ses propres signataires, volait en éclat.

Le scandale, Hitler le savait, serait grand.

Mais il ne manquait ni de flair ni d'astuce. Il s'était dit qu'il ne désamorcerait la réaction de ses adversaires qu'en les divisant. Les Anglais pouvaient avoir – et avaient – des intérêts parfois divergents de ceux des Français. Sur les océans par exemple.

Pourquoi, si on l'y obligeait, Hitler ne jouerait-il pas le jeu de ces oppositions ?

Égoïstes par vocation, les Anglais ne manqueraient pas de sauter à pieds joints, il en était sûr, sur toutes possibilités qu'il leur offrirait d'assurer leur supériorité maritime. Laquelle, à travers toute l'Histoire, a toujours été leur objectif préféré.

En grand secret, Hitler allait les tenter.

8.– *Reichsgesetzblatt* (Journal officiel), 1935, tome I, page 375.

La négociation proposée par lui serait menée à Londres à l'insu de la France. Celle-ci n'en connaîtrait la conclusion que le 18 juin 1935, date symbolique entre toutes, qui marquait l'anniversaire de la victoire remportée par les Anglais et les Prussiens, réunis en frères de combat, le 18 juin 1815, pour anéantir Napoléon à Waterloo.

Ce jour anniversaire serait signé, dans le dos de Paris, le traité naval germano-anglais.

XXV

LE FLIRT GERMANO-ANGLAIS

Nombre de Britanniques, en 1935, n'étaient pas encore anti-allemands. D'ailleurs ils ne furent jamais par aversion anti-quelque-chose. Ils sont pro-anglais. Leur politique extérieure s'inspire depuis des siècles de cette prise de position prioritaire. Ils peuvent, en Europe, être aussi bien pro-allemands qu'anti-allemands, pro-français qu'anti-français. Un pays en Europe devient-il fort? Ils sont contre!

L'Europe, pour ne pas les ombrager, devrait être un complexe où tous les pays s'équilibrent par le bas. Ce n'est que dans la mesure où nul ne noue des forces continentales que la Grande-Bretagne se sent à l'abri de tout concurrent, qu'il sait menaçant ou même simplement encombrant.

Churchill qui – quoi qu'à demi américain – fut le type même du bouledogue britannique, l'avait dit dès cette époque, en termes définitifs :

« Depuis quatre cents ans, la politique de l'Angleterre a été de s'opposer à la plus forte des puissances continentales... Peu lui a importé de savoir quelle était cette puissance, il a suffi qu'elle parut vouloir dominer... Ne craignons donc pas l'accusation d'être pro-français ou anti-allemands. Si les circonstances

venaient à changer, nous serions pro-allemands et anti-français... La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir, qu'elle est la puissance européenne qui est la plus forte. » [1]

Depuis Jeanne d'Arc et Philippe II, tout Britannique bien-né porte devant lui, comme un bouclier, cet axiome. Est sourd qui ne l'entend pas, est aveugle qui ne le voit pas !

L'Allemagne du début de 1935, n'en était encore qu'au début de son redressement. Elle était incomparablement moins forte qu'une France dont, depuis l'aventure de la Ruhr en 1923, l'Angleterre redoutait une hégémonie continentale.

En 1935, il paraissait donc, à tous les Anglais, normal, hautement souhaitable, que le Royaume-Uni, afin de limiter l'expansionnisme français en Europe, renforçât provisoirement le contrepoids allemand.

« Ce qu'ils voudraient, écrit un académicien, c'est qu'on donnât à celles de ses revendications qui lui paraissent légitimes, – ils songent notamment au Corridor de Dantzig – une satisfaction immédiate, sans attendre de se les laisser arracher... La satisfaction donnée aux justes griefs des vaincus doit précéder le désarmement des vainqueurs... Mieux vaut, infiniment, poser la question d'une révision partielle des clauses territoriales du Traité de Versailles. Mais il faut le faire de sang froid, dans une atmosphère de sérénité et tant que les nations victorieuses possèdent encore la supériorité des armements. » [2]

Au fond, Churchill n'était et ne fut jamais l'ennemi d'Hitler en tant que tel. Si Hitler avait été Anglais au lieu d'être Allemand, il eut été enchanté. Il lui en voulait uniquement de ne pas être britannique. Hitler ayant la mauvaise idée de planter en 1933 sa chancellerie à Berlin et non à Londres, il devait automatiquement devenir tôt ou tard l'ennemi à abattre.

1.– Jacques Chastenet, Membre de l'Institut : *Winston Churchill et l'Angleterre du XXe siècle*, pages 296 et 297.

2.– Jacques Chastenet, *op. cit.*, page 261.

Avec Mussolini, il en serait de même. Churchill l'admirait. Il enviait les Italiens d'avoir le Duce. Mais n'étant un pas anglais, Mussolini portait ombrage, même sans le vouloir, à la suprématie britannique. Un chef de gouvernement falot, à Paris, à Rome, à Berlin, faisait parfaitement l'affaire de Londres. Un génie est un personnage dont tout Anglais valable entend interdire l'existence en dehors de l'Empire Britannique.

Le raisonnement britannique était basé, comme toujours, sur le simple jeu des intérêts. Après 1918, mieux valait favoriser l'Allemagne affaiblie, quelle que fût l'irritation passagère du Français. Il était plus intelligent et surtout plus rentable de satisfaire « les justes griefs du vaincu » que de se les voir arracher sans avoir pu préalablement les monnayer avec profit, tant qu'il en était encore temps.

Churchill, lorsqu'il commença à s'opposer au plan de conciliation d'Hitler, avait eu à se buter à une opinion anglaise qui était beaucoup moins prête que lui à sacrifier sa tranquillité, et surtout sa peau, pour permettre la résurrection de vieilles querelles européennes.

Un test avait été significatif. A des élections partielles, dans la circonscription de East Fulham, les partisans du non-désarmement et les partisans d'un bellicisme naissant s'étaient affrontés. Le chef du Parti travailliste d'alors, M. Landsbury, avait déclaré : « Toutes les nations devraient désarmer au même niveau que l'Allemagne, pour arriver ensuite au désarmement total. »

Le candidat conservateur, qui, à cette élection de East Fulham, avait voulu jouer au sous-Churchill, avait été battu à plate couture : il avait perdu 10 000 voix, tandis que le partisan de la paix par le désarmement en avait gagné 9 000.

« Ce désir passionné de paix, dut admettre Churchill lui-même, animait la grande masse du peuple britannique. » [3]

3.– Churchill, *L'Orage approche*, page 112.

Le chef des libéraux, Sir Archibald Sinclair irait encore plus loin :

« Il faut convoquer une nouvelle conférence économique, non seulement introduire l'Allemagne dans le concert politique des nations, mais l'amener à collaborer avec nous. »

Le 16 mars 1935, après le rejet par Paris des affres conciliatrices d'Hitler et la décision française de porter chez elle le service militaire à deux ans, Hitler s'est vu acculé à procéder à un réarmement, toutefois encore limité. C'est alors précisément, que le peuple anglais avait été appelé à se prononcer, sur l'inutilité à la nécessité d'un accroissement, ou même simplement du maintien du niveau des armements.

Churchill qui, dès l'année précédente, s'était arrogé « le privilège » de réclamer pour le Royaume-Uni une force armée accrue, avait été catastrophé par le résultat de East Fulham. Dans son livre : *L'Orage approche*, il décrivit, renfrogné, l'ampleur qu'avait prise, après cette élection partielle, une consultation beaucoup plus vaste de la nation britannique.

« Dans les premiers mois de 1935, écrit-il, fut organisé un référendum sur la sécurité collective et le soutien qu'il fallait donner à la Charte de la Société des Nations. Le projet avait été approuvé par la League of Nations Union (Union pour la Société des Nations) mais était patronné par une organisation autonome, largement appuyée par le Parti travailliste et le Parti libéral. » Ce « référendum pour la paix » demandait notamment aux Britanniques : « Êtes-vous favorables à une réduction générale des armements par des accords internationaux ? Êtes-vous favorables à une suppression générale des armés et des marines nationales, par des accords internationaux ?... »

Churchill ne pourrait qu'ajouter, très péniblement surpris : « On annonça, le 27 juin, que plus de onze millions de personnes avaient répondu affirmativement à ce questionnaire. » [4]

4.– Churchill, *op. cit.*, page 116.

Onze millions ! Le chiffre était écrasant. L'Angleterre réelle ne voulait pas entendre parler de conflit avec les Allemands à propos d'armements qu'elle réprouvait.

« Il me semble – eut l'outrecuidance de déclarer Churchill en pleine séance de la Chambre des Communes, bravant toute consultation démocratique – que nous approchons du moment où il deviendra inutile de faire entendre raison à certains éléments de l'opinion. »

Dès lors, pour leur « faire entendre raison », il allait commencer à fomenter systématiquement de l'agitation, à inventer des périls imaginaires, qui finiraient – il l'espérait bien – par affoler et déboussoler le public anglais.

Qui pourtant, grands dieux, pouvait bien avoir en Europe, en 1935, la moindre visée sur la Grande-Bretagne ?... Ni un Allemand, ni un Français, ni qui que ce fût sur la planète, ne pensait à aller à Londres rapter un penny dans la poche d'un Anglais !

« Nous sommes, déclarait néanmoins Churchill, une proie riche et facile ; aucun pays n'est aussi vulnérable et aucun autre pays ne serait plus agréable à piller que le nôtre... Avec notre énorme métropole, la plus grande cible du monde, semblable à une énorme vache à lait, grasse et précieuse, attachée comme un appât pour les bêtes de proie, nous nous trouvons dans une situation sans précédent. » [5]

L'image de ces « bêtes de proie » arrachant le pis de « l'énorme vache à lait, grasse et précieuse » de Sa Majesté Britannique, ne manquait pas de pittoresque. Pendant cinq ans, Churchill s'acharnerait, avec une imagination débordante, à inventer des animaux de plus en plus fabuleux – tous hitlériens bien sûr – prêts à dévorer les pis gonflés de ses compatriotes ! Hélas, ces exagérations ne seraient pas seulement comiques ; le public anglais – et même français – finirait par croire à ces histoires de croque-mitaines. Le comique deviendrait tragique. La seule bête de proie, ce serait la guerre. Et Churchill ferait tout, de 1934 à 1939, pour faire sortir cette bête de sa cage.

5.– Déclaration publiée dans "Le Journal" de Paris, le 26 avril 1930.

Il faudrait du temps. Au printemps de 1935, le public anglais n'était pas encore tombé dans cette trappe à tigres. Beaucoup de Britanniques étaient, tout au contraire, à l'affût de toutes possibilités de maintenir la paix. Hitler s'en rendant compte, n'avait pas manqué, avec son habileté coutumière, de tendre une main amicale à tous ceux qui, alignés sur les quais de la Tamise, se refusaient à brandir des javelots et à se barder de cuirasses.

Ce n'est pas sans déplaisir qu'il avait bien dû constater qu'aucun pays n'avait admis de désarmer, ne fusse qu'une grenade à mains ou un tromblon. Avant même qu'Hitler ne se fût installé à la Chancellerie, le ministre français Paul Boncour avait bien dû admettre que de se refuser sans fin à désarmer amènerait inévitablement l'Allemagne à se rebiffer.

« Point n'est besoin d'être prophète, il suffit de s'apercevoir qu'en cas d'échec final des travaux de la Conférence du Désarmement ou même simplement de leur ajournement indéfini, l'Allemagne, libérée des autres contraintes, secouera celle-ci aussi, n'acceptera plus de subir seule des limitations d'armement que le Traité lui-même spécifiait être la condition et aussi la promesse d'une réduction générale. » [6]

Après huit années de contorsions hypocrites des délégués de Genève, Hitler avait bien dû répondre à la dernière provocation française de 1935, (le service porté à deux ans) en annonçant le rétablissement d'une armée allemande, qu'il limitait d'ailleurs encore à 36 divisions, c'est-à-dire à peine la moitié des forces armées de son plus dangereux ennemi, l'URSS.

Un mois plus tard, le 15 avril 1935, histoire de faire réfléchir les provocateurs à la Churchill, Hitler avait annoncé aussi qu'il avait mis à son programme la construction de quelques navires et de vingt sous-marins. En fait, ils ne seraient pas plus que quelques merlus dans l'immensité des mers britanniques.

6.– Texte officiel allemand, reprit par Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 260 et 261.

Quant aux avions, l'Allemagne n'en était encore qu'aux premiers modèles des futurs appareils militaires. Hitler s'était empressé de maintenir ses offres de participation à quelque forme que ce fut de désarmement. C'était la revendication allemande de toujours, approuvée d'ailleurs par le référendum britannique récent : le Reich serait admis par les autres pays sur un plan d'égalité.

Devant le Reichstag, le 21 mai 1935, le chancelier allemand tint à fixer l'ampleur de ses propositions.

Il les exposa en treize points précis :

« A la suite du refus de désarmer manifesté par les autres États, le Gouvernement allemand s'est libéré des articles du Traité, qui représentaient pour la nation allemande, une discrimination d'une durée illimitée. Le Gouvernement allemand déclare cependant d'une façon solennelle qu'il respectera les articles concernant la vie en commun des nations. » [7]

A l'avance, il se compromettait à « exécuter tout traité librement signé » et à « se rallier à une convention aérienne pour compléter le Pacte de Locarno ».

L'énoncé, des divers engagements était sans détours : « Le Gouvernement allemand est prêt, en principe, à conclure avec chacun des États voisins des pactes de non-agression.

« Il est prêt à tous moments à s'imposer dans ses armements les limitations que les autres États accepteraient eux aussi.

« Le Gouvernement allemand est prêt à participer d'une manière active à tous les efforts à tenter en vue d'une limitation pratique des armements. Il estime que le meilleur moyen d'y parvenir est de revenir aux principes de l'ancienne convention de la Croix Rouge de Genève.

« Le Gouvernement allemand est prêt à approuver toute limitation ayant pour but la suppression des armes lourdes à caractère offensif (artillerie lourde et chars). » [8]

7.– Texte officiel allemand, repris par Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 260 et 261.

8.– *Ibid.*

Toutefois, afin que la France ne ressentît aucune inquiétude, Hitler admettait que celle-ci conserverait intacte sa Ligne Maginot, acquérant de la sorte un monopole défensif à l'Ouest.

« Étant donné les fortifications formidables érigées par la France le long de ses frontières, une telle suppression assurerait automatiquement à la France une sécurité absolue. » [9]

Mais la toute grande surprise de ces Treize Points énoncés par Hitler le 21 mai 1935 devant le Reichstag, serait l'annonce officielle de l'offre de limiter la flotte future du Reich à 35 % seulement du tonnage de la flotte britannique.

« Le Gouvernement allemand reconnaît spontanément l'importance vitale et la légitimité de la prépondérance navale de l'Empire britannique… »

« Le Gouvernement allemand a l'intention de tout mettre en œuvre pour rétablir et maintenir avec le Royaume-Uni des relations de nature à empêcher à jamais entre ces deux peuples le retour d'une lutte comme celle de 1914-1918, la seule jusqu'ici qui les ait vus aux prises. » [10]

Aussitôt, la France, fidèle à sa politique inflexible d'opposition, répondit par un « non » catégorique.

Du côté anglais, par contre, les 65 % reconnus à la flotte de Sa Majesté, avaient fait la plus grande impression. Le grave Times lui-même y avait été le 22 mai 1935 d'un éditorial empressé :

« Aucun esprit non prévenu ne peut mettre en doute le fait que les treize points d'Hitler pourraient servir de base à un règlement définitif de nos relations avec l'Allemagne. »

D'ailleurs, dans les milieux dirigeants britanniques il n'y avait pas eu réellement de surprise. Les ministres anglais, depuis des mois, avaient été mis très confidentiellement au courant de

9.– Texte officiel allemand, repris par Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 260 et 261.

10.– Churchill, *L'Orage approche*, page 137.

ce projet par les Allemands. Hitler, flairant les obstacles internationaux, avait tenté d'écarter l'inimitié anglaise par des concessions sur mer, qu'en 1914 Guillaume II avaient refusées.

Dans la manœuvre d'Hitler, il n'y avait pas qu'un camouflage d'intérêt. Depuis le début de son action, il y avait surtout un plan. Il s'était préparé à bâtir une véritable communauté germanique.

Pour lui, les deux peuples, nés d'une même race, avaient chacun leur aire propre d'expansion : la Grande-Bretagne sur les océans, le Reich sur le continent oriental.

Cette conception, certes, ne répondait pas en tout à celle des Anglais classiques. Elle passait par-dessus leur propension séculaire au monopole et ne tenait pas compte de leur horreur d'un continent fort. Mais Hitler, révolutionnaire en tout, même en politique internationale, était décidé à toutes les concessions utiles pour balayer, là aussi, des exclusivismes surannés et aboutir à une répartition des rôles entre deux peuples, également entreprenants, que n'opposaient que des préjugés et des égoïsmes dépassés.

A travers toute sa vie, Hitler poursuivrait inébranlablement la réalisation de cette nouvelle conception du monde occidental.

En mai 1940, la possibilité lui serait offerte d'anéantir très facilement, à Dunkerque, les forces militaires de la Grande-Bretagne. Sans doute, une défaite de ce genre, eût-elle coupé à un Churchill fanatique tous moyens de montrer des crocs désormais limés.

Mais Hitler, en mai 1940, voyait beaucoup plus loin : la réconciliation indispensable, qu'une défaite humiliante des Anglais à ce moment eût rendue beaucoup plus aléatoire.

En mai 1940 encore, il sacrifierait à une dernière tentative de rapprochement son plus fidèle lieutenant, son Chevalier du ciel, Rudolf Hess.

Même à la veille de mourir, en avril 1945, il évoquerait encore la grande occasion manquée, qui eût pu sauver le monde blanc.

Les Britanniques, en fait, perdraient la Seconde Guerre mondiale autant qu'Hitler. Ils engloutiraient leur Empire dans un gouffre. Ils perdraient à peu près toutes les plumes de leur orgueilleuse queue de paon. Ils ne pourraient plus jamais faire la roue, comme aux siècles flamboyants des grands ancêtres, de Nelson, de Wellington et du juif impérial Benjamin Disraéli.

Ramenés sur leur île étroite ils ne disposeraient plus que d'une économie étriquée, rongée par le chômage. Leur courage légendaire ne suppléerait pas à leur effondrement.

Même réduite au tiers de son sol, l'Allemagne se relèverait beaucoup mieux qu'elle du désastre, fatal pour toute l'Europe, la plus folle et les plus inutiles des guerres de l'histoire.

En octobre précédent déjà (en 1934), ne voulant pas attendre qu'une grande victoire allemande lors du plébiscite de la Sarre, ait pu semer quelque inquiétude à l'étranger, Hitler avait jeté silencieusement ses filets dans la Tamise.

Il avait envoyé à Londres, très discrètement, un émissaire officieux, M. de Ribbentrop, afin d'y nouer des premiers contacts et de faire miroiter d'intéressantes propositions dans les vieux bureaux lambrissés de M. Antony Eden, Lord du Sceau Privé, et de Sir John Simon, ministre des Affaires étrangères.

Ses offres avaient intéressé. Le 25 janvier 1935, étaient apparus à Berlin, marchant sur la pointe des pieds, deux envoyés non-officiels de la Grande-Bretagne, Lord Allen of Hurtwood et Lord Lothian, l'ancien secrétaire de Lloyd George, le vainqueur anglais de 1918.

Cette fois-là, Hitler se trouvait nettement dans une position de prestige. Il venait de l'emporter triomphalement en Sarre. Le jeu avait été net. Ses 90 % des voix sarroises, ils les avaient obtenus sous un contrôle auquel avaient participé les Britanniques. Il arrive à l'Anglais d'être fair-play:

Hitler avait gagné, Londres le reconnaissait. Le Führer avait reçu avec amabilité les visiteurs « privés ». Pour la première fois, il déposa sur la table, comme un mets tentant, son plan naval des 35 %.

Il reconnaissait, dit-il sans ambages, la suprématie britannique sur les mers. Il était prêt à l'inscrire dans un traité.

En diplomatie, rien ne se donne pour rien. Lorsqu'il signerait, quatre mois plus tard, l'accord Naval qui apporterait un caractère juridique au marchandage initial, les Anglais ne seraient pas amenés dans un traquenard. Le 25 janvier 1935, Hitler avait fait très clairement connaître aux deux envoyés quelle était la contrepartie qu'il recherchait: « En compensation, l'Allemagne, pour répondre à ses traditions nationales et ne plus être mis dans une situation humiliante vis-à-vis de l'étranger, devait obtenir une armée territoriale plus puissante. »

Le poisson n'était pas encore ferré, mais l'hameçon avait été lancé.

Hameçon qu'Hitler entendait utiliser contre qui?...

Contre la France? Hitler l'avait dit vingt fois: nuire aux Français était exclu de ses projets.

Alors contre les Anglais? Mais dans ce cas, il n'eut pas commis l'imprudence de leur demander d'acquiescer à un accroissement armé du Reich.

Contre l'Occident, il se passerait avec plaisir de tout armement et de toutes troupes. Pour lui, le seul danger auquel il devait faire face était à l'Est. Là aussi, était sa grande illusion. Devant les envoyés anglais, Hitler avait montré l'envers et le revers de la pièce qu'il offrait: le revers des 35 %, c'était pour lui, les mains libres à l'Est.

Dès janvier 1935, les Anglais étaient donc au courant de la double intention.

Le jeu anglais était resté nuancé comme d'habitude, ne tenant compte ni de l'ami, ni des traités, mais du seul intérêt, la loi d'airain de la City.

« Des conversations, révélerait Churchill furieux, étaient depuis quelque temps engagées entre les amirautés britannique et allemande au sujet des propositions à observer entre les deux flottes. Le gouvernement de Sa Majesté, précise Churchill, le fit sans consulter la France, son alliée, et sans en informer la Société des Nations. Au moment précis où ce même gouvernement en appelait à la Société des Nations, et s'assurait le concours de ses membres pour protester contre la violation par Hitler des clauses militaires du Traité, il s'employait par un accord particulier à en rendre caduques les clauses navales. » [11]

Ce n'était d'ailleurs en rien une nouveauté : des bateaux pour les Anglais à l'Ouest, l'espace ouvert pour Hitler à l'Est, c'était inscrit dans *Mein Kampf*, depuis dix ans, en toutes lettres.

Mis exactement au courant par ses émissaires, le Ministre britannique des Affaires étrangères décida de se rendre lui-même à Berlin, le 7 mars 1935.

Il avait imaginé de jouer, au préalable, de l'intimidation. C'est ainsi que, la veille même de son voyage, il avait publié à Londres un Livre Blanc condamnant les premières tentatives de redressement militaire des Allemands et annonçant l'accélération du réarmement aérien britannique.

Hitler bondit.

L'intimider ! Sur l'heure, il annula tout net l'entretien prévu avec le ministre anglais pour le lendemain, 7 mars.

Puisque Sir John Simon le traitait ainsi, la veille même de leur rencontre, il irait plus fort que lui et prendrait les Anglais de vitesse. Il annoncerait officiellement, deux jours plus tard, que, vu le renforcement de l'aviation britannique, lui aussi développerait la sienne, alors qu'elle était à peine créée !

Uppercut contre uppercut !

Dans la foulée des Anglais, la France, une semaine après, le 16 mars 1935, avait rendu officiel son fameux service de deux ans.

11.– Fest, *Hitler*, tome II, pages 138 et 139.

Deuxième riposte d'Hitler : le jour même, il ordonnait la reconstitution en Allemagne de trois corps d'Armée, forces très nettement inférieures encore aux forces militaires des autres. Elles le resteraient, et de très loin, même en 1940.

Mais il se proposait de compenser cette infériorité numérique par la supériorité technique, par un art nouveau de la guerre, que les vieux généraux d'en face, le cerveau coincé dans le passé, seraient incapables, eux, d'imaginer, et même simplement de comprendre à l'heure où ils seraient atteints par l'évidence des faits.

Hitler ne lança pas sa double riposte en tentant de la minimiser. Le 17 mars 1935, Berlin frémit sous la cadence martiale d'un grand défilé militaire baptisé « La Journée du Souvenir de nos Héros ». Hitler avait mobilisé jusqu'au tout vieux Maréchal von Mackensen. Il descendit avec Hitler et avec tous les généraux survivants de 1914-1918 l'avenue Unter den Linden. Les glorieux drapeaux des vaincus furent décorés. Une foule énorme les acclama. La nouvelle armée du Reich recevait la torche jamais éteinte du passé.

Après ces ripostes presque instantanées d'Hitler, qu'allaient faire les Anglais ?...

Ils allaient s'amener à Berlin tout de même. Être réaliste, c'est digérer les faits. Venir à Berlin, c'était, à l'avance, entériner les décisions du Chancelier du Reich. Les ministres Eden et Simon débarqueraient le mois même dans la capitale germanique.

Hitler les attendait de pied ferme, mais il ne brusqua rien. Il les écouta avec patience et avec une extrême politesse.

Eden, qui croyait trouver à la Chancellerie une espèce de Papouasien –, un os en travers du nez, une hache de pierre au poing – fut surpris et même ravi. Il ne le cacha pas.

Le lendemain, quand réapparurent les ministres anglais au bureau d'Hitler, leur surprise serait extrême. Simon ayant posé à Hitler une question sur l'ampleur du réarmement aérien du

Reich, s'attira une réponse qui le laissa pantois : « L'Allemagne a déjà atteint l'égalité des forces ».

Il n'en était rien. Hitler bluffait. Il connaissait à fond l'art de la tactique :

« La déclaration, a écrit l'historien Fest, fit l'effet d'un choc et coupa le souffle aux Anglais. Selon le récit de l'un des participants à ces entretiens, personne ne dit mot pendant quelques instants. Les visages reflétaient le doute, la surprise et la consternation. Ce fut le tournant décisif. On comprit à ce moment pourquoi Hitler avait repoussé la date des conversations jusqu'à ce que fussent rendus publics le réarmement aérien et la réintroduction du service militaire obligatoire : ne pouvant gagner l'Angleterre par la seule séduction de ses armements, il ne pouvait donner un poids réel à ses propositions que par la menace et la pression. Ce sont les armes qui conduisent les gens à discuter. »[12]

Si vraiment, on en était là, il était, se dirent les ministres anglais, plus urgent que jamais de négocier et de discuter. A traîner encore, on ne pourrait que voir s'aggraver davantage la menace.

Hitler qui paraissait déjà si fort et résolu était prêt à accepter que sa flotte restât à jamais inférieure à celle des Anglais ?... Le reste importait beaucoup moins. La flotte était l'épine dorsale de l'Angleterre. Mieux valait être tranquille de ce côté là puisqu'un accord à ce sujet restait possible.

Impressionnés et froidement réalistes, les deux ministres britanniques conclurent en quelques minutes que cette base d'engagement était pour leur pays d'un haut intérêt.

« La clause principale de cet accord, reconnaîtrait Churchill, était l'engagement pris par l'Allemagne de ne pas porter sa flotte à plus du tiers de la flotte britannique. Cet engagement réduisait grandement l'Amirauté qui se reportait aux jours d'avant la Grande Guerre, où elle se contentait d'un rapport de seize à dix. »

12.– Churchill, *L'Orage approche*, page 138.

Hitler, Eden et Simon, se mirent rapidement d'accord pour tenir une prochaine réunion à Londres, où serait élaboré un texte définitif.

Ribbentrop s'y rendrait au nom d'Hitler, au mois de juin. On se complimenta.

Événement extraordinaire, Hitler fut, à la fin du séjour des ministres anglais, invité à l'Ambassade à Berlin de Sa Majesté britannique.

Il y alla en grand cortège, accompagné de Goering, de Goebbels et de Ribbentrop.

Comment y seraient-ils accueillis ?... L'Ambassadeur britannique, Sir Eric Phipps, avait aligné ses enfants dans le grand salon d'apparat. A l'entrée du Führer, ils le saluèrent, leurs petits bras tendus à l'hitlérienne !

Il faut lire et relire les récits des historiens pour croire qu'il en fut bien ainsi. Même un Fest, n'a pu que relever avec stupeur ce comportement si symptomatique : « Hitler se rendit à l'ambassade d'Angleterre avec Goering, Goebbels, Ribbentrop et quelques membres de son cabinet. Le maître de maison, Sir Eric Phipps, avait déjà réuni ses enfants dans le grand salon : ceux-ci levèrent leurs petits bras pour faire le salut hitlérien, et crièrent un timide Heil ! »

Le théâtre londonien était prêt pour le dernier acte.

XXVI

LE PACTE A 35 %

Les Anglais, en vieux champions de football, s'étaient dits qu'un match de retour les avantagerait sur leur propre terrain.

Ils comptaient bien tirer quelques petits coups de plus sur la ficelle allemande.

Hitler avait flairé, leur jeu ; aussi avait-il dicté à Ribbentrop les limites qu'il fixait à son intervention.

« Dites aux Anglais que mon offre de limiter la flotte à 35 % du tonnage total de la flotte britannique est une proposition unique et irrévocable, que je ne renouvellerai pas. Elle ne saurait en aucun cas servir de base à un marchandage. Si les Anglais s'imaginent qu'ils m'amèneront à ramener cette proposition à 33 ou 25 %, après avoir tiré sur la corde pendant plusieurs années, ils se trompent. Les 35 % ne sont pas un objectif final. Leur acceptation est la condition préliminaire à toute négociation. » [1]

Ribbentrop, au naturel, était cassant. A Downing Street, dans le bureau des Affaires étrangères, les Anglais avaient prévu

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 263.

qu'un noble déroulement préliminaire des courtoisies d'usage précéderait d'habiles circonlocutions qui introduiraient subtilement des possibilités d'améliorer les proportions 35 % – 65 % prévues à Berlin.

Voilà brusquement un scandale ! A peine assis, Ribbentrop se redresse tout droit, coupant court à toute tentative d'embobinement feutré :

« Nos conditions sont à prendre ou à laisser. Si le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à les accepter, il est inutile de poursuivre les conversations. Ce point doit être acquis avant d'aller plus loin. » [2]

Le grand lustre vénitien serait tombé tout droit sur la tête du ministre Simon que celui-ci n'eût pas été plus stupéfait.

Il se leva, outré à l'extrême : « Voilà qui est inadmissible, on ne jette pas ainsi ses conditions sur la table avant même d'avoir entamé les négociations. »

Jamais incident si vif n'avait éclaté au ministère britannique des Affaires étrangères, temple du bon ton, des propos enrubannés et de l'hypocrisie policée. Sir John Simon s'était braqué. Il ne regarda même plus son interlocuteur et prit la porte. C'est un huissier qui ramena Ribbentrop jusqu'à l'escalier.

Tout était par terre ?

Mais pas du tout !

« Cette brusquerie justement va porter des fruits inattendus – raconte Benoist-Méchin, qui lui-même n'en revient pas. Durant la nuit, les Anglais réfléchissent. Stupéfaits par l'insolence de l'ambassadeur allemand, ils se disent que jamais il n'aurait osé adopter un tel langage si le Reich tenait vraiment au succès de la négociation. N'est-ce pas la preuve qu'Hitler n'a aucune envie de se lier les mains ? Qu'il s'apprête à passer autre ? Du coup, les Anglais se disent qu'il est urgent d'aboutir. » [3]

2.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 263.

3.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, p. 307.

Un tel renversement d'attitude laisse rêveur. Comment ! Des négociations se sont poursuivies pendant des mois, et Hitler y mettrait fin en quelques mots de Ribbentrop, après tant de rapports d'ambassadeurs, après que lui-même a expliqué pendant dix ans qu'une entente anglo-allemande serait le chapitre numéro un de son grand plan politique, et qu'à sa réussite il ferait les plus périlleuses concessions ! Les exigences, la brutalité de Ribbentrop n'étaient que de la mise en scène, elles ne visaient qu'à déconcerter les Anglais, à les brusquer par un coup imprévu, et, dans la panique, à leur faire renoncer à toute modification, en leur faveur, du futur traité.

La politique est une boîte à surprises. Il faut surprendre l'adversaire, comme à la guerre, soit par un assaut inattendu, soit par une ruse inédite. C'est l'ABC de tout combat. Et Hitler connaissait son ABC !

La flotte britannique ?... Mais pour convaincre les Anglais – si, plus lucides, ils avaient été plus coriaces –, Hitler leur eût lâché 10 % de tonnage en plus, au moindre risque d'échec !

La preuve, c'est que le tonnage qu'il réclama avec tant de brusquerie, et qu'il allait obtenir, Hitler ne l'utiliserait même jamais complètement !

Il construirait moins de bateaux que ceux qu'il allait se faire accorder. Pas même la moitié des sous-marins.

Churchill le constatera très étonné : « On avait autorisé l'Allemagne à construire 5 cuirassés, 2 porte-avions, 21 croiseurs, et 64 destroyers. En fait, tout ce qu'elle avait achevé ou presque achevé à l'ouverture des hostilités ne se montait qu'à deux vaisseaux de ligne, 11 croiseurs, 25 destroyers, et pas de porte-avions, c'est-à-dire considérablement moins de la moitié que ce que nous lui avions concédé avec tant de complaisance. » [4]

« Les Allemands, ajouta Churchill, auraient pu se placer dans une position plus avantageuse pour une guerre contre la Grande-Bretagne en 1939 ou en 1940. » [5]

4 et 5.– Churchill, *L'Orage approche*, page 138.

Cet éclat calculé avait avant tout pour but de montrer aux Britanniques que le temps d'imposer des diktats à l'Allemagne était passé.

Hitler était un calculateur. Il ne croyait plus à l'efficacité de ces monstres des océans qu'une simple torpille envoyait en quelques minutes s'abîmer au fond des eaux muettes. Construire cent chars coûtait moins, en acier et en main d'œuvre, qu'un seul destroyer. Dix divisions blindées intéressaient plus Hitler que dix croiseurs. Qu'il disposât d'assez de bateaux pour assurer en cas de conflit avec l'URSS la protection de la mer Baltique lui suffisait.

Les Anglais s'étaient donc affolés pour des broutilles. Le coup d'éclat de Ribbentrop avait réussi. Alors que, la veille, tout avait paru perdu, le ministre allemand, le jour suivant, était réinvité au ministère des Affaires étrangères britannique, avec des égards très empressés.

« Dès le lendemain, raconte Benoist-Méchin presque amusé, ils invitent Ribbentrop à reprendre les pourparlers. Cette fois-ci, la séance n'a pas lieu au Foreign Office, mais dans la salle du Conseil de l'Amirauté, dont la décoration rappelle les fastes de trois siècles d'hégémonie navale britannique. On voit, à un bout de la pièce, revêtue de boiseries du XVIIIe siècle, une grande rose des vents, rattachée à une couette qui permettait aux Lords de l'Amirauté de dresser leurs plans de batailles au temps de la marine à voile. Un peu plus loin, une entaille gravée dans un panneau de chêne indique la taille exacte de Nelson. Rien ne semble avoir changé depuis Aboukir et Trafalgar... »

« L'accueil des Anglais est des plus amicaux. La délégation britannique se compose de Sir Craigie, de l'amiral Little et du commandant Dankwerts. L'Allemagne est représentée par Ribbentrop, l'amiral Schuster, le capitaine de corvette Kiderlen, le Conseiller d'ambassade Woerrnann, le commandant Wassmer, attaché naval à Londres et le Conseiller de Légation, Erich Kordt.

« Dès le début de la séance, Sir Robert Craigie, sous-secrétaire d'état permanent au Foreign Office, lit une courte déclaration à la plus grande surprise des délégués du Reich : c'est une acceptation pure et simple des conditions allemandes. » [6]

« La flotte anglaise, se complaisait à répéter Churchill, voyage toujours en première classe. » Hitler, moins vantard, venait de la mener en bateau.

Comme n'importe qui pouvait le prévoir, à apprendre cet accord naval germano-anglais conçu dans son dos, « le mécontentement fut vif en France », comme l'a écrit pudiquement le professeur Duroselle.

Non seulement la date choisie pour la signature – le 18 juin – Waterloo – était blessante, mais cet accord naval anglo-allemand rendait, dès lors, impossible et même dérisoire toute réclamation contre les Allemands au sujet d'une violation quelconque du Traité de Versailles, que la Grande-Bretagne elle-même venait de piétiner, permettant à l'Allemagne de posséder une flotte totalement interdite, à zéro pour cent, par le Traité !

Paris s'était fait piéger ! Toute sa tactique depuis quinze ans avait consisté, inflexiblement, à enserrer l'Allemagne dans le corset de Versailles. Les Anglais venaient de le faire sauter !

« La signature de l'accord naval a provoqué à Paris des réactions très violentes, note Benoist-Méchin. le Gouvernement français n'hésite pas à dire qu'il considère la décision britannique comme "moralement inadmissible, et juridiquement insoutenable". Peut-on encore blâmer l'Allemagne de répudier les clauses du Traité, quand l'Angleterre elle-même l'aide à déchirer le peu qui en reste ?... C'est tout juste si on ne l'accuse pas d'avoir trahi ses Alliés. » [7]

Pierre Laval est couru interpeller le chargé d'affaires britannique.

« Je ne suis pas un gentleman, mais je n'aurais pas agi comme vous venez de le faire. »

Le plus grand des journalistes français, Henri Béraud, irait même jusqu'à écrire en tête de *Gringoire*, le plus important heb-

6 et 7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 264, 265 et 266.

domadaire de France : « Je dis et je répète que l'Angleterre doit être réduite en esclavage ! »

Ces reproches et ces outrages ne déconcertent pas l'Angleterre. A la chambre des Lords, le 22 juin 1935, Lord Londonderry se contentera de répondre, en haussant les épaules : « Nous sommes un peuple pratique, qui a l'habitude de tenir compte des réalités. »

« Ce jour est le plus beau jour de ma vie », dit à mi-voix Hitler à Berlin.

Il avait gagné sur toute la ligne.

Il avait fait mettre le Traité de Versailles en pièces, par un des principaux pays qui l'avait imposé !

Pour la première fois, un des signataires du Traité de Versailles avait admis les thèses du Reich sur le désarmement ! constate Benoist-Méchin.

« Cette révision des clauses navales du Traité de Versailles, décidées sans que le gouvernement français ait été consulté, crée un précédent dont la diplomatie allemande pourra faire usage lorsqu'elle voudra se dégager des clauses militaires » fait remarquer à son tour le professeur à la Sorbonne Pierre Renouvin.[8]

En outre, – et cela aussi entrait dans ses calculs – Hitler vient de dresser l'un contre l'autre Anglais et Français, dont la conjonction le mettait depuis des années en réel danger.

Même Mussolini, toujours coassocié des Alliés et adversaire violent alors de tout ce qui était allemand, avait été très étonné par ce double jeu et commençait à s'irriter. Pas plus que les Français, il n'avait été prévenu. Lui aussi a ressenti la brûlure du soufflet.

Ce ne sera plus comme avant entre Londres et Paris. Un rouage de la machine anti-allemande s'est cassé.

L'habileté d'Hitler avait été extrême. L'Historien Fest, écrirait ces lignes désabusées : « Non sans une irritation nuancée

8.– Renouvin, *Les Crises du XXe siècles*, tome II, page 92.

d'un certain respect, il fallait bien reconnaître qu'Hitler était capable de faire éclater le front de ses adversaires et de les retourner les uns contre les autres. Plus étonnant sans doute, fut encore le talent avec lequel il répandit aussitôt chez les vainqueurs (après l'avoir fait chez les vaincus) le sentiment croissant du caractère insoutenable du système de paix, qu'ils avaient eux-mêmes solennellement proclamé quinze ans plus tôt. »[9]

Hitler, en deux mois, avait mis Versailles dans sa poche.

9.– Renouvin, *Les Crises du XXe siècles*, tome II, page 92.

XXVII

LES FRANÇAIS À MOSCOU

La France, pour maintenir sa politique d'étouffement de l'Allemagne, avait toujours eu dans son carquois des flèches de rechange.

Une de ses armes préférées avait été, depuis la fin de 1918, le barrage dressé par elle à l'Est et au Sud-est de l'Europe d'une « Petite Entente » qui, en réalité, serait toujours une grande mésentente.

En 1935, plusieurs mailles de cette chaîne étaient déjà filées. Le ministre français Barthou était revenu très déçu de sa tournée des popotes à Varsovie, à Bucarest et à Belgrade. Seul le cuisinier de Belgrade n'avait pas, pas encore, fui les fourneaux de la République.

Manifestement ces petits alliés exigeants d'Europe centrale, gavés pourtant par la France d'armes et d'argent pendant des années, manquaient de zèle à jouer leur rôle de soldats de complément.

Une autre possibilité avait surgi, beaucoup plus importante, et qui correspondait à une tradition historique, la Russie.

En 1914, elle avait sauvé l'expert sournois du bellicisme qu'avait été le Président de la République, M. Raymond Poincaré: aux derniers jours d'août 1914, elle avait retenu à la frontière de Prusse diverses divisions du Kaiser, elle avait fait perdre la tête à son chef d'État Major von Moltke.

Celui-ci s'était cru obligé de retirer en toute hâte de son front de l'Ouest les deux corps d'Armée allemands qui approchaient de Paris. Repli inutile. Ils étaient encore dans les trains de départ que les Russes avaient été écrasés par Hindenburg et Ludendorff à Tannenberg et aux lacs Mazuriques. Mais cette défaite russe avait sauvé la France. Avec deux corps d'Armée de plus, Moltke eut, presque certainement, anéanti les forces du Général Joffre.

La France, grâce aux deux cent mille Russes tués, noyés, ou fait prisonniers à Tannenberg, avait pu arrêter in extremis à la Marne, au début de septembre 1914, l'Armée allemande, grâce à la ponction précipitée des deux corps d'armée sur le point d'atteindre Paris.

La Russie de 1935 n'était plus celle de 1917. Mais son immensité restait identique. Et aussi son gigantesque réservoir humain.

Les Soviets, qui avaient succédé au tsarisme, avaient commis des crimes horribles, assassiné par millions les récalcitrants. Ils eussent donc dû systématiquement faire horreur aux Français, à qui, en outre, ils avaient volé une quinzaine de milliards de francs or, placés en Russie avant la Révolution de 1917.

Winston Churchill en personne, un des rares Anglais qui, en 1935 déjà, excitait à fond les Français à rompre l'épine dorsale du Reich, avait dit la répulsion que lui inspiraient les Soviets:

« De toutes les tyrannies que mentionne l'histoire, le bolchevisme est la plus affreuse, la plus destructive, et la plus dégradante. »

Aux Communes, il avait donné, avec sa vigueur de langage habituelle, une définition précise de ce fléau: « Le bolchevisme n'est pas une doctrine politique. Ce n'est pas une création. C'est une infection. » [1]

1.– Jacques Chastenet, *Winston Churchill*, pages 203, 205 et 298.

Il eut même voulu passer des paroles aux actes: « M. Winston Churchill, écrivit Lloyd George, se montrait avec sa violence accoutumée, partisan de faire la guerre aux bolchevistes. » [2]

Les guerres avaient toujours ravi ce bruyant batailleur. Où qu'elles éclatassent, il y courait. Lorsqu'elles n'arrivaient pas assez vite, il les prêchait, ou même les provoquait, comme on le verrait en 1939.

Il avait pu se rendre compte cent fois que sa frénésie guerrière ne correspondait en rien au goût des Anglais. Il savait parfaitement que, dans la Grande-Bretagne de 1935, rien n'était plus impopulaire que le bellicisme. Et que tout gouvernement qu'il eût alors prôné eut été renversé.

« Si lors des dernières élections, avait reconnu le Premier ministre Baldwin[3], j'avais dit au pays que, l'Allemagne réarmant, nous devions réarmer aussi, croit-on que j'eusse été suivi par la pacifique démocratie britannique?... Je n'imagine rien qui eût pu assurer davantage la défaite électorale de mon parti! »

Churchill en était tout aussi persuadé que Baldwin. Mais l'opinion, pour lui, n'était pas une force à respecter, sinon un instrument à manipuler et à utiliser.

Si l'Angleterre se retrouvait un jour avec une guerre sur le dos, c'était son affaire à elle. Son affaire à lui, c'était de s'en servir le plus tôt possible comme d'un bélier.

En cette année-là, une bagarre avec Hitler était devenue son principal objectif, depuis que celui-ci avait rendu sa cadence aux Allemands, depuis quinze ans en quenouille. Recréer en Europe un pays prépondérant était à ses yeux, on le sait, un crime en opposition totale avec la stratégie poursuivie depuis des siècles par les Britanniques.

2.– Jacques Chastenet, *Winston Churchill*, pages 203, 205 et 298.
3.– Jacques Chastenet, *op. cit.*, pages 203, 205 et 298.

« Il me paraît, avait-il déclaré à ses collègues des Affaires étrangères aux Communes, que notre salut national dépend de la coalition que nous pourrons former pour contenir et, au besoin, abattre la volonté allemande de domination. »

Cela étant, n'importe quel ennemi serait le bienvenu, qui pourrait plier l'importun germain au vieux dogme de l'indispensable débilité de tout concurrent occidental. Dut-on même tendre ses mains aux mains encore trempées de sang de ces horribles Soviétiques fustigés par lui antérieurement !

« Plutôt l'alliance avec le diable, s'écria-t-il, qu'une Europe continentale dominée par une grande puissance ! »

Si pour voir l'Allemagne encerclée, il fallait aligner le diable dans ses rangs, vive le diable et sa fourche brûlante !

Pourquoi la France se fut-elle montrée plus papiste que ce vieil Anglican ? Dès avant le plébiscite de la Sarre, Paris, aussi peu regardant que Churchill, s'était employé à se concilier les bonnes grâces des prix de vertu mousquetaires.

Ces démarches avaient commencé très tôt. En 1934 déjà, – alors qu'Hitler débutait à peine, n'avait commis d'autres forfaits que de remettre au travail trois millions de chômeurs et ne disposait encore que d'une sorte d'armée pontificale –, la France s'était sentie une fringale de fraternisation russe.

Le romantisme n'avait rien eu à voir dans ces premières démarches. M. Doumergue n'était attiré ni par la vodka, ni par les ballets. Ce qui comptait pour Paris, c'était de déclencher le mécanisme d'une collaboration qui pourrait apporter, à un très vaste encerclement du IIIe Reich, l'appui de la nouvelle armée soviétique.

Celle-ci, en 1933, disposait de 900 000 hommes, qui avaient été renforcés la même année par 400 000 autres soldats. C'était treize fois la Reichswehr du Traité de Versailles.

L'aviation soviétique pourrait aussi voler pour Paris.

« A cette époque, écrivait la presse française, le potentiel aéronautique des Russes était considérable et celui des Allemands nul. »

Le budget militaire des Soviets avait été plus que doublé : 6,5 milliards de roubles en 1933 ; 14,8 milliards en 1934 ; presque le double de la France (8 milliards de francs).[4]

« La diplomatie, déclarait froidement le vieil ambassadeur français Jules Cambon, est avant tout une question de géographie. Il y a des lois éternelles. Si la France veut lutter contre une grande Allemagne, l'alliance à l'Est est indispensable. »

S'il avait été responsable de l'orientation de son gouvernement, ce diplomate, il l'affirmait sans détour, eût immédiatement recherché cette alliance.

« Si j'étais au pouvoir, je tenterais toute espèce de rapprochement avec la Russie. Pour résister à l'Allemagne, la France a besoin de la Russie, ou elle ne résistera pas. »[5]

Sa conclusion était radicale :

« Une seule chose a de l'importance, il faut parvenir à endiguer le pangermanisme envahissant, il n'y a rien d'autre qui compte. »[6]

Dans un journal aussi « réactionnaire » que *L'Echo de Paris*, on pouvait même lire, sous la plume du Directeur général de l'Aviation française, M. Caguot, cet appel catégorique : « Ne pas nous entendre avec l'URSS en ce moment serait de la folie ».

Un négociateur du genre chaleureux, boudiné comme le Bibendum des pneus Michelin, M. Édouard Herriot, fut envoyé au Kremlin faire les premières courbettes.

Il était un homme politique chevronné : il avait été premier Ministre. La France se mettait en frais. L'homme était lourd, assez vulgaire dans un pantalon jamais repassé. Mais à Moscou, l'élégance, masculine comme féminine, ne faisait pas école. Parmi les autres soviétiques, cet Herriot fagoté comme un Moujik ne détonerait pas. Un diplomate en jaquette eut apparu à Moscou comme un intrus. Avec Herriot, on pouvait être rassuré, le danger de scandaliser vestimentairement était nul.

4, 5 et 6.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, pages 162 et 171.

Moscou, en ce temps-là, était triste. Le peuple, fourbu, s'éternisait dans des queues sans fin pour obtenir quelques tickets de pain de seigle ou de rutabagas. Dans les rues, pas un taxi, pas un couple d'amoureux non plus, mais les discours communistes diffusés à satiété par des haut-parleurs.

Les six députés et sénateurs qui accompagnaient Herriot s'étaient fait traduire à l'avance les quatre mots: « Tu es mon trésor », qu'ils comptaient bien susurrer à l'oreille des ballerines qui, très certainement, seraient éblouies à se voir aborder par des Adonis français. Nos nobles vieillards furent très déçus, à constater que les « trésors soviétiques » étaient prudes, et qu'elles se refusaient à leurs entreprises.

« Quel drôle de pays vous faites, leur fit remarquer un jeune Commissaire du Peuple. C'est la vieillesse qui est entreprenante chez vous et non la jeunesse ! »

Les rudes janissaires du Kremlin étaient plus abordables. Certes Staline n'apparaîtrait pas. De lourds et prudents dignitaires le remplaçaient. Ils ne se perdraient pas en inutilités. Pour eux, négociations voulait dire alliance. Et non pas circonlocutions enrubannées à la parisienne.

« Nous ne concevons pas de rapprochement avec vous sans un nouveau pacte politique et militaire », déclara carrément le Ministre soviétique des Affaires étrangères, Maksim Maksimovitch Wallach, dit Litvinov, un juif important, donc un allié acquis, pouvait-on croire.

Une autre vedette française de gauche avait été envoyée à la rescousse. C'était l'extrémiste Pierre Cot, alors ministre de l'Air.

Son partenaire militaire à Moscou avait été le meilleur stratège, le maréchal Toukhatchevski. Celui-ci avait servi, jeune officier soviétique, sous le dernier tsar. Il avait passé, des mois dans une forteresse de prisonniers de choix, à Ingolstadt en Allemagne, en compagnie d'un long officier français, aux tibias d'échassier, raide comme le support d'un plan de houblon ; son nom jouirait plus tard de quelque réputation: il s'appelait De Gaulle. Le Russe avait pu, au cours de cette détention, recevoir de lui quelques enseignements sur l'armée française.

Toukhatchevski se montra immédiatement aussi intransigeant que Litvinov.

« Ce que nous voulons, dit-il à Cot, c'est un pacte militaire plus sérieux et infiniment plus serré que le traité d'alliance militaire que la France avait eu jadis avec la Russie Tsariste. »

Le Français baissa la tête. Lui, comme les techniciens qui l'accompagnaient, avait été impressionné parce qu'ils avaient vu.

« Nous avons trouvé, expliqua le directeur général du ministère de l'Air à son retour à Paris, une industrie aéronautique et une industrie lourde infiniment plus développées que nous nous y attendions. »

Elles pourraient servir contre Hitler. Donc les avoir avec soi était bon ! Cot, malgré les conditions draconiennes des Soviets était reparu nettement optimiste.

Le seul allié sûr que possédait encore à ce moment-là le Gouvernement français en Europe centrale, la Tchéco-Slovaquie, lui avait donné l'exemple: le 2 juillet 1934, elle avait reconnu officiellement l'état soviétique.

La France ferait beaucoup mieux encore: elle allait s'employer à fond à faire admettre l'URSS à la SDN, qui l'avait toujours repoussée, et dont d'ailleurs Lénine disait qu'elle était « une entreprise de brigandage. »

Le Délégué de la Confédération Helvétique, M. Giuseppe Motta, y mènerait en vain un dernier baroud contre les Cosaques présentés sur les fonds baptismaux par la France.

« Un régime dont la doctrine est le communisme expansif et militant, plaida M. Motta, remplit-il les conditions nécessaires pour être admis parmi nous ? Je ne le pense pas. Car ce communisme est dans chaque domaine – religieux, moral, social, politique, économique – la négation la plus radicale de toutes les idées qui sont notre substance et dont nous vivions. La Société des Nations tente aujourd'hui une entreprise risquée, elle ne craint pas de marier l'eau avec le feu. »

Les délégués français, s'ils aimaient peu l'eau, ne craignaient pas de jouer avec le feu, fût-il même soviétique. Une gentillesse vis-à-vis de l'Union soviétique pouvait être, diplomatiquement et militairement, d'un excellent rapport. Le Ministre Barthou actionna ses maigres mollets et grimpa à la tribune :

« Rejeter la Russie ? s'écria-t-il. Où ? Là-bas, contre l'Europe ? Je ne veux pas en dire davantage… »

Le futur allié moscoutaire, l'israélite Litvinov se montra absolument enchanté :

« Je tiens, déclara-t-il à ses nouveaux collègues, à rappeler avec reconnaissance l'initiative qui a été prise par le Gouvernement français, ainsi que les efforts sincères qui ont été déployés par la délégation française et personnellement par son ministre des Affaires étrangères, M. Barthou. » [7]

Le Barthou, si chaleureusement félicité par les Soviets, ne dégusterait pas longtemps le compliment. Trois semaines après, un terroriste croate l'assassinerait en France même.

La visite qu'il avait faite à Belgrade aux pires ennemis des Croates, les Yougoslaves (qualifiés par lui-même de vaillants Tchèques !), avait eu ainsi un dénouement plutôt brusque sous forme d'une balle de pistolet.

Alors les travaux d'approche de Barthou près de Soviets n'auraient servi à rien ?…

Nullement. A Paris comme à Moscou, on voulait s'accoupler. A peine Barthou enterré – et vite oublié –, les négociations avaient repris. A Paris tout d'abord. Puis à Moscou de nouveau. Elles aboutiraient rapidement à un projet de traité, prévoyant (art. 2) « qu'en cas d'agression non provoquée – mais dont les critères n'étaient pas fixés – l'URSS et réciproquement la France se prêteront immédiatement aide et assistance ».

Le ministre français Pierre Laval, qui avait succédé au Quai d'Orsay en octobre 1934 à feu Barthou, s'effraya à lire cet engagement terriblement compromettant :

7.– Discours prononcé par Litvinov à la SDN, le 18 septembre 1934.

« Les Soviets veulent un traité pour faire la guerre. » [8]

C'était bien évident. Qu'avaient-ils fait depuis dix-sept ans, et que ne feraient-ils pas par la suite, de la Pologne et de la Finlande en 1939, jusqu'au rapt en 1979 du lointain Afghanistan ? L'impérialisme russe, s'il changea en 1917 de drapeau, ne changea jamais d'essence.

Pierre Laval était un homme de paix. Il eut voulu, comme l'écrivit l'ambassadeur soviétique Potemkine : « Donner au futur pacte un caractère purement formel ».[9]

A cause des réticences de Laval, l'affaire faillit rater. Mais son voyage, sur les traces d'Herriot et de Cot, à la Mecque de Moscou, était déjà organisé, il ne pouvait plus être annulé. Laval, politicien retors, voulait encore croire que sa roublardise bien rodée pourrait encore, sur place, embobeliner quelque peu Staline.

« La diplomatie, qu'est-ce que c'est ça ? se complaisait-il à répéter. Vous offrez des choses, on vous en offre d'autres. Et vous finissez par vous arranger, ce n'est pas plus difficile que ça. »

Ce serait pourtant « plus difficile que ça ! » Certes Laval serait fêté par les Russes. Litvinov offrirait en son honneur une réception sensationnelle ; genre Régime déchu.

Staline lui-même invita Laval au Kremlin, non dans les immenses salons impériaux mais dans une cave familière où la vodka, les poissons fumés et le caviar rendaient égaux Maréchaux rouges et Français petits-bourgeois.

Une fois de plus, Toukhatchevski était là, l'air grave, les yeux bleus mystérieux. Laval, détendu comme à la fin d'une crise ministérielle à Paris, expliquait avec bonne humeur que Molotov ressemblait à son collègue Loucheur, Ministre français à la tête de lune. On avait même parlé de bétail, sujet où Laval excellait. Il avait donné à Staline des recettes pour obtenir

8.– Alfred Mallet, *Pierre Laval*, tome I, page 85.

9.– Potenkine, *Histoire de la Diplomatie*. Tome III, page 350.

davantage de veaux de ses vaches. Staline, bonasse, avait écouté un Laval satisfait. Peu importait aux Russes une heureuse confidence sur les vaches de Chateldon. Laval venait de signer le Pacte !

Et surtout un protocole qui donnait à l'accord, en cas de conflit extérieur, un caractère d'application immédiate, avec ou sans recommandation de la Société des Nations !

Le premier paragraphe de ce protocole était particulièrement compromettant :

« Il est entendu que chaque parti contractant devra prêter immédiatement assistance à l'autre, en se conformant immédiatement aux recommandations du Conseil de la Société des Nations aussitôt qu'elles auront été énoncées en vertu de l'article 16 du pacte. Il est également entendu que les deux parties contractantes agiront avec toute la rapidité qu'exigeront les circonstances et que si, néanmoins, le Conseil, pour une raison quelconque, n'énonce aucune recommandation ou s'il n'arrive pas à un vote unanime, l'obligation d'assistance n'en recevra pas moins application. »

Ainsi donc, si « pour une raison quelconque la SDN tardait, la France aurait à agir avec toute la rapidité qu'exigeront les circonstances. »

Agir contre qui ?

Il ne pourrait jamais s'agir que des Allemands, les seuls qui, un jour, seraient susceptibles d'avoir maille à partir avec les Soviets !

« La rédaction du paragraphe 4, écrit Benoist-Méchin, ne laisse place à aucun doute : comme ce ne sont ni la Lituanie ni la Pologne qui attaqueront l'URSS, le Pacte est manifestement dirigé, contre l'Allemagne. » [10]

« Ce pacte, admet de même l'historien français André Brissaud, est manifestement dirigé contre l'Allemagne. » [11]

10.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 275.

11.– Brissaud, *Hitler et son temps*, page 244.

La frontière entre Français et Allemands est commune : le poilu français, en cas de bagarre à l'Est, aurait à aller immédiatement au casse-pipe !

L'autre garant lui, ne courait aucun risque rapproché, car l'URSS n'avait pas de frontière touchant le Reich.

Pour aller au secours des Français en s'attaquant aux Allemands, il fallait passer à travers le territoire polonais et le territoire lituanien : or ces deux pays s'y opposaient radicalement. Ils savaient que si les troupes soviétiques entraient chez eux, plus jamais elles n'en ressortiraient. C'est le motif pour lequel la Pologne et la Roumanie avaient refusé à Barthou de concéder un droit quelconque de passage aux Russes, et s'étaient presque brouillées avec les Français lorsque ceux-ci avaient insisté.

Au cas où ils auraient à tenir l'engagement bilatéral, les Soviets n'auraient donc à courir, en aucune façon, le risque de se frotter sur le champ à la Wehrmacht, dont cinq cents kilomètres les séparaient. Il faudrait d'abord que l'armée allemande les traverse. La Pologne se ferait sans doute dévorer en cours de route. Après, on verrait. Au pire, on partagerait.

« Les partages de la Pologne – avait-on souvent répété à Moscou aussi bien qu'à Berlin – appartiennent à une large tradition historique. »

Staline avait fait coup double, car les Tchèques – les seuls alliés qui restaient à la France en Europe centrale – avaient signé avec lui, le 16 mai 1935, un traité de la même teneur. Dans la cave du Kremlin où Laval avait, avec tant d'éloquence, parlé de ses vaches mirifiques et de ses légions de veaux, Staline avait dû ricaner en récurant ses grosses moustaches.

En signant ce pacte léonin, Laval n'avait certainement pas pu négliger la crainte d'un ressentiment allemand.

Il participait, comme presque tous les Français, à la hargne anti-allemande, plus vieille que le canal de Panama et que la Tour Eiffel. Il possédait le même désir qu'eux, de contrer tout redressement du Reich. Mais chez lui, le goût de la manœuvre

l'emportait souvent sur la passion. Il était d'un naturel conciliant. Son grand art politique reposait essentiellement sur le maquignonnage, les offres et les refus rusés se contrebalançant.

Il ne voulait, au fond de lui-même, ni de guerre contre Allemands, ni de conflits militaires avec personne. Les peuples, comme son bétail modèle, pour bien grossir devait brouter en paix.

L'accord avec les Soviets, qu'il n'avait pas imaginé personnellement, que lui avait donné en héritage son prédécesseur Barthou, pouvait redonner aux Français un agréable sentiment de sécurité. Hitler – pouvait-on penser à Paris – serait, grâce à cette menace à l'Est, coincé à ses frontières et devrait rester dans sa niche. Laval comptait sur ses dons de négociateur insinuant pour intimider le dogue hitlérien avant que celui-ci ne voulut le mordre.

Mais Hitler n'avait rien d'un maquignon. Un boniment habile ne suffirait pas à l'amadouer ou à le faire changer d'avis. La perspective d'une ruade ne l'effrayait pas. On le verrait bientôt. Les pots cassés à Moscou devraient tôt ou tard se payer.

Avant même de rentrer à Paris, après avoir signé à Moscou son pacte, Laval, confiant en son bagout et en ses tours de prestidigitateur, fit une halte en Pologne.

Cet arrêt pourrait, pensait-il, lui permettre d'y exercer son talent d'habile marchandeur. Car on enterrait à Varsovie, ces jours-là, le maréchal Pilsudski, et Goering venait y représenter le Führer du Reich.

Avec un rien de souplesse, il mettrait le puissant allemand dans sa poche.

La rencontre eut lieu à l'hôtel Europajsky, où Laval avait déjeuné à une table et Goering à une autre. Ils s'étaient retrouvés, aussitôt après, dans un salon.

Le dialogue fut instructif. Goering :

« Entendons-nous entre nous deux seuls. La France et l'Allemagne, à elles deux, sont maîtresses du monde. Mais si

vous continuez avec toutes vos alliances à l'Est, nous ne pourrons rien faire avec vous, et l'Europe ira à la guerre. »

Plutôt que de dire oui au non, Laval préféra tenter d'embobiner son corpulent vis-à-vis. Il se déclara tout prêt à des rapprochements avec l'Allemagne, mais seulement si Hitler embrassait les divers alliés de l'Est en même temps que les Français. Un arrangement pour lui serait à la base de telles embrassades.

« C'est à la condition que les mêmes assurances de paix que vous feriez à la France soient étendues à nos alliés. »

Goering mit fin à ces offres de gitan en quelques mots secs :

« Toujours vos mêmes idées ! Dans ce cas, rien à faire ! »

Laval n'en redescendrait pas moins à Paris très satisfait. Mais pour d'autres motifs. Le politicien qu'il était pensait d'abord, en toute occasion, à son mandat électoral. A Moscou, en compensation de sa signature, Laval avait obtenu de Staline la clef qui lui ouvrirait la porte d'un trésor parlementaire : la neutralité, et même une adhésion souterraine des communistes français.

Staline – qui ne se servait dans le monde des communistes-frères que comme des pions – avait comblé Laval en lui promettant de donner des ordres à Paris pour que les camarades de France votassent le budget militaire, assise même du gouvernement auquel Laval appartenait.

Les pires adversaires de Laval, dans sa circonscription d'Aubervilliers, étaient les communistes. Si Staline les neutralisait, Laval tiendrait sa réélection assurée. Cet engagement de Staline, pour lui capital, valait d'accroître les risques de quarante millions de Français, en les jetant dans les crocs des Soviets.

Alors que, jusqu'à cette date, les communistes campant en France avaient combattu avec la violence la plus brutale tout réarmement « capitaliste » et « réactionnaire », voilà que, sur un ordre de Moscou, ils allaient maintenant voter ledit budget militaire, maudit, abhorré et vomi par eux la veille encore !

La déclaration finale qu'obtint Laval des Soviets était rédigée en quelques mots aussi nets que le gel de la steppe russe :

« Staline approuve pleinement la politique de défense nationale française pour le maintien de ses forces armées au niveau requis pour sa sécurité. »

« Si je comprends bien, Monsieur le Commissaire du Peuple, souligna Laval en contresignant le communiqué, c'est une recommandation de Staline aux communistes français. » [13]

« Comme cela, s'écria un collègue de Laval, ses électeurs d'Aubervilliers voteront les budgets de guerre, c'est merveilleux ! » [14]

Ce n'était pas seulement d'un budget de guerre français qu'il s'agissait. C'était beaucoup plus, de ce qui correspondait au seul intérêt de l'URSS, l'unique patrie des communistes de tous les pays.

En contrepartie de ce ralliement parlementaire, local et provisoire, d'une poignée de députés communistes et de leurs électeurs, la France de Laval s'était engagée à accorder, en cas de conflit international, une assistance immédiate à un partenaire inutilisable par elle.

Cet accolement aux Soviets ne pouvait qu'attirer sur la France les foudres de son voisin, que tout appui promis à Moscou, son pire ennemi, ne pouvait qu'exaspérer.

A Varsovie, le rejet lancé par Goering avait été fait sans ménagements. Celui-ci avait fait rapport à Hitler. La réaction de l'Allemagne, inévitablement, devait être rapide et très vive. La France ne pouvait pas la sentir venir.

Les briques seraient vite cuites que M. Laval, expert en vains maquignonnages, allait recevoir dans son jardin.

12.– G. Tabouis, *op. cit.*, page 251.

13, 14.– G. Tabouis, *op. cit.*, page 249.

XXVIII

CROC EN JAMBE À PARIS

Hitler, à l'heure des grandes décisions, n'était jamais pressé. Généralement, il partait à son refuge de Berchtesgaden, arpentait pendant des heures son salon, regardait par la fenêtre les hautes cimes blanches, où, disait la légende, errait le fantôme d'un empereur Croisé, jadis disparu. Il s'asseyait alors à sa terrasse ensoleillée, y rêvait. Lorsque sa décision avait mûri, il montait dans son avion, reprenait place à Berlin parmi l'humanité. Alors seulement, il décidait, ordonnait, fonçait.

Ce qui était le plus inquiétant dans le pacte signé par Moscou, c'était bien cet engagement pris par la France, dans le protocole annexe, d'intervenir militairement « même si le Conseil de la SDN n'énonçait aucune recommandation, ou n'arrivait pas à un vote unanime ».

D'un côté, la France se compromettait à fond. De l'autre, l'URSS se réservait le droit de déterminer de sa propre autorité qui était l'agresseur. Telle était la seule interprétation valable que pouvait donner la Wilhemstrasse de l'accord franco-soviétique.

« A présent, doit bien noter l'historien français Benoist-Méchin, un cas de guerre est prévu où, en dehors des circons-

tances précisées dans le Traité de Locarno, la France aurait non seulement le droit mais le devoir d'attaquer l'Allemagne : c'est celui où l'Allemagne se trouverait aux prises avec l'URSS. » [1]

Risque de toute évidence intolérable pour un gouvernement allemand quel qu'il fût.

Après une semaine de méditation, Hitler était monté, le 21 mai 1935, à la tribune du Reichstag.

Son ton était grave, mais dès le début, il apparut cependant qu'il ne voulait rien casser. Il ne voulait pas, brusquement, renoncer à sa politique de paix en Occident. Le temps pouvait, on ne sait jamais, mettre fin aux incompréhensions...

D'ailleurs, l'accord Laval-Staline, s'il avait été signé à Moscou, n'avait pas encore été ratifié à Paris. Il devait être encore soumis au vote du Parlement français. Il pouvait toujours y être repoussé.

Hitler, fondamentalement, était opposé à un conflit avec la France. Une telle guerre, réédition de 1914-1918, serait à ses yeux plus qu'une aberration : elle serait un suicide, un suicide collectif.

Tant que ce serait possible, il se contiendrait. Autre motif d'être patient : Hitler, militairement était loin d'être prêt. La nouvelle Wehrmacht n'en était encore qu'à des vagissements. Pour monter 36 divisions, leur fournir des cadres, du matériel, des camps modernes d'entraînement, il faudrait plusieurs années.

« Dix ans ! » disait même avec superbe le haut État major français.

Hitler préféra donc, pour l'instant, lancer un nouvel appel à la paix. Non sans rendre public un avertissement.

Le désir de paix pour commencer.

« L'Allemagne a accepté et garanti par une déclaration solennelle à la France les frontières telles qu'elles existent depuis le plébiscite de la Sarre... Nous avons fait cela, bien que nous

1.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 276.

renoncions ainsi définitivement à l'Alsace-Lorraine, pays pour lequel nous avons fait jadis deux grandes guerres. Nous sommes convaincus d'avoir ainsi non seulement rendu service à notre peuple mais encore à cette région frontière. Nous voulons, de notre côté, faire tout ce qui dépend de nous, pour arriver à une véritable paix et à une réelle amitié avec le peuple français. »

Le refus, ensuite, à tout pacte, à la manière française, avec le communisme :

« Le National-Socialisme ne peut pas appeler le peuple allemand au combat pour la conservation d'un système qui, au moins dans notre propre pays, s'est révélé comme notre ennemi le plus acharné. L'engagement pour la paix, oui ! Quant à une assistance de la part des communistes en cas de guerre, nous ne la souhaitons pas et nous ne serions pas, pour notre part, en mesure de l'accorder. »

Et enfin l'avertissement : « Le traité d'alliance militaire franco-russe a, sans aucun doute, introduit un élément d'insécurité... Le gouvernement allemand ne voudrait pas laisser s'élever le moindre doute sur sa propre opinion, à savoir qu'il estime que ces alliances militaires sont incompatibles avec l'esprit et la lettre du Pacte de la Société des Nations. » [2]

Cet avertissement, Hitler allait le renouveler officiellement dans un Mémorandum qu'il ferait remettre quatre jours plus tard, le 25 mai 1935, au gouvernement français.

« Toute intervention de la France, effectuée en vertu du pacte franco-soviétique, serait contraire à l'article 16 du pacte de la SDN et signifierait une violation du Traité de Locarno. »

Cette violation du traité de Locarno, Hitler n'était pas seul à la dénoncer.

L'Angleterre elle-même avait tenu, dès le début, à faire savoir qu'elle partageait l'avis de l'Allemagne. Avant même que M. Laval ait apposé sa signature à Moscou sur ce Pacte, le Ministre des affaires étrangères britannique, Sir John Simon, avait pris soin de mettre en relief cette incompatibilité.

2.– Citation du discours d'Hitler au Reichstag du 21 mai 1935.

Il avait envoyé aussitôt à son ambassadeur Clark à Paris, ce télégramme comminatoire :

« Faites savoir sans ambages à Laval que l'Angleterre s'inquiète de voir la France conclure un traité qui pourrait l'amener éventuellement à participer à une guerre contre l'Allemagne, dans des conditions incompatibles avec le paragraphe II du Pacte de Locarno. » [3]

Il ne s'agissait donc point d'une interprétation unilatérale du Pacte franco-russe par Hitler. Non ! Le principal responsable de la politique étrangère de la Grande-Bretagne était expressément du même avis !

Même un contempteur d'Hitler comme l'historien Fest ne peut s'empêcher de donner raison au chancelier du Reich :

« L'argumentation d'Hitler n'était pas totalement dénuée de fondement. » [4]

Traduit en clair, cet aveu signifie que l'argument était fondé.

On entendrait même l'important journaliste israélite Sauerwein s'écrier à Paris : « Ce pacte est absurde, puisqu'il nous oblige, nous, Français, à venir au secours des Russes s'ils étaient attaqués ? Non, mais voyez-vous cela ! Quelle absurdité ! » [5]

L'anglais Simon, l'Allemand Fest, le juif de France Sauerwein, unanimement d'accord avec l'interprétation d'Hitler : quelle extraordinaire trinité !

Par la suite, les Alliés noieraient leur désaccord sur ce pacte dans d'interminables explications emberlificotées. Mais le document du Foreign Office est là : même avant qu'Hitler n'eut remué ses petites moustaches pour proclamer l'incompatibilité de l'accord franco-soviétique avec le Traité de Locarno, le gouvernement anglais l'avait fait, et signifié télégraphiquement au gouvernement français.

Restait à savoir ce qui allait se passer à la chambre des députés à Paris.

3.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 278.
4.– Fest, *op. cit.*, tome II, page 146.
5.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 293.

Le parlementarisme a toujours signifié lenteur, amendements, contradictions, tergiversations, sabotages, empoignades. Ces cérémonies démocratiques prennent du temps. En février 1936, – donc neuf mois après sa signature à Moscou – le Traité soviétique attendait encore à Paris sa ratification par la chambre des députés.

Hitler s'efforcera de profiter de ce répit en lançant, un mois avant le vote, un dernier appel à M. Flandin, chef, à ce moment-là, du gouvernement français.

« Au début de 1936, raconte M. Benoist-Méchin, le Reich se livre à une nouvelle démarche diplomatique. Il fait savoir à la France, par l'entremise de son chargé d'affaires à Paris, qu'il est toujours prêt à signer un pacte de non-agression avec elle, mais qu'il considère la ratification du pacte soviétique par le Parlement français comme un acte inamical à l'égard de l'Allemagne et incompatible avec les obligations du Traité de Locarno. » [6]

Riposte immédiate du Premier ministre français : « La question a déjà été tranchée par les gouvernements intéressés, et il n'y a plus lieu d'y revenir. En outre, la France se considère d'ors et déjà comme engagée vis-à-vis de l'URSS ! » [7]

« Désormais, les événements roulent sur une pente dangereuse, conclut laconiquement M. Benoist-Méchin. »

Pourtant, rien n'est encore joué. Le 12 février 1936, commence au Palais Bourbon la discussion sur le Pacte, rapidement très vive car de nombreux députés ont supputé les dangers de cet accord.

Le Gouvernement français qui, en réponse à Hitler, avait affirmé que le Pacte Soviétique n'était pas strictement une alliance militaire, se dément lui-même en recevant à Paris, en plein ces débats, le général Toukhatchevski. Celui-ci discute longuement de collaboration avec le Général Gamelin, le responsable numéro un de l'Armée française. La collusion entre

6 et 7.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 278 et 279.

ces hauts militaires, négociateurs privilégiés est publique et flagrante.

Depuis une semaine, le débat fait rage au Parlement français. C'est alors, le 19 février 1936, qu'un député particulièrement en vue, M. Taittinger, Maire de Parie, monte à la tribune, et, sous les huées de l'extrême-gauche, lance à l'Assemblée un avertissement prophétique : « La ratification de cet accord sera considérée comme une menace par le Reich, il lui fournira l'occasion de remilitariser la rive gauche du Rhin. »

Taittinger et ses collègues de droite auront beau faire : le Pacte franco-soviétique sera voté le 27 février 1936, malgré l'opposition de 164 députés.

Entre-temps, s'était produit un incident scandaleux. Un dernier appel avait été lancé par Hitler au peuple français le 21 février, donc six jours avant le vote.

Aussitôt, avant toute publication en France, il avait été subtilisé par le Gouvernement français et escamoté. Ce message avait été adressé sous forme d'une interview accordée à un des écrivains politiques les plus connus de France, un universitaire de grand renom, appartenant à une famille de diplomates, d'ailleurs pour partie juive : M. Bertrand de Jouvenel.

« Hitler pense que son interview survenant à ce moment précis pourrait faire pencher la balance en faveur de la non-ratification du pacte » écrit Benoist-Méchin.[8]

Ce texte devait être publié avec éclat le lendemain, 22 février.

Rien n'apparut. Que s'était-il passé ? Simplement, le ministre des Affaires étrangères l'avait intercepté avant sa parution. Il s'était assis dessus, le retenant, avouera-t-il, « pour examen ».

« Les députés n'en auront pas connaissance en temps opportun, écrit Benoist-Méchin, car la publication de l'interview sera retardée de sept jours, et le public n'en sera informé que lorsqu'il sera trop tard. »[9]

8.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, pages 279 et 284.

9.– *Ibid.*

On le sait, en démocratie, la liberté de la presse est sacrée, et la censure n'existe plus. Hitler en ferait à Paris l'expérience : lui, Chef d'état y serait censuré pendant sept jours entiers !

Cet appel d'Hitler aux Français était pourtant capital. Il eut suffi qu'il éclaira quatre-vingt-quinze députés de plus pour que le Pacte pro-soviétique fut repoussé. D'où l'impudent escamotage.

Que disait Hitler ?

« Aujourd'hui, je veux démontrer à mon peuple que la notion d'inimitié éternelle entre la France et l'Allemagne est absurde, que nous ne sommes nullement des ennemis héréditaires. Le peuple allemand le comprend. Il m'a suivi dans une réconciliation infiniment plus difficile, la réconciliation de l'Allemagne avec la Pologne... Maintenant, je veux réussir la même détente avec la France. Il n'est pas bon que les peuples usent leurs forces psychologiques en haines infécondes. »

M. Bertrand de Jouvenel l'avait interrompu :

« Dans *Mein Kampf*, vous disiez pis que pendre de la France ! »

Hitler avait posé alors presque affectueusement la main sur le bras de l'écrivain français :

« J'étais en prison lorsque j'ai écrit ce livre. Les troupes françaises occupaient la Ruhr. C'était le moment de la plus grande tension entre nos deux pays. Oui, nous étions ennemis ! Et j'étais avec mon pays, comme il sied, contre le votre. Comme j'ai été avec mon pays contre le votre pendant quatre ans et demi dans les tranchées... Mais aujourd'hui il n'y a plus de raison de conflit. Vous voulez que je fasse des corrections dans mon livre, comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses livres ? Mais je ne suis pas un écrivain, je suis un homme politique. Ma rectification ? Je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure, toute tendue vers l'amitié avec la France ! Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ça, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'histoire. »

Jouvenel avait repris son interrogatoire : « Le Pacte franco-soviétique ne va-t-il pas compromettre le rapprochement franco-allemand que vous désirez ? »

Hitler s'était tu un moment. Cette question-là allait au fond du problème. On était à Paris, à sept jours du vote. Il énonça lentement sa réponse :

« Dans le domaine des faits, ce Pacte, plus que déplorable, créerait naturellement une situation nouvelle.

« Est-ce que vous vous rendez compte de ce que vous faites ? Vous vous laissez entraîner dans le jeu diplomatique d'une puissance qui ne désire que mettre dans les grandes nations européennes un désordre dont elle sera le bénéficiaire. Il ne faut pas perdre de vue le fait que la Russie soviétique est un élément politique ayant à sa disposition une idée révolutionnaire explosive et des armements gigantesques. Comme Allemand, j'ai bien le devoir de tenir compte d'une telle situation. Le bolchevisme n'a pas de chance de réussir chez nous. Mais il y a d'autres grandes nations qui sont moins prémunies que nous contre le virus bolcheviste. »

« Vous feriez bien, poursuit Hitler, de réfléchir sérieusement à mes offres d'entente. Jamais un dirigeant allemand ne vous a fait de telles ouvertures. Ni de si répétées. Et ces offres émanent de qui ? D'un charlatan pacifiste qui s'est fait une spécialité des relations internationales ? Non pas ! Mais du plus grand nationaliste que l'Allemagne ait jamais eu à sa tête ! Moi, je vous apporte ce que nul autre n'aurait jamais pu vous apporter : une entente qui sera approuvée par 90 % de la Nation allemande, les 90 % qui me suivent ! »

Par-dessus la tête de l'écrivain français, il s'adresse à toute la France :

« Je vous prie de prendre garde à ceci, il y a dans la vie des peuples des occasions décisives. Aujourd'hui, la France peut, si elle veut, mettre fin à tout jamais à ce "péril allemand" que vos enfants, de génération en génération, apprennent à redouter. Vous pouvez lever l'hypothèque redoutable qui pèse sur l'histoire de France. Cette chance vous est donnée à vous. Si vous ne

la saisissez point, songez à votre responsabilité vis-à-vis de vos enfants. Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf-dixièmes font pleinement confiance à leur chef, et ce chef vous dit : "Soyons amis !" »[10]

Certains Français, cinquante ans après, rétorqueront encore qu'Hitler, par cet appel, voulait les égarer pour mieux les étrangler.

« En formulant ces propositions, s'est demandé comme eux Benoist-Méchin, Hitler est-il sincère ? Il n'y a aucune raison sérieuse d'en douter. »[11]

Cette attitude d'Hitler correspondait en effet fidèlement à toute une série d'initiatives visant à promouvoir ce rapprochement. Le chancelier du Reich avait envoyé, bien avant, M. de Ribbentrop à Paris, afin qu'il invitât M. Daladier à venir le rencontrer. Il avait, en 1935, reçu à Berlin, avec beaucoup d'honneurs, les aveugles de guerre français, conduits par le député Scapini, aveugle lui aussi. Il préparait un pèlerinage des anciens combattants allemands à Douaumont, afin d'y fraterniser avec leurs anciens adversaires français.

Cette interview sensationnelle, sans précédent dans les relations internationales, Hitler l'avait accordée à M. Bertrand de Jouvenel pour qu'elle fut transmise aussitôt au grand public français. C'est ce texte, dont les répercussions eussent pu être considérables, que le Gouvernement de Paris avait escamoté pendant toute la semaine des débats parlementaires !

Cette manœuvre d'une rare inélégance, ne lui suffirait pas.

Le 28 février 1936, une fois le vote remporté, il allait utiliser indûment le texte d'Hitler, en le faisant livrer, pour parution, à un journal de mince importance, Paris-Midi, en laissant croire qu'Hitler avait donné cette interview après le vote, et donc qu'il avait en quelque sorte entériné celui-ci.

10.– Ces citations du Message d'Hitler ont été publiées dans *Paris-Midi*, le 28 février 1936.

11.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, page 283.

« Lorsque, ajoute Benoist-Méchin, analysant cette manœuvre, les lecteurs lisent l'interview du Chancelier dans le numéro de Paris-Midi du 28 février, ils ne peuvent réprimer un moment de surprise. Survenant postérieurement à la ratification du pacte, les propositions d'Hitler prennent une tout autre résonance. On en vient à se demander si ce n'est pas la signature du Pacte qui a amené Hitler à composition, et l'a incité à formuler des offres aussi amicales. Mais alors, comme on a eu raison de ratifier le Traité puisqu'il vaut à la France, tout à la fois, la garantie de Moscou et des avances de Berlin ! Nul doute que le Chancelier, se résignant à l'inévitable, n'ait trouvé plus sage de se rapprocher de la France. » [12]

Cette manœuvre, relevant de la plus basse politique, traînée aux dépens d'un chef d'état étranger – l'état le plus important de l'Occident – dépasse tous les crocs-en-jambe internationaux que l'Europe ait connus depuis le Traité de Versailles. Elle est comme un soufflet en plein visage d'Hitler.

Que la France s'accole définitivement aux Soviets eut déjà suscité chez Hitler une forte réaction. Mais ce coup bas, c'était le comble. Hitler explose. Il fait citer à son bureau l'ambassadeur de France à Paris, M. François Poncet, et l'interpelle avec violence :

« Je répondrai comme on répond à une escroquerie morale. Car on m'a trahi, on s'est moqué de moi ! Mon interview avec M. de Jouvenel n'était nullement une approbation de votre acte, mais une dernière mise en garde contre sa ratification. J'ai reçu Jouvenel il y a plus de huit jours. Il a très bien compris de quoi il s'agissait. Mais à Paris, et sans doute aussi dans votre ambassade, on a retardé la publication de l'article pour tromper les Français sur mes véritables intentions ! Mais lisez donc enfin ce que j'ai dit ! Vous verrez alors clairement que mes propos n'étaient en rien une approbation du pacte franco-soviétique !

12.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, Tome III, pages 283 et 284.

Une France qui est devenue l'alliée du Kremlin n'est plus la France à laquelle je me suis adressé il y a une semaine. Vous recevrez ma réponse avant peu. »

L'ambassadeur François-Poncet, d'ordinaire plutôt flambard, sort totalement décontenancé.

Il connaît le Führer. Pour lui, pas de doute, Hitler n'a pas lancé une menace en l'air !

Pendant neuf jours, Hitler va mettre sa machine en branle : le 7 mars 1936, en réponse au vote du pacte franco-soviétique et à l'escroquerie de presse qui l'a suivi, il va, d'un grand coup de pied, faire sauter les 22 forts de la Rhénanie.

XXIX

RETOUR EN RHÉNANIE

Si Hitler avait renvoyé furieux à son ambassade M. François-Poncet, ce n'était point qu'il ne l'estimât pas. A ses yeux, celui-ci faisait bien son métier de diplomate, même quand il manœuvrait sournoisement aux dépens du Reich. Hitler louait souvent son entregent, sa connaissance parfaite de la langue allemande et même le zèle qu'il mettait à combler de pralines les salons de Berlin ! Il était aussi sensible au charme très français de sa femme, dont il avait dit souvent la grâce et son emprise dans la société allemande. Mais l'affaire dépassait sa personne. Le coup de poing que le Gouvernement français venait de lui décocher en plein estomac était d'un tout autre ordre. Cette publication escroquée de son interview publiée lorsqu'elle avait perdu tout son sens – ou à laquelle on voulait donner un tout autre sens – était une vilenie qu'il ne pardonnait pas.

Militairement aussi, à la suite du vote définitif du Pacte, tout avait changé. Maintenant, un ennemi énorme faisait équipe avec les Français et guettait le Reich à l'Est, ennemi militaire comme en 1914, mais en plus, en 1936, ennemi politique, porteur d'une révolution, qui avait bien failli le détruire après 1918. Désormais les frontières allemandes n'étaient plus couvertes.

A l'Est, la Prusse Orientale était un îlot, complètement séparé du Reich depuis 1919 par le Couloir dit polonais.

A l'ouest, d'autre part, le vaste espace de la Rhénanie, démilitarisée par le Traité de Versailles, n'était plus qu'une plaine ouverte à toutes les tentations. Sur plusieurs centaines de kilomètres de profondeur, ces provinces étaient désarmées. Leurs casernes étaient vides, elles vivaient sous la menace de l'énorme ligne Maginot, muraille de béton fabuleuse, large de centaines de kilomètres de casemates, hérissée de canons et de rails antichars.

Maintenant que la France était sûre de l'appui des Soviets, l'Allemagne, n'importe quand, – elle l'avait été trois fois par Poincaré – pouvait être envahie jusqu'à l'Est du Rhin, et même au-delà.

L'armée française était à même de déployer cinquante divisions (elle en possédait cent!) Au moindre incident.

Hitler le savait mieux que quiconque. Mais il ne lançait jamais ses coups de boutoirs qu'après de longues réflexions dans la solitude. On a cru, après chacun de ses coups de théâtre, qu'il s'était lancé dans l'aventure au cours d'une crise de mauvaise humeur. Chaque fois on s'est trompé. Hitler ne s'est jamais décidé à foncer – alors, avec la promptitude d'un tigre – qu'après avoir soigneusement et silencieusement soupesé ses chances de l'emporter.

Après avoir renvoyé l'ambassadeur François-Poncet, il s'enferma dans son bureau. Pendant deux jours, il resta seul, grignotant une friandise ou l'autre, ou vidant, distrait, une tasse de lait que lui apportait un valet muet.

Puis il réunit les quelques responsables qu'il chargerait de la réalisation technique de la décision qu'il achevait de prendre, mûrement calculée dans le recueillement.

Il ne s'agissait plus d'en discuter. Il ne fut jamais question avec Hitler de discuter.

Lorsqu'aux heures graves il convoquait son monde, ce n'était pas pour recevoir des avis, c'était pour donner des ordres, à exécuter.

Un cerveau fort n'est pas une urne électorale. Un chef n'est pas une addition d'indécisions.

« C'est maintenant où jamais, dit-il, qu'il faut agir. »

Agir comment?

« Nous rentrons en Rhénanie. » En face de lui, celui qui devra monter l'opération militaire, le général von Blomberg, le regardait stupéfait. Il était atterré. Pendant deux minutes il hésita à dire un mot. Rentrer en Rhénanie, mais c'était se jeter à la rencontre de près de cent divisions françaises, que pouvaient épauler à l'Est et au Sud-Est les cent autres divisions des Alliés de la Petite Entente! En deux jours, en trois jours, le IIIe Reich pouvait sauter!

Qu'opposer à l'ennemi? Pas même l'équivalent de l'ancienne Reichswehr, puisque celle-ci venait d'être éparpillée sous forme de cadres dans les 36 Divisions de la nouvelle Wehrmacht qui, en ce début de mars 1936, n'en étaient encore au tout début de leur formation. Les premiers blindés, les premiers avions étaient à peine à l'entraînement. Tactiquement, ils étaient inopérants!

« Si l'on se heurtait à l'armée française, ce serait la débâcle! »

« La France ne bougera pas », riposta simplement Hitler. Il avait le flair des grandes occasions, il reniflait les réussites.

Tous les autres calculaient comme si l'armée française, drapeaux aux vents, clairons sonnants, officiers caracolant sur leur monture, allaient, dans les huit jours, déferler dans les rues de Mayence et de Cologne. Hitler, lui, doué, comme un lynx ou comme un aigle d'un sens spécial qui dicte la seconde où il faut agir savait, ses narines grandes ouvertes, que l'adversaire resterait cloué au sol comme un lapin peureux et ne réagirait pas!

L'armée, ce n'est pas seulement un ensemble de divisions, un amoncellement de mitrailleuses et de canons. C'est aussi une force psychologique, c'est un esprit, c'est une volonté, c'est une certitude qui concentre les plans et les décisions. Hitler a des

dons de visionnaire que les routiniers de guerre, collés à leur immobilisme, ne possèdent pas.

« Tous les dangers que vous me dépeignez, lance-t-il à Blomberg, – ainsi qu'à Schacht et à von Neurath, convoqués eux aussi et pétrifiés par l'émotion – seraient peut-être vrais en cas de réaction française, mais en réalité, ils sont illusoires, la France démocratique est molle, sans foi, elle ne bougera pas. »

Au surplus, il n'a pas appelé ces messieurs à son bureau pour connaître leur appréciation. Blomberg préparera l'entrée des troupes en Rhénanie, Neurath assurera le soutien diplomatique de l'opération. Schacht, son support financier.

« Exécutez mes ordres et, fiez-vous à moi pour le reste. » Le vieux Schacht, avec sa grosse tête ronde de lion centenaire, Neurath, figé comme un maître d'hôtel, Blomberg raide comme si on lui avait fait avaler son sabre, n'ont qu'à se mettre au garde-à-vous et à se retirer sans dire mot.

Le 7 mars au matin, dévorés d'appréhension, ils ont tout de même accompli les ordres.

Dans le plus grand des secrets, les maigres troupes disponibles de la Wehrmacht ont été, la nuit, montées sur trains et sur camions. Elles filent déjà vers des opérations qu'elles ignorent.

Les six cents députés allemands ont reçu de leur côté, par messagers spéciaux, une convocation à se trouver à dix heures du matin au Reichstag. Pas un seul d'entre eux ne sait que quelques bataillons vont franchir dans quelques heures les ponts du Rhin.

Hitler s'est avancé vers la tribune. Son visage est de marbre. Seule la petite moustache remue presque imperceptiblement.

L'assistance, le Corps diplomatique au grand complet dans les tribunes, la presse, stylo dans les doigts, tous sont figés. Pourquoi cette convocation soudaine ? Quelle annonce, quelle surprise vont jaillir ?

Hitler, avant de lâcher le gros morceau, commence par justifier la base politique et morale de la décision qu'il va faire connaître :

« Aux offres amicales, et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de lui réitérer, la France a répondu à une alliance dirigée contre l'Allemagne et qui constitue une violation du Pacte Rhénan. Dès lors, le traité de Locarno a perdu toute signification et a pratiquement cessé d'exister. Le gouvernement allemand ne se considère plus lié à ce pacte caduc. Il se voit désormais contraint de faire face à la nouvelle situation créée par cette alliance, situation qui se trouve encore aggravée par le fait que le Traité Franco-sovietique est assorti d'un Traité d'alliance parallèle entre la Tchécoslovaquie et l'URSS. »

Malgré qu'ait été conclu cette alliance franco-tchéco-soviétique exclusivement forgée contre l'Allemagne, Hitler tient à souligner qu'il reste encore partisan d'un rapprochement avec l'Occident.

Les diplomates tendent l'oreille. Quelles propositions d'apaisement Hitler va-t-il lancer ?

Elles seront quadruples. Primo : il se rallie à l'avance à des négociations d'engagement réciproque de non-agression avec ses voisins.

Deuxièmement : il se rallie à l'avance à une limitation de toutes les forces aériennes.

Tertio : il offre, un pacte de non-agression de vingt-cinq ans, c'est-à-dire, pour tout l'Occident, une paix d'un quart de siècle.

Et la quatrième proposition ?

Avec une habileté de prestidigitateur, il la sort et l'adresse tout spécialement aux voisins les plus inquiets, les Français : il offre de réaliser une démilitarisation des deux rives du Rhin.

C'est là qu'est l'astuce souveraine, car, du côté allemand, il n'existe pas un fortin, même une terre battue, en face de l'Alsace. De l'autre côté, par contre, les Français ont consacré depuis dix ans toutes leurs ressources pour bâtir – et on vient justement de la terminer – la fantastique Ligne Maginot.

Si tous démilitarisent au Rhin, les Allemands ne démilitariseront strictement rien, puisque depuis le Traité de Versailles, c'est-à-dire depuis dix-sept ans, la Rhénanie est obligatoirement et totalement démilitarisée. L'armée française, par contre, en cas de démilitarisation des deux rives du Rhin, se trouverait ramenée derrière ses formidables fortifications, campant entre des vignobles et des champs de navets.

Pour couvrir son offre sous des engagements typiquement français, l'habile Hitler reprend là, précisément, une proposition lancée à la fin de juillet 1914 par le Premier ministre français Viviani. Hitler propose à la France ce qu'elle-même avait proposé précédemment aux Allemands.

Mais si on comprend bien, si Hitler offre de désarmer quelques kilomètres du Rhin, en face de Strasbourg, sur une rive comme sur l'autre, c'est qu'il se considère donc comme étant revenu sur la rive droite ?...

C'est déjà presque exact. La France, s'alliant aux Soviets, la menace d'étranglement s'aggravant, il a estimé que sa frontière de l'ouest ne pouvait plus rester béante. On lui a donné, en signant contre lui ce pacte franco-sovietique, une excuse magnifique. Comme un félin, il saute dessus. Et c'est le coup de théâtre final :

« En vertu du droit inaliénable que possède chaque peuple de garantir ses frontières, et de sauvegarder ses moyens de défense, le Gouvernement allemand a rétabli, à la date de ce jour, la pleine et entière souveraineté du Reich sur la zone rhénane démilitarisée.

« A l'heure historique où je vous parle, les troupes allemandes viennent de pénétrer dans les provinces occidentales du Reich, pour y occuper leurs garnisons du temps de paix. »

Les six cents députés allemands, à l'instant même, ont jailli comme si un ressort fabuleux les projetait hors de leur fauteuil.

Hitler, à la tribune, ne peut plus dire un mot de plus.

« Il ne peut aller plus loin », télégraphie une heure après à son journal, le reporter américain, William L. Shirer, présent à la séance.

« Les députés se dressent, vocifèrent, le visage bouleversé par une sorte de délire, la bouche grande ouverte, ils crient, ils crient éperdument, leur regard brûlant. » [1]

La séance, après des acclamations interminables, est levée dans le tumulte. L'agitation est fabuleuse. Seul, un homme sort raidi par l'angoisse, la figure contractée :

« Je me heurtais, ajoute, le journaliste américain, au général von Blomberg... Il me parut livide, ses joues étaient agitées de tics. »

Le Rubicon, c'est-à-dire le Rhin, venait d'être franchi ! Un capitaine à cheval, à 12 heures 50 tapant, était apparu sur le grand pont de Cologne, un bataillon le suivait, déchargé en hâte d'un train. Dans toute la ville, cette apparition parut incroyable. La troupe avançait s'engageait dans les rues. Une escadrille de Goering avait surgi dans le ciel. Puis une deuxième, puis une troisième. C'était donc bien vrai ! Ils étaient là ! Une foule dégringolait des maisons. On courait dans tous les sens, avec des gerbes de roses et d'œillets plein les bras.

Des canons avaient suivi. Puis des troupes motorisées. Et même quelques chars fracassants : sûrement tout ce que l'Allemagne possédait en 1936 !

C'est un Français, l'historien Benoist-Méchin, qui a le mieux décrit – mieux que n'importe quel Allemand – cette grande rencontre :

« Le bourdon de la cathédrale se met en branle, mêlant la clameur du bronze au vombrissement des moteurs. En moins d'une heure, toute la ville de Cologne s'est transformée en une mer de drapeaux. La foule acclame frénétiquement les troupes qui défilent sur la place de la poste. Des jeunes filles lancent des fleurs aux officiers et aux soldats. A la tension angoissée des premières minutes succède à présent un enthousiasme délirant.

1.– William L. Shirer, *Le Troisième Reich*, tome II page 319.

« Au même instant, des scènes identiques se déroulent dans toute la Rhénanie. A Cologne, à Coblence, à Mayence, à Mannheim, les ponts résonnent sous le pas cadencé des soldats.

« Il y a dix-huit ans, dans le demi-jour brumeux de novembre, ces mêmes ponts, vibraient sous le pas morne des armées de l'Ouest, qui rentraient du front, défaites et harassées. Péniblement, quoiqu'en ordre, les hommes avançaient, vêtus de tuniques rapiécées, le regard rempli de désespoir tragique, portant leur fusil inutile et soutenant leurs camarades dont les pieds étaient ensanglantés.

« A présent, le mouvement s'effectue en sens inverse, sous la clarté radieuse d'une journée de printemps. Les soldats qui défilent sont les jeunes recrues de la classe 14. Ils sont vêtus d'uniformes et d'équipements neufs, et dans leurs yeux brille une résolution ardente. » [2]

Tout cela est impressionnant. Mais quel va être la réaction de la France ?...

Aussitôt à Paris, on est passé de la stupeur à la fureur. Il n'était encore que deux heures de l'après-midi, le premier officier allemand n'avait franchi le pont de Cologne que depuis soixante-dix minutes que le Premier ministre français Albert Sarraut s'accrochait à un micro de la radio. Ses deux gros yeux exorbités, aux renfoncements noirâtres, agitaient fébrilement leurs paupières comme les hiboux :

« L'Allemagne, cria-t-il, vient de réoccuper la rive gauche du Rhin... Je le déclare solennellement : jamais la France ne négociera avec l'Allemagne, aussi longtemps que Strasbourg sera à la portée des canons allemands. »

Comme si, sur toutes les frontières du monde, il n'y avait pas toujours eu des villes qui se trouvaient à la portée des canons du voisin !

Mais au-delà de ces exclamations guerrières, la guerre allait-elle surgir réellement ?

2.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 288.

Pendant quelques heures, tout portait à le croire. Immédiatement, les unités qui garnissaient la frontière française de l'Est avaient été envoyées, en grande alerte, occuper leur position de combat à la Ligne Maginot. Des divisions Nord-africaines ! Allait-on revoir les moricauds sur le Rhin ?

L'après-midi même, le Premier ministre Sarraut, bien qu'il fut plus ou moins démissionnaire, avait convoqué ses ministres et militaires. Car en France, il n'y avait pas, comme à la Wehrmacht, un seul responsable, il y en avait trois : le général Maurin, ministre de la Guerre ; M. Marcel Déat, ministre de l'Air ; M. François Pietri, Ministre de la Marine, et même un quatrième Ministre, camouflé, le chef d'État-major Général, le général Gamelin.

Un vieil anglais fameux avait déclaré : « La question n'est pas de savoir si un général est meilleur qu'un autre, mais si un général vaut mieux que deux. » [3]

A Paris, les chefs militaires étaient quatre.

Le Premier ministre qui les coiffait – et qui aurait à supporter leurs différents et leurs contradictions – ignorait même, ce qui est inouï, surtout à des moments pareils, de quelles forces militaires actives la France disposait !

Alors qu'un Hitler connaissait – jusqu'au dernier échelon d'artillerie – ses possibilités militaires et n'avait qu'à donner des ordres à un seul responsable, à Paris, le Premier ministre était incapable de dicter un plan d'action, ignorant les disponibilités armées de son pays !

Il ne put, cet après-midi là, que demander modestement des renseignements à cet aréopage de super-chefs, à court d'autorité.

« Alors, où en sommes-nous ? » demanda-t-il au Chef d'État Major général et aux trois ministres.

Comme s'il ne devait pas le savoir lui, le tout premier !

« Quelles mesures devons-nous prendre pour répondre à la provocation allemande ? »

3.– Churchill : *La guerre approche*, page 131.

En une semaine, Hitler avait mûri, préparé, fixé et ordonné son plan d'action, mis en route méthodiquement chaque troupe de pointe. Sarraut, avait crié fort à la radio, mais il n'avait aucune idée de ce qu'il allait faire, ni même de ce qu'il pouvait faire. Aussi, tombera-t-il à la renverse quand il apprît qu'ils n'étaient pas en état du tout de s'engager!

Le texte officiel du dialogue est ahurissant, tant il révèle d'ignorance d'un côté, d'esprit capitulard de l'autre:

– Sarraut: « Quelle est la situation de notre armée, et quels délais lui faut-il pour entrer en action? »

– Le Général Gamelin: « Nous porter en avant de la Ligne Maginot ne serait pas conforme aux intérêts du pays. »

– Sarraut, se rabattant sur un pis-aller: « Ne pourrait-on pas au moins récupérer la Sarre, en y envoyant quelques unités légères? »

– Gamelin: « A moins de les soutenir par plusieurs divisions normales, ce serait très risqué. »

– Sarraut: « Qui nous en empêche? »

– Gamelin: « Pour disposer des effectifs nécessaires, il ne suffit pas de rappeler les permissionnaires, il faut décréter la mobilisation générale. »

Dans tous les États-Majors du monde, toutes les solutions, défensives ou offensives, sont prévues bien à l'avance.

La France avait fait feu des quatre fers chaque fois qu'il s'était agi d'un manquement ou d'un quelconque redressement allemand. Mais, en dix-huit ans, elle n'avait mis au point aucune mesure de rétorsion ou d'intimidation! Quelques milliers de soldats de la Wehrmacht s'étaient mis en marche: et il eut fallu mobiliser sur le champ la France entière pour les refouler!

C'est la seule solution que pouvaient présenter les quatre plus grands professionnels français de la guerre, à leur Premier ministre, plus ignorant qu'un « tambour » de village des possibilités militaires de son pays!

La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, satellites dont la France avait fourni et contrôlerait tout l'armement, avaient promis en cas d'alerte se soutenir aussitôt la nourrice-patrie. Chacun d'eux était fort d'une armée plus considérable que celle que possédait en 1936 la Wehrmacht. Ca ne suffisait pas! Le général Gamelin n'oserait pas se risquer à accepter leurs offres de service, malgré que la Pologne ait communiqué les siennes le jour même à Paris.

Cette apathie française, l'Europe française ne l'oublierait pas. Elle avait vu que la France ne se hasardait même pas à sortir un fusil lorsque ses intérêts directs étaient en jeu. Pourquoi le ferait-elle pour d'autres? A partir de cette semaine-là, les satellites ne croiraient plus aux dieux français.

Au mieux, la France ne se disposerait à courir des risques que dans la mesure où la Grande-Bretagne se déciderait à les partager!

Or, – deuxième déception, énorme déception – les Anglais n'avaient pas été spécialement scandalisés par la rentrée des Allemands dans leurs provinces de Rhénanie. Ils la trouvaient plutôt normale! Le plus coriace des adversaires de l'Allemagne en 1918, le signataire du Traité de Versailles, Lloyd George avait même déclaré: « A mon avis, il y a eu provocation! »

Quelle provocation? Il était clair que, pour Lloyd George, cette provocation était la signature du Pacte Franco-soviétique. L'Angleterre était accueilli celle-ci avec la plus grande suspicion. Pour les Anglais, le retour à Cologne et à Trèves de l'armée allemande n'était même pas choquant.

Pour le Premier ministre Baldwin, l'Allemagne était purement et simplement « retournée à son propre jardin! Lord Lothian avait opiné de même: « Après tout, les Allemands ne font que récupérer l'arrière-cour de leur maison. » [4]

La presse anglaise n'avait pas non plus manqué d'étonnement.

Tous les journaux – constata l'historien Chastenet, membre de l'Institut de France – depuis l'impérialiste *Sunday Day Dispatch* jusqu'au socialiste *Daily Herald*, en passant par le *Times*

4.– William L. Shirer, *op. cit.*, tome I, page 321.

et à l'exception du communiste *Daily Worker*, s'attachent à réduire la portée du geste allemand.

Dans l'*Observer*, le grand spécialiste de politique étrangère, Carwin allait jusqu'à approuver Hitler.

Lloyd George déclara : « La remilitarisation me parait sinon strictement légale, au moins tout à fait légitime. »

Antony Eden, ne serait pas moins explicite :

« Il n'y avait pas en Angleterre un homme sur mille qui fut prêt à payer de sa personne pour participer avec la France à une action contre la réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne. » [5]

Même Churchill l'admettrait, quoique consterné : « Ces affirmations exprimaient peut-être l'opinion du peuple anglais. » [6]

Alors Sarraut, courroucé à son micro ? Et Strasbourg sous le feu des canons d'Hitler ? Et la Sarre qui eut dû immédiatement être réoccupée ? Et Gamelin, aux petits yeux de lapin, perdu en cogitations et impuissant sous son képi inutile ?...

Les Anglais allaient-ils réellement laisser tomber la France au moment où les fifres d'Hitler et les cloches des évêques résonnent d'un bout à l'autre du vieux fief de Napoléon et de Poincaré ?...

5.– Churchill, *op. cit.*, page 197.

6.– *Ibid.*

XXX

LE DÉSACCORD LONDRES PARIS

Ce qui avait éminemment intéressé les Anglais – bien plus que le fait de savoir si les Allemands avaient le droit ou non de rentrer dans leur maison rhénane – c'était la triple offre d'Hitler : la réduction de l'armement aérien, la négociation d'engagement de non-agression, et, surtout, la signature d'un pacte de paix mutuelle pour vingt-cinq ans.

La France avait tout rejeté en bloc, instantanément ; pour elle, nul n'avait le droit de manipuler un fusil en Rhénanie, à part les Poilus.

L'Angleterre, avait reçu le plan allemand avec un intérêt visible, et elle n'entendait pas qu'une fois de plus on se refusât à en discuter.

Lord Snowden, le délégué le plus énergique de la Grande-Bretagne dans les conférences internationales, le fit savoir sur un ton catégorique :

« Si les propositions de paix antérieures d'Hitler avaient été ignorées, le peuple anglais ne permettrait pas que cette dernière offre fut également écartée. »

La France était au courant de l'état d'esprit des Anglais. Antérieurement, la Grande-Bretagne avait fait savoir vertement à

M. Laval, bien avant la signature du pacte franco-soviétique, que celui-ci lui déplaisait au plus haut point. De même, le jour du retour en Rhénanie de l'armée allemande, le 7 mars 1936, s'était-elle empressée d'ordonner à son ambassadeur à Paris de se rendre séance tenante chez le Président du Conseil démissionnaire, M. Sarraut, pour crier casse-cou et pour demander qu'en tout cas, le gouvernement français ne prît « aucune mesure militaire sans demander au préalable l'avis de la Grande-Bretagne. » [1]

L'avertissement avait été on ne peut plus direct. M. Flandin, Président du nouveau gouvernement français, avait convoqué à Paris pour le lendemain les ministres anglais Eden et Halifax, ainsi que le premier Ministre belge Van Zeeland et le représentant italien, M. Cerutti.

Le ministre Flandin essaya d'abord d'impressionner ses invités par quelques déclarations fracassantes :

« Nous sommes suffisamment armés, à nous seuls, pour obliger l'armée allemande à évacuer le territoire qu'elle a occupé en violation des traités. Cette violation est flagrante. Le droit pour la France d'agir est incontestable. Pour respecter le désir de la Grande-Bretagne, la France a saisi la Société des Nations, afin que le Conseil constate le manquement dans les plus brefs délais. Mais, parallèlement, la France a pris et va prendre des mesures militaires préparatoires à l'intervention qu'elle estime indispensable. Elle ne se propose pas d'agir seulement pour assurer sa propre sécurité, mais pour garantir dans l'avenir des clauses territoriales du Traité de Versailles. » [2]

Or, ce traité de Versailles, l'Angleterre précisément avait achevé de le mettre en pièces quelques mois plus tôt, le jour où elle avait signé son accord naval avec Hitler.

Reparler de ce traité mort et enterré, vouloir le retirer de son cercueil moisi, ne pouvait qu'irriter les Britanniques.

« Ce langage, nota Benoist-Méchin est justement celui que l'Angleterre ne veut pas entendre. » [3]

1.– Renouvin : *Les Crises du vingtième siècle*, tome II, page 95.
2, 3 et 4.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 94.

Deux admonestations glaciales des Anglais, succédèrent aux rodomontades de M. Flandin.

Le ministre Eden : « J'ai reçu mission du Gouvernement britannique de presser le gouvernement français de ne rien entreprendre à l'égard de l'Allemagne, qui soit susceptible de créer un danger de guerre. » [4]

Lord Halifax : « Le litige créé par la réoccupation de la Rhénanie doit être réglé par voie de négociations, le gouvernement de Sa Majesté est prêt à assumer le rôle de médiateur. De plus, le chancelier Hitler a proposé un ensemble de propositions dont quelques-unes au moins méritent d'être retenues. Aucune décision ne saurait être prise avant la réunion du conseil de la Société des Nations, dont l'intervention est considérée comme aussi indispensable par le Parlement que par l'opinion des Britanniques. » [5]

Comme l'écrivit Churchill : « Leurs alliés anglais n'hésitèrent pas à leur déconseiller toute action. » [6]

Ils n'étaient plus des collaborateurs éventuels, ils étaient des icebergs.

Même le Premier ministre belge, et après lui le délégué italien, s'étaient exprimés de façon aussi réfrigérante.

Flandin, en désespoir de cause, se lança dans une supplication qu'il crût capable d'émoustiller l'orgueil britannique :

« Si l'Angleterre agit, elle peut prendre l'Europe. »

Ce fut en vain.

« Le ministre anglais des Affaires étrangères Antony Eden – rapporte le professeur de la Sorbonne Pierre Renouvin – invite le gouvernement français à garder son sang froid et à ne pas prendre une initiative irréparable. »

« Le 9, à la Chambre des Communes, le même homme d'état déclare que la réoccupation de la Rhénanie, acte inexcusable dans la mesure où il répudie des promesses données librement

4 et 5.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 94.
6.– Churchill, *L'Orage approche*, page 197.

(celles de Locarno), n'implique pourtant aucune menace d'hostilités puisque le Chancelier allemand offre la conclusion d'un pacte de non-agression. Le Cabinet anglais est donc d'avis qu'il y a lieu d'examiner cette offre allemande. »

« Le chef de l'opposition libérale exprime la même opinion et remarque que l'initiative allemande n'est pas un "acte d'agression" contre le territoire d'un état. » [7]

Churchill se souviendrait encore des années plus tard de l'état d'esprit de ses compatriotes, ces « Anglais bonasses », comme il disait : « Après tout, les Allemands n'ont fait que rentrer dans leur propre pays. Que dirions-nous si, par exemple, le Yorkshire nous avait été interdit, pendant dix ou quinze ans ?... »

Les exagérations, aussi, avaient rendu méfiant. A Paris, la presse en délire avait annoncé que les militaires allemands étaient entrés en Rhénanie par dizaines de milliers. Trente-cinq mille hommes précisait-on ! Certains parlaient même de soixante mille hommes ! Le public les voyait déjà enfoncer les portes de France.

Or, ces trente-cinq mille, ou ces soixante mille Allemands aux baïonnettes luisantes n'étaient, le premier jour, que quatre bataillons en tout et pour tout.

Et dans leurs dents de sauvages, ils serraient non des coupe-coupe, mais des pâquerettes que leur avaient lancées les belles filles de Trèves et de Coblence !

Tout le reste n'était que bobards de presse.

« Les quarante-huit heures qui suivirent l'entrée des troupes en Rhénanie, avouerait après coup Hitler, furent les plus pénibles de ma vie. Si les Français avaient fait marcher leurs troupes en Rhénanie en ce moment, nous aurions dû nous retirer tête basse, car les ressources militaires dont nous disposions n'auraient même pas permis un semblant de résistance. » [8]

7.– Renouvin, *op. cit.*, page 95.

9.– Alan Bullock : *Hitler*, pages 240 et 241.

La grande presse étrangère multipliant ainsi chaque soldat allemand par cent, était tombée exactement dans le panneau d'Hitler. Elle avait aussitôt affolé les Gamelin et autres Bayard intrépides qui, devant l'épouvantable déferlement de dizaines de milliers d'envahisseurs, avaient dû proclamer qu'ils ne pourraient leur résister qu'en recourant à la mobilisation générale !

Hitler, sûr de lui et goguenard, à voir cette panique, envoya pour l'accentuer, d'autres divisions à la rescousse. En paroles !

« Que se serait-il passé, raconta-t-il après, si quelqu'un d'autre que moi avait été à la tête du Reich ? N'importe qui aurait perdu la tête. J'étais obligé de mentir, et je fus sauvé par mon inébranlable obstination et un aplomb surprenant. J'ai menacé, si une détente n'intervenait pas, d'envoyer six autres divisions en Rhénanie. En vérité, je n'avais plus que quarante brigades ! » [9]

La dernière possibilité française résidait dans la Conférence de la Société des Nations, que les Anglais avaient réclamée et qui allait se tenir à Londres. Le président Paul Étienne Flandin dut bien se décider à s'y rendre, le 17 mars.

Le premier quotidien anglais qu'on lui mit en mains à l'ambassade était le *Times*. L'article de tête affichait un titre prometteur : « A chance to rebuild » (Une chance de reconstruire), mais cette chance était à l'inverse de tout ce qu'un Français eut pu espérer.

« A peine arrivée à Londres – écrirait l'envoyée spéciale de L'œuvre qui accompagnait M. Flandin – je suis atterrée de la vague anti-française qui déferle sur la capitale. »

« A la chambre des Communes où je me rends le lendemain, il est de bon ton d'être "anti-french". Tous sont "anti-french", même les Travaillistes. »

Dans le Strand, les automobilistes qui passent sont ornés de grandes pancartes : « L'Allemagne veut la paix, que la France s'arrange. »

9.– Alan Bullock, *op. cit.*, pages 241 et 240.

On en arrivait aux affronts:

« La France aujourd'hui est seule, ajoute la journaliste, et l'attitude britannique est telle que quelques délégués français refusent des invitations chez des parlementaires ou des industriels anglais. » [10]

Dans ce désert, restait-il à M. Flandin une oasis, où trouver l'ombre d'un palmier?

Il avait tenté vainement de convaincre le Chancelier de l'Échiquier, M. Neville Chamberlain, dont tous savaient à Londres qu'il allait devenir le chef du Gouvernement. M. Chamberlain avait des yeux à fleur de tête, mouillés et tristes. Tristes aussi étaient son long nez et ses moustaches en lichen. Il se sentait impuissant. Le Parlement, le public, étaient contre toute intervention armée. Alors?...

Le Premier ministre Stanley Baldwin, déjà sur le quai de départ, ne pourrait que répéter à son collègue français Flandin, sur le ton le plus courtois:

« Je suis capable d'interpréter exactement les sentiments du peuple britannique. Et ce que veut le peuple, c'est la paix. » [11]

M. Flandin ne manipulait plus qu'un cadavre déjà froid. Ce cadavre, comment s'en débarrasser?

La SDN était depuis dix-sept ans une entreprise renommée de pompes funèbres. C'est elle qui allait organiser un enterrement discret. Celui-ci se déroulerait durant quatre jours, au cours de la session londonienne, du 14 au 18 mars 1936.

On prononcera quelques nobles oraisons au Palais de St James. Mais, le 14 mars 1936, il y avait déjà une semaine que les généraux allemands flûtaient un vin blanc bien sec dans les auberges pimpantes du Rhin et de la Moselle. Pendant quatre jours, les délégués internationaux parlotèrent, somnolèrent, sous la présidence d'un Australien, évidemment extrêmement préoccupé à l'idée qu'un Prussien pouvait se trouver avec un

10.– Geneviève Tabouis, *op. cit.*, page 267.

11.– Churchill : *L'Orage approche*, p. 200. p. 352

flingot à dix kilomètres du clocher de la cathédrale de Strasbourg.

Pour adoucir l'amertume de la potion que devait avaler la France, le ministre Eden avait fait un ultime effort, afin que l'Allemagne acceptât de « conserver à sa réoccupation un caractère symbolique ». Hitler avait répondu avec un humour dédaigneux: « Voilà de charmants voisins qui prétendent m'interdire de verrouiller ma porte ».

Finalement, le dernier jour de la session de la SDN, M. Eden avait laissé tomber un verdict désenchanté: « Cette action ne représente pas une action contre la paix, elle n'exige pas la riposte directe prévue dans certains cas par le traité de Locarno. Sans doute la réoccupation de la Rhénanie compromet-elle la puissance de la France; mais elle ne compromet nullement sa sécurité. » [12]

Le délégué soviétique, M. Litvinov n'avait même pas écouté, la tête cachée derrière un numéro du *Times*.

« Un constat tout platonique, murmura Benoist-Méchin, car Hitler n'est pas sommé de retirer ses troupes. Il n'est question ni d'intervention militaire, ni de représailles, ni de sanctions d'aucune sorte. Au contraire, l'Allemagne s'attendait à une condamnation, elle obtient un satisfecit. » [12]

M. de Ribbentrop n'avait pas craint de venir mêler son haut-de-forme au deuil de toute la parenté démocratique.

Puisque tout le monde avait parlé – pour rien – lui aussi, avant la fin de la cérémonie funèbre, allait parler, mais cette fois, pour dire quelque chose. Il profita de cette tribune internationale pour dresser un autre constat, pas platonique du tout celui-là:

« Le Chancelier Hitler, énonça-t-il d'un ton sec, a formulé toute une série de propositions en faveur de la paix. On n'en a tenu aucun compte. »

12.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 296.

13.– *Ibid.*, page 297.

« Il a proposé un désarmement général, on l'a repoussé. »

« Il a proposé un armement paritaire basé sur des armées de deux cent mille hommes, on l'a repoussé. »

« Il a proposé d'élever ce chiffre à trois cent mille hommes, on l'a repoussé. »

« Il a proposé un pacte aérien, on l'a repoussé. »

« Dans son discours du 21 mai 1935, il a proposé un ensemble de mesures destinées à assurer la paix en Europe: on en a rien retenu, en dehors des dispositions relatives au désarmement sur mer qui ont servi de base à l'accord naval germano-anglais. »

« Le Chancelier du Reich a réitéré sans cesse ses offres de paix et – qu'il me soit permis de le dire ici – lui-même et toute l'Allemagne ont espéré que le Pacte franco-soviétique ne serait pas ratifié. »

« Lorsque, passant outre à ses affres et à ses mises en garde, le Parlement français a ratifié ce pacte, le Chancelier du Reich, conscient de ses lourdes responsabilités envers le peuple allemand, en a tiré la seule conclusion qui s'imposait: il a rétabli la souveraineté allemande sur tout le territoire du Reich. »

« En agissant ainsi, le Gouvernement allemand s'est fondé sur les faits suivants:

– I Par suite de l'action unilatérale de la France, l'esprit et la lettre du pacte de Locarno ont été si radicalement faussés que le Pacte a perdu sa vitalité.

– II Par suite de la nouvelle alliance militaire conclue entre la France et l'URSS, l'Allemagne a été contrainte de recourir sans délai au droit élémentaire qu'a toute nation d'assurer la sécurité de son propre territoire.

« C'est pourquoi le Gouvernement du Reich rejette catégoriquement, comme dénuée de tout fondement, l'accusation d'avoir violé unilatéralement le Traité de Locarno. Il est matériellement impossible de violer un accord que les agissements de l'autre signataire ont déjà rendu caduc. »

Nul ne souffla mot et ne contredit l'argument. La séance se clôtura sans autre débat. Chacun reprit son gibus et fit crisser le gravier de la sortie.

Le lendemain, le petit jeu diplomatique des courtoisies internationales continua, comme rien ne s'était passé.

Le ministre Eden reçut aimablement à son bureau M. de Ribbentrop « pour examiner dans quelle mesure il serait possible de concilier ce qui subsiste du Traité de Locarno ».

Le Premier ministre Baldwin ne se montra pas moins complaisant. Il crut opportun, le 24 mars, d'inviter à déjeuner l'ambassadeur von Ribbentrop. L'accusé s'était transformé en hôte considéré !

Pendant ce temps-là, en Rhénanie même, une foule immense, électrisée, brandissant des gerbes de fleurs, acclamait Hitler venu faire le tour du libérateur-propriétaire.

« L'incroyable est arrivé – ne put que constater M. Benoist-Méchin –, Hitler a gagné. Malgré les conseils de ses généraux et les avertissements de ses diplomates, il a engagé une partie qu'il n'avait pas cinq chances sur cent de mener à bien. Et pourtant, il l'a emporté sur toute la ligne. "Eh bien, Messieurs les généraux, dit-il aux chefs de la Wehrmacht, qui d'entre nous avait raison?... Vous aviez tort d'être pessimistes. Je vous avais bien dit que la France ne bougerait pas..." – Contre toute vraisemblance, sa prédiction s'est réalisée. » [14]

« Ce fut, reconnaîtrait à son tour l'Américain anti-nazi William L. Shirer, Hitler, grâce à ses nerfs d'acier, qui sauva la situation. » [15]

Les acclamations des seuls Rhénans ne suffisaient pas. Hitler voulait que le peuple allemand entier donnât son avis, non seulement sur ce retour en Rhénanie, chef-d'œuvre de sa volonté, mais sur l'ensemble de sa gestion depuis le 30 janvier 1933.

La question posée aux 45 millions d'électeurs du Reich englobait tout: la liquidation des vieux partis et des États, l'anéantissement du communisme, les grandes conquêtes sociales, et même l'affaire Röhm, vieille seulement de quelques mois.

14.– Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome III, page 299.

15.– William L. Shirer: *Le troisième Reich*, tome II, pages 320 et 322.

Pas de vaine littérature, le texte soumis au vote libre et secret de tous les Allemands était court et complet : « Approuvez-vous l'œuvre accomplie par le Führer du Reich au cours des trois dernières années ? »

Le résultat, le 29 mars 1936, dépassa tout ce qu'en Europe un homme d'état n'avait jamais obtenu : 44 411 911 Allemands, soit 98,8 % d'électeurs votants, répondirent « oui » !

Rien n'eut pu les empêcher, de même qu'au plébiscite précédent, de voter « non », s'ils l'avaient voulu. La preuve, c'est que 540 211 Allemands le feraient, huit fois moins, cependant, que l'année précédente.

En huit mois, les sept-huitièmes des derniers opposants s'étaient donc tous ralliés à Hitler.

Le journaliste américain William L. Shirer, qui avait surveillé tout le processus électoral d'un œil haineux, dût bien l'admettre : « Pour moi, qui pus observer le déroulement des élections d'un bout à l'autre du Reich, la chose ne fait aucun doute : le coup de force hitlérien fut approuvé à une écrasante majorité. » [16]

A Paris, la principale vedette du journal numéro un de l'antihitlérisme, *L'Œuvre*, ne put qu'écrire, avec une mélancolie rageuse : « On avait surtout l'impression que la France désormais était considérée comme ayant peu d'importance dans le domaine international. Doucement, elle s'était laissée glisser hors de la scène où, maintenant, l'Allemagne venait de prendre sa place. » [17]

C'était regrettable pour l'Europe. La France y avait eu, et eut dû y conserver, une place digne de son génie, et de son passé. Mais la démocratie du troupeau lui était fatale : nul n'échappait à son anarchie.

On ne peut maintenir un grand pays en ordre, ni surtout le faire progresser, si l'on n'a à sa disposition que des Parlements racolés au hasard des ambitions et des appétits, et des gouvernements à la petite semaine, culbutés à peine nés.

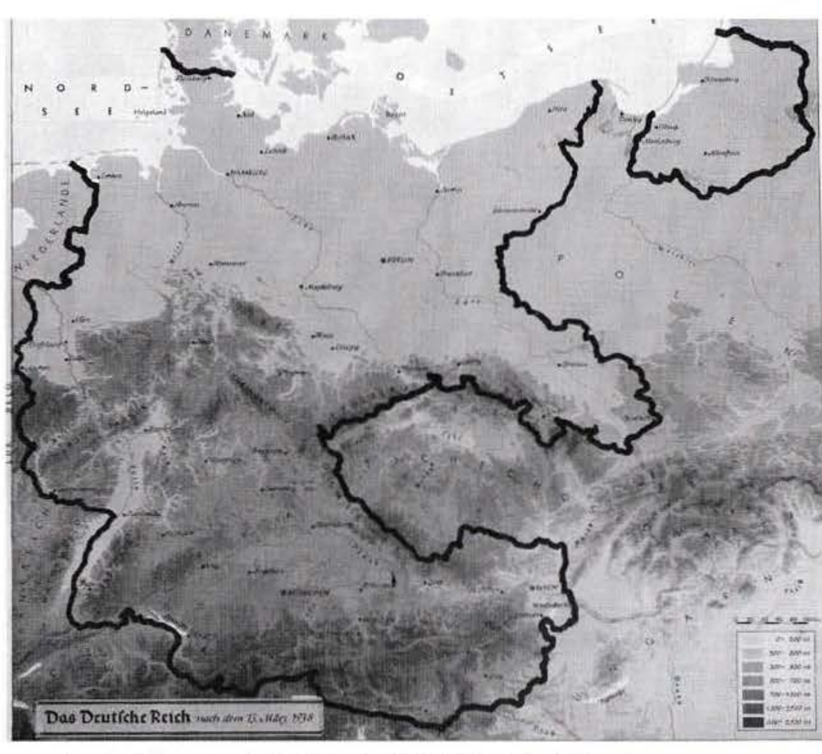
16.– William L. Shirer : *Le troisième Reich*, tome II, pages 320 et 322.

17.– G. Tabouis, *op. cit.*, page 270.

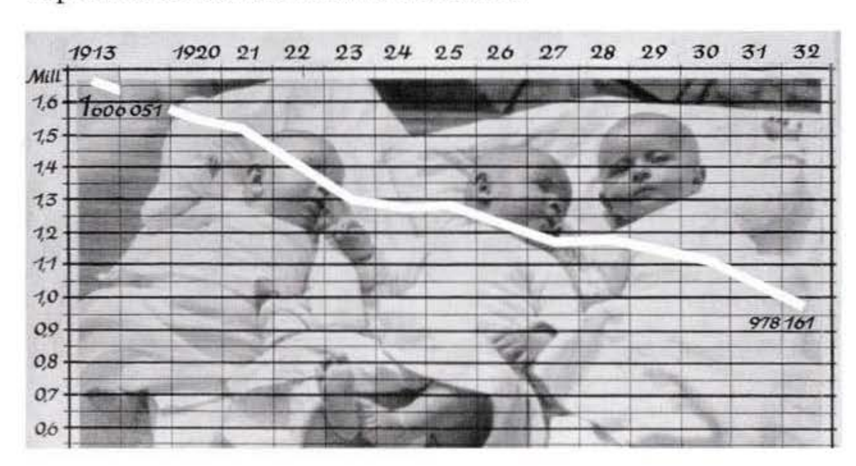
En tout, il faut un maître d'œuvre, jouissant d'un pouvoir populaire qui ne soit pas de pacotille, qui puisse former des équipes gouvernementales stables et compétentes, disposer du temps, afin de voir loin et grand, qui ne soit saboté à chaque instant par des partis disparates, collés au petit et à l'immédiat.

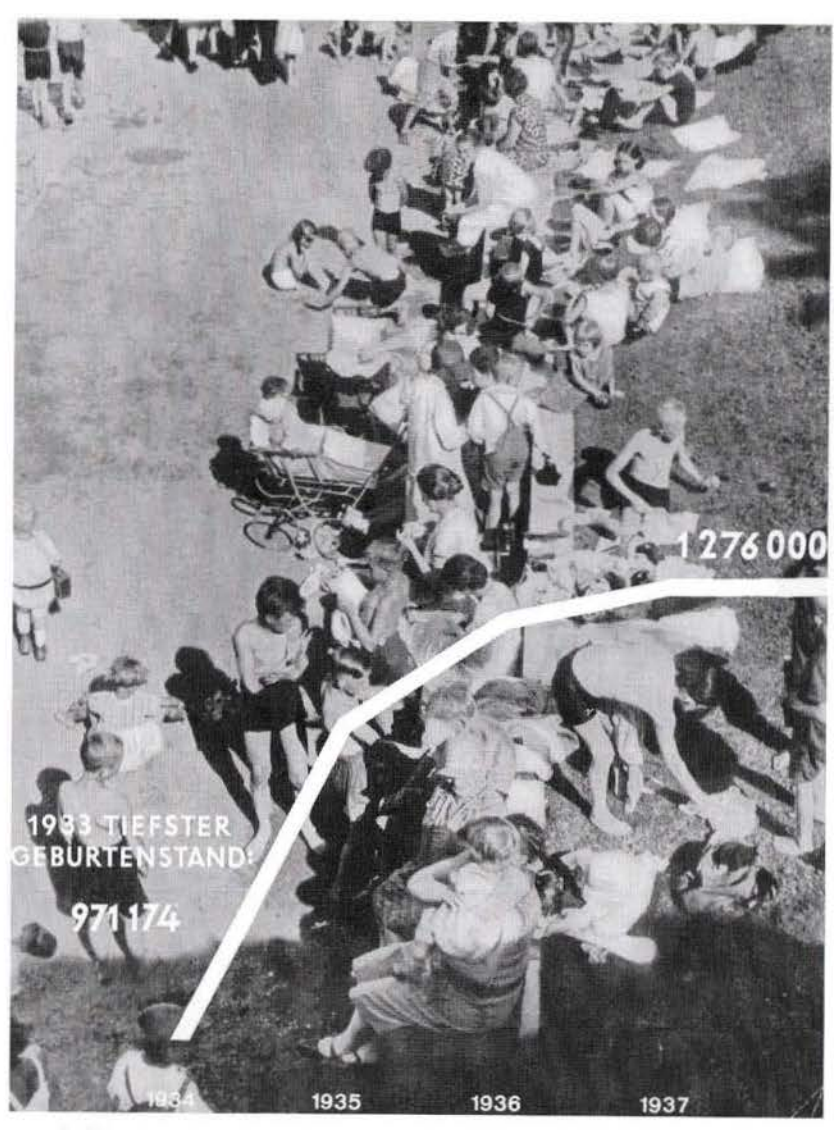
Même des hommes intelligents comme Flandin, ou rusés et habiles comme Laval, ne pourraient rien contre ce système d'autodestruction. M. Flandin verrait ses échasses cassées le printemps même. M. Laval serait vidé aux élections de mai 1936, lui l'homme du pacte tout récent conclu avec Staline, dont la bénédiction eut dû le sauver.

La France de 1918 chavirait. Une autre France allait entrer en scène.



Le Reich Allemand de 1938 : 74 860 000 habitants sur une superficie de 552 582 kilomètres carrés

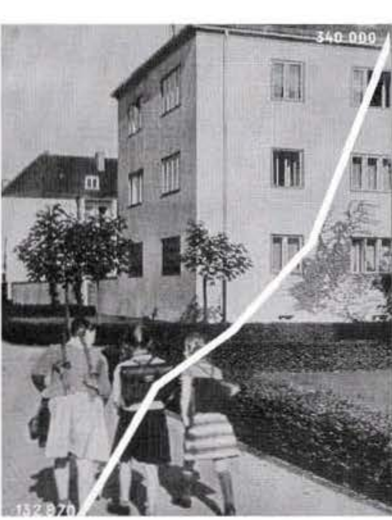




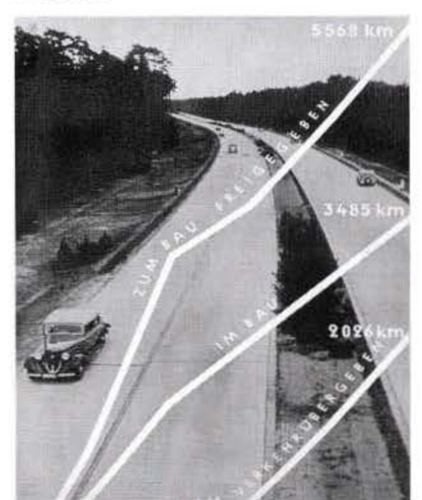
Le chiffre des naissances, calculé sur la superficie du Reich de 1939, tombe, dans les années depuis le début de la guerre , de 1 601 051 à 971 174. Dans les cinq premières années de l'Allemagne nationale-socialiste, ce chiffre se relève pour atteindre 1 276 000 naissance en 1937.



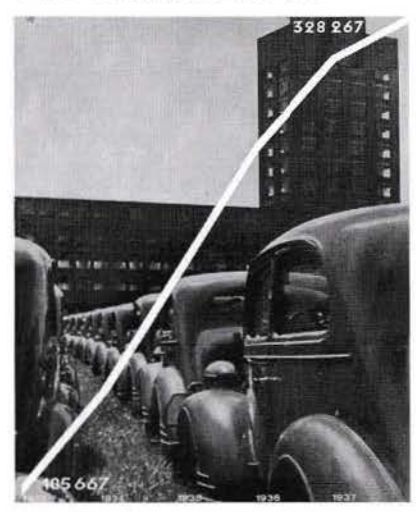
Les votes, d'élections en élections, du 20 mai 1928 au 10 avril 1938 donnant la preuve de l'approbation quasi-totale du peuple allemand à son chef.



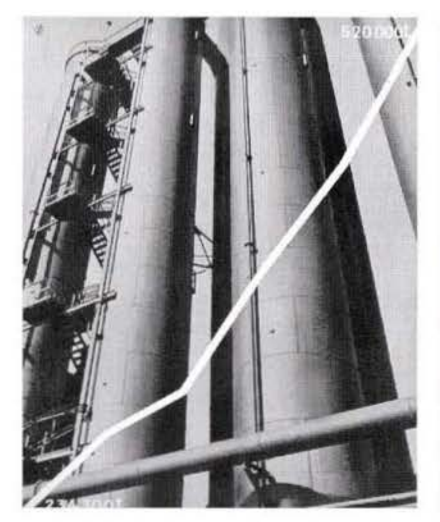
En 1932, on avait construit 131 160 maisons d'habitations, en 1937 ces constructions ont atteint le chiffre de 340 000, au total plus de 1 400 000maisons en 5 ans



La construction d'autoroute fut le symbole de la politique d'Hitler



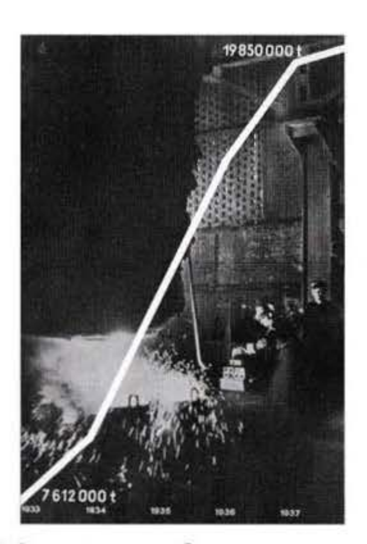
Dans le même temps la production de voiture passait de 50 à 320 000.



La production d'essence a augmenté de plus de 60 % de 1932 à 1937.



La production brute de l'industrie chimique est passée de 2,7 en 1932 à 5 milliards de RM en 1937.

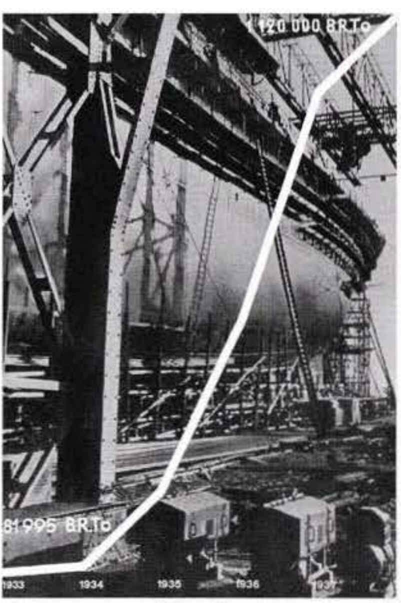


L'aluminium produit en 1937 se chiffre à 125 000 tonnes, presque neuf fois le tonnage de 1932.



La fabrication d'acier brut a augmenté de plus 350 %.

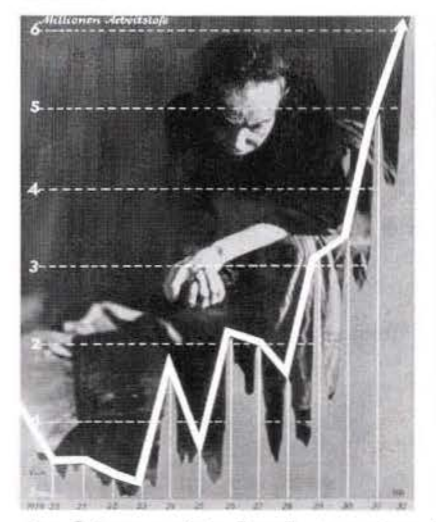
HITLER UNIFICATEUR DE L'ALLEMAGNE

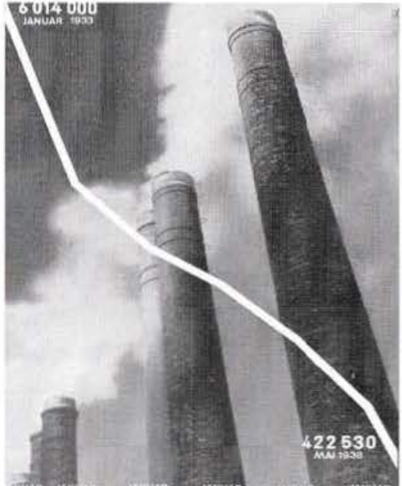


Les commandes de tonnages de bateaux dans les chantiers allemands.



Les chiffres de la production industrielle doubleront en cinq ans





Le chômage, plaie des ploutocraties, disparaîtra pratiquement en cinq ans.